

DEPARTEMENT DE LA DROME COMMUNE D'AUBENASSON

CARTE COMMUNALE



RAPPORT DE PRESENTATION

DECEMBRE 2019
CARTE COMMUNALE APPROUVEE

BEUA - BLANCHET Pascale, urbaniste
3, rue Sergent Blandan
26500 Bourg-Lès-Valence

BARNIER Delphine,
paysagiste
11, rue du Vieux Village
26800 Montoison

	Page
INTRODUCTION	4
Chapitre 1 - ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET EXPOSE DES PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT	5
1. Le contexte intercommunal	5
1. 1 Le Territoire et l'intercommunalité	5
1.2 La planification supra-communale	6
2. Le diagnostic socio-démographique, les données économiques, le parc logement et les équipements	7
2. 1 L'évolution des données démographiques	7
2. 2 Le diagnostic socioéconomique	10
⇒ La population active	
⇒ L'emploi et les activités sur la commune	11
2. 3 L'évolution du parc de logement	19
• Parc logement	
• Constructions neuves	21
2. 4 Les équipements et services	25
• Services administratifs -Equipements scolaires et sociaux	
• Equipements sportifs et de loisirs	
• Espaces publics et terrains communaux	26
• Voirie et déplacements - Transports collectifs	28
• Les réseaux et équipements divers	29
⇒ Eau potable	
⇒ Electricité	
⇒ Assainissement	
⇒ Gestion des déchets	30
3. Les composantes du territoire communal : Etat et fonctionnement de l'environnement : caractéristiques physiques et milieux naturels, occupation du sol, paysages	32
3. 1 Le territoire communal : les caractéristiques du milieu physique	32
• Relief	
• Géologie	33
• Végétation - Espaces naturels et forestiers	
• L'eau : hydrologie souterraine et de surface	36
⇒ L'encadrement d'une gestion équilibrée des ressources en eau 'SDAGE, SAGE, Contrat de rivière, ...)	37
• Les espaces naturels sensibles	
○ Zones humides	40
⇒ ZNIEFF	41
⇒ Site Natura 2000	46
⇒ Site classé de la Forêt de Saou	48
• La trame verte et bleue	49
⇒ Le SRCE	
3. 2 Les secteurs à enjeux environnementaux	54
3. 3 Occupation du sol, urbanisme et évolution du tissu bâti	55

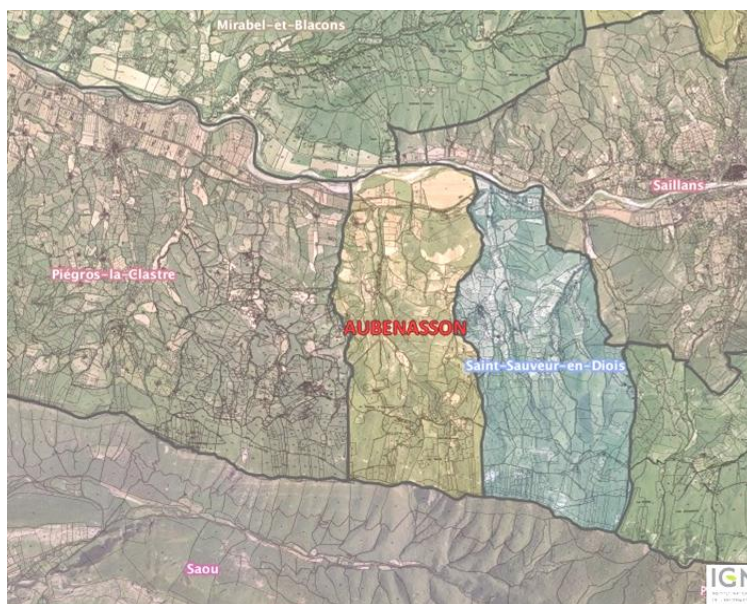
<ul style="list-style-type: none"> • Toponymie – Histoire des lieux • Sites archéologiques • Espaces agricoles : enjeux • Composantes générales du bâti et organisation urbaine <ul style="list-style-type: none"> ○ Conditions d'ensoleillement ○ Composantes du bâti ○ Insertion du bâti dans la topographie et évolution du bâti 	57 58 58 60
3. 3 Architecture et patrimoine bâti	65
4. Les paysages	66
4. 1 Les composantes générales du paysage 4.2 Analyse paysagère détaillée des hameaux Les Brandins et les Cassous 4. 3 Les secteurs à enjeux paysagers	66 74 78
5. Servitudes d'utilité publique, risques et autres contraintes affectant le territoire	80
5. 1 Les servitudes d'utilité publique 5. 2 Les risques environnementaux 5. 3 Les autres éléments de cadrage s'imposant à la carte communale 5.4 Ensemble des contraintes	80 80 83 86
6. Conclusion diagnostic- Etat initial de l'environnement	88
Synthèse des enjeux mis en évidence sur l'ensemble du territoire et sur le village	
Chapitre 2 : EXPLICATION DES CHOIX POUR LA DELIMITATION DES SECTEURS OU LES CONSTRUCTIONS SONT AUTORISEES	90
1. Prévisions et rappel des objectifs de développement	90
2. Le projet de carte communale : motifs de la délimitation des secteurs U et N	91
2. 1 Le choix d'une urbanisation concentrée sur les hameaux et groupes d'habitations 2.2 La délimitation des secteurs constructible de la carte communale 2-3 Explication des choix retenus au regard de la prise en compte des grands principes d'aménagement 2-4 Articulation des dispositions de la carte communale avec les documents supra-communaux	91 96 103 110
Chapitre 3 : INCIDENCES DU PROJET DE CARTE COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT	111
1. Incidences de la carte communale sur l'environnement	111
2. Evaluation des incidences Natura 2000	114
3. Indicateurs environnementaux	115
4. Conclusion	117
RESUME NON TECHNIQUE	119

INTRODUCTION

Commune du canton « Le Diois » depuis le nouveau découpage territorial de 2015, Aubenasson est située dans la vallée de la Drôme, en rive gauche de la Drôme entre Crest (13 kilomètres) et Die (29 kilomètres), au sein d'un espace de transition entre plaine de la Drome et contreforts des reliefs du synclinal perché de la forêt de Saoû.



Le territoire communal, d'une superficie de 669 hectares, est limitrophe des communes de Saint-Sauveur-en-Diois, Piégros-la-Clastre, Saou, mais également des communes de Saillans et Mirabel-et-Blacons situées en rive droite de la Drôme.



La commune d'Aubenasson, soumise actuellement au régime du Règlement National d'Urbanisme, a décidé d'élaborer sa carte communale.

Le dossier du projet de carte communale d'Aubenasson comprend :

- Le présent rapport de présentation,
- Un document graphique au 1 / 5000 avec « zoom » au 1/2000 sur les secteurs « U » des hameaux,
- Des annexes présentant notamment :
 - 1° Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol
 - 2° Les secteurs d'information sur les sols en application de l'article L. 125-6 du code de l'environnement.

Le territoire communal d'Aubenasson comprenant en partie, un site NATURA 2000, l'élaboration de la carte communale d'Aubenasson fait l'objet d'une évaluation environnementale.

En application de l'article R 161-3 du code de l'Urbanisme, le présent rapport de présentation vaut rapport environnemental.

Un résumé non technique des principales dispositions de la carte communale figure en annexe du présent rapport.

En application des articles L 142-5 et L163-4 du code de l'Urbanisme, le projet de carte communale est soumis pour avis à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF).

Le présent projet de carte communale a recueilli un avis favorable de la CDPENAF lors de la commission du 6 décembre 2018.

Chapitre 1 - ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET EXPOSE DES PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT

1 Le contexte intercommunal

1. 1 Le territoire et l'intercommunalité

- **La Communauté de Commune du Crestois et du Pays de Saillans - Cœur de Drôme (CCCPS) :**

Aubenasson fait partie de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans - Cœur de Drôme qui regroupe 15 communes de la vallée de la Drôme autour de Saillans, entre Crest à l'ouest, et Rimon et Savel à l'est.

Elle représente une population d'environ 15 000 habitants, sur un territoire de 234,2 km².

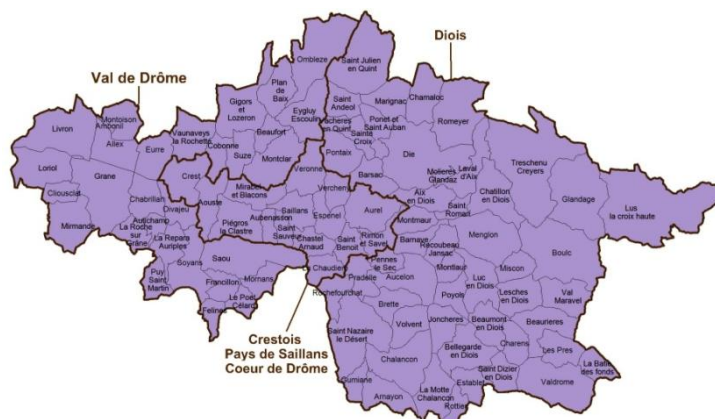


Les compétences de la Communauté de Communes CCCPS :

- développement économique : création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités économiques, actions de développement économique, immobilier d'entreprise et opération rurale collective ;
- aménagement de l'espace : schéma de cohérence territoriale, charte de développement et d'aménagement, création d'une zone d'aménagement concerté ;
- protection et mise en valeur de l'environnement : gestion de la rivière Drôme et de ses affluents, collecte et transfert des déchets ménagers et assimilés à un syndicat spécialisé
- politique du logement et du cadre de vie : programme local de l'habitat, opération programmée d'amélioration de l'habitat ;
- développement et aménagement social et culturel : construction ou aménagement, entretien et gestion d'équipements ou d'établissements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs ;
- action sociale ;
- enfance et jeunesse.

- **Biovallée**

Depuis 2002, le grand territoire de la vallée de la Drôme s'est engagé dans un projet partagé et porté par 3 communautés de communes (Val de Drôme, Diois, Pays de Saillans et Crestois, soit 102 communes) pour construire une stratégie de développement dans une démarche de développement durable. En 2009 le Conseil régional Rhône-Alpes valide le Grand Projet Rhône-Alpes Biovallée partagé et porté par 3 communautés de communes (Val de Drôme, Diois, Pays de Saillans et Crestois, soit 102 communes). Par le biais de la CCCPS, Aubenasson est donc intégré dans ce projet.



Le projet Biovallée comporte trois grands axes :

- Aménager le territoire de manière à préserver les ressources naturelles (eau, air, sol, soleil et biodiversité) ;
- Valoriser ces ressources naturelles au service des besoins de la population : eau potable, alimentation, habitat, santé, énergie, loisirs...
- Construire un territoire école qui accompagne les innovations, identifie les bonnes pratiques de développement durable, les diffuse par la formation, la coopération entre ses acteurs.

En termes d'aménagement, Biovallée souhaite favoriser le maintien et le développement d'activités et de population sur tout son territoire. L'enjeu est de le faire en préservant les terres agricoles, en économisant l'énergie et en respectant les biens communs (eau, air, sol, biodiversité).

La réalisation d'un éco SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) rural est envisagée à l'horizon 2020. Celui-ci visera à concilier développement (réorganisation des transports, etc.), aménagement, et préservation des zones rurales (nouvelles formes d'habitat écologique).

- **Le Syndicat Mixte Rivière Drôme et de ses affluents (SMRD)**

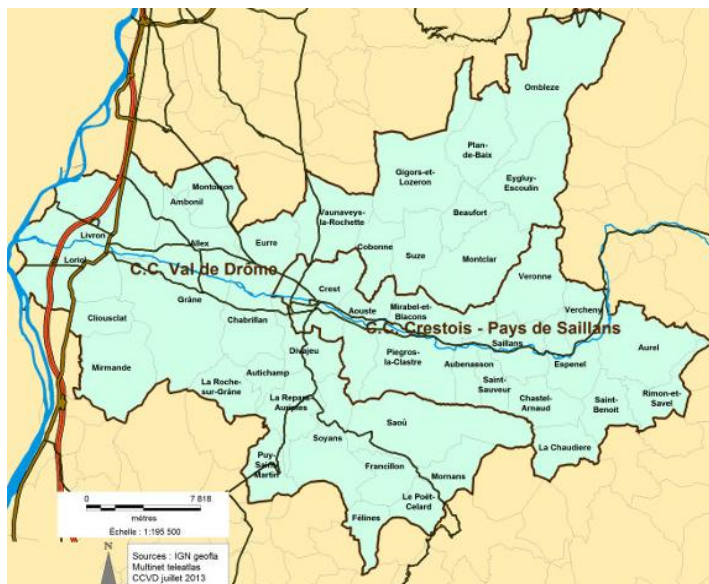
Aubenasson appartient au Syndicat Mixte de la Rivière Drôme (SMRD) qui a en charge la gestion de la rivière Drôme et de ses affluents, ainsi que la mise en œuvre des contrats de rivière. Le périmètre du SMRD correspond à l'ensemble des communes du bassin versant de la rivière Drôme auquel se rajoutent deux communes sur le bassin du Rhône (Cliusclat et Mirmande).

- **Le Syndicat Mixte de Développement de la Vallée de la Drôme (SMDVD) : structure porteuse du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) en cours d'élaboration**

Aubenasson fait partie du Syndicat Mixte de Développement de la Vallée de la Drôme (SMDVD), qui regroupe la Communauté de Communes du Val de Drôme (CCVD) et la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans.

Le syndicat mixte a été la structure juridique porteuse du Contrat de Développement Durable Rhône Alpes (CDDRA). Il assurait « dans la durée, la révision et la mise en œuvre de la Charte de Territoire actualisée de la Vallée de la Drôme ... ainsi que le portage des outils de mise en œuvre de cette politique : Contrat de Développement Durable Rhône-Alpes (CDDRA), Plan Stratégique Agricole et de Développement Rural (PSADER), sur la période 2011-2017.

C'est aujourd'hui la structure qui a engagée l'élaboration du SCoT sur l'ensemble du territoire des deux communautés de communes.

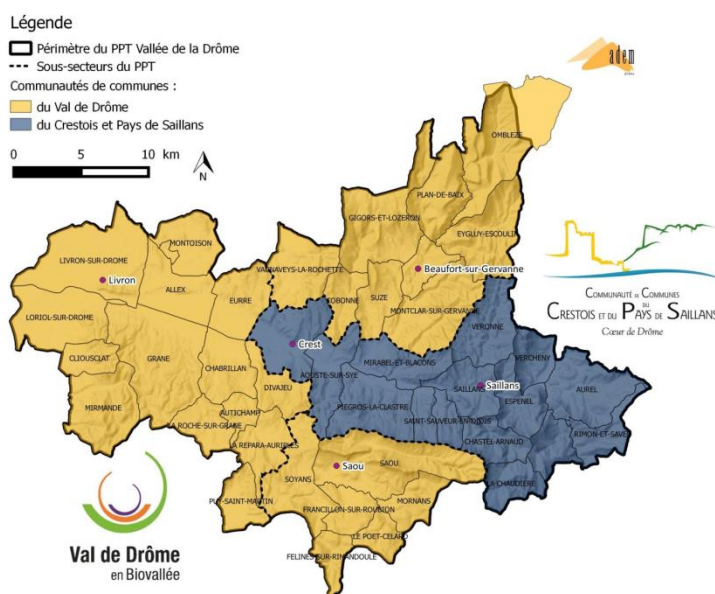


1.2 La planification supra-communale

La commune d'Aubenasson n'est pas couverte par un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé, mais les études relatives à l'élaboration de ce schéma sont en cours.

Le périmètre du « SCoT de la Vallée de la Drôme Aval » a été défini par le préfet le 16 novembre 2015. Ce Schéma a été prescrit le 15 mars 2017 et la phase diagnostic du territoire est sur le point de se terminer. Ce SCoT s'imposera, lorsqu'il aura été élaboré et approuvé, aux documents d'urbanisme (notamment à la carte communale d'Aubenasson) des 45 communes des communautés de communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur Drôme et du Val de Drôme, représentant une population d'environ 45 000 habitants.

Ce Schéma de Cohérence Territoriale a pour finalité de mettre en place une démarche de planification stratégique et de construire une vision globale et transversale à l'échelle de ce vaste territoire à l'horizon 2040.



Aubenasson étant situé en zone de montagne, la commune est soumise aux dispositions particulières aux zones de montagne prévues aux articles L 122-1 à L 122-25 du code de l'urbanisme.

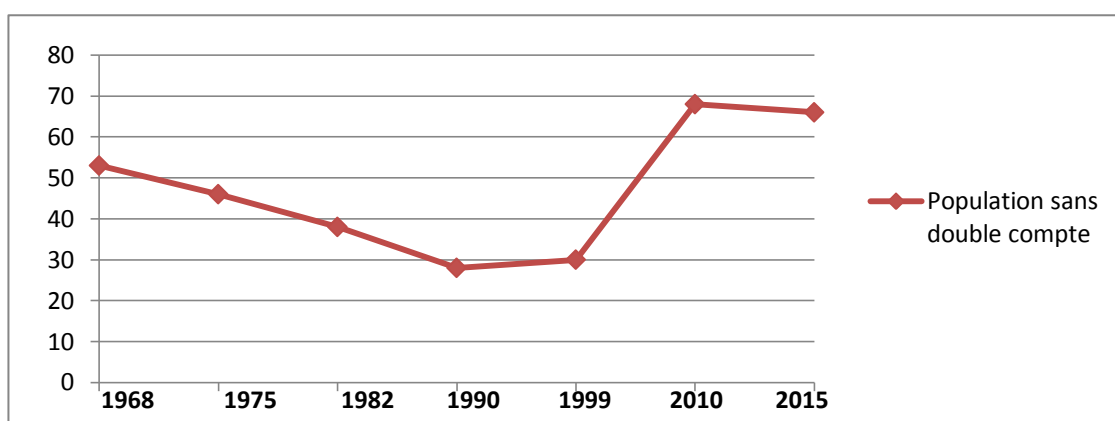
2 Le diagnostic socio-démographique, les données économiques, le parc logement et les équipements

2.1 L'évolution des données démographiques (Source I.N.S.E.E., RP 2013 et 2015)

- L'évolution de la population : une croissance récente liée à l'apport migratoire**

Selon le dernier recensement de l'INSEE de 2013, la commune d'Aubenasson compte une population totale de 70 habitants, dont 67 habitants constitue la population municipale (personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune) et 3 habitants, la population comptée à part (personnes dont la résidence habituelle est dans une autre commune mais qui gardent un lien de résidence avec la commune, exemple : étudiants, personnes âgées en maison de retraite ayant conservé leur logements sur la commune,...).

Année recensement	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015	Population légale 2015 : valeur population municipale au 1/ 01/ 2018: 66 habitants
Population sans double compte	53	46	38	28	30	68	66	



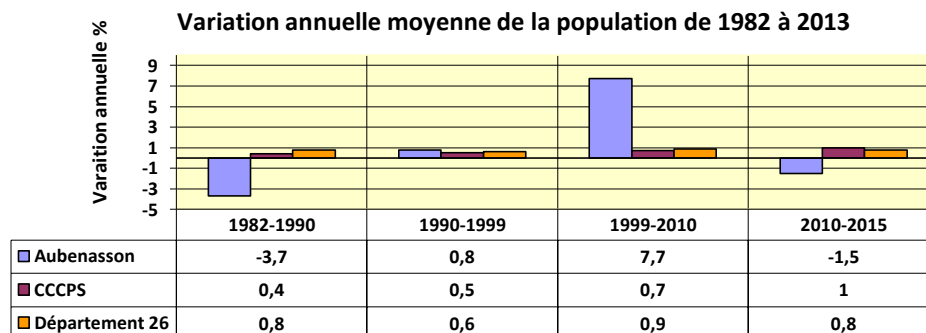
La population qui atteignait 97 habitants au début du XXème siècle (1911) n'a cessé de décroître jusque dans la fin des années 90, la commune a connu un fort exode rural après la première guerre mondiale de 1914, comme beaucoup de communes rurales. Ce n'est qu'à partir des années 2000 que la courbe démographique se redresse de façon importante avec une croissance de population très nette qui est liée à l'apport migratoire, et à l'arrivée de plusieurs jeunes ménages sur la commune. Aujourd'hui la population a plus que doublé par rapport à 1999.

Période	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2010	2010-2015
Taux de variation annuelle en %	- 2,0	- 2,7	- 3,7	+0,8	+7,7	-1,5
Part due au mouvement naturel	+0,9	-2,3	- 0,4	+0,8	+ 1,2	+ 2,4
Part due au solde migratoire	-2,9	-0,3	-3,4	0	+ 6,5	- 3,9
Taux de natalité ‰	17,2	6,7	18,7	15,4	20,3	27,3
Taux de mortalité ‰	8,6	30,1	22,5	7,7	8,1	3,0

La dynamique démographique a repris à partir des années 2000, avec une croissance de population de +36 habitants entre 1999 et 2015 et voit la population plus que doubler sur les quinze dernières années. Cette croissance ramenée à une valeur moyenne annuelle de +7,5 % entre 1999 et 2015 apparaît très élevée, mais doit modulée par le fait qu'elle s'applique à des valeurs faibles au départ (cette moyenne est presque huit fois supérieure à la valeur moyenne observée sur le département pendant la même période : + 0,95 %). Pendant la dernière période, s'observe une légère décroissance en raison du solde migratoire devenu négatif même si le mouvement naturel (différence entre les naissances et les décès) reste très positif car consécutif au fort apport migratoire observé entre 1999 et 2010 (arrivée de jeunes ménages en âge d'avoir des enfants, venus résider à Aubenasson).

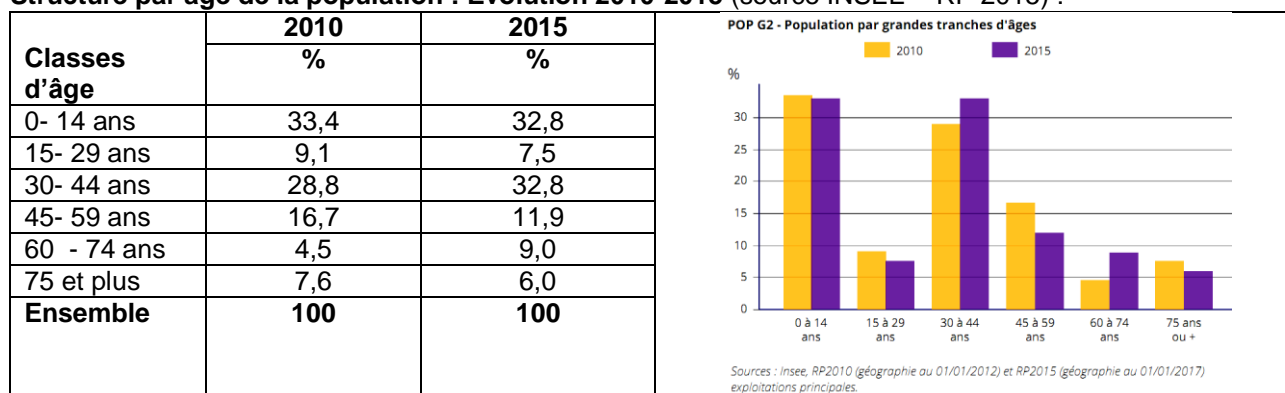
Fort taux de natalité et très faible taux de mortalité en 2015, signe de l'importance d'une population de jeunes ménages en âge d'avoir des enfants.

L'analyse des différents taux de variation de population dans le temps par rapport aux entités territoriales supérieures (communauté de communes, département) montre qu'après un rythme d'évolution très supérieur aux valeurs observées sur les territoires « CCCPS » et « département » entre 1999 et 2010, le taux de variation annuel de la population d'Aubenasson se rapproche des valeurs observées sur les autres échelles de territoire sur la dernière période, mais avec une valeur négative.



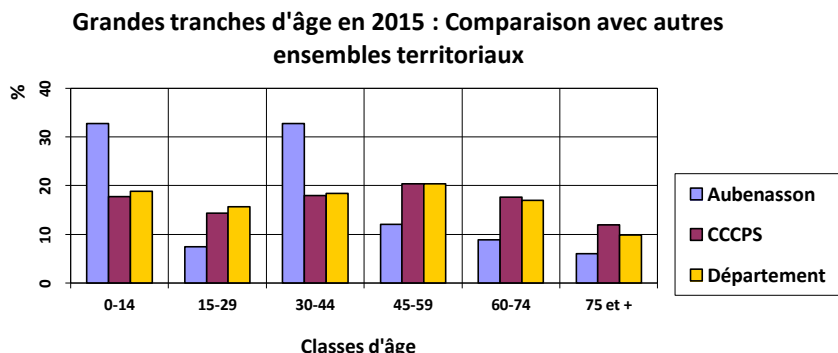
- **Structure par âge de la population : une population où prédominent les classes en âge d'avoir des enfants et les moins de 15 ans, conséquence de l'apport migratoire de ces dernières années.**

Structure par âge de la population : Evolution 2010-2015 (source INSEE – RP 2015) :



En 2015, Aubenasson présente comme en 2010 une structure de population « jeune » et dans l'ensemble équilibrée (déficit des 15-29 ans). La part des personnes âgées est faible et reste relativement stable entre 2008 et 2013.

La structure par âge dans le contexte supra-communal : Une structure de population qui est en proportion plus « jeune » que celle observée sur l'ensemble de la communauté de communes ou le département.



En 2015, les classes jeunes (moins de 14 ans) sont bien représentées : 32,8 % (valeur CCCPS: 17,8 %, valeur département : 18,9 %), ainsi que leurs « parents » : les 30-44 ans (32,8% à Aubenasson, alors qu'ils ne sont que 18 % sur l'ensemble du territoire de la CCCPS et 19,3% sur l'ensemble du département). A contrario la part des classes âgées à Aubenasson (14,9% de 60 ans et plus) est en dessous de la valeur CCCPS (29,5 %) ou de la moyenne départementale (24,8 %).

En conclusion :

L'évolution démographique : une croissance de population qui s'affirme depuis les années 90, mais qui s'est réalisée par à coup, avec des apports ponctuels importants de population au début des années 2000 en lien avec plusieurs projets d'habitat.

Une structure de population qui s'est fortement rajeunie, mais avec un déficit des 15 - 29 ans.

Perspectives d'évolution :

L'évolution de la population reste largement tributaire de l'apport migratoire et de l'offre en habitat, toutefois le rajeunissement global entraîne également un mouvement naturel qui participe à la dynamique démographique. On peut s'attendre à court et moyen terme pour les prochaines années à la poursuite de ce mouvement naturel, mais qui sera limité en raison du déficit des générations jeunes (15 -29 ans).

L'enjeu est donc de maintenir cette croissance naturelle en relançant sensiblement l'apport migratoire mais de façon modérée, de manière maintenir une croissance régulière qui pourrait s'approcher de celle observée sur l'ensemble de la communauté de commune et du département de la Drôme (de l'ordre de + 1 % par an).

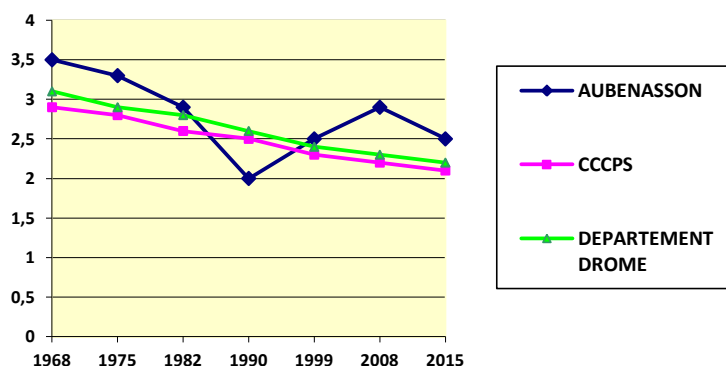
- Population des ménages (source INSEE) : Une taille des ménages qui reste élevée**

Un ménage, au sens du recensement, désigne l'ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté.

AUBENASSON	1982	1990	1999	2010	2015
Nombre de ménages	13	14	12	22	26
Nombre moyen de personnes par ménage	2,9	2,0	2,5	2,9	2,5

Comme dans la plupart des communes, le nombre de ménages est en augmentation. Cette évolution est liée surtout à la taille des ménages qui diminue (facteurs sociaux : phénomène de décohabitation, familles monoparentales, régression du nombre de familles « nombreuses »). Aubenasson connaît une situation particulière. Avec une décroissance et un vieillissement accru, la taille des ménage était tombée à un niveau très bas en 1990 : 2 personnes par ménage (valeur département à la même date : 2,6). En 1999 et en 2008, la taille des ménages a considérablement augmenté en raison de l'apport migratoire et l'arrivée de jeunes ménages ou de ménages avec enfants.

Evolution de la taille des ménages : comparaison avec autres ensemble territoriaux



En 2015, la taille des ménages à Aubenasson est revenue à un niveau de 2,5 personnes par ménage. Elle reste au-dessus des valeurs observées sur la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans (2,1) et du département de la Drôme (2,2). L'évolution sur ces deux dernières entités territoriales est dans la tendance générale du desserrement des ménages. On peut s'attendre à une diminution sensible de la taille des ménages pour les prochaines années à Aubenasson si on reste dans le cadre d'une croissance régulière et modérée de la population.

En 2015, les ménages avec une seule personne sont surtout composés de personnes âgées : 75 % des personnes de plus de 15 ans vivant seules sur la commune ont 80 ans et plus.

2. 2 Le diagnostic socio - économique

- **La population active résidente (source recensement INSEE 2013) : Des actifs en grande majorité salariés, travaillant généralement dans la fonction publique, et de plus en plus à l'extérieur de la commune**

Date recensement	Population active	Population active ayant un emploi	Population active ayant un emploi travaillant à Aubenasson	Taux d'activité % (15 ans et +)	Taux de chômage %	Inactifs en % parmi les 15-64 ans
2008	30	30	14 (46,7 %)	78,9	0	21,1
2013	33	27	6 (22,2 %)	86,8	18,2	13,2 Dont 7,9 % de retraités

En 2013, la population résidente des 15-64 ans en âge de travailler, comprend 33 actifs, composés pour moitié d'hommes et pour moitié de femmes.

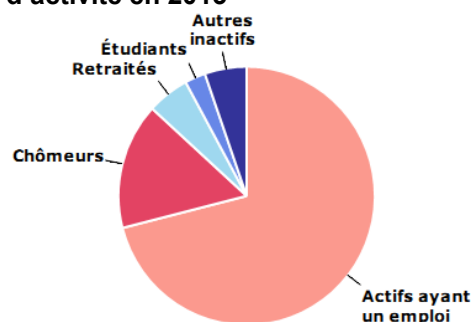
⇒ Entre 2008 et 2013 :

La population active a augmenté plus que l'ensemble de la population (+10 %, soit environ 7 fois plus que la croissance de population municipale : +1,5 %), mais elle s'accompagne également de l'augmentation du taux de chômage. Ce phénomène touche à part égale les hommes et les femmes.

Parmi les 27 actifs ayant un emploi en 2013, 18,5 % ont un emploi à temps partiel salarié.

Concernant les non-actifs, en 2013, leur part dans la population des 15-64 ans : 13,2 % a tendance à diminuer par rapport à 2008 (21,1%). La part des retraités ou préretraités a tendance à rester stable (de l'ordre de 8 %).

Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2013



Source : Insee, RP 2013 exploitation principale

⇒ Déplacements « domicile - travail »

La part de la population active ayant un emploi résidant et travaillant sur la commune d'Aubenasson a diminué entre 2008 et 2013, et les déplacements « domicile-travail » sont en progression. En 2013, 78 % des actifs ayant un emploi travaillent en dehors de la commune (cette valeur est de 58,6 % pour l'ensemble des communes de la CCCPS, et de 68,8 % pour l'ensemble des communes du département de la Drôme).

En 2013, 85,2 % des déplacements « domicile- travail » s'effectuent en voiture particulière, camion ou fourgonnette.

Aucun transport en commun n'est utilisé.

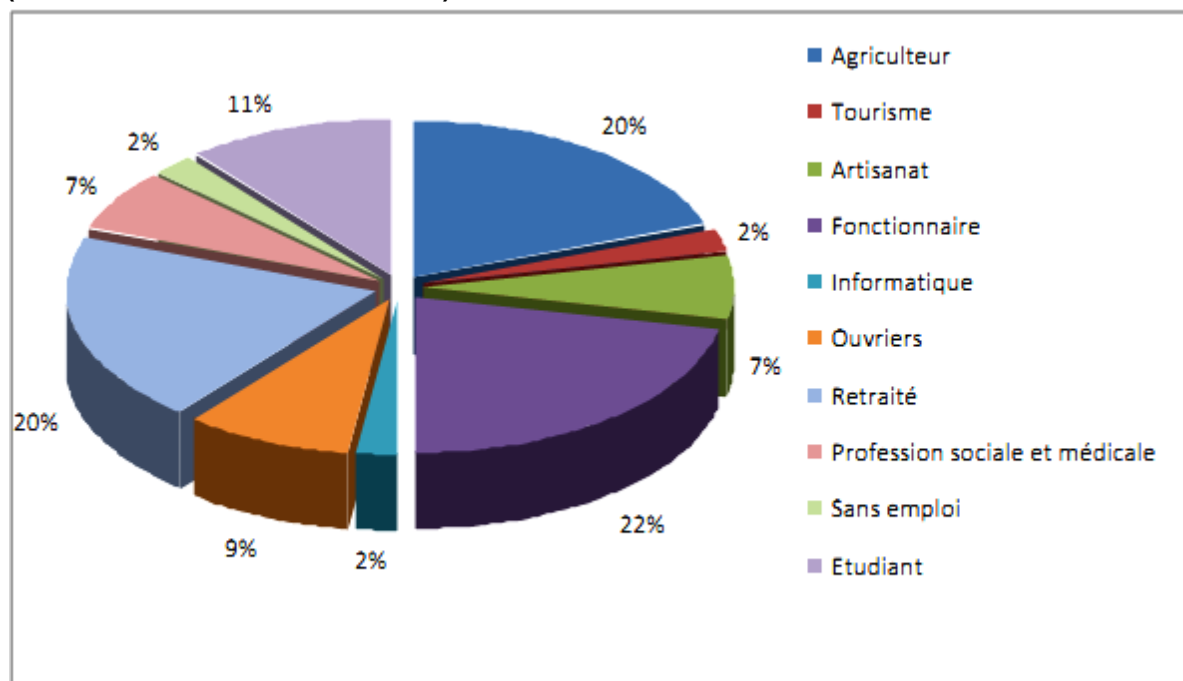
11,1 % des actifs ayant un emploi ne disposent pas de moyens de transport.

⇒ Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus en 2015 (source INSEE- RP 2015) : Evolution 2008 -2015

	2008	2015
Salariés		
Titulaires de la fonction publique	17	16
Contrats à durée déterminée	1	2
Autres (intérim, emplois aidés...)	0	0
Total Salariés	18	18
Non salariés		
Indépendants	6	7
Employeurs	5	1
Aides familiaux	1	0
Total Non Salariés	12	8
Total	30	26

En 2015, la population active résidente ayant un emploi est composée à 72 % de salariés (soit 18 salariés). De l'évolution 2008 – 2015, il ressort une diminution notable des non salariés dans la population active résidente.

⇒ **Détail des catégories socioprofessionnelles (CSP) de la population active résidente en 2010 (source : commune d'Aubenasson) :**



En 2010, la population adulte d'Aubenasson comporte 69 % d'actifs. Les catégories socioprofessionnelles concernées sont composées à :

- 22 % de fonctionnaires (enseignants, fonctionnaires de l'Etat, fonctionnaires territoriaux),
- 20 % d'agriculteurs (vignerons, chevrers, éleveurs ovins, cultivateurs de plantes aromatiques),
- 9 % d'ouvriers,
- 7 % d'actifs dans les domaines du social ou du médical,
- 7 % d'artisans ou de métiers artistiques,
- 2% de professionnels du tourisme
- 2% d'informaticiens,
- 11 % des "actifs" sont étudiants, 2 % de la population est sans emploi et 20 % des habitants sont retraités. .

- **L'emploi et les activités présentes sur la commune : Très peu d'emploi sur la commune, l'essentiel est représenté par les emplois agricoles**

Evolution des emplois entre 2008 et 2015 (source : INSEE - 2015)	2008	2015
Nombre d'emplois sur la commune	24	6
Dont emplois salariés	11	1
Dont emplois non salariés	13	5

Aubenasson voit diminuer les emplois sur son territoire ces dernières années.

Entre 2008 et 2015, le nombre d'emplois présents sur la commune a fortement régressé, ce sont les emplois salariés qui ont été le plus touchés.

6 emplois sont recensés en 2015 (dont 1 emploi salarié sur la commune soit 14% des emplois) sur le territoire d'Aubenasson, contre 24 en 2008 (dont 11 emplois salariés sur la commune soit 46 % des emplois).

Entre 2008 et 2015, l'indicateur de concentration d'emploi* est passé de 80,3 en 2008 à 22,4 en 2015, cette évolution de ratio signifie que la commune connaît une forte perte d'emploi et est peu créatrice d'emploi sur son territoire.

A titre de comparaison l'indicateur de concentration d'emploi est de 107,2 sur le territoire de la CCCPS en 2015, et de 105,2 pour le département de la Drôme (cette dernière valeur est restée sensiblement la même pour le département en 2008 et en 2015).

*L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

⇒ Les activités présentes sur le territoire:

Selon l'INSEE, 6 entreprises (établissements actifs) sont recensées sur le territoire communal au 31 décembre 2013, dans les secteurs de l'agriculture, de l'administration, et du commerce. L'agriculture est la première activité économique de la commune et représente 50% des activités présentes sur la commune.

Établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2013 (sources INSEE – CLAP)

Secteur d'activité	Nombre établis. actifs	% établ. actif	Nombre de postes salariés selon secteur d'activité
Agriculture, sylviculture, pêche	3	50,0	1
Industrie	0	0	
Construction	0	0	
Commerce, transports, et services divers <i>Dont commerce, réparation automobile</i>	1 0	16,7 0,0	
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	2	33,3	1
Ensemble	6	100	2

La grande majorité de ces entreprises (4 sur 6) n'emploie pas de salariés. En 2013, ces établissements fournissent 2 postes de salariés.

Deux créations d'entreprises en 2014, hors secteur agricole (source : répertoire Sirene), dans le domaine de la construction.

⇒ L'activité agricole :

Ces éléments sont issus des données du dernier R.G.A. de l'année 2010 et des informations recueillies auprès de la DDT, et auprès de la commune et des agriculteurs lors d'une réunion en mairie en mars 2016.

○ Les données du Recensement Général Agricole (source AGRESTE, 1988, 2000, 2010)

Evolution des exploitations (1988, 2000, 2010 données : source RGA) NR : non renseigné	1988	2000	2010
Nombre d'exploitations ayant leur siège dans la commune *	11	11	9
Nombre de chefs d'exploitation et de coexploitants	NR	11	9
Nombre de conjoints actifs non coexploitants	NR	5	6
Nombre total d'actif sur les exploitations (en UTA** équivalent temps plein)	15	13	12
Superficie agricole utilisée des exploitations (en ha) (SAU : superficies des terres labourables, superficies des cultures permanentes, superficies toujours en herbe, superficies de légumes, fleurs et autres superficies cultivées de l'exploitation agricole)	273	194	150 (exploitations ayant leur siège à Aubenasson)
Terres labourables (ha) (Superficie en terres labourables : superficie en céréales, cultures industrielles, légumes secs et protéagineux, fourrages (hors superficie toujours en herbe), tubercules, légumes de plein champ, jachères)	150	124	98
Dont Superficie en céréales (ha)	NR	21	46 (7 exploitations)
Superficie en cultures permanentes (ha) (Superficie en cultures permanentes : superficie en vignes, vergers, pépinières ornementales, fruitières et forestières, cultures de miscanthus, jonc, mûrier, osier, arbre truffier, à laquelle s'ajoute la superficie en arbres de Noël en 2010)	31	31	26
Dont Vignes (ha)	NR	28	26
Fourrages et superficies toujours en herbe (ha)	NR	76	57 (7 exploitations)
Dont Superficie toujours en herbe (ha) (S.T.H. : prairies naturelles ou semées depuis six ans ou plus)	93	39	26
Cheptel UGBTA ***	103	68	54

** On définit par exploitation agricole, une unité économique qui participe à la production agricole, qui atteint une certaine dimension (1 hectare de superficie agricole utilisée ou 20 ares de cultures spécialisées ou 1 vache ou 6 brebis-mères ou une production supérieure à 5 veaux de batterie...) et de gestion courante indépendante.*

*** Unité de travail annuel (UTA) : mesure en équivalent temps complet du volume de travail fourni par les chefs d'exploitations et coexploitants, les personnes de la famille, les salariés permanents, les salariés saisonniers et par les entreprises de travaux agricoles intervenant sur l'exploitation. Une UTA correspond au travail d'une personne à plein temps pendant une année entière.*

**** Unité gros bétail tous aliments (UGBTA) : unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs animaux d'espèces ou de catégories différentes (par exemple, une vache laitière = 1,45 UGBTA, une vache nourrice = 0,9 UGBTA, une truie-mère = 0,45 UGBTA).*

Le recensement général de l'agriculture (RGA) réalisé au cours de l'année 2000 avait dénombré 11 exploitations dont le siège était localisé sur la commune ; leur nombre étant resté stable auparavant, entre 1988 et 2000.

En 2010, selon les sources du dernier recensement agricole RGA : 9 sièges d'exploitation sont recensés sur le territoire communal. La commune a donc perdu 2 exploitations sur la décennie 2000-2010, soit près de 20% des sièges d'exploitations. Cette évolution semble se poursuivre encore jusqu'à aujourd'hui, puisque en mars 2016 seulement 7 sièges d'exploitation considérés comme viables, sont répertoriés sur le territoire d'Aubenasson.

Ce la se traduit en conséquence par la réduction du nombre d'actifs agricoles ces dernières années sur la commune, confirmée par un nombre de chefs d'exploitation et de co-exploitants en baisse (- 2 par rapport à 2000, et par un nombre d'actifs total sur les exploitations (mesuré en UTA temps plein) en baisse sensible également (- 1 UTA entre 2000 et 2010).

Par ailleurs les surfaces mises en valeur par les agriculteurs d'Aubenasson sur le territoire de la commune, sont en nette régression. En 2010, la surface agricole utilisée des exploitations ayant leur siège sur la commune, s'élève à 150 ha (soit une surface agricole presque divisée par deux : 123 ha de moins qu'en 1988).

Les superficies en terres labourables localisées généralement dans la plaine sont en baisse (1/3 des surfaces en moins par rapport à 1988), les superficies en cultures permanentes se maintiennent dans l'ensemble, mais les superficies toujours en herbe (prairies) sont en nette régression.

Cette évolution s'explique par la mise en valeur d'une grande partie des terres agricoles par des agriculteurs ayant leur siège à l'extérieur de la commune, ces terres agricoles ne sont pas comptabilisées dans la superficie agricole utilisée des exploitations des statistiques RGA.

Globalement la superficie agricole utilisée sur l'ensemble du territoire est restée sensiblement la même au cours des quinze dernières années.

Au sens du RGA, l'orientation technico-économique de la commune (production dominante de la commune) est restée la même depuis 2000, à savoir : « exploitation de polyculture et poly-élevage ».

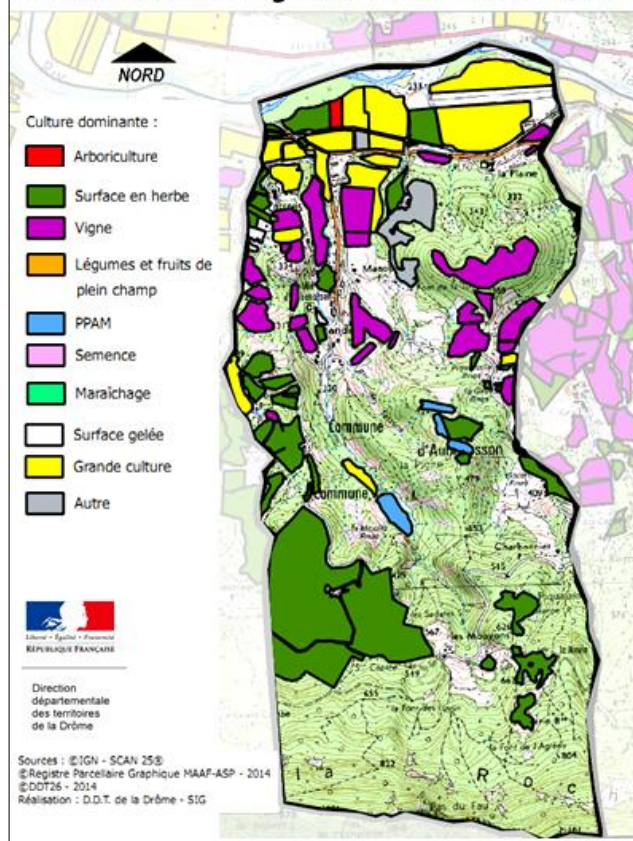
Aujourd'hui, les productions agricoles restent orientées vers la culture, l'élevage : élevages caprins, et vers des productions spécifiques comme la vigne, le maraîchage, les plantes aromatiques et médicinales,... et voient le développement de nouveaux produits rattachés à l'agriculture, comme la spiruline.

Les données du dernier recensement concernant les productions végétales et animales (cheptel) montrent une diminution générale de la surface exploitée ou mise en valeur dans tous les domaines de production (même la vigne) y compris le cheptel en Unité Gros Bétail Tous Aliments qui a diminué de plus de moitié entre 1988 et 2010.

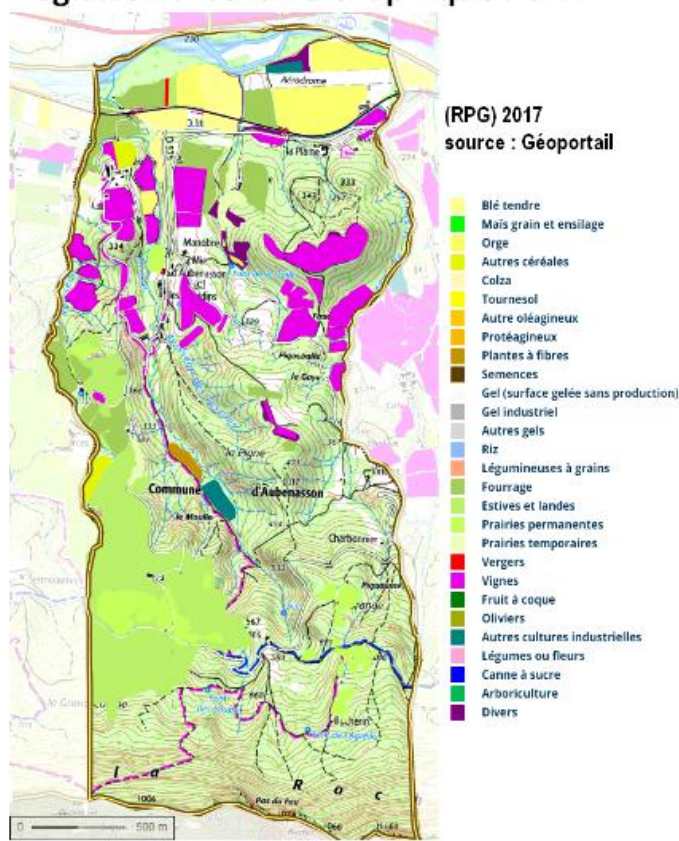
Les données du Registre Parcellaire Graphique (carte page suivante) permettent d'avoir une appréciation annuelle (il ne s'agit que des parcelles déclarées à la PAC*) de la localisation des surfaces cultivées sur la commune : concentration des cultures dans la plaine, surfaces en herbes plutôt sur les terrains en piémont des reliefs

** données ne représentent pas l'exhaustivité des parcelles cultivées sur le territoire*

Déclarations PAC végétales 2014 - Aubenasson



Registre Parcellaire Graphique 2017



La carte ci-dessus présente la répartition de l'occupation culturelle sur le territoire en 2014 (Source IGN – MAAF – ASP/ DDT 26) et son évolution récente (RPG 2017 source Géoportail). Le repérage de ces îlots s'effectue à partir des déclarations annuelles par les agriculteurs pour la P.A.C., soit les cultures majoritaires cultivées par année : îlots anonymisés du Registre Parcellaire Graphique RPG et leur groupe de cultures,

Les principales productions culturelles en 2014 :

- Surfaces en herbe
- Cultures
- Vignes

En 2014, 13 exploitations ayant au moins un îlot sur la commune ont fait une déclaration, ce qui représente une superficie totale déclarée sur la commune de 177 hectares.

L'essentiel des surfaces déclarées sont :

- les surfaces en fourrage ou en prairie naturelle : 84,5 ha (9 exploitations).

Viennent ensuite :

- Les surfaces en cultures : 47 ha (7 exploitations)
- les surfaces en vigne : 36,7 ha
- surfaces déclarées en agriculture biologique : 59,15 ha.

Les surfaces en arboriculture, en plantes à parfum aromatiques et médicinales (PPAM), ou les surfaces en jachères volontaire (gel) ne sont pas renseignées.

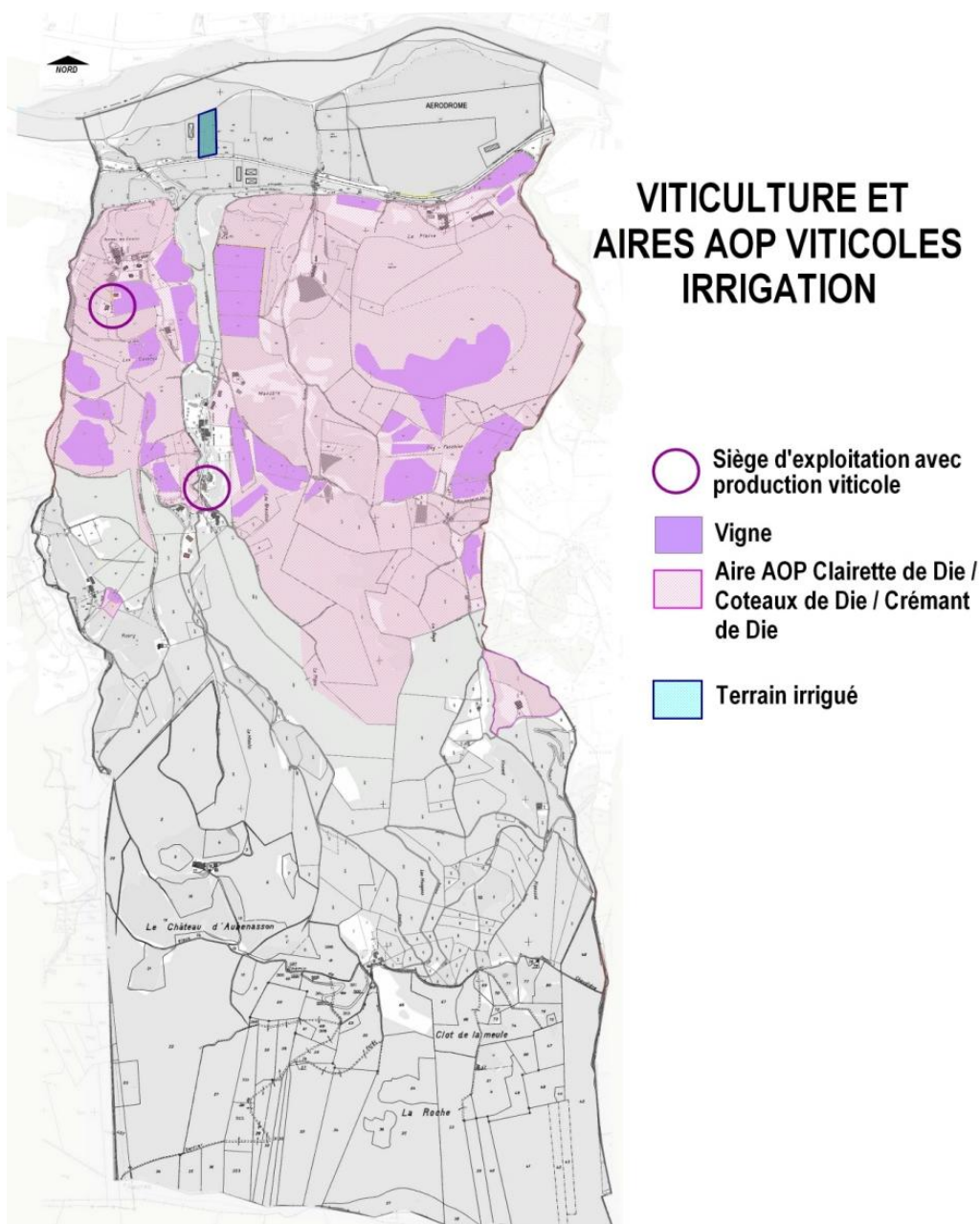
Cette répartition et les superficies déclarées sont restées sensiblement les mêmes en 2017 :

dominante culture dans la plaine alluviale, vigne sur les piémonts, et prairie naturelle sur les reliefs.

En matière de productions AOC/ AOP, (source INAO), Aubenasson fait partie de l'aire géographique AOP «Picodon» au même titre que les autres communes de l'ensemble du département de la Drôme. Le territoire de la commune d'Aubenasson est concerné également par les périmètres des signes de qualité, liés à une origine géographique (AOC/AOP/IGP) suivants :

- Appellation d'origine protégée (AOP) viticoles : « Clairette de Die », « Coteaux de Die » et « Crémant de Die », aire AOP délimitée sur 183 hectares du territoire communal
- Indication géographique protégée (IGP) viticole pour les vins : « Collines Rhodaniennes », « Comtés Rhodaniens », « Drôme », et « Méditerranée » : aires géographiques délimitées sur la totalité du territoire communal;
- Indication géographique protégée (IGP) pour le « Pintadeau de la Drôme » et « Volailles de la Drôme » : aires délimitées sur la totalité du territoire communal.

Seules les AOP viticoles font l'objet d'une aire spécifique de production (du raisin) délimitée à la parcelle. Cette aire est commune aux trois AOP.



Seules les AOP viticoles font l'objet d'une aire spécifique de production (du raisin) délimitée à la parcelle. Cette aire est commune aux trois AOP. Elle s'étend sur la moitié nord du territoire sur une superficie de 183 hectares.

Sept exploitations (dont deux exploitations ayant leur siège à Aubenasson exploitant respectivement 13ha et 10 ha de vignes) ou avec siège extérieur à la commune, ont des parcelles revendiquées en AOP viticoles sur le territoire de la commune. L'ensemble de ces exploitations met en valeur environ 38 hectares de vignes plantées à ce jour.

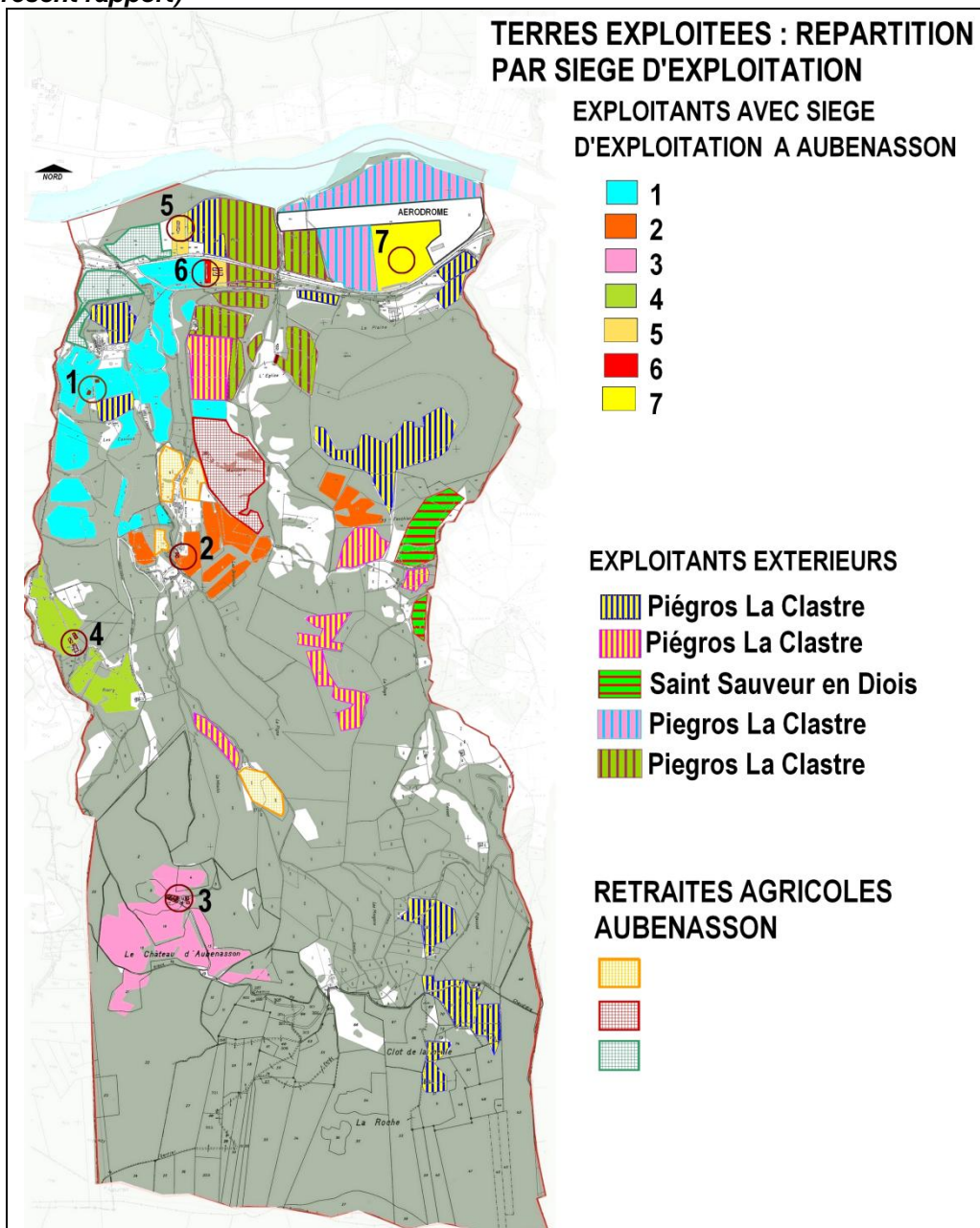
Le secteur AOP viticole induit une valeur ajoutée aux terres agricoles concernées par le périmètre de cette aire AOP.

Pour les autres produits viticoles ou non, tout le territoire de la commune est potentiellement concerné (aire géographique).

En ce qui concerne le Picodon, deux exploitations de la commune sont concernées (un transformateur fermier et un producteur de lait), dont un producteur en Agriculture Biologique (AB).

Concernant, l'irrigation, une seule parcelle est irriguée (arboriculture) par forage dans la nappe et autorisation de pompage dans la Drôme.

- Les données sur les exploitations agricoles (source : données recueillies auprès de la commune, questionnaire et rencontre avec les agriculteurs en Mars 2016 Voir annexe n°1 au présent rapport)



La carte de la répartition des terres exploitées par siège d'exploitation montre des exploitations aux terres relativement bien regroupées autour des sièges d'exploitation. Mais une grande partie du foncier agricole (plus de la moitié des terres agricoles d'Aubenasson) est exploitée par des exploitants venus de l'extérieur, ayant leur siège situé en dehors de la commune (communes limitrophes: le plus souvent Piégros La Clastre, mais aussi Saint Sauveur en Diois,...).

Une partie du foncier agricole est aussi exploitée par des retraités agricoles qui ont conservé quelques terres autour de leur ancien siège d'exploitation.

Exploitations avec siège situé à Aubenasson:

En mars 2016, 7 exploitations ayant un siège sur la commune d'Aubenasson et considérées comme exploitations professionnelles sont en activité. Ce sont des exploitations de taille très variable allant de quelques ares (exploitant « spiruline » n°6), à des structures de taille plus importante (50 ha et plus). Quatre exploitations sur sept exploitent moins de 10 ha et sont à la recherche de foncier agricole.

La plupart des chefs d'exploitation sont des exploitants individuels à titre principal, mise à part un GAEC et deux « cotisants solidaires » (exploitations 5 et 7) qui sont à la recherche de terres agricoles pour étendre leur exploitation et se diversifier, ces exploitations de taille modeste étant en location.

Dans l'ensemble, les exploitants ne sont pas proches de la retraite, tous ont la volonté de poursuivre leur activité et même plus, de la développer dans les années à venir.

Ce sont les exploitations les plus importantes en taille qui ont une majorité de leur terre en faire valoir direct (exploitation en propriété). Plusieurs exploitations travaillent également des terres à l'extérieur du territoire communal notamment sur les communes limitrophes ou voisines.

Projet et perspectives d'évolution de l'activité agricole (selon les données recueillies auprès des exploitants en mars 2016) :

Cinq exploitants sur sept ont des projets de construction, d'extension, ou de changement de destination pour développer leur activité (projets de construction de bâtiments d'exploitation pour stockage, fumière, projet d'une aire de lavage, transformation de bâtiments existants pour logements notamment locatifs,...).

Plusieurs projets de construction de bâtiments agricoles, d'aménagement ou de constructions :

- construction d'un hangar et d'une aire de lavage aux Cassous en lien avec l'activité viticole (exploitation n°1),
- construction d'un hangar en remplacement de la serre existante sur le site actuel de l'exploitation n°2 aux Brandins, avec par la suite construction d'une habitation pour l'agriculteur,
- construction d'un bâtiment d'élevage fonctionnel et de gîtes pour accueil à la ferme (exploitation n°3),
- construction d'un bâtiment pour le stockage de matériel, et d'un atelier de transformation (exploitation n°5),
- extension du laboratoire existant, et à la recherche d'un logement pour habiter sur place à Aubenasson (exploitation n°6).



Siège exploitation n°3



Serre exploitation n° 2

La majorité des exploitations cherche à augmenter leurs surfaces agricoles, et si possible à étendre leur potentiel en propriété de manière à pouvoir « sécuriser » davantage l'avenir de leur exploitation.

En conclusion : Les grandes tendances de l'activité agricole:

- Une activité agricole tournée vers la viticulture, la polyculture et l'élevage, activité qui a du mal à se maintenir, avec une nette tendance à la diminution du nombre d'exploitation et au regroupement des structures,
- Des exploitations de taille modeste mais qui cherchent à se diversifier et à se tourner vers des productions agricoles nouvelles ou spécifiques,
- Une population d'exploitants agricoles plutôt jeunes, porteurs de projets et d'innovation,
- Une part importante d'exploitants extérieurs.
- Une pénurie de foncier agricole fortement ressentie sur la commune, une partie du foncier agricole « gelé » par les agriculteurs retraités, ou par les propriétaires non agricoles, engendrant des contraintes foncières, pour les exploitations en activité.

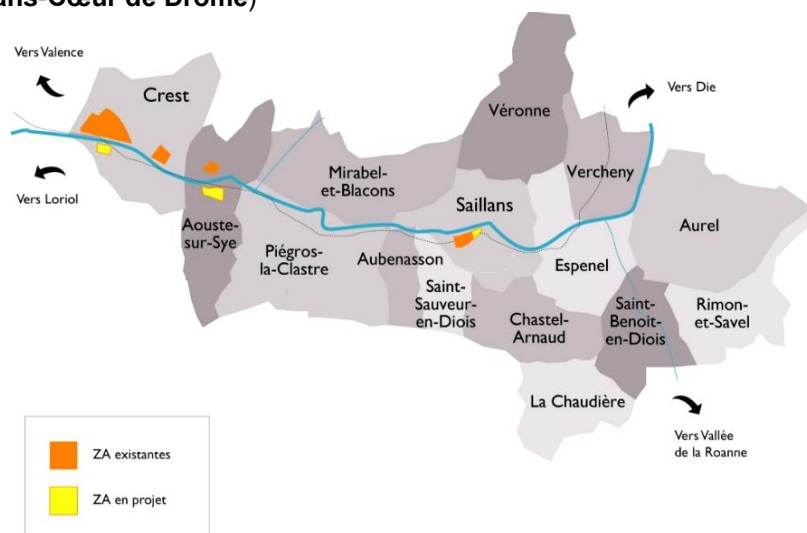
⇒ Les autres activités : artisanat, commerces, services, tourisme

Il n'y a pas de zones d'activités sur le territoire d'Aubenasson. Dans une logique de dynamique économique pour rendre le territoire attractif et innovant, la Communauté des Communes du Crestois et du Pays de Saillans, assure la gestion de plusieurs sites d'activités économiques qui sont identifiés comme secteurs d'accueil communautaire pour le développement d'entreprises existantes ou l'accueil de nouvelles entreprises :

- La Condamine, à Aouste-sur-Sye
- La Tuilière, à Saillans
- La Condamine, à Crest
- La Plaine, à Crest
- La ZI de Crest

La CCCPS a en projet la création et l'aménagement de nouveaux parcs d'activités, ou l'extension de parc existants, notamment l'extension de la zone d'activités de la Tuilière à Saillans, site qui est le plus proche d'Aubenasson.

Les zones d'activités intercommunales (source : site internet Communauté des Communes du Crestois et du Pays de Saillans-Cœur de Drôme)



Il n'existe pas de commerces et de services de proximité à Aubenasson.

Quelques activités ponctuelles sont localisées sur le territoire communal :

- Un paysan – boulanger s'est installé récemment sur la commune au sud des Brandins, activité de production (terrains sur Saint Sauveur), de transformation (fournil aux Brandins) et de vente (pain distribué localement à Mirabel et Blacons notamment).
- Il existe un petit aérodrome en rive sud de la Drôme, aménagé sur un terrain privé. Il est géré par l'Association aéronautique de Rochecourbe qui y a développé une activité de vol à voile. Ce site est aujourd'hui reconnu internationalement, notamment auprès des pays d'Europe centrale et du nord.
- Le Domaine de La Plaine (gîte d'étape et chambres d'hôtes) et une aire d'accueil assurent l'hébergement des usagers de l'aérodrome et proposent également des hébergements équestres (proximité des itinéraires de la Drôme à cheval).
Le gîte d'étape peut accueillir jusqu'à 15 personnes ; par ailleurs, cinq chambres d'hôtes ont été aménagées dans les bâtiments anciens du domaine (capacité d'accueil : 10 personnes).

En matière d'hébergement touristique, il n'existe pas actuellement d'autres structures d'accueil sur la commune.

Le tourisme est une activité forte pour le secteur : attrait touristique de cette partie de la vallée de La Drôme, dominée par l'imposante masse du Massif de Saoû qui s'identifie comme la porte ouest du Diois et qui offre de nombreuses possibilités de loisirs et de détente pour un tourisme « vert » axé sur les sports naturels : randonnées, cyclotourisme, ballades à cheval, baignades, canoë, ... , dans un décor de vignes et vergers, de villages de caractère.

Un office de tourisme intercommunal « Cœur de Drôme – Pays de Crest et de Saillans » a été créé en 2015, dans le cadre de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans-Cœur de Drôme. Il a pour mission de promouvoir le territoire, de soutenir et coordonner les professionnels, de commercialiser les offres touristiques et culturelles,...

2. 3 L'évolution du parc de logement

- **Parc logement : Un parc de logement qui connaît une dynamique récente des résidences principales**

Le parc Logement en 2015 (source INSEE) : Catégories et types de logements

	2015	%
Ensemble	32	100,0
Résidences principales	24	75,3
Résidences secondaires et logements occasionnels	6	18,5
Logements vacants	2	6,2
Maisons	28	85,5
Appartements	5	14,5

En 2015, on compte 32 logements sur le territoire d'Aubenasson, dont :

- 24 résidences principales
- 6 résidences secondaires
- 2 logements vacants,

une part (18,5 %) en résidences secondaires élevée (valeur CCCPS : 10,2 %) mais dont la valeur absolue reste relativement stable dans le temps

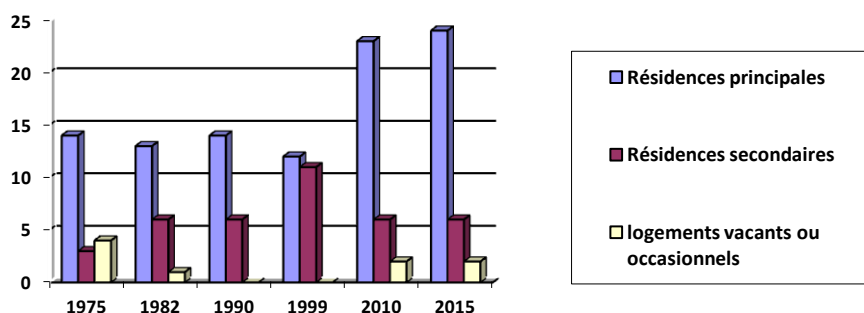
Croissance du parc des résidences principales significative à partir des années 2000, continue de croître entre 2010 et 2015, mais de façon très limitée alors que pendant le même temps la population stagne voir diminue sensiblement.

Cette croissance du parc des résidences principales est liée au desserrement des ménages (tendance liée à l'évolution sociale des composantes des ménages : phénomènes décohabitation, divorces, familles monoparentales, augmentation de l'espérance de vie, et donc des ménages de personnes seules et âgées,...).

La part des logements vacants faible (niveau peu élevé : 5,9 % du parc ; pour comparaison : valeur ensemble du département : 8,4%) et restant relativement stable dans le temps.

Evolution du Parc Logement (source INSEE)	1975	1982	1990	1999	2010	2015
Résidences principales	14	13	14	12	23	24
Résidences secondaires et logements occasionnels	3	6	6	11	6	6
Logements vacants	4	1	0	0	2	2
Nombre total de logements	21	20	20	23	31	32
Nombre moyen d'occupant des R.P.	3,3	2,9	2,0	2,5	2,9	2,5

EVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS

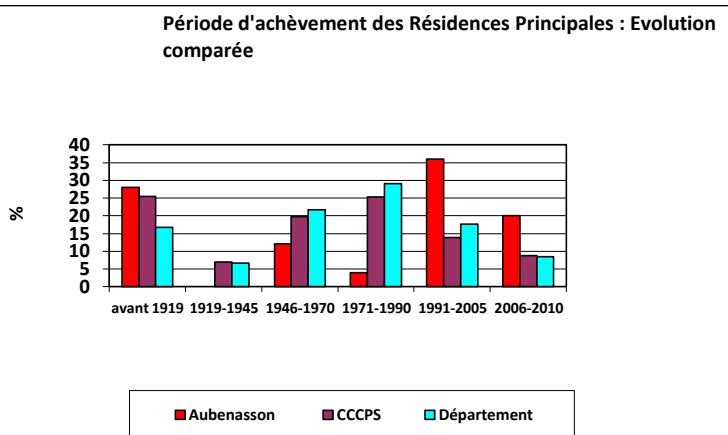


En 2015, l'ensemble du parc logement (soit 32 logements) est constitué à 85,5 % de maisons individuelles (28 logements).

- **Résidences principales**

Résidences principales en 2013 selon la période d'achèvement (source: INSEE, RP 2013 exploitation principale)

	Nbre	%
Résidences principales construites avant 1919	7	28,0
Résidences principales construites de 1919 à 1945	0	0,0
Résidences principales construites de 1946 à 1970	3	12,0
Résidences principales construites de 1971 à 1990	1	4,0
Résidences principales construites de 1991 à 2005	9	36,0
Résidences principales construites de 2006 à 2010	5	20,0
Total résidences principales construites avant 2011	25	100



Les données INSEE montre un parc de résidences principales qui se reconstitue fortement depuis les années 90 avec une part importante de résidences principales récentes.

En 2013, il est constitué à 56 % de logements construits après 1990 (valeur moyenne observée sur le territoire de la CCCPS : 22,6 % et sur le département de la Drôme : 26 %).

A remarquer : aucune résidence principale n'a été construite entre 1919 et 1945 sur la commune d'Aubenasson.

Ce parc est constitué de grands logements : en 2013, 76,9 % des résidences principales ont 4, ou 5 pièces ou plus (valeur moyenne observée sur le territoire de la CCCPS : 65,1 % et sur le département de la Drôme : 68,8 %).

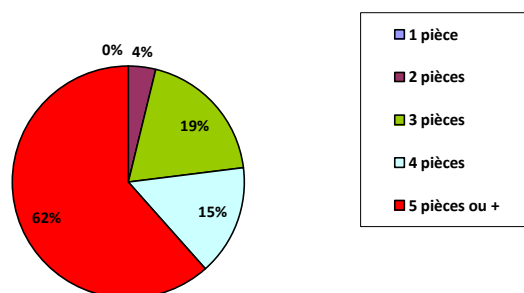
Les petits logements (1 à 2 pièces) sont pratiquement inexistant (1 seul logement deux pièces en 2013).

Nombre moyen de pièce par logement : 4,8 en 2013.

L'état de confort sanitaire dans les résidences principales est satisfaisant ; en 2013, 96,2 % des logements disposent d'une installation sanitaire (avec baignoire ou douche) dans le logement.

Au niveau du chauffage, 53,8 % des résidences principales disposent d'un système de chauffage central ou individuel tout électrique, avec une part de 11,5 % du chauffage individuel tout (3 logements), système consommateur d'énergie, d'autant plus si les logements sont mal isolés.

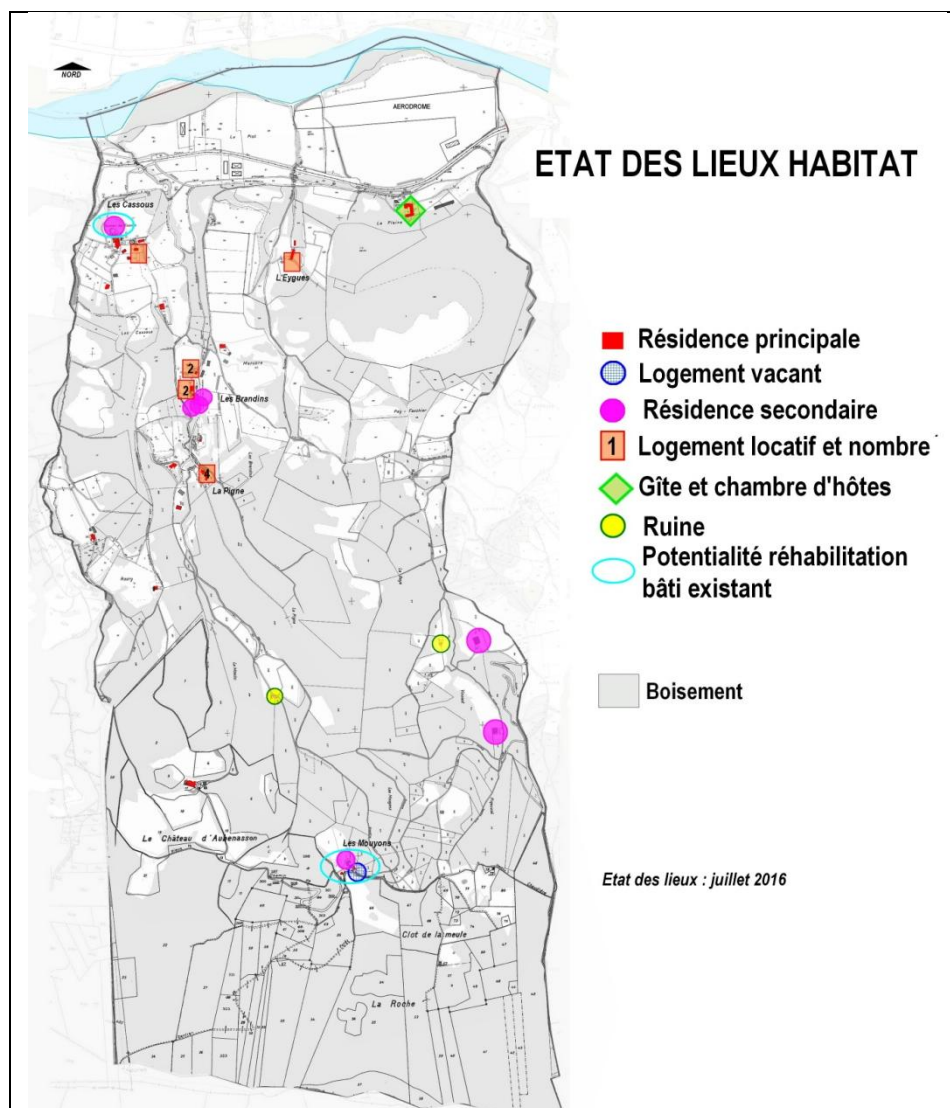
Part des résidences principales selon le nombre de pièces en 2013



Statut d'occupation des résidences principales (source INSEE - RP 2013) :

En 2015 :

- 53,8 % des résidences principales (soit 13 logements) sont occupées par leur propriétaire, la part des propriétaires représentait 63,6% en 1999.
- la part des logements locatifs 42,3 % (soit 10 logements) est très bien représentée pour une commune rurale comme Aubenasson, cette part de logement locatif est plus importante que les valeurs moyennes observées sur la CCCPS (38 %) et sur le département (35,8 %). Absence de locatifs social HLM sur Aubenasson.



LOCALISATION : LOGEMENTS VACANTS ET RESIDENCES SECONDAIRES LOGEMENTS LOCATIFS GITES ET CHAMBRES D'HOTES

*Etat des lieux : source commune/
juin 2016*

Ces données reflètent la situation relevée sur le terrain au printemps 2016. Par rapport aux données de l'INSEE :

- Le nombre de résidences secondaires est resté le même (6); elles se répartissent entre Les Cassous, Les Brandins, et en limite de Saint Sauveur en Diois, au lieu-dit « Vincent » ;
- Il n'y a plus qu'un logement qui reste vacant et qui est situé au hameau des Mouyons.
- Au total 11 logements locatifs sont répertoriés dont 6 logements locatifs communaux (logements au dessus de la mairie, et logements à La Pigne comprenant notamment un studio).
- Locations saisonnières : gîte et chambres d'hôtes à La Plaine.

Cet état des lieux met en évidence la faible capacité d'accueil au niveau de l'habitat existant (très peu de logement vacant, très peu de résidences secondaires qui pourraient se transformer en résidences principales).

Par contre le patrimoine bâti offre des potentialités de restauration et de transformation dans des volumes importants de bâtiments anciens au nord du hameau des Cassous, et au hameau des Mouyons. La commune estime que la capacité d'accueil de ces réhabilitations représente un potentiel d'une douzaine d'habitants à court terme (5 ans), ce qui ramené au taux d'occupation moyen de 2,5 personnes par logement, représente environ 4 à 5 logements.

• Constructions neuves

Nombre de logements autorisés de 2004 à 2016 (source : commune d'Aubenasson)

Période	Nombre de logements autorisés et commencés		
	En construction neuve	Par réhabilitation	TOTAL
2004 - 2008	2	2	4
2009-2016	3	2	5
TOTAL	5	4	9
Nombre / an	0,4	0,3	0,7

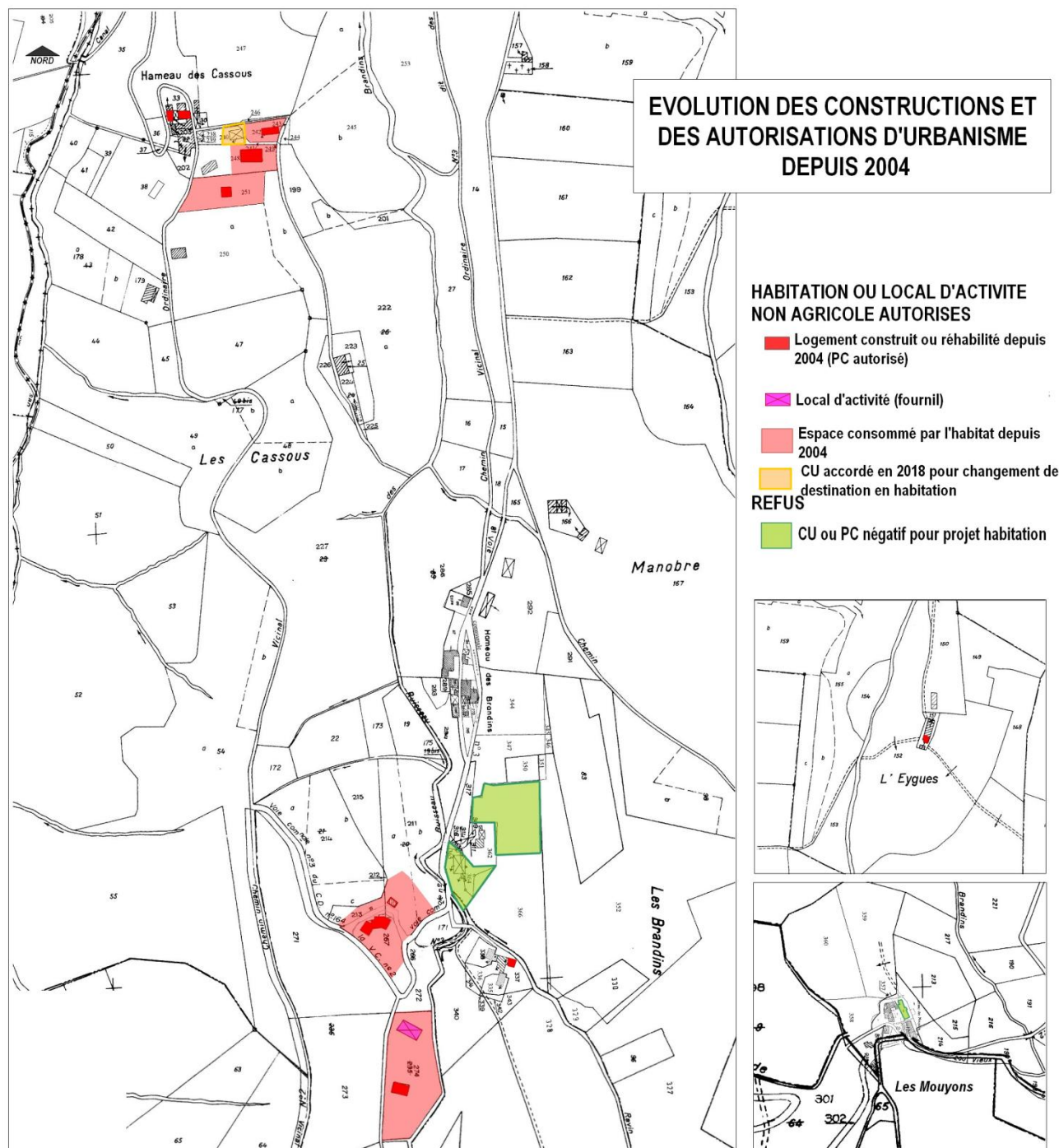
Depuis 2004, 9 logements ont été créés, en majorité en construction neuve (Les Cassous, quartier sud des Brandins), mais aussi pour partie par réhabilitation ou changement de destination de bâti existant (Les Cassous, La Pigne,...) soit un rythme de logements créés de 0,7 logements par an.

Au cours des treize dernières années : c'est un rythme moyen de 0,4 constructions neuves par an qui est observé sur la commune.

Sur les 5 logements neufs construits, la totalité sont des logements individuels.

• Terrains à bâtir – Foncier

La carte ci-dessous (source/ commune d'Aubenasson) fait état de la localisation des autorisations accordées pour des constructions à usage d'habitation qui ont été réalisées entre 2004 et 2016 , ainsi que des demandes de certificat d'urbanisme ou de permis de construire pour bâtir qui ont été « refusés » pendant cette même période.



• Le PLH 2009-2015 :

Un PLH avait été élaboré pour la période 2009- 2015 sur le périmètre de la Communauté de Communes du Pays de Saillans dont faisait partie Aubenasson avant le regroupement de cette communauté de communes avec celle du Val de Drôme et celle du Crestois.

Les données du diagnostic (données 2006) avaient fait apparaître sur l'ensemble du territoire de cette Communauté de communes :

- une croissance de population 1999-2006 de : + 1,2 % par an,
- une valeur élevée de la consommation annuelle de la construction neuve pour l'habitat de 3 logements / ha, entre 2004 et 2007 (Aubenasson se situe encore aujourd'hui dans cette moyenne avec la consommation annuelle de 3,2 logements /ha observée entre 2004 et 2016).

Le Scénario d'ensemble retenu sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Saillans prévoyait notamment :

- Une croissance globale de population de l'ordre de + 1,7 % / an avec une croissance plus forte sur les communes le long de l'axe de la Drôme qui ont un niveau d'équipement suffisant pour accueillir de nouvelles population .

Pour Aubenasson : l'augmentation de population prévue est de 1 % par an.

Les orientations retenues pour la CCPS étaient les suivantes :

AXE 1 – Accueillir dans de bonnes conditions les différentes catégories de ménages de manière cohérente et en accompagnant le développement économique.

- ❖ Orientation 1.1 - Proposer une large gamme de logements, en locatif comme en accession, en veillant à leur répartition sur le territoire et la qualité des logements produits
- ❖ Orientation 1.2 - Mettre en place une politique foncière intercommunale
- ❖ Orientation 1.3 - Diffuser l'application des dispositions et des outils du droit de l'urbanisme pour agir sur le développement urbain et le foncier ;
- ❖ Orientation 1.4 - Faire le lien avec l'offre de services et équipements

AXE 2 – Se développer en étant solidaire des ménages pouvant rencontrer des difficultés à trouver un logement adapté à leur besoin.

- **Objectif logements pour Aubenasson répertorié en commune rurale** : environ 3,4 logements sur la durée du PLH (2009-2015 soit 6 ans) soit environ 1 logement tous les deux ans, essentiellement en parc privé, (une part de 10 à 12%, soit 2 logements en loyer modéré est préconisé sur l'ensemble des communes rurales) ;
- **Objectifs en terme de densité et de forme d'habitat** :
Le PLH prévoyait d'économiser du foncier pour les espaces naturels et agricoles en diversifiant davantage les types de logements (collectif et intermédiaire en secteur urbain et dans les bourgs, individuel groupé et limitation de la taille des parcelles en secteur rural) et en préconisant les densités suivantes en espace rural : 5 à 10 logements/ ha, soit 5 à 10 ha/ an.

Adéquation entre l'évolution de l'habitat sur Aubenasson et les orientations du PLH 2009-2015 :

Aubenasson se situe dans les perspectives de développement de l'habitat visées par le PLH :

- En matière de croissance démographique : avec une croissance annuelle de +0,3 % entre 2008 et 2013, Aubenasson semble se situer en dessous des perspectives démographiques du PLH qui prévoyait + 1% par an sur la période 2009 - 2015
- En matière de logements : la création de logements par réhabilitation du bâti existant est effective sur la commune (2 logements créés depuis 2009) et répond aux orientations du PLH, ainsi que la création de logements neufs : 0,5 logement neuf par an créé sur Aubenasson, ce qui correspond aux objectifs logements du PLH en terme quantitatif.

Par contre au niveau de la consommation du foncier par logement, Aubenasson se situe en dessous des densités préconisées (5 à 10 logts/ha) : depuis 2009, les 3 constructions neuves ont consommé 9000 m2 de terrain soit une moyenne de 3000 m2 de terrain par logement et une densité de 3,3 logements par ha. Ce qui s'explique par le caractère très rural et agricole de la commune, deux de ces habitations (Cassous et sud des Brandins) ayant été destinées à de l'habitat agricole comportant des unités foncières de taille importante.

EN CONCLUSION :

Les grandes tendances du Parc Logement et de la construction:

- Un parc logement comportant une part significative de résidences secondaires mais peu de logements vacants
- Un développement récent et important du parc des résidences principales qui a plus que doublé au cours des quinze dernières années (+ 116 % : croissance annuelle des résidences principales de l'ordre de + 8,3 % depuis 1999.
- Un parc de résidences principales peu diversifié, composés surtout de grands logements en maison individuelle et dans l'ensemble confortables sur le plan sanitaire. Trop peu de petits logements.
- Des logements locatifs bien représentés, avec une part importante de logements aidés communaux qui connaissent un très faible taux de vacance.
- Des logements créés ces dernières années à la fois en construction neuve mais aussi en grande partie par réhabilitation ou changement de destination du bâti existant ;
- Un rythme de constructions neuves qui se maintient depuis 2004, de l'ordre d'une construction neuve tous les deux ans, exclusivement de l'habitat individuel ;
- Une consommation foncière en terrain à bâtir par logement qui reste à un niveau élevé ;
- Un patrimoine bâti ancien offrant des potentialités de restauration et de transformation dans des volumes existants importants.

Pour Aubenasson, l'enjeu est de favoriser le développement de l'habitat sur des parcelles de taille moindre et d'inciter à la réhabilitation et à la création de logements dans le bâti existant.

2. 4 Les équipements et services

- **Services administratifs, équipements scolaires, et sociaux : des services regroupés sur le territoire de la Communauté de communes**

Le local de la mairie est situé à l'entrée du hameau des Brandins. Il n'y a plus de service administratif de secrétariat de mairie sur la commune, ce service est aujourd'hui mutualisé au sein d'un regroupement avec quatre autres communes de la CCCPS, et est localisé à Saillans.

L'ancienne école communale située dans le bâtiment de la mairie a été fermée en 1973. Il n'existe plus d'équipement scolaire sur Aubenasson.

Les enfants de la commune sont accueillis dans les établissements scolaires du premier degré des communes voisines, notamment. A Saillans.

Un syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) dénommé « Les enfants du Solaure » s'est constitué entre les communes d'Aubenasson, de Chastel Arnaud, La Chaudière, Espenel, Saillans, SaintSauveur en Diois et Véronne, pour la gestion des temps péri-scolaire, les activités péri-éducatives, ainsi que pour les services de restauration scolaire. Cela concerne les enfants scolarisés dans les écoles maternelles et primaires du groupe scolaire «Diane Lometto» de Saillans. Pas de service de ramassage scolaire sur la commune.

Les élèves du secondaire sont généralement accueillis dans les établissements publics ou privés à Crest.

Concernant l'accueil « petite enfance », il n'existe pas d'accueil sur la commune, mais quatre structures d'accueil petite enfance sont mises à disposition dans le cadre de la CCCPS, notamment pour les plus proches : micro-crèche intercommunale à Piégros-la-Clastre, et multi-accueil « Les P'tits Bouts » à Saillans, ainsi que deux relais d'assistantes maternelles, dont l'un à Piégros-La-Clastre.

Concernant, les structures d'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH), des structures existent également au sein de la CCCPS, notamment à Crest et à Aouste sur Sye.

- **Equipements sportifs et de loisirs**

Aérodrome

L'aérodrome d'Aubenasson est un aérodrome privé civil, agréé à usage restreint, situé sur la partie nord du territoire communal. Il est utilisé pour la pratique d'activités de loisirs et de tourisme (aviation légère) et est géré par l'Association aéronautique de Rochecourbe. L'aérodrome dispose d'une piste en herbe orientée est-ouest d'une longueur de 750 mètres et d'une largeur de 80 mètres, d'une aire à signaux. Sont également présents sur le site: un hangar et une aire de stationnement.

Equipements sportifs :

La commune d'Aubenasson ne dispose pas d'équipement sportif communal mais la CCCPS met à disposition des clubs, des associations des communes de l'intercommunalité, des équipements sportifs (stades, gymnases, salles de sport, etc.), répartis sur l'ensemble du territoire (exemple Gymnase Rif de Blanc à Piégros-la-Clastre, terrains de foot et de tennis à Saillans, piscine intercommunale à Crest,...). Ces équipements sont gérés et entretenus par les services de l'intercommunalité.

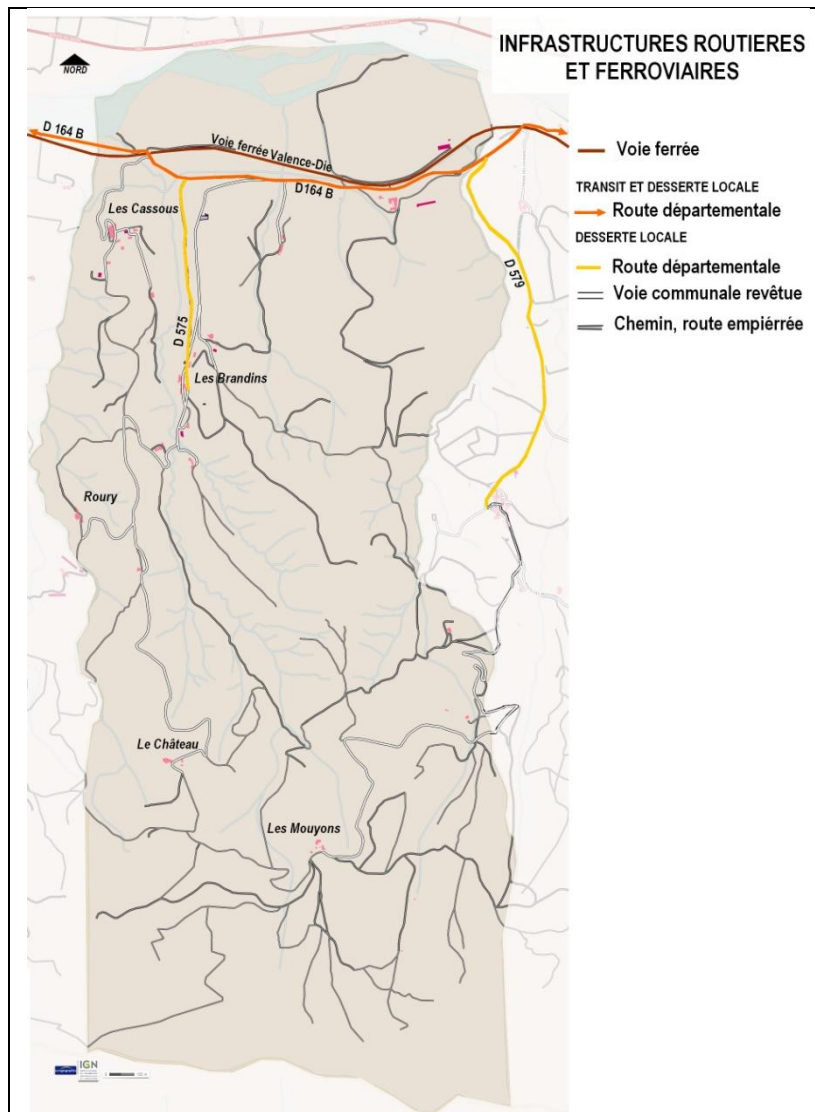
Un centre aquatique intercommunal est en projet à Crest.

- **Espaces publics - Terrains communaux**

La commune compte peu d'espaces publics : une petite place dite « La Placette » a été aménagée près du hameau des Brandins, et propose un espace de loisirs et quelques places de parking pour les habitants, les visiteurs ou les randonneurs.

La commune possède plusieurs types de terrains sur son territoire : pâtures, landes, bois de pins sylvestres et de hêtres. Quelques terres en herbe sont louées à un agriculteur pour les besoins de son activité d'élevage.

• Voirie et déplacements - Transports collectifs



Desserte routière :

Deux routes départementales traversent la commune : la RD164B de Piégros-La-Clastre à Saillans, ainsi que la RD 575. Ces deux voies sont classées en routes de 4^{ème} catégorie (routes reliant deux communes entre elles dès lors que l'une des deux n'est pas un pôle de service).

Selon le Schéma d'Orientation des Déplacements Routiers (SODeR) de la Drôme adopté en 2007 et actualisé en 2013, et le règlement de voirie départemental, des marges de recul sont à prendre en compte hors agglomération et espace urbanisé le long de ces voies : recul de 15 minimum par rapport à l'axe de la route pour les habitations, et recul de 10 m pour les autres constructions.

Par ailleurs, Aubenasson compte un peu moins de 18 km de voirie publique communale dont presque la moitié est revêtue.

Les deux voies départementales drainent les trois branches principales de la voirie communale (route des Brandins, route des Cassous, et route des Mouyons via Saint Sauveur) qui desservent les hameaux et les habitations isolées.

Deux voies communales assurent les liaisons transversales : le chemin de la Chaudière sur le haut de la commune et le chemin de Saint-Sauveur-en-Diois sur la partie basse.

Le gabarit de la voirie communale est satisfaisant pour le fonctionnement courant, mais la largeur souvent limitée des chaussées rend parfois les croisements délicats, notamment sur le tronçon inférieur de la RD 575 qui assure l'accès au village.

La voirie communale est régulièrement entretenue par la municipalité, et représente des dépenses importantes pour le budget communal (entre le 1/4 et le 1/3 du budget général), l'enjeu pour la commune est de veiller à ne pas étendre de façon significative ce réseau de voirie qui est une charge lourde pour les finances communales.

La place de la voiture individuelle est essentielle dans les déplacements. Selon les données INSEE, en 2015, 92 % des ménages disposent au moins d'une voiture (26,9 % : une seule voiture, et 65,4% : 2 voitures ou plus).

Transports collectifs :

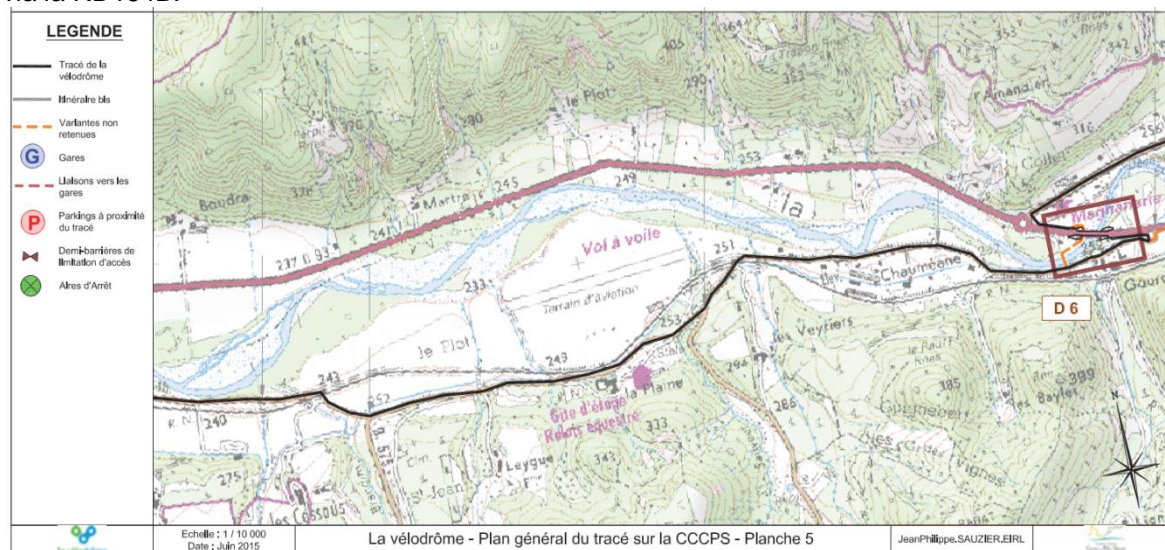
La commune est traversée par la voie ferrée Valence – Die – Gap qui longe la vallée de la Drôme. Il n'y a pas de halte ferroviaire sur la commune; les gares voyageurs les plus proches sont situées à Aouste-sur-Sye et à Saillans (3 à 4 dessertes journalières par le train) et plusieurs cars TER desservent cette ligne entre Valence et Die (une douzaine d'allers et retours par jour).

Lignes routières départementales :

Une ligne régulière d'autocars (ligne 28 : Valence –Crest- Die Luc en-Diois du réseau de transport collectifs du département) assure un service quotidien. Une douzaine d'allers et retour par jour entre Valence et Die avec arrêt à Saillans ou à Piégros La Clastre ; cette ligne permet de desservir notamment les établissements scolaires du secondaires à Crest ou à Die.

Voies cyclables : Projet de la « VéloDrôme »

Un projet de véloroute le long de la vallée de la Drôme a été initié par le département. En lien avec la ViaRhona le long du Rhône, il s'agit de proposer un parcours vélo sécurisé en bords de Drôme dans un premier temps entre Livron et Aurel/Vercheny afin de développer le cyclo tourisme sur le territoire. Sur le territoire de la CCCPS, un tracé d'itinéraire cyclable a été validé en juillet 2015, et l'aménagement de la véloroute se déroulera en plusieurs phases en commençant dans un premier temps par la portion entre le bas de la vallée (limite Crest/Eure) jusqu'à Saillans (début des travaux programmé pour 2017) La véloroute traverse le territoire d'Aubenasson dans sa partie nord via la RD164B.

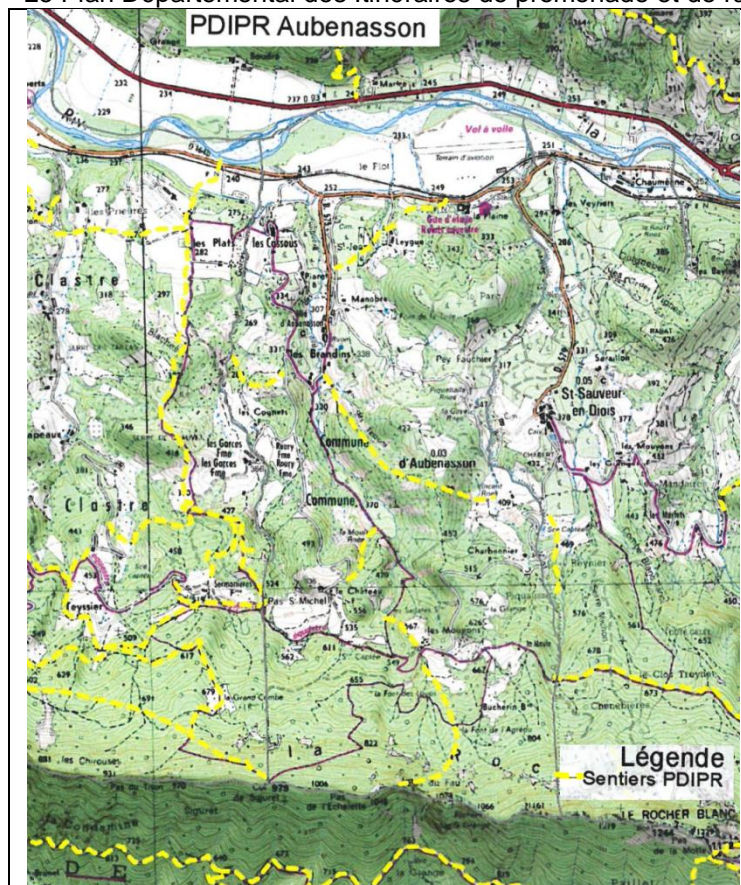


Projet du tracé de la VéloDrôme dans la traversée de la commune d'Aubenasson (source CCCPS)

Itinéraires de randonnées

Plusieurs itinéraires de randonnée pédestre ou équestre traversent la commune et permettent de découvrir de magnifiques points de vue sur la vallée de la Drome, les reliefs de Saou et les villages alentour.

Le Plan Départemental des Itinéraires de promenade et de randonnées (PDIPR) :



Ce plan géré par le département a pour objet d'assurer la continuité des cheminements et de préserver le patrimoine rural des communes. Dans la Drôme, les communes ont approuvé le PDIPR26 entre 1994 et 2004. Il est exclusivement composé de chemins ruraux.

Toute aliénation d'un chemin rural susceptible d'interrompre la continuité d'un itinéraire inscrit au PDIPR doit, à peine de nullité, comporter soit le maintien, soit le rétablissement de cette continuité par un itinéraire de substitution. Toute opération publique d'aménagement foncier doit également respecter ce maintien ou cette continuité.

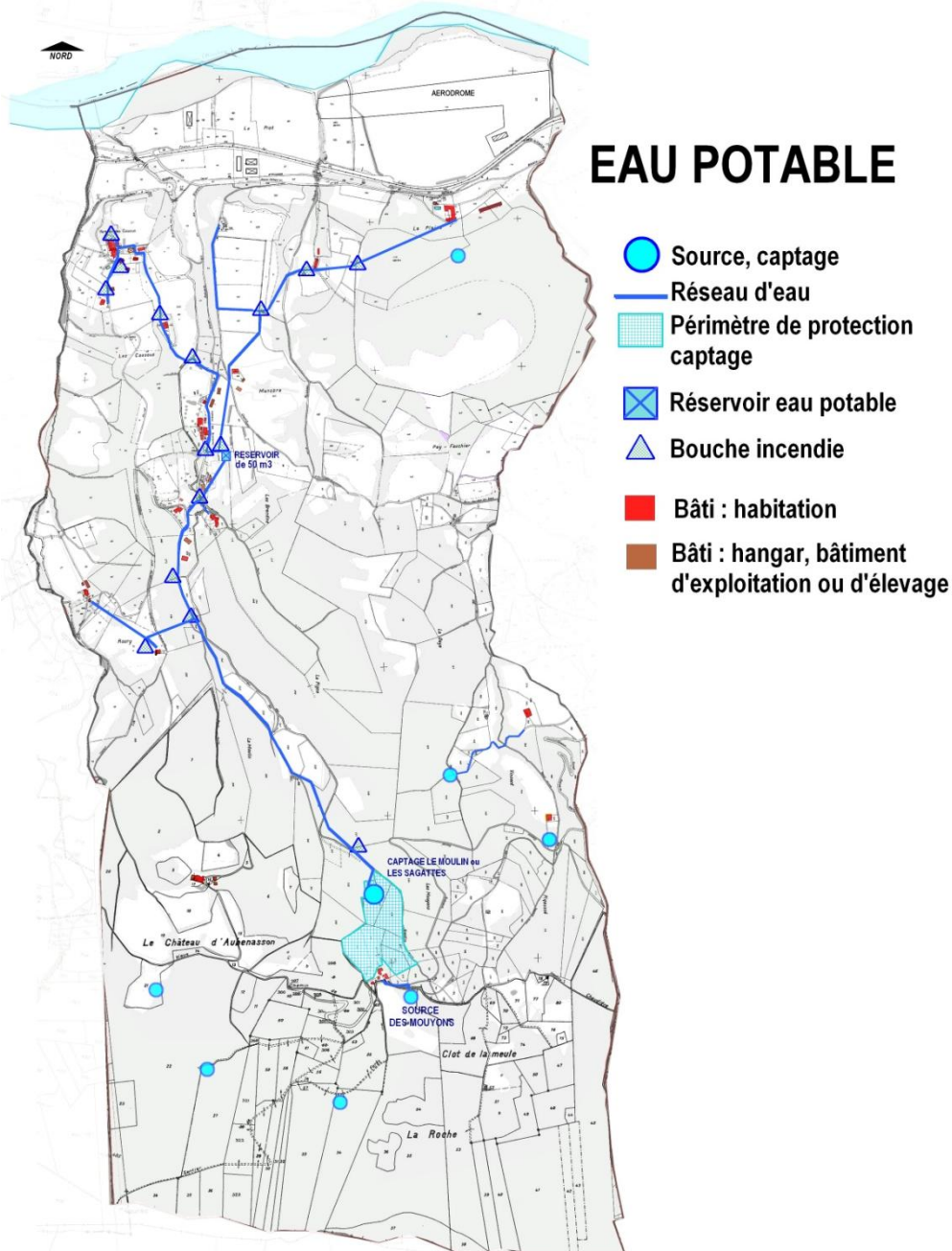
Chemin du PDIPR26 traversant le territoire d'Aubenasson : voir carte ci-contre (source : Département de la Drôme)

- **Les réseaux et équipements divers**

⇒ **Eau potable**

Le réseau d'alimentation en eau potable installé en 1961 et géré par la commune, comprend notamment :

- une branche d'adduction qui relie la source du Moulin à un réservoir de 50 m³ situé en amont du village ;
- une branche alimentant directement les quartiers Roury et Les Cognets, depuis la canalisation d'adduction (raccordement en 1991),
- et trois branches de distribution :
 - La branche de La Pigne nouvellement refaite. Elle permet d'alimenter une borne incendie via une conduite de 100 mm,
 - La branche des Cassous, qui dessert le bourg des Brandins (diamètre 60), puis le hameau des Cassous (diamètre 40),
 - La branche de la Plaine dont une fourche alimente la Chapelle Saint-Jean (diamètre 40).



Les ressources en eau potable :

Il existe deux captages publics d'eau potable, le captage « Le Moulin » et le captage des Mouyons.

La commune de AUBENASSON est alimentée en eau potable par le captage « Le Moulin ou les Sagattes ».

Ce captage a fait l'objet d'une procédure d'autorisation visant à un arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique fixant des périmètres et des prescriptions de protection. Le périmètre de protection rapproché de ce captage s'étend jusqu'en limite du bâti existant du hameau des Mouyons. Le volume consommé est de l'ordre de 100 l/j.habitants en basse saison et de 250 l/j.habitants en haute saison (période estivale).

Le hameau des Mouyons est alimenté par une autre source située en amont, raccordée à un réservoir d'environ 1m3. L'alimentation en eau de ce hameau est fortement limitée en quantité.

Les eaux souterraines sont sensibles à la pollution car l'aquifère le plus commun de cette région sont les formations calcaires. Les eaux transitent dans des réseaux karstiques. La karstification est la dissolution des calcaires par les eaux météoriques chargées en gaz carbonique. Elle crée des cavités et des chenaux souterrains qui rendent le massif perméable et le connecte à la surface. Aucune épuration ne se fait et une pollution potentielle arrive telle quelle à l'exutoire. Malgré cette « fragilité » potentielle, la qualité de l'eau captée reste toutefois conforme à la législation.

En 2009, une étude hydraulique a été réalisée par le cabinet SED. Elle avait pour objectif de modéliser le fonctionnement du réservoir et d'identifier les seuils limites de consommation, mais également de modéliser le fonctionnement de la branche des Cassous et le cas échéant de dimensionner son renforcement.

Les conclusions de cette étude ont conduit aux recommandations suivantes :

La source du Moulin présente un débit d'étiage qui descend fréquemment en dessous 50 m3/jour.

En prenant un débit critique 25 m3/j, **le seuil limite de population à ne pas dépasser est fixé à 100 habitants au total en été.**

Une grosse incertitude pèse sur le dispositif d'alimentation du hameau des Mouyons, tant au niveau de la capacité de production de la source, que de la capacité d'alimentation du réservoir. Tout projet de développement sur ce secteur devra être finement examiné.

Depuis cette étude qui avait conclu à une capacité de distribution d'eau potable limitée sur le hameau des Cassous, le réseau de distribution de la branche des Cassous a été renforcé et permet de répondre aux besoins des habitants du hameau des Cassous. Le réseau assurant l'alimentation de 63 habitants, offre la possibilité d'alimenter environ 25 à 30 habitants supplémentaires à partir du réservoir des Brandins.

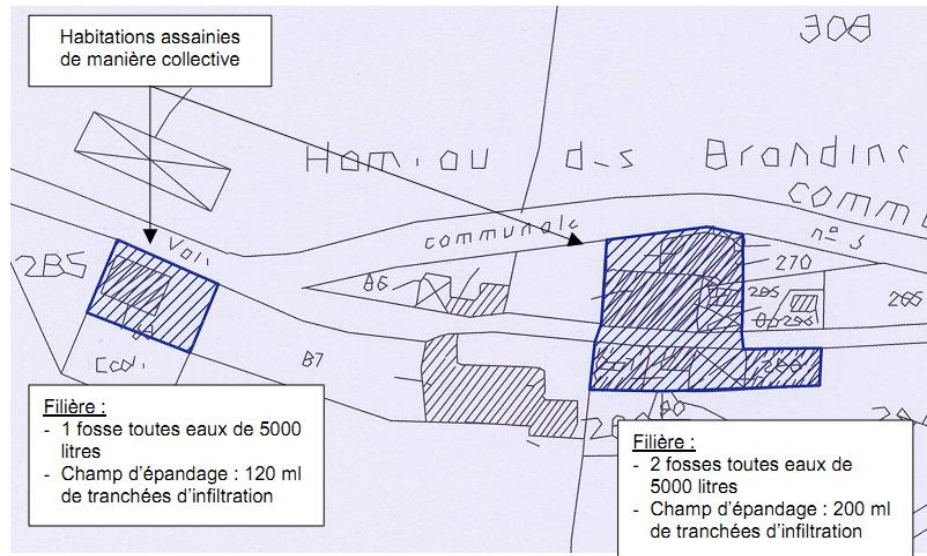
⇒ **Electricité – Fibre optique**

Fibre optique

En matière de réseau et de connexion internet, le débit est insuffisant sur cette partie de la vallée de la Drome, la CCCAPS a adhéré au syndicat ADN (Ardèche Drôme Numérique) pour un déploiement de la fibre optique sur l'ensemble du territoire. Cette perspective a pour objectif d'amener le réseau à 97% du territoire Drôme-Ardèche à un raccordement sécurisé de très haut débit pour une liaison fibre à l'habitant. Le déploiement de la FTTH (« fibre optique jusqu'au domicile ») sur l'ensemble du territoire se fera par étapes sur une durée d'une dizaine d'années.

⇒ Assainissement

Seulement une partie du bourg des Brandins ainsi que les habitations du hameau de la Pigne sont reliées à un dispositif d'assainissement collectif par fosse septique et tranchées d'infiltration. On parle d'assainissement collectif car la maîtrise d'ouvrage est communale, mais les dispositifs sont de type assainissement individuel. Les eaux pluviales sont déconnectées des filières d'assainissement.



Assainissement Les Brandins

Pour les quatre habitations de La Pigne, il s'agit d'un dispositif de type assainissement individuel groupé, qui se compose d'une fosse toutes eaux de 10 000 litres et d'un filtre à sable vertical non drainé (285 ml de tranchées). Les eaux pluviales sont déconnectées de la filière d'assainissement. Ce dispositif n'offre pas de capacité résiduelle pour des logements supplémentaires.

Pour le reste, l'ensemble des constructions rejetant des eaux usées fonctionne en assainissement non collectif.

La commune est adhérente depuis 2008 au Syndicat Intercommunal de Gestion Mutualisée de l'Assainissement (SIGMA) et lui délègue sa responsabilité en matière de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Une étude de zonage et de programmation de l'assainissement avait été réalisée en 2005 par le Bureau d'Etudes et de Recherches Environnement et Paysage sur la commune, mettant en évidence les éléments suivants :

En matière d'Assainissement individuel, il avait été établi que 80 % des installations existantes apparaissaient être équipées de tous les paramètres nécessaires (fosse ventilée, accessible et champ d'épandage).

Sur les hameaux de La Pigne et des Brandins, le dimensionnement des dispositifs d'assainissement collectif existants ne permet pas le branchement de nouvelles habitations.

La mise en œuvre d'un système d'assainissement collectif au hameau des Cassous s'avérerait trop onéreuse pour la commune, d'autant que les terrains présentent une aptitude des sols favorable à un assainissement non collectif.

Pour le traitement des eaux usées des futures constructions neuves ou à réhabiliter il ne peut donc être envisagé que des dispositifs d'assainissement non collectif. Ce scénario avait été retenu pour l'assainissement futur de toute nouvelle construction. Des sondages et une étude de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif avaient été réalisés sur différents secteurs habités et un zonage d'assainissement spécifique avait été établi en fonction des paramètres de l'époque.

⇒ Gestion des déchets :

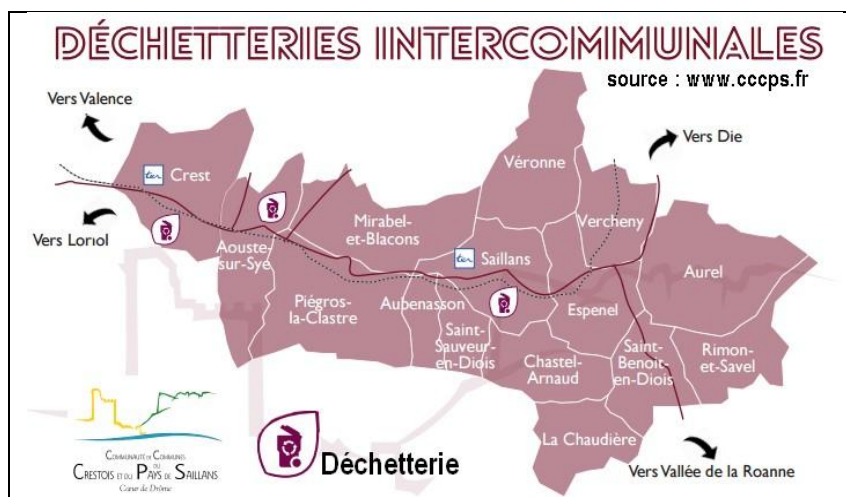
Le plan régional d'élimination des déchets dangereux (PREDD) Rhône-Alpes a été adopté par le conseil régional lors de l'assemblée plénière des 21 et 22 octobre 2010.

Les départements ont la compétence « planification des déchets non dangereux » pour l'ensemble des acteurs et sur l'ensemble de la chaîne (production, collecte, traitement). Le plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux Drôme-Ardèche est en cours d'élaboration. Dans l'attente de son approbation, le plan interdépartemental d'élimination des déchets (PIED) approuvé par arrêté inter préfectoral du 9 novembre 2005 s'applique. Les deux départements de la Drôme et de l'Ardèche ont engagé la révision du plan interdépartemental d'élimination des déchets du BTP approuvé par arrêté des 14 et 30 juin 2004.

Les EPCI ont la compétence de la collecte et du traitement des déchets des ménages et assimilés. Pour Aubenasson, c'est donc la CCCPS qui exerce la compétence « Ordures Ménagères » sur l'ensemble de son territoire.

Les déchets ménagers et assimilés sont collectés, puis transférés au SYTRAD (Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche Drôme). Ce sont près de 110 tonnes d'emballages ou « corps creux » qui ont été collectées en 2014, soit environ 7kg/habitant. Le SYTRAD gère la transformation des ordures ménagères et déchets recyclables à l'exception du verre. Les ordures ménagères sont triées et recyclées de façon à être transformées en compost.

Des colonnes de tri sélectif sont mises à disposition des usagers en plusieurs points du territoire pour recueillir plastiques, papier-cartons et verre. Pour le tri sélectif regroupant les colonnes jaunes, bleues et vertes, les flux des emballages et des papiers-journaux-magazines sont traités au centre de recyclage situé à Portes-lès-Valence. Ce volume s'élève à 450 tonnes d'emballages par an soit environ 20kg/habitant. Quant au verre, le flux de bouteilles (560 tonnes annuelles) est traité dans le département de la Loire.



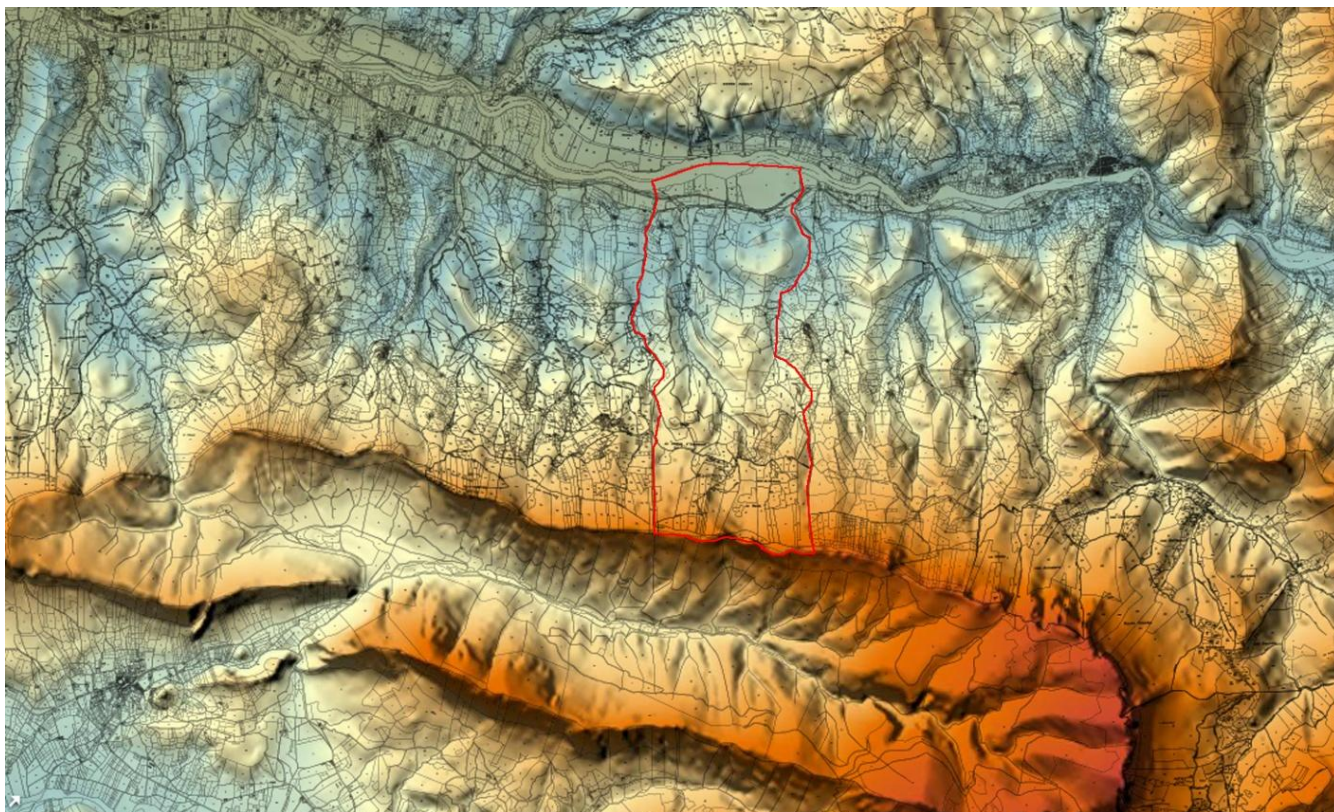
Concernant les autres déchets, trois déchetteries sur le territoire de la CCCPS, la plus proche est localisée aux Chapelains à Saillans : Gestion, entretien et création de quais de transfert ou déchetteries Les particuliers peuvent y déposer les articles en bois, les ferrailles, les déchets verts, les produits électriques, électroniques et électroménagers, les encombrants ainsi que les déchets ménagers spéciaux (peintures, colles, produits de jardinage et certains toxiques...

La CCCPS travaille actuellement sur un projet de mise en place « d'ilots propreté » qui allieront les points de collecte des ordures ménagères en conteneurs semi enterrés et les colonnes de tri sélectif qui seront densifiées. Ce projet sera étalé sur deux années.

3 Les composantes du territoire communal : Etat et fonctionnement de l'environnement : caractéristiques physiques et milieux naturels, occupation du sol, paysages

3. 1 Le territoire communal : les caractéristiques du milieu physique

- Relief



Aubenasson est situé entre la rivière Drôme à 230 mètres d'altitude et les crêtes du synclinal de la Forêt de Saoû culminant au rocher côté 1161 m sur la carte IGN.

Sur le tiers inférieur, le relief est constitué d'un ensemble de terrasses (basses terrasses le long de la RD 164B, moyennes terrasses du plateau des Cassous et de Saint-Jean, et hautes et très hautes terrasses de la colline du Parc, au sud de La Plaine).

Le tiers central est constitué de collines aux versants abrupts entaillés par les trois ruisseaux de la commune et leurs affluents.

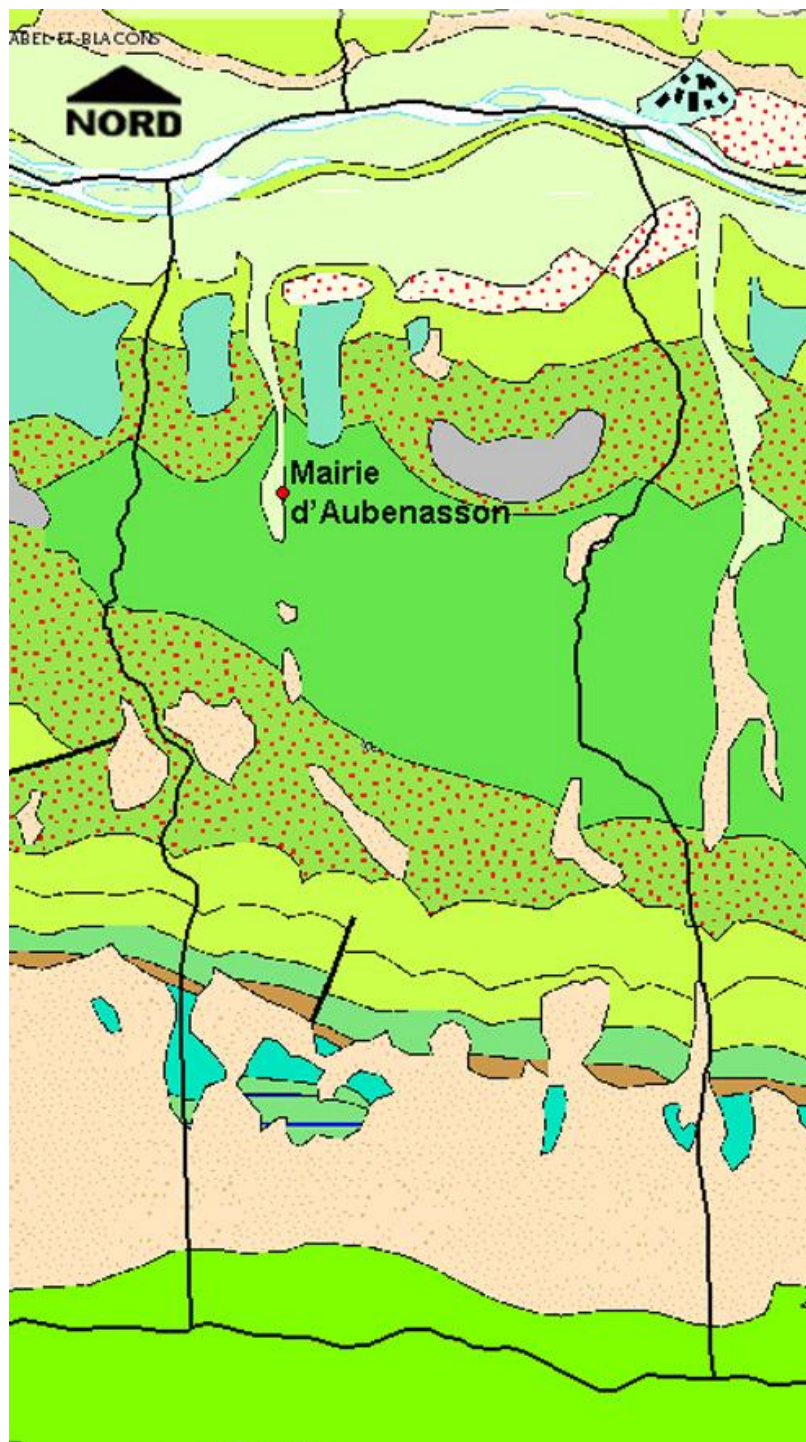
Le tiers supérieur est formé d'un versant escarpé surmonté de puissants escarpements rocheux.

L'ensemble du relief de la commune est relativement pentu ce qui limite les possibilités d'expansion de l'urbanisation, à l'exception des basses terrasses et des plateaux agricoles du tiers inférieur.



Source : lepanicaut.com

• Géologie



La géologie est dominée par les formations calcaires, marno-calcaires et marneuses du crétacé inférieur et moyen.

La géologie est relativement nette :

- des alluvions récents forment la riche plaine alluviale de la Drôme
- les marnes et marno calcaires du Valanginien constituent l'essentiel de l'espace communal entre 250 et 500 mètres
- au dessus l'Hauterivien, formé de calcaires plus durs, donne des pentes plus abruptes, domaine de la forêt
- les falaises calcaires sommitales sont formées par du Turonien, avec ses vastes éboulis déversés sur plusieurs centaines de mètres

Extrait de l'Etude paysagère R.Breyton



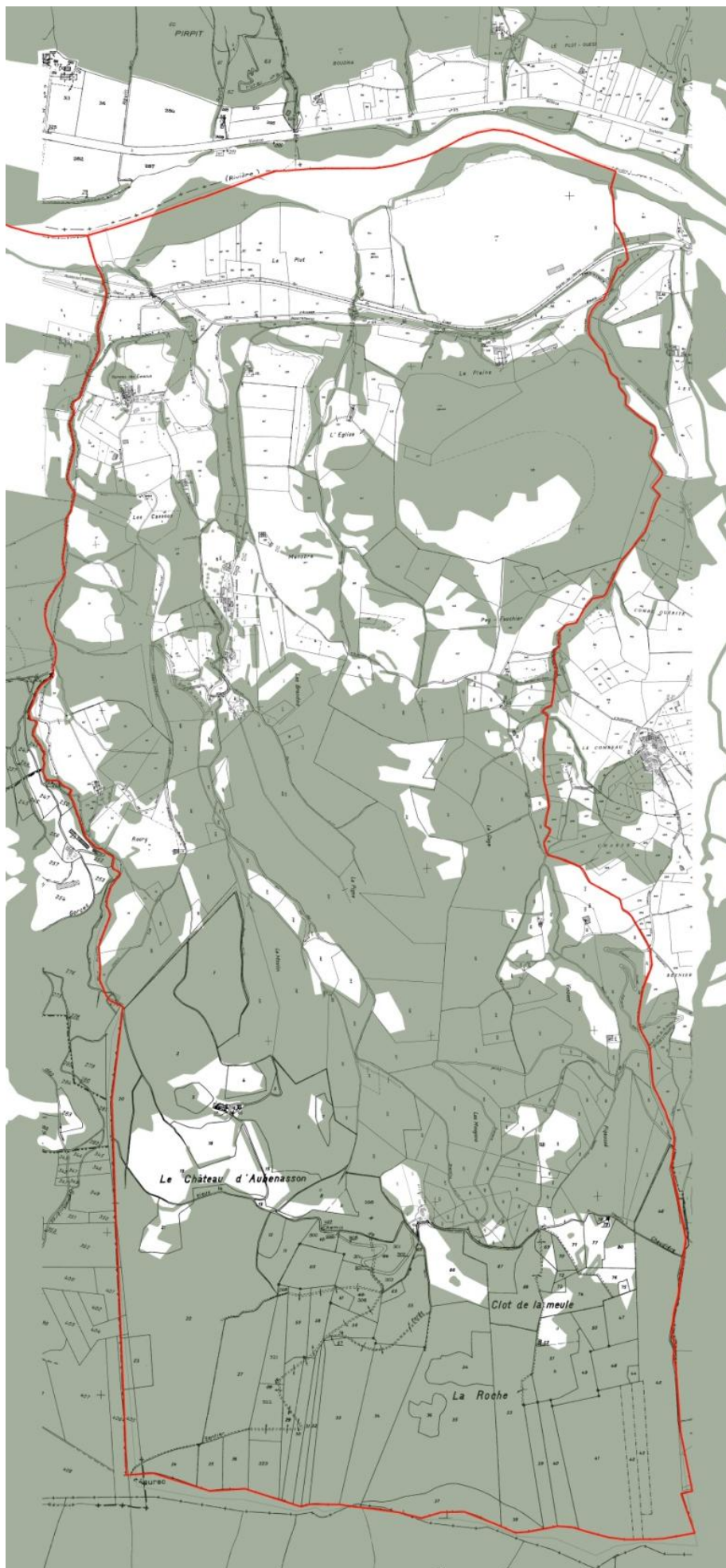
• Végétation - Espaces naturels et forestiers

La surface totale d'Aubenasson est de 669 ha (478 ha de forêt et 191 ha de terres agricoles)

La forêt et les landes occupent plus de la moitié des surfaces de la commune.

Les bois sont constitués de Pins sylvestres et de Chênes pubescents dans les deux tiers inférieurs de la commune, tandis que le Hêtre se développe au-delà de 550 mètres d'altitude sur le versant supérieur de la commune.

Le Hêtre est exploité pour le bois de chauffage sur la partie haute de la commune.



Les pins sylvestres et chênes associés sont des peuplements pionniers issus de l'abandon des anciennes pâtures.

Ils ne présentent aucune valeur économique, mais constituent aujourd'hui un élément fort du paysage de la commune.

La commune a acquis, en 1989, une petite forêt de 29,27 hectares située au dessus du hameau des Mouyons. Cette forêt a été remise en gestion à l'ONF en 2002.

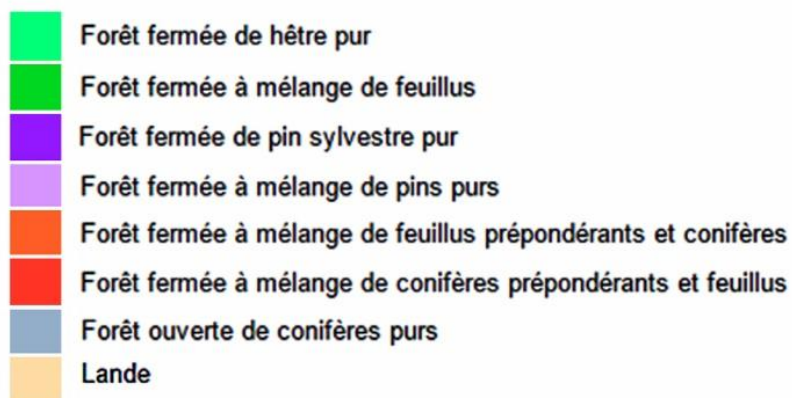
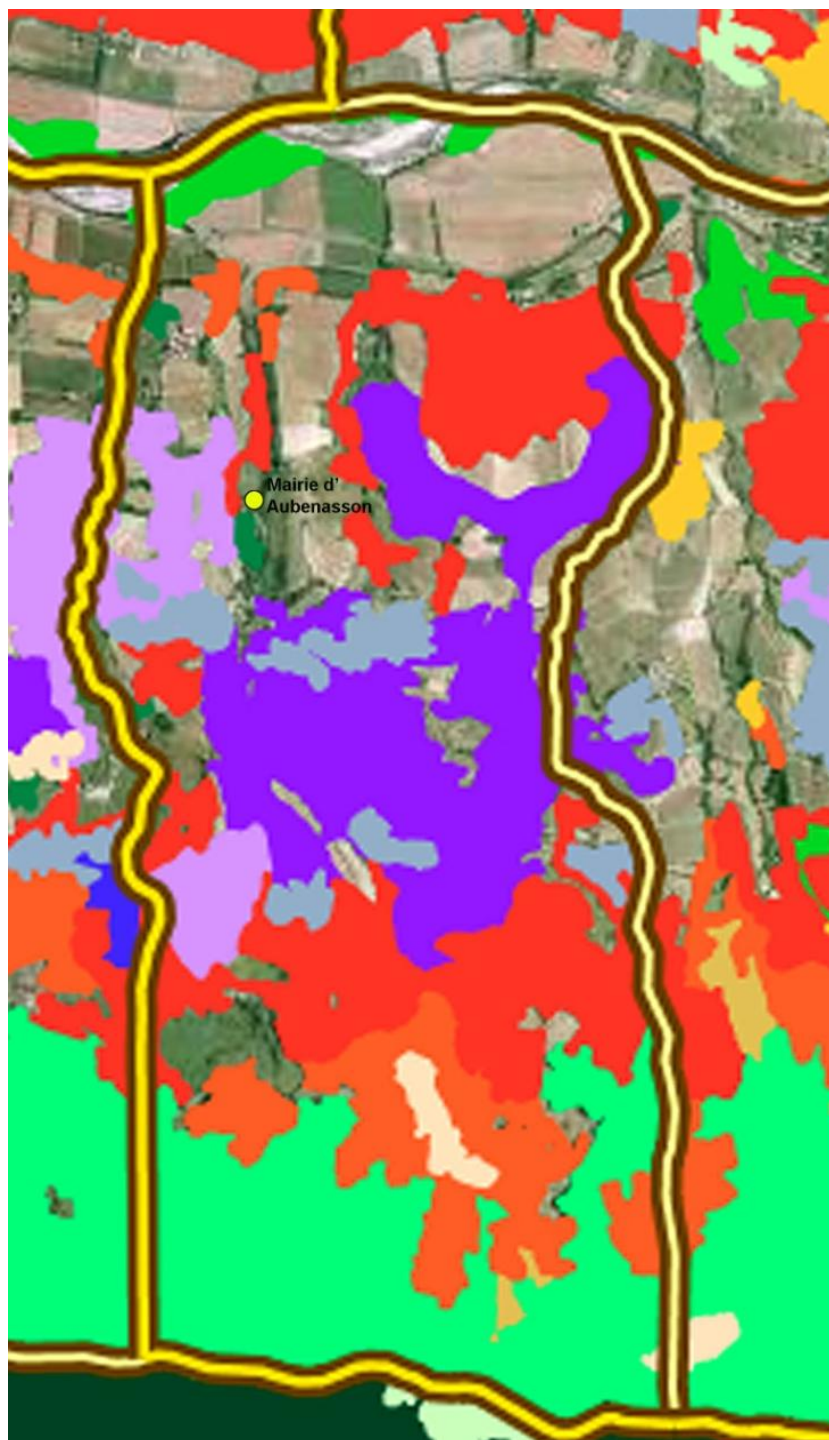
D'après l'aménagement forestier prévu sur la période 2008/2027, cette forêt, constituée au 2/3 de hêtres, présente un très faible potentiel de production avec seulement 0,5 ha à exploiter tous les 3 ans.

Sa vocation est sans conteste paysagère et patrimoniale avec notamment un classement en zone NATURA 2000 pour la conservation des oiseaux (pics, rapaces,...).

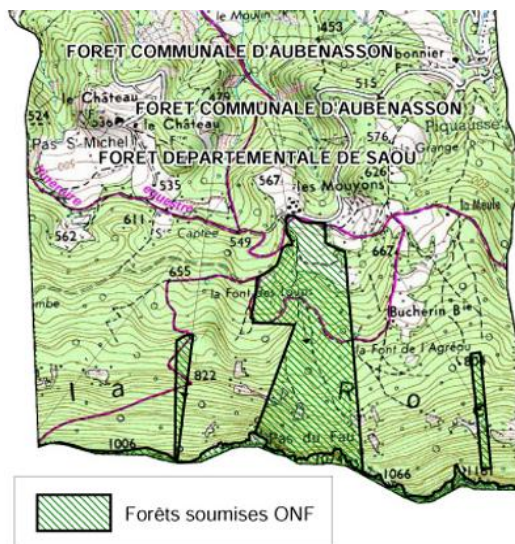
Une petite forêt alluviale (ramière) est présente en bordure de la Drôme. Ce secteur à l'interface des milieux humides de fond de vallée et des espaces agraires de la plaine apparaît comme un secteur riche en terme de biodiversité.

La forêt occupe une place importante dans le paysage, mais ne présente pas de véritable valeur économique.

En dehors de la hêtraie et de la forêt alluviale de la ramière, toutes deux à forte valeur écologique, les peuplements pionniers de Pin Sylvestre apparaissent comme des milieux plus « pauvres » au sein des réservoirs de biodiversité



Surfaces de forêts soumises à la gestion O.N.F concentrées sur les hauts reliefs



Sources :
 ©IGN - Scan 25® mise à jour 2005,
 ©ONF - Agence Drôme-Ardeche
 Réalisation : DDT de la Drôme - MOP - Novembre 2010

La carte des boisements indique que le couvert forestier est assez homogène et s'articule en cultures mixtes de feuillus et de conifères. Ces profils de boisements sont garants de qualité paysagère, à l'inverse des cultures mono spécifiques pauvres en valeur écologique.

La végétation naturelle prédomine sur les pentes et sur les berges escarpées des cours d'eau.

Des boisements de feuillus subsistent pour l'essentiel sur les reliefs moins propices à l'agriculture (les sols s'y assèchent vite et comptent des natures de sols pauvres) qui, pour sa part, occupe l'espace de la plaine

En lien avec la légende

Densité du peuplement Forêt fermée = + 40% de couverture forestière sur parcelle

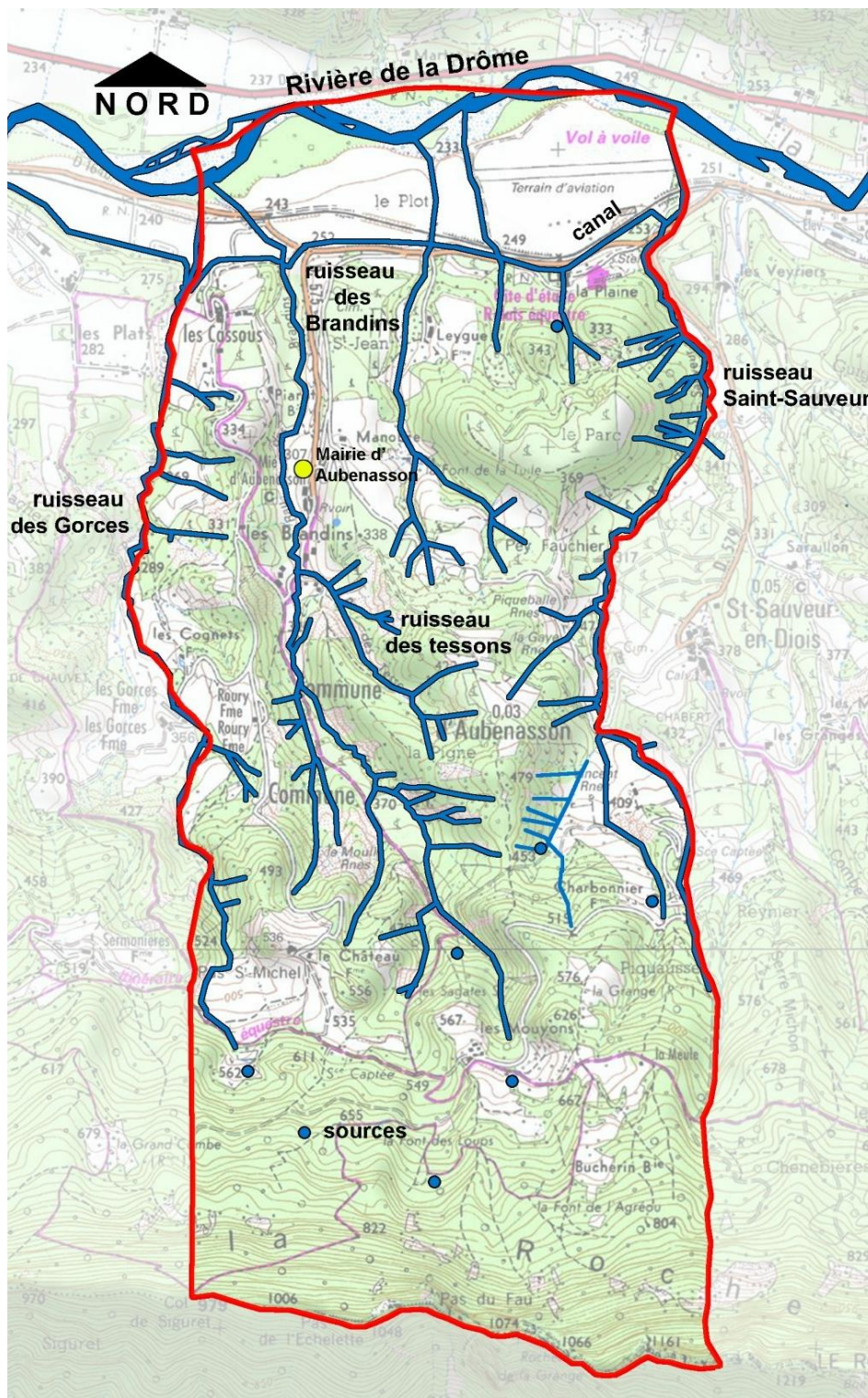
Forêt ouverte = entre 10 à 40% de couverture forestière

Nature du peuplement :

Feuillus et/ou résineux = + 50% du peuplement global

Landes = 25% du peuplement global (genêt, genévrier...)

- L'eau : hydrologie souterraine et de surface



Aubenasson est bordé au nord par la Drôme dont le bassin versant couvre une superficie totale de 1 640 km².

Des activités comme la pêche, la baignade, ou le canoë y sont pratiquées.

Au niveau halieutique, la Drôme est un cours d'eau classé en première catégorie, à la hauteur d'Aubenasson on note d'ailleurs la présence de la truite fario.

Trois cours d'eau : les ruisseaux des Gorces, des Brandins et de Saint-Sauveur, affluents de la Drôme s'écoulent vers le nord et cloisonnent le territoire d'ouest en est.

L'ensemble de ces cours d'eau est identifié comme réservoir biologique par le SDAGE.

On note d'ailleurs la présence de l'écrevisse à pattes blanches dans le ruisseau des Brandins, ce qui apparaît comme un signe de « Bonne santé » pour la qualité des eaux de ce ruisseau

Ces cours d'eau, de seconde catégorie prennent leur source sur le tiers supérieur de la commune au niveau des marnes Albiennes favorables à la résurgence des eaux souterraines en aval des masses d'eaux souterraines des calcaires turoniens du synclinal de Saoû.

Le captage communal est d'ailleurs situé dans ces niveaux géologiques.

La qualité de l'eau souterraine pour l'alimentation en eau potable est globalement bonne que ce soit pour les paramètres bactériologiques ou pour ce qui concerne les paramètres relatifs au niveau de pesticides et nitrates (se situe en dessous des 10 mg/l)

Les ruisseaux présentent de faibles débits estivaux et connaissent des assecs réguliers.

Le captage communal situé en amont du ruisseau des Brandins a tendance à accentuer ce phénomène

Ainsi la fragilité des eaux superficielles apparaît comme une contrainte majeure à l'extension du réseau capté pour l'alimentation en eau potable.

Tout projet de renforcement de la ressource captée devra étudier très précisément l'impact des prélèvements sur les milieux aquatiques

⇒ **L'encadrement d'une gestion équilibrée des ressources en eau et les politiques contractuelles qui en découlent :**

La commune d'Aubenasson appartient au territoire « affluents méditerranéens rive gauche du Rhône » du **SDAGE** du bassin Rhône-Méditerranée, elle est située dans le bassin versant de la Drôme qui fait l'objet d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE Drôme) et est concernée par deux « Contrat Rivière ».

- **Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) :**

Il a été instauré par la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, et a été élaboré par le comité de bassin, au niveau de chacun des grands bassins hydrographiques français. Sur ce secteur le SDAGE Rhône – Méditerranée entré en vigueur le 21 décembre 2015 a pour but de fixer les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et définit les grandes orientations et objectifs de la gestion de l'eau à suivre pour les années 2016 à 2021.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée (2016-2021) entré en vigueur le 21 décembre 2015 détermine neuf orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques associées à des mesures territorialisées :

- ⇒ S'adapter aux effets du changement climatique.
- ⇒ Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité.
- ⇒ Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques ;
- ⇒ Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement.
- ⇒ Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau.
- ⇒ Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé.
- ⇒ Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides.
- ⇒ Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir.
- ⇒ Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

- **Le Schéma d'Aménagement et de gestion des Eaux (SAGE) :**

A l'échelle des sous-bassins (unités hydrographiques, systèmes aquifères), les Schémas d'aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) doivent fixer les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine, et des écosystèmes aquatiques, ainsi que de préservation des zones humides. Le SAGE doit être compatible avec les orientations fondamentales fixées par le SDAGE.

Il doit être en mesure de répondre aux exigences de la Directive Cadre sur l'Eau qui pose comme principe notamment le respect du bon état écologique des cours d'eau.



Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) du SAGE définit les conditions de réalisation des objectifs du SAGE synthétisés dans le tableau ci-après, à partir de 8 grands enjeux :

ENJEUX	OBJECTIFS DU SAGE
1- UNE GESTION DURABLE DES MILIEUX AQUATIQUES	<ul style="list-style-type: none"> Faire prendre conscience aux acteurs du territoire de l'importance des milieux aquatiques
2- UN BON ETAT QUANTITATIF DES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES	<ul style="list-style-type: none"> Déterminer puis maintenir les débits et niveaux piézométriques objectifs par une répartition optimisée des volumes prélevables entre usages. Maintenir les débits objectifs par une réduction des prélèvements en période d'étiage tout en prenant en compte un accès à l'eau pour le secteur agricole Atteindre le bon état quantitatif des eaux souterraines et nappes d'accompagnement par la gestion et la sécurisation des réseaux d'eau potable
3- UNE BONNE QUALITE DES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES ET UNE QUALITE BAINADE	<ul style="list-style-type: none"> Atteindre une bonne qualité des eaux superficielles et souterraines Atteindre la qualité baignade des eaux superficielles Connaître et préserver les masses d'eau souterraines et nappes d'accompagnement à forte valeur patrimoniale dans une perspective d'un usage eau potable prioritaire
4- PRESERVER ET VALORISER LES MILIEUX AQUATIQUES, RESTAURER LA CONTINUITE ECOLOGIQUE ET CONSERVER LA BIODIVERSITE	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la connaissance, protéger et valoriser les zones humides Restaurer la continuité écologique des cours d'eau pour les rendre favorables au développement de la biodiversité Stopper la perte de la biodiversité
5- UN BON FONCTIONNEMENT ET UNE DYNAMIQUE NATURELLE DES COURS D'EAU	<ul style="list-style-type: none"> Définir et gérer l'espace fonctionnel des cours d'eau du bassin versant de la Drôme Atteindre le profil d'équilibre, favoriser la dynamique naturelle ou la stabilisation du lit des cours d'eau du bassin versant par une gestion globale et équilibrée du transport solide
6- GERER LES RISQUES D'INONDATIONS EN TENANT COMPTE DU FONCTIONNEMENT NATUREL DES COURS D'EAU	<ul style="list-style-type: none"> Réduire l'aléa Réduire la vulnérabilité Savoir mieux vivre avec le risque
7- UN TERRITOIRE « VIVANT » ET EN HARMONIE AUTOUR DE LA RIVIERE	<ul style="list-style-type: none"> Concilier les usages et l'intérêt des usagers « amateurs » de la rivière. Promouvoir un tourisme « vert » sur le bassin versant Promouvoir une éducation à l'environnement pour nos générations futures
8- UN SUIVI DU SAGE A TRAVERS LA MISE EN PLACE D'UN OBSERVATOIRE	<ul style="list-style-type: none"> Evaluer et suivre l'atteinte des objectifs du SAGE Construire et mettre en place des systèmes d'alertes Informers et sensibiliser

Afin de répondre aux objectifs fixés par le PAGD, le SAGE comporte un règlement accompagné de documents cartographiques, prescrivant des mesures opposables à toutes les personnes publiques ou privées visées aux rubriques énoncées à l'article R 212-47 du code de l'Environnement.

Le Syndicat Mixte de la Rivière Drôme et de ses affluents (SMRD) est la structure « porteuse » du SAGE. Il fédère aujourd'hui l'ensemble des communes du bassin versant autour de la gestion de l'eau, et s'engage notamment dans les missions :

- d'animation et de coordination d'une politique équilibrée de gestion de la rivière,
- de réalisation des travaux d'entretien sur l'ensemble du bassin versant,
- d'assistance à maîtrise d'ouvrage et de mandat de maîtrise d'ouvrage,

- de prévention des inondations.

- **Les Contrats de rivière:**

La commune d'Aubenasson fait partie des contrats de milieu « Drôme et Haut Roubion » 1^{er} et 2^{ème} contrat. Le Syndicat Mixte de la Rivière Drôme et de ses affluents (SMRD) a en charge la gestion de la rivière Drôme et de ses affluents, ainsi que la mise en œuvre des contrats de rivière

Un contrat de rivière est un accord technique et financier concerté, prévu généralement pour 5 à 7 ans, entre les collectivités locales d'un même bassin versant, l'État, le conseil régional, le conseil départemental, l'agence de l'eau et les usagers (chambres consulaires, industriels, associations, fédération de pêche...). Le contrat de rivière définit des objectifs et détermine des actions en faveur de la réhabilitation et de la valorisation des milieux aquatiques. Ce programme d'actions concrètes qui doit permettre d'atteindre les objectifs fixés dans le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Drôme qui fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau.

Le premier contrat de rivière, signé en 1990 pour 7 ans, avait pour objectifs :

- D'améliorer la qualité des eaux superficielles et programmer les travaux d'assainissement dans les grosses communes (volet A),
- De restaurer et d'entretenir les berges pour participer au fonctionnement naturel de la rivière,
- De concilier ces objectifs avec le développement touristique du territoire.

Les objectifs du second contrat de rivière, signé en 1999, étaient notamment :

- De continuer à améliorer la qualité des eaux pour retrouver la qualité 1A (très bonne), sur la Drôme en amont de Crest et sur le Haut Roubion et la qualité 1B (bonne) en aval de Crest,
- De restaurer, mettre en valeur et gérer les potentialités naturelles des cours d'eau ; gérer la ressource en eau et restaurer les équilibres morphologiques,

En 2006, la qualité des sites de baignade était estimée de qualité moyenne (ARS) en aval de Saillans, et plus particulièrement au niveau d'Aubenasson.

Ainsi, le volet « qualitatif », du contrat de rivière qui était une priorité absolue, a été particulièrement bien suivi et efficace en particulier pour la mise en place de l'assainissement collectif. Les deux contrats ont permis le raccordement de plus de la moitié des habitants du bassin versant à un système d'assainissement et la quasi suppression des rejets directs à la rivière. Grâce à ces actions, la rivière Drôme retrouve une qualité de baignade sur plus de 80 % de son linéaire.

Le volet « restauration et entretien » a été moins abouti avec 56 % des actions prévues réalisées. L'action la plus réussie est la mise en place d'un plan pluriannuel d'entretien de la végétation sur 440 km de cours d'eau pour 5 ans.

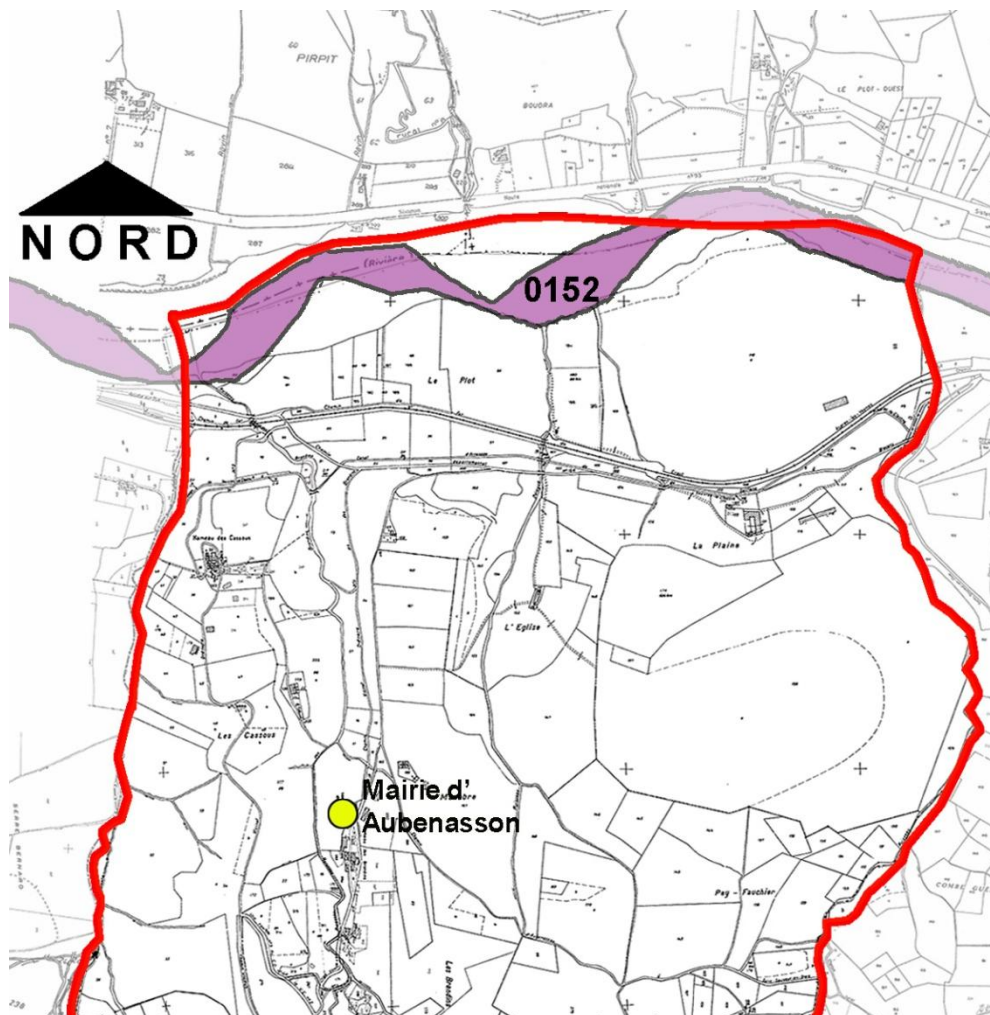
Suite à la révision du SAGE Drôme approuvée en 2013, le SMRD travaille au montage d'un nouveau programme d'action adapté aux nouvelles réalisations à mener sur le bassin versant.

Il appartient à la carte communale de tenir compte des objectifs et orientations définis au sein de ces différents outils.

- **Les espaces naturels sensibles :**

⇒ **La zone humide du Lit de la Drôme et sa forêt rivulaire**

Depuis plusieurs siècles, l'homme comble les zones humides de toutes superficies pour des raisons de commodité, d'aménagement et, par le passé, de salubrité. Ainsi plus de 50% des surfaces de zone humide de France ont ainsi disparu en une cinquantaine d'années.



Les zones humides sont à l'origine de nombreux services rendus à la collectivité :

- elles améliorent la qualité de l'eau en agissant comme filtre épurateur,
- elles jouent un rôle d'éponge en stockant l'eau lors de crues et en la restituant en période sèche,
- elles assurent des fonctions d'alimentation, de reproduction, d'abri et de protection pour de nombreuses espèces végétales et animales,
- elles sont le support de nombreuses activités humaines économiques (production de poissons, sel) et récréatives (chasse, pêche, ballade...).

Les zones humides sont définies dans la loi sur l'eau comme : « des terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée, ou saumâtre de façon permanente ou temporaire. La végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hydrophiles pendant au moins une partie de l'année. Les dispositions ont pour objet une gestion équilibrée de la ressource en eau qui vise à assurer la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides ainsi que la protection contre toute pollution et la restauration de la qualité des eaux. »

La zone humide répertoriée sur le territoire d'Aubenasson : zone humide 26CCVD0152 « Lit de la Drôme entre Saillans et Crest » couvre le lit mineur de la rivière Drôme. Elle présente des fonctions de régulation hydraulique et d'habitat pour les populations animales ou végétales : connexions biologiques de par la continuité avec d'autres milieux naturels, zone d'échanges, zone de passages, corridor écologique (faune, flore).

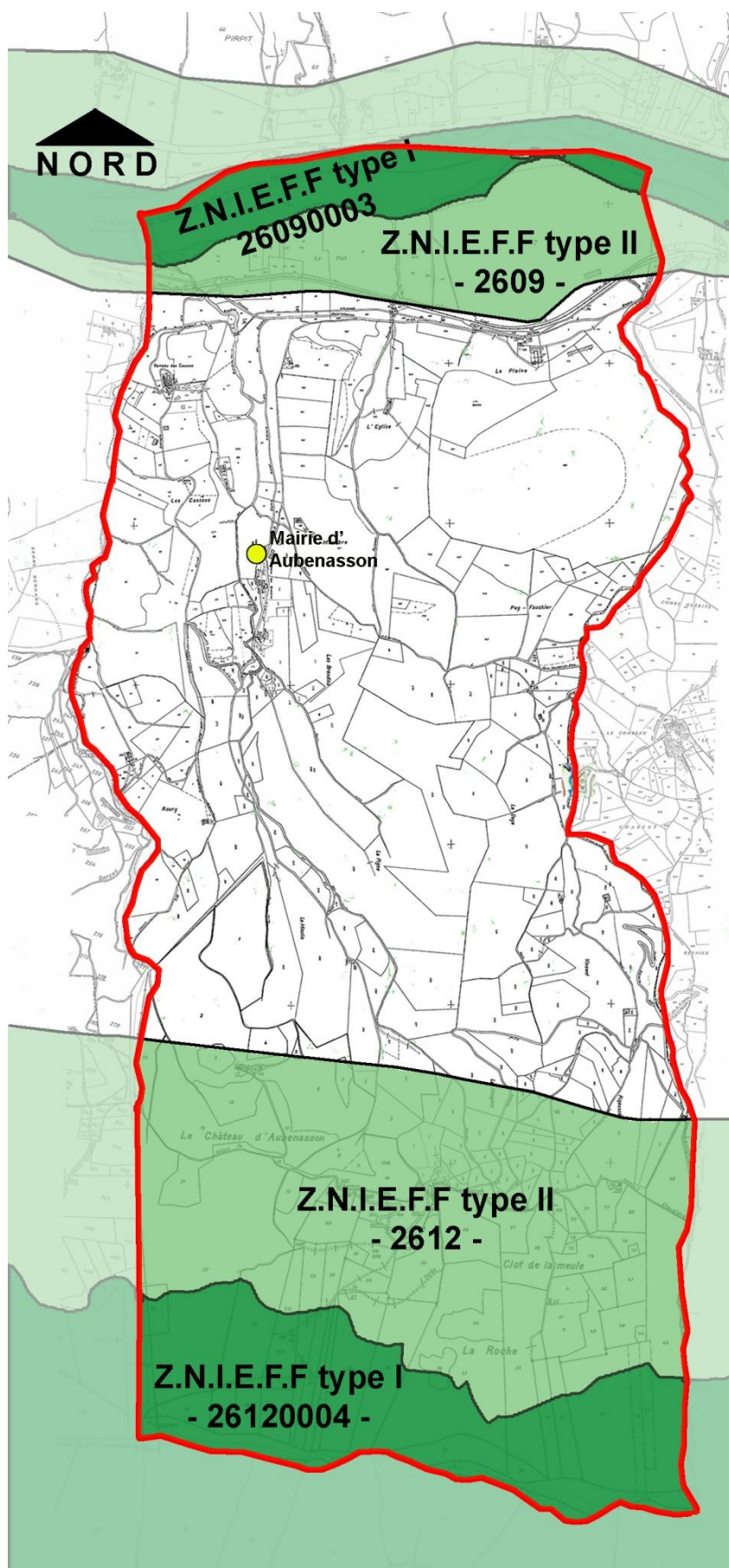
La forêt rivulaire adjacente au cours d'eau, recèle une biodiversité (faune, flore) tout à fait remarquable avec notamment la présence d'une colonie de castors qui ont une activité très importante dans la forêt.

Cette zone ne fait pas partie des zones humides dites « prioritaires » du SAGE Drôme, mais elle est identifiée en tant que réservoir de biodiversité dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) Rhône Alpes.

Les milieux humides sont des **zones écologiques stratégiques**, et qui jouent un rôle considérable dans la filtration des eaux de pluie et leur stockage. Ce sont des **territoires tampons** en cas d'inondation, mais aussi des secteurs de grande richesse biologique. La vie s'épanouit lorsque l'eau douce est en quantité.

Il est essentiel de considérer, au travers de la politique d'aménagement du territoire, les zones humides comme des éléments majeurs, de très fort intérêt en tant que corridors écologiques, au sein même de la Trame Bleue.

⇒ **Zones Naturelles d'Intérêts Ecologique, Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F) identifiées sur le territoire**



Ce sont des zones inventoriées qui soulignent l'intérêt patrimonial et scientifique des milieux rencontrés, et qui en fonction de leurs pertinences, appellent au maintien ou à la protection stricte de ces espaces.

Aubenasson est concerné par :

- **Z.N.I.E.F.F de type I - "Massif de Saou" et "Lit de la Drôme à Blacons"** correspondent à des secteurs de superficie limitée, définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. L'enjeu de préservation des biotopes concernés est important.
- **Z.N.I.E.F.F. de type II "Ensemble fonctionnel formé par la rivière Drôme et ses principaux affluents" et " Chaînon occidentaux du Diois : forêt de Saou et montagne de Couspeau"** correspondent à de grands ensembles naturels riches ou peu modifiés, ou offrant des potentialités biologiques importantes qui figurent à l'inventaire initial des zones naturelles d'intérêts écologique, faunistique, et floristique de la région Rhône - Alpes.

Ainsi l'inventaire permet l'identification de secteurs d'intérêt majeur en matière de patrimoine naturel. Par la délimitation de ces deux types de zonages, il traduit deux approches complémentaires :

- la présence avérée d'espèces ou de milieux de grand intérêt au sein des zonages de type I et II
- la prise en compte de fonctionnalités à plus grande échelle (bassins versants sensibles, couloir de communication pour la faune, secteurs conservant un niveau global élevé de biodiversité...) au sein des zonages de type 2

Description et intérêt du site

D'une longueur de douze kilomètres et d'une largeur moyenne de deux, le massif de Saoû est décrit comme l'un des plus beaux exemples de synclinal perché d'Europe. Beaucoup ont comparé la silhouette particulière du massif à un immense vaisseau dressé entre les plaines du Roubion, au sud, et de la Drôme, au nord. Avec son orientation générale est-ouest, presque parfaite, le contraste est poussé à l'extrême entre un double adret plein sud, directement adossé sur toute sa longueur à un double ubac, presque toujours à l'ombre. Les Trois becs, au sens strict, sont (du nord au sud) Rochecourbe, le Signal et le Véyou. Ils forment l'extrémité est du massif de Saoû (la "proue du navire") qui culmine au Véyou, à 1589 m. Les Trois becs s'étendent en arc de cercle du Pas des Auberts, au nord (1249 m) à la Porte de Barry au sud (1051 m). Cet arc de cercle est centré sur la Grande Combe, puissante dépression boisée, au relief tourmenté, taillée dans le calcaire. Les sols y sont rocheux et peu profonds, avec une roche-mère très proche de la surface. Sur les calcaires, on trouve des argiles de décalcification, mélangées à un matériel sableux provenant du calcaire gréseux (plaine des Girards, certaines zones de la Laveuse, Bois vert...).

L'étage subalpin n'existe qu'à l'état de lambeaux sur les crêtes, sur les vires et corniches difficiles d'accès. Le site est, en effet, situé en grande partie à l'étage montagnard.

La forêt, plus ou moins dégradée, y couvre toute la surface et remonte jusqu'aux crêtes en profitant des versants orientés au nord. Que ce soit dans les pelouses subalpines ou dans les formations de l'étage collinéen, il faut s'attendre à des rencontres inattendues.

Les crêtes rocheuses sont favorables à la reproduction du **Merle de roche** et du **Tichodrome échelette**. Les prairies, pâturées par les troupeaux en estive, sont des zones de chasse de l'**Aigle royal**.

Sa vue perçante lui permet d'apercevoir, furtivement, la **Marmotte**, qui a été introduite, ou le **Chamois**. Un autre mammifère, plus discret, la **Genette** habite la forêt de Saoû.

Celle-ci abrite, aussi, une petite population de **Chouette de Tengmalm**. L'exploitation forestière et la chasse au gros gibier constituent ici les principales activités, ainsi que le pastoralisme.

L'abandon du pâturage (ovin ou équin), conduirait en moins d'un siècle à la hêtraie.

Merle de roche**Tichodrome échelette****Chouette de Tengmalm****Genette****Z.N.I.E.F.F de type I - Lit de la Drôme à Blacons - 26090003****Description et intérêt du site**

Entre Aouste-sur-Sye et Saillans, la Drôme dessine un cours sinueux formé d'une succession de petits méandres. La Drôme peut subir dans ce secteur des crues violentes, changer de lit selon les années, déposer des galets ou ronger les petites falaises des berges.

Les boisements de saules et peupliers se développent quelques années, avant d'être emportés par une crue plus brutale que les autres.

De belles "ramières" à grands arbres subsistent toutefois par endroit. Le **Loriot**, le **Pic épeichette**, le **Gobemouche gris** et de nombreuses autres espèces (fauvettes, pouillot, mésanges) y vivent. Le lit de la Drôme est occupé par des plages de galets, avec fourrées de saules.

Sur ces plages, bien découvertes en été, le **Petit Gravelot** installe directement ses oeufs sur les cailloux. L'espèce niche heureusement avant l'arrivée des vacanciers et de leurs chiens, qui se répandent l'été sur les bancs de galets.

Le **Castor d'Europe** est bien représenté sur cette portion de la rivière. Le **Milan royal** est un rapace remarquable, à la queue échancrée, et dont le seul nid drômois est connu depuis plusieurs années sur ce site. Le Milan royal se nourrit de campagnols, de poissons morts qu'il découvre en survolant le courant.

Le **Polygale grêle** est une petite espèce aux fleurs rougeâtres. Elle a été observée au début du siècle à Aouste sur le lit de la Drôme.

Cette espèce rarissime est inscrite au "livre rouge" de la flore menacée en France, et pourrait un jour être redécouverte sur la Drôme.

Loriot



Polygale grêle



Pic épeichette



Gobemouche gris



Z.N.I.E.F.F de type II - Ensemble fonctionnel formé par la rivière Drôme et ses principaux affluents - 2609

Description et intérêt du site

Cette zone intègre l'ensemble fonctionnel formé par la Drôme, ses annexes fluviales et ses principaux affluents (Gervanne, Sure, Bez, Roanne...). La Drôme est, parmi les grandes rivières de la région, celle qui a subi le moins d'aménagements lourds.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhône-Méditerranée-Corse identifie à l'échelle du bassin le Val de Drôme et ses affluents parmi les milieux aquatiques remarquables, à travers le maintien d'un ensemble alluvial abritant des espèces en danger, au sein duquel une succession typologique complète peut être restaurée (par exemple Bez-Drôme-Rhône).

Il souligne également l'importance d'une préservation des liaisons physiques existant entre la rivière et le fleuve Rhône, pour garantir le bon fonctionnement des milieux et la libre circulation des poissons.

La flore compte par ailleurs des espèces méridionales intéressantes (**Orchis à longues bractées**), et quelques remarquables messicoles (plantes associées aux cultures traditionnelles) comme la **Nielle des blés** ou la **Nigelle de France**.

Enfin, le site est concerné par une importante nappe phréatique, dont il faut rappeler qu'elle recèle elle-même une faune spécifique. Il s'agit d'un peuplement à base d'invertébrés aquatiques aveugles et dépigmentés. Ainsi, 45% des espèces d'Hydrobiidae (la plus importante famille de mollusques continentaux de France avec une centaine de taxons : Moitessieria, Bythinella...) sont des espèces aquatiques qui peuplent les eaux souterraines et notamment les nappes.

Le zonage de type II souligne l'interdépendance de ces cours d'eau, dont les tronçons abritant les habitats ou les espèces les plus remarquables sont retranscrits par plusieurs zones de type I au fonctionnement très fortement interdépendant.

En terme de fonctionnalités naturelles, le val de Drôme et ses annexes exercent tout à la fois des fonctions de régulation hydraulique (champs naturels d'expansion des crues) et de protection de la ressource en eau.

Nielle des blés



Nigelle de France



Toxostome



Orchis



Cerf élaphe



Il constitue un corridor écologique pour la faune et la flore fluviale (**Loutre** pour laquelle il existe des indices d'une présence encore récente, **Castor d'Europe**, **Apron**, **Toxostome**...) et une zone d'échange avec le fleuve Rhône lui-même.

Ils jouent également un rôle de zone de passage, d'étape migratoire, de zone de stationnement, mais aussi de zone de reproduction pour certaines espèces d'oiseaux remarquables (ardéidés, **Milan royal**, **Moineau soulcie**...), de batraciens, d'insectes (Magicienne dentelée, nombreuses libellules dont l'**Agrion bleuâtre**, très localisé dans la région) ou de mammifères, dont une grande variété de chiroptères. Le zonage traduit l'exigence, de la part de certaines de ces espèces, de vastes territoires vitaux (**Cerf élaphe**, **Aigle royal**).

Il souligne également le bon état de conservation général de certains bassins versants, en rapport avec le maintien de populations d'**Ecrevisse à pattes blanches**, espèce réputée pour sa sensibilité particulière vis à vis de la qualité du milieu. Cette écrevisse indigène est devenue rare dans la région, tout spécialement à l'est de la vallée du Rhône. Quant aux aquifères souterrains, ils sont sensibles aux pollutions accidentelles ou découlant de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive.

L'ensemble présente par ailleurs un grand intérêt paysager (avec par exemple le site classé du Claps et du Saut de la Drôme à Luc en Diois), géomorphologique (secteurs de « ramières ») et phytogéographique avec de nombreuses espèces méditerranéennes parvenant ici en limite de leur aire de répartition.

Agrion bleuâtre



Ecrevisse à pattes blanches



Moineau soulcie



Milan royal



Z.N.I.E.F.F de type II - Chaînon occidentaux du Diois : Forêt de Saoû et montagne de Couspeau - 2612

Description et intérêt du site

Dès le passage du col du Rousset, les traits déjà méridionaux du Diois offrent un contraste saisissant avec le climat montagnard du Vercors central.

Sillonné par la Drôme et dominé par l'imposant massif du Glandasse, le Diois peut être considéré comme l'une des portes de la Provence. La lavande y est, avec la vigne, l'une des cultures traditionnelles. Le vaste ensemble naturel décrit ici englobe les reliefs du haut-bassin du Roubion autour du synclinal perché de la forêt du Saoû et de l'anticlinal de Couspeau.

Appartenant déjà essentiellement au domaine méditerranéen, il comporte un étage de végétation supra-méditerranéen avec encore quelques hêtraies. La présence de calcaires gréseux explique la fréquence des sols siliceux.

Pivoine officinale



Ophrys de la Drôme



Achillée tomenteuse



Grand Ephèdre



Orchis de Provence



Il présente un grand intérêt botanique (avec des stations de plantes aussi rares que la **Pivoine officinale**) et faunistique (notamment sur le plan ornithologique et surtout entomologique, avec la présence d'insectes endémiques) du fait de la diversité des formations végétales représentées, accrue par le fort contraste existant entre adrets accueillant des stations de plantes méridionales (**Grand Ephèdre**, **Achillée tomenteuse**, **Ophrys de la Drôme** et **Orchis de Provence**, présence de quatre espèces de genévriers dont le **Genévrier thurifère**...), et ubacs propices au maintien d'espèces montagnardes (sapinières reliques...) ; plusieurs plantes endémiques des Alpes sud-occidentales sont présentes (**Androsace de Chaix**, **Panicaut blanche-épine**...).

La flore compte par ailleurs quelques remarquables messicoles (plantes associées aux cultures traditionnelles), comme la **Nielle des blés**.

La forêt de Saoû est également identifiée au titre de l'inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO).

Le secteur abrite enfin un karst caractéristique des Préalpes du sud. Ce type de karst est caractérisé par sa discontinuité, du fait des mouvements tectoniques, des variations de faciès et de l'érosion intervenue durant la période miocène. Le peuplement faunistique du karst du Diois est relativement bien connu. Certaines espèces (par exemple un coléoptère tréchiné) sont des endémiques dont la répartition est circonscrite au Vercors et au Diois.

Dans le domaine de la faune, les chauves-souris sont ainsi particulièrement bien représentées à la Grotte des Sadoux (commune de Pradelles), qui présente un intérêt de niveau international pour celles-ci, avec l'observation d'effectifs importants appartenant à quatre espèces différentes.

Le zonage de type II souligne l'unité de cet ensemble au sein duquel les secteurs abritant les habitats ou les espèces les plus remarquables (notamment les deux massifs principaux) sont retranscrits par plusieurs vastes zones de type I représentant un fort pourcentage des superficies. En dehors de celles-ci, d'autres secteurs peuvent s'avérer remarquables, par exemple pour l'entomofaune (cas des stations de papillons **Proserpine**, **Hermite**, **Damier de la Succise** et **Zygène cendré** connues des versants dominant le village des Tonils, ou de celles d'**Ecrevisse à pattes blanches** connues le long de la haute vallée de la Bine sous le Col de la Chaudière...).

Damier de Succise



Hermine



Zygène cendré



Proserpine



Il traduit la cohérence de cet ensemble écologique peu perturbé par les grands aménagements.

Il illustre également les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales (dont celles précédemment citées), en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour plusieurs espèces remarquables (dont certaines exigeant par ailleurs de vastes territoires vitaux, telles que **l'Aigle royal**), qu'il s'agisse d'oiseaux (des **Crave à bec rouge** et **Accenteur alpin** aux **fauvettes méditerranéennes**...), mais aussi de mammifères (colonies importantes de **Chamois**, chiroptères...), de batraciens (**Pelodyte ponctué**) ou d'insectes (**Pique-prune**, **papillons Apollon**).

Le **Tétralyre** parvient ici en limite occidentale de son aire de répartition ; ses effectifs subissent néanmoins localement une diminution rapide, probablement imputable à la modification des habitats favorables à l'espèce.

Le zonage souligne également le bon état de conservation général de certains bassins versants, en rapport avec le maintien de populations d'Ecrevisse à pattes blanches, espèce réputée pour sa sensibilité particulière vis à vis de la qualité du milieu. Cette écrevisse indigène est devenue rare dans la région, tout spécialement à l'est de la vallée du Rhône. En ce qui concerne les secteurs karstiques, la sur-fréquentation des grottes, le vandalisme des concrétions peuvent de plus rendre le milieu inapte à la vie des espèces souterraines. Les aquifères souterrains sont sensibles aux pollutions accidentelles ou découlant de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive.

L'ensemble présente par ailleurs un grand intérêt géomorphologique (avec le synclinal de Saoû), paysager (la forêt de Saoû est citée comme exceptionnelle dans l'inventaire régional des paysages), biogéographique et même pédagogique, compte-tenu de la cohabitation souvent insolite d'animaux ou de plantes appartenant aux domaines montagnard et méditerranéen.

Afin de permettre la prise en compte de la faune sauvage et de ses habitats dans les politiques publiques, les **O.R.G.F.H** Régionales de Gestion de la Faune sauvage et d'amélioration de la qualité de l'Habitat (**O.R.G.F.H**) Rhône-Alpes ont été approuvés par arrêté du Préfet de la Région Rhône-Alpes le 30 juillet 2004. Elles ont identifié la dégradation et la disparition des habitats favorables à la faune sauvage (notamment pour la petite faune de plaine ou de montagne, et la faune liée aux zones humides) comme principal facteur négatif auquel il faut ajouter le dérangement par diverses activités humaines, la mortalité accidentelle due aux aménagements humains, à l'emploi de produits toxiques et à certaines pratiques agricoles.

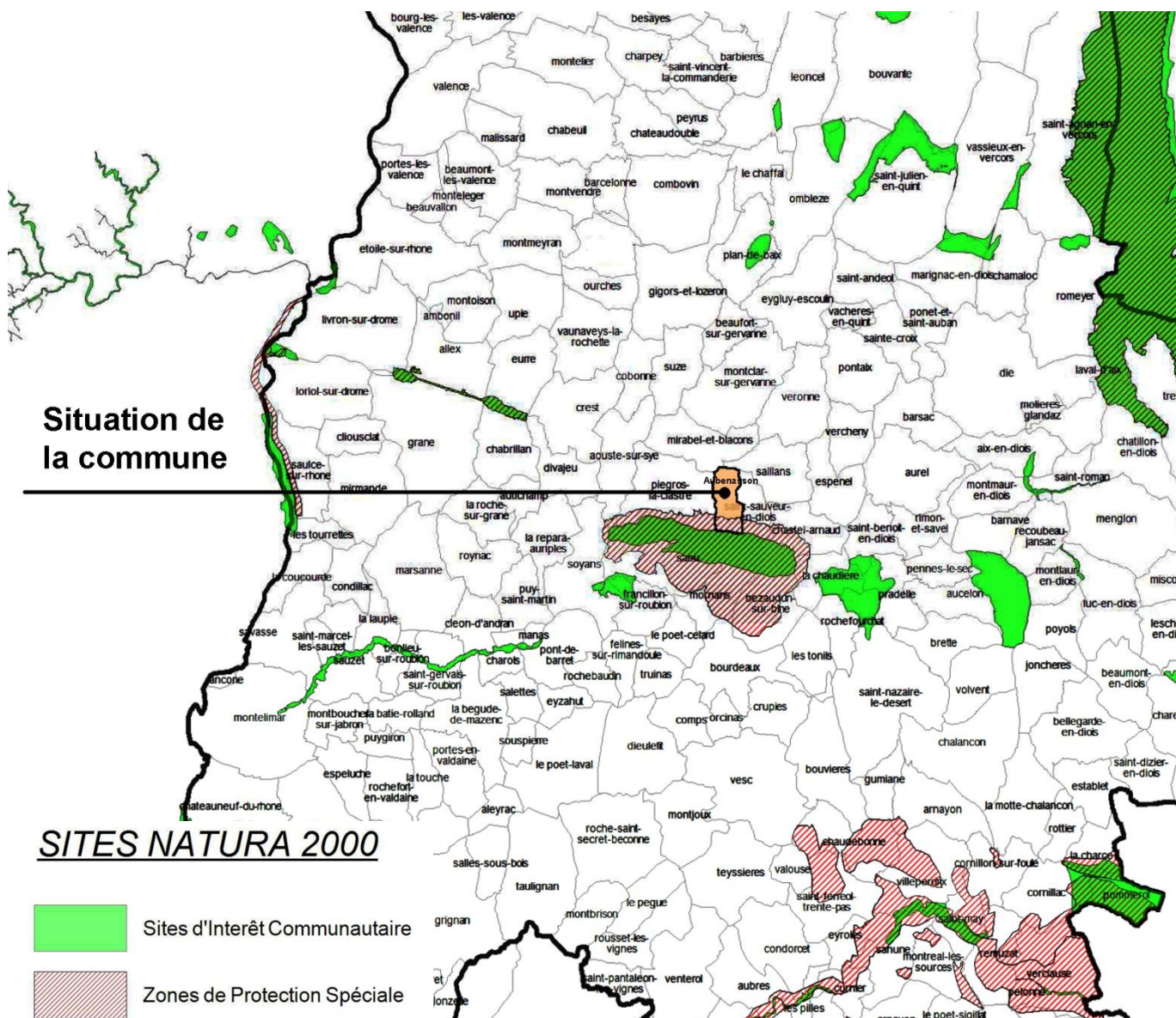
Les **O.R.G.F.H** de Rhône-Alpes préconisent de :

- limiter la conversion des surfaces agricoles
- inciter à la diversité des cultures et favoriser les effets de lisières (bandes enherbées)
- maintenir ou restaurer le paysage bocager et les éléments fixes du paysage (réseaux de haies de qualité, bosquets, arbres isolés, murets...)
- restaurer les boisements de bords de cours d'eau

Les O.R.G.F.H (fiches espèces) sont complémentaires à l'inventaire Z.N.I.E.F.F.

⇒ Site Natura 2000

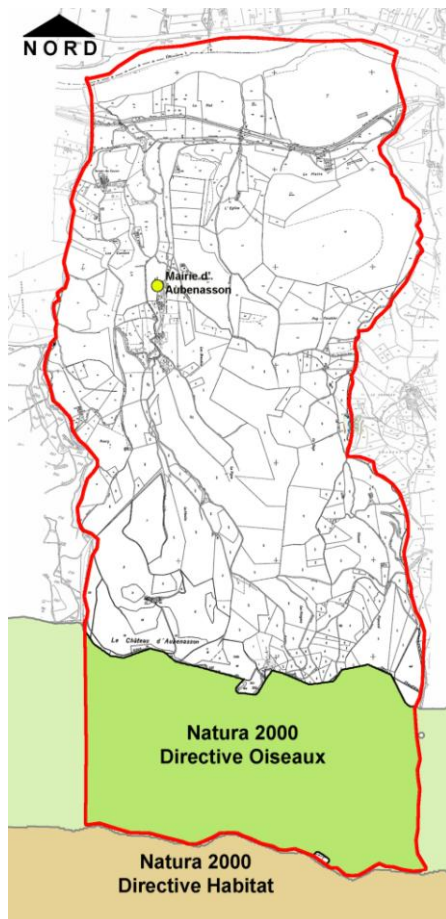
Extrait Carte Natura 2000 - Source : DDT Drôme



Le réseau Natura 2000 est le réseau des sites naturels les plus remarquables de l'Union Européenne (UE). Il a pour objectif de contribuer à préserver la diversité biologique sur le territoire des 27 pays de l'Europe. Il vise à assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et des habitats d'espèces de la flore et de la faune sauvage d'intérêt communautaire.

À la suite de l'adoption de la directive « Habitats », les États membres ont du constituer un réseau cohérent de **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)** dénommées **NATURA 2000**. Ce réseau intègre également les **Zones de Protection Spéciales (ZPS)** désignées au titre de la directive « Oiseaux », d'où l'appellation commune « **Site Natura 2000** » qui sera donnée en France aux **ZSC** (concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages dite « directive Habitats ») comme aux **ZPS** (concernant la conservation des oiseaux sauvages dite « directive Oiseaux »).

L'ordonnance du 11 avril 2001 achève la transposition en droit français des directives européennes dites « Oiseaux » et « Habitats » de 1979 et 1992, et donne un véritable cadre juridique à la gestion des sites Natura 2000.



Zones NATURA 2000

Est situé sur la commune un site NATURA 2000 au titre de la Directive européenne Oiseaux – Zone de Protection Spéciale:

FR 8212018: Massif de Saoû et Crêtes de la Tour :

Le massif de Saoû s'étend sur une superficie totale de 6 677 ha, répartis sur dix communes : Aouste-sur-Sye, Aubenasson, Bézaudun-sur-Bîne, Chastel-Arnaud, Chaudière, Mornans, Piégros-la-Clastre, Saint-Sauveuren-Diois, Saoû, Soyans. Ce massif est une entité géologique particulière puisque c'est le plus haut synclinal perché d'Europe, long de 12 km et large de 2 km. Il est situé à des altitudes comprises entre 885 m à l'ouest (Roche Colombe) et 1 589 m à l'est (Véyou). La forêt de Saoû, ensemble d'un seul tenant de 2463 ha a été acquise par le département de la Drôme en 2003 et est aujourd'hui classée en Espace naturel Sensible (ENS). Ce massif présente une grande diversité d'habitats (milieux rupestres, boisements âgés, forêts alluviales, pelouses d'altitude, etc.) qui sont d'un grand intérêt pour l'avifaune. 19 espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire font l'objet de mesures de gestion car rares, menacées ou exceptionnelles à l'échelle européenne. Parmi les espèces majeures du site, des espèces rupestres telles que l'Aigle royal, le Grand-duc d'Europe, et le Faucon pèlerin.

Un travail d'inventaire de l'avifaune, en 2012-2013 est venu compléter l'inventaire réalisé en 2005. Quinze espèces de la directive «Oiseaux » ont été découvertes. Ce site apparaît comme extrêmement diversifié avec des écosystèmes forestiers, des pelouses et des falaises. Les rapaces y tiennent une place importante avec une concentration importante. Le Faucon pèlerin atteint des densités importantes avec pas moins de quatre couples. (source LPO de la Drôme).

Le territoire d'Aubenasson est concerné par le versant nord du Massif occupée par de la forêt (hêtraie, sapinière et habitats subalpins), accentué par des différences de substrats, et notamment la présence de zones décalcifiées où se développent des plantes calcifuges.

Les différents types de hêtraies et hêtraies-sapinières âgées accueillent, en outre, le Circaète Jean-le-Blanc et la Bondrée apivore et d'autres espèces typiquement forestières comme le Pic noir et le Pouillot siffleur. Elles sont aussi potentiellement intéressantes pour plusieurs espèces de chouettes. La préservation de ces boisements mais surtout leur gestion appropriée sont essentielles.

La forêt communale d'Aubenasson, d'une surface totale de 26 ha gérée par l'ONF est située au sein du site Natura 2000. Une partie du site est aussi occupée par de la forêt privée.

En forêt privée, l'exploitation en coupes rases, l'exploitation paysanne et les coupes sylvo-pastorales constituent les modes d'exploitation des taillis de feuillus. En forêt communale, il s'agit de coupes de conversion du taillis en futaie sur souche.

Par ailleurs, le maintien des milieux ouverts agricoles (cultures, pelouses) ou non (landes) jouent un rôle prépondérant pour une grande partie des espèces d'oiseaux du site. Le maintien de ces habitats ouverts dans un bon état de conservation, ainsi que l'évitement de leur embroussaillage voire de leur disparition due à la reprise forestière, est à rechercher, notamment par le pastoralisme. Ce dernier fournit en effet simultanément des ressources alimentaires pour bon nombre d'espèces : insectes coprophages (Crave à bec rouge et passereaux) ou bien cadavres pour certaines espèces (vautours, Aigle royal, Milan royal).

En conclusion : un site exceptionnel à pour les oiseaux avec des espèces à protéger plus particulièrement et dont les priorités sont les suivantes :

Priorité 1 : Aigle royal, Faucon pèlerin, Crave à bec rouge, Engoulevent d'Europe,

Priorité 2 : Bondrée apivore, Circaète Jean-le-Blanc, Grand-duc d'Europe, Vautour fauve, Vautour moine, Vautour percnoptère

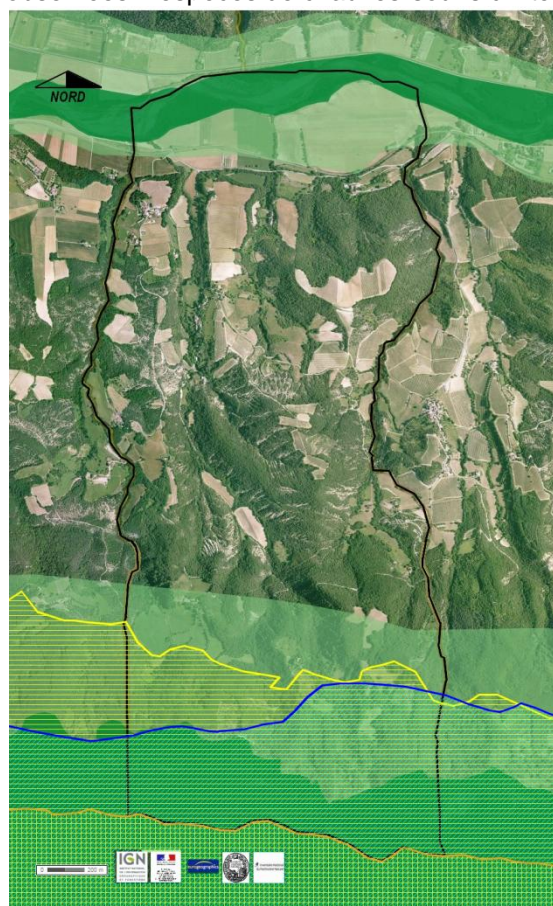
Priorité 3: Alouette lulu, Bruant ortolan, Milan royal, Pic noir, Pouillot siffleur

Priorité 4 : Fauvette pitchou, Milan noir, Pie-grièche écorcheur, Pipit rousseline.

Le territoire communal d'Aubenasson est limitrophe d'une seconde zone Natura 2000 située au sud, de la limite communale sur le territoire de Saoû et qui est répertoriée en tant que Site d'Importance Communautaire au titre de la Directive Habitat :

FR 8201686 : Pelouses, forêts et grottes du Massif de Saoû :

Partie « intérieure » du synclinal perché, couverture végétale exceptionnelle réunissant plupart des associations végétales connues du Valentinois, grande diversité d'habitats, dont 14 d'intérêt communautaire. Ont été observées 4 espèces de chauves-souris d'intérêt communautaire.



BIODIVERSITE

ZICO : Zone importante pour la Conservation des Oiseaux

La commune d'Aubenasson est concernée par la ZICO : RA03 Forêt de Saoû, qui touche l'extrémité sud de la commune représentée par les reliefs de Saoû. On est en présence de milieux forestiers composés de feuillus et de résineux (Pins sylvestres, Chênes pubescents...), de falaises rocheuses, et de quelques pelouses subalpines, qui présentent un fort intérêt ornithologique avec des espèces nicheuses remarquables comme la Bondrée apivore, le Milan noir, le Milan royal, le Circaète Jean-le-Blanc, l'Aigle royal, le Faucon pèlerin, le Grand-duc d'Europe, le Pic noir, la Pie-grièche écorcheur et le Bruant ortolan.

Cette ZICO qui fait suite à une directive européenne de 1979 a pour objectif la protection d'habitats permettant d'assurer la survie et la reproduction des oiseaux sauvages rares ou menacés, la protection des aires de reproduction, de mue, d'hivernage et des zones de relais de migration pour l'ensemble des espèces migratrices. Cette ZICO qui a été intégrée dans les périmètres ZNIEFF et NATURA 2000 témoigne de l'intérêt biologique et écologique de ces espaces sur le plan de la biodiversité.

⇒ Site Classé : Site de la forêt de Saoû

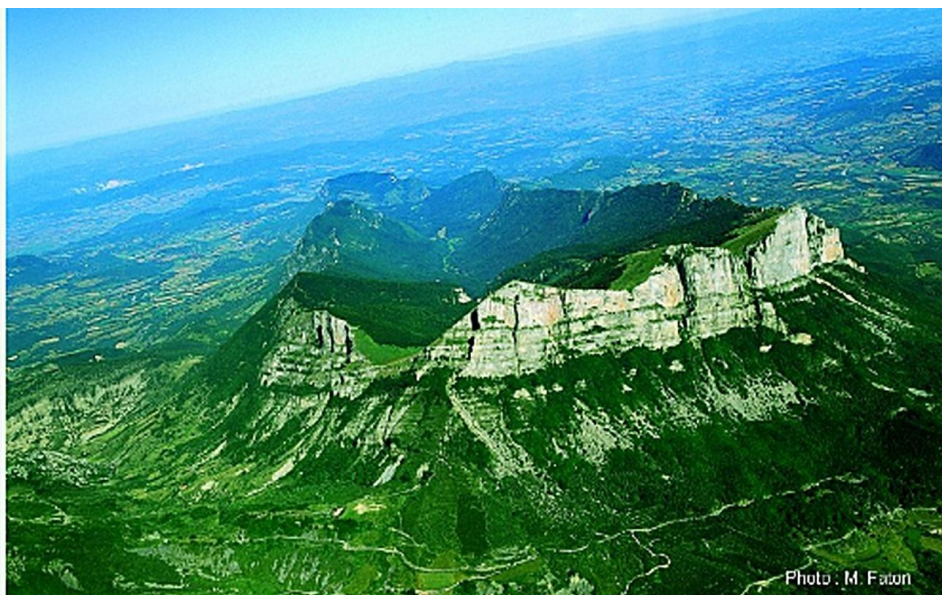
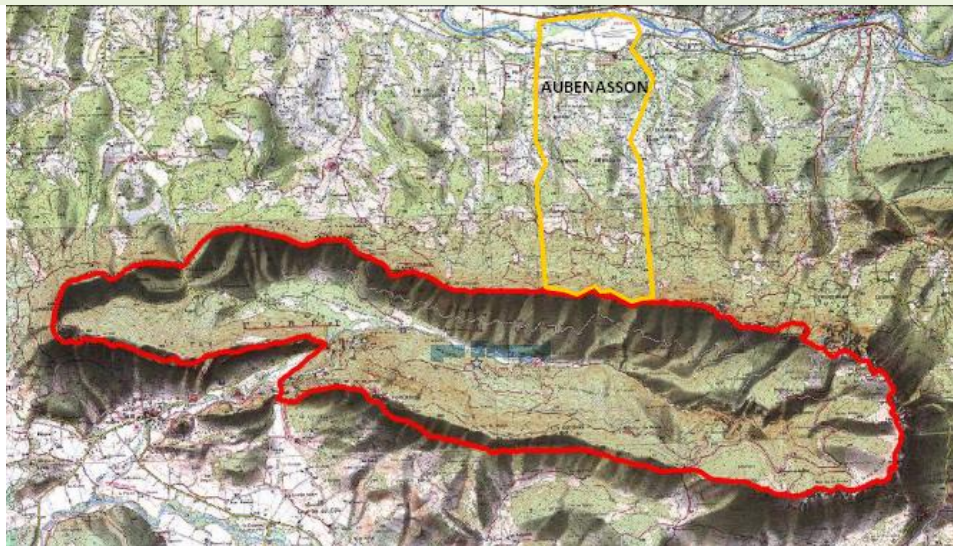
La région Rhône-Alpes compte environ 175 sites classés, dont certains ont été protégés dès 1909. Il s'agit souvent de grands paysages naturels ou ruraux, mais également de patrimoines géologiques, de sites bâtis, d'espaces urbains, de lieux de mémoire...

Les sites classés font partie de notre patrimoine national. Ils sont essentiels à notre économie touristique. Ils expriment la diversité et la beauté des paysages de notre région et incarnent très souvent l'image de la France à l'étranger. La loi du 2 mai 1930 concerne les sites naturels dont la conservation ou la préservation présente un intérêt général. Comme pour les édifices, celle-ci prévoit deux degrés de protection en fonction des caractéristiques et de la valeur patrimoniale du site : le classement et l'inscription.

Ce sont des sites dont le **caractère exceptionnel « au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque »** justifie une protection de niveau national (articles L.341-2 et suivants du code de l'environnement). Il s'agit souvent de grands paysages naturels ou ruraux, mais également de patrimoines géologiques, de sites bâtis, d'espaces urbains, de lieux de mémoire...

Répondant à ces critères de classement, la présence d'un site classé est à signaler en limite sud du territoire communal d'Aubenasson : **le site de la forêt de Saoû** (sol et essences) qui s'étend sur 2462 ha sur la commune de Saoû, et qui a été classée par un arrêté ministériel du 5 octobre 1942. L'ensemble du site est propriété du Département de la Drôme qui s'est engagé dans la préservation de cet ensemble, classé comme Espace naturel sensible (ENS) et qui fait l'objet de mesures de préservation, de gestion et d'ouverture au public en accord avec le maintien de la biodiversité sur ce site.

Prononcé par décret, le classement place l'évolution du territoire intéressé sous le contrôle direct de l'État : **toute modification de l'aspect du site est soumise à autorisation spéciale du ministre chargé des sites ou du préfet**, après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.



Source : Crédits photo DREAL Rhône-Alpes - Sauf mention contraire inscrite sur la photo

⇒ La Trame Verte et Bleue

La trame verte et bleue est une mesure phare de la loi Grenelle II qui porte l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité au travers de la préservation et de la restauration des continuités écologiques.

C'est un outil d'aménagement du territoire qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales, de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer... En d'autres termes, d'assurer leur survie, et permettre aux écosystèmes de continuer à rendre à l'homme leurs services.

Les continuités écologiques correspondent à l'ensemble des zones vitales (réservoirs de biodiversité) et des éléments (corridors écologiques) qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder aux zones vitales. La trame verte et bleue est ainsi constituée des réservoirs de biodiversité et des corridors qui les relient.

« La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural. »

A cette fin, ces trames contribuent à :

- **diminuer** la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique,
- **identifier, préserver et relier** les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques,
- **mettre** en œuvre les objectifs de qualité et de quantité des eaux fixés par le SDAGE, et préserver les zones humides...,

- **prendre** en compte la biologie des espèces sauvages,
- **faciliter** les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages,
- **améliorer** la qualité et la diversité des paysages.

La trame verte et bleue :

- « **vert** » pour les milieux naturels terrestres,
- « **bleue** » pour les milieux aquatiques,

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Rhône-Alpes :

À l'échelle régionale, les **Schémas Régionaux de Cohérence Écologique (SRCE)** fournissent les enjeux de continuités écologiques et les cartographies régionales, assortis d'un plan d'actions stratégiques, élaborés avec une double préoccupation :

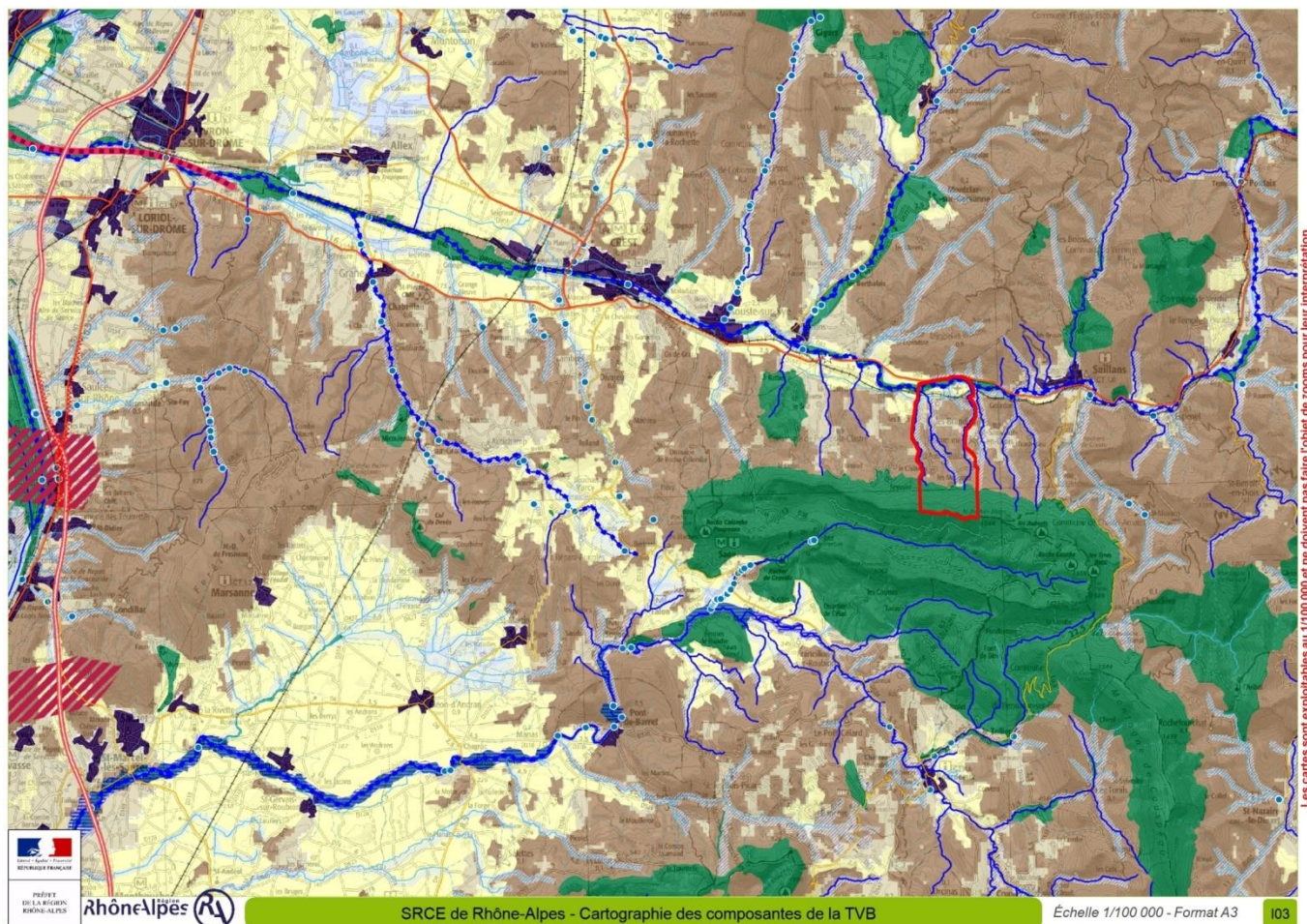
- avoir une approche cohérente sur l'ensemble du territoire,
- refléter au mieux la réalité du déplacement des espèces.

La trame verte et bleue s'appuie sur la construction de continuums éco paysagers qui prennent en compte :

- les types d'occupation du sol et leur perméabilité au regard de différents groupes d'espèces,
- les modalités de déplacement des espèces dans ces différents milieux,
- les obstacles et les points de franchissement connus (réseau routier, réseau ferré, passages à faune, autres ouvrages de génie civil, barrage...).

Ce schéma permet d'appréhender les enjeux et continuités, à l'échelle régionale. A l'échelle locale, les collectivités ont un rôle majeur à jouer, pour traduire ces enjeux à l'échelle communale au travers des projets de documents d'urbanisme.

EXTRAIT ATLAS DU SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE EN RHONE-ALPES - Source DREAL



Légende associée aux planches de l'atlas cartographique :

Réservoirs de biodiversité :

Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Corridors d'importance régionale :

Fuseaux Axes Objectif associé :

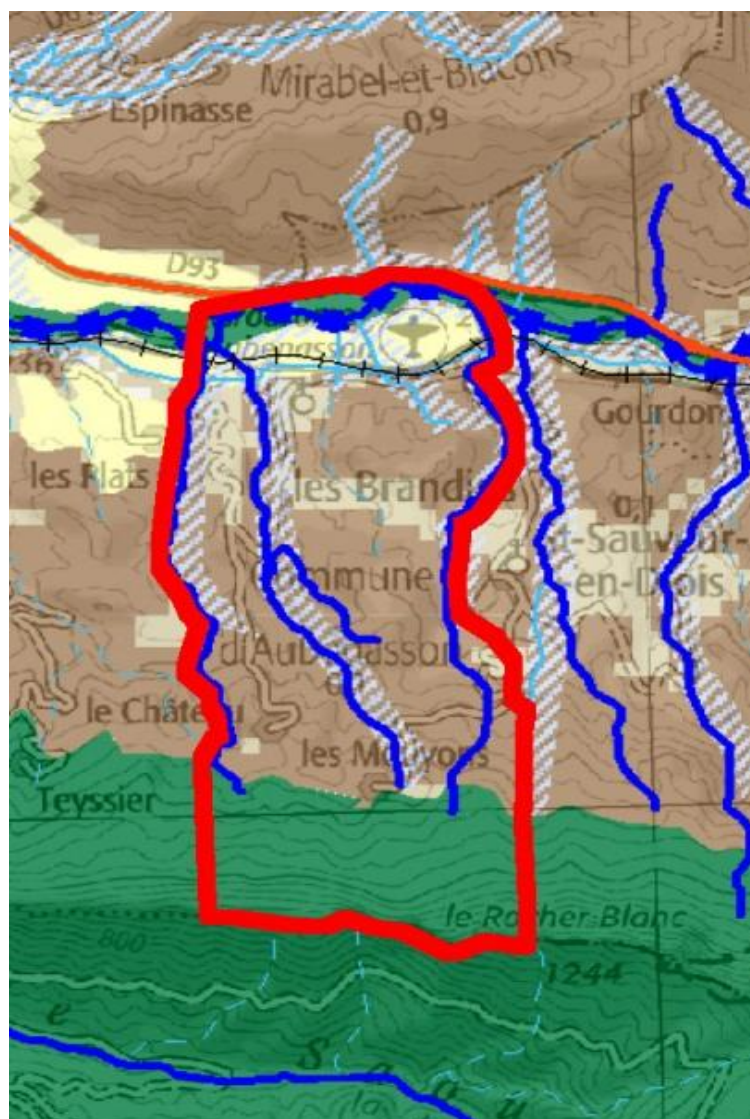
à préserver

à remettre en bon état

La planche I03 du SRCE met en évidence la présence de la trame verte et bleue sur l'ensemble du territoire communal ainsi que les obstacles à l'écoulement des cours d'eau. Il en ressort deux composantes majeures :

- Un important **réservoir de biodiversité au sud formé par les versants septentrionaux des reliefs de Saoû (trame verte)**
- Les principaux cours d'eau et tronçons de cours d'eau (Drôme et ses affluents) qui présentent **un intérêt écologique** reconnu pour la trame bleue

Zoom SRCE Rhône-Alpes sur territoire Aubenasson



Légende associée aux planches de l'atlas cartographique :

Réservoirs de biodiversité :

Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

La Trame bleue :

Cours d'eau et tronçons de cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la Trame bleue

- Objectif associé : à préserver
- Objectif associé : à remettre en bon état

Espaces perméables terrestres * : continuités écologiques fonctionnelles assurant un rôle de corridor entre les réservoirs de biodiversité

- Perméabilité forte
- Perméabilité moyenne

Espaces perméables liés aux milieux aquatiques *
* constitués à partir des données de potentialité écologique du RERA (Réseau Ecologique de Rhône-Alpes, 2010)

Grands espaces agricoles participant de la fonctionnalité écologique du territoire
La connaissance de leur niveau réel de perméabilité reste à préciser

Principaux secteurs urbanisés et artificialisés, localisés à titre indicatif (Corine Land cover, 2006)

Cours d'eau permanents et intermittents, canaux

Infrastructures routières

- Routes principales
- Routes secondaires

Infrastructures ferroviaires

Voies ferrées principales et LGV

Trame verte

La trame verte est composée d'espaces à dominante naturelle où la circulation des espèces est peu contrainte.

• Réservoirs de biodiversité

Ils correspondent aux espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leurs cycles de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement.

Ils intègrent les espaces des ZNIEFF de type I situées sur le territoire d'Aubenasson, en limite nord (lit de la Drôme) et en limite sud sur les hauteurs des reliefs de Saoû.

Objectif associé : A préserver et à remettre en bon état

• Corridors écologiques d'importance régionale :

○ perméabilité forte qui se concentre sur l'ensemble des reliefs

Ils permettent d'assurer la cohérence de la trame verte et bleue, en complément des corridors écologiques, en traduisant l'idée de connectivité globale du territoire. Ils sont globalement constitués par une nature dite « ordinaire » mais indispensable au fonctionnement écologique du

territoire régional. Il s'agit principalement d'espaces terrestres à dominante agricole, forestière et naturelle mais également d'espaces liés aux milieux aquatiques.

A Aubenasson, les fuseaux regroupés sur l'ensemble des reliefs font apparaître l'importance des espaces perméables terrestres de la commune. Ils assurent les connexions entre les réservoirs de biodiversité et/ou espaces perméables, en offrant aux espèces des conditions favorables à leurs déplacements et à l'accomplissement de leurs cycles de vie.

- **perméabilité moyenne des espaces en pied de reliefs et des grands espaces agricoles concentrés sur la plaine**

A Aubenasson, ces espaces assurent un rôle de corridor entre les réservoirs de biodiversité des communes voisines et les grands espaces agricoles participant à la fonctionnalité écologique globale du territoire.

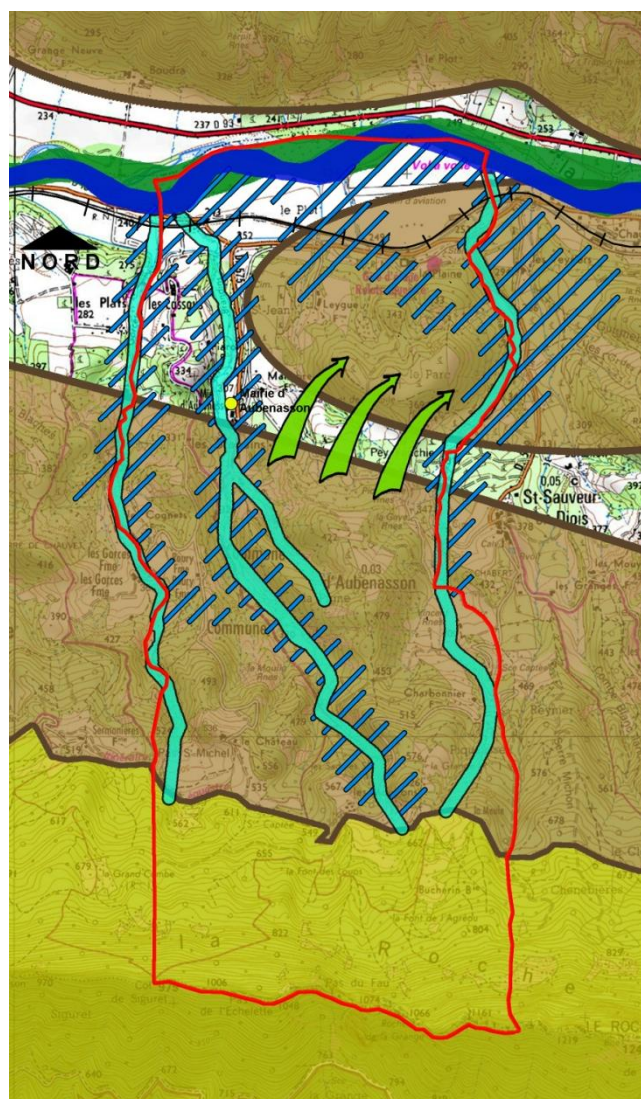
Trame bleue

La trame bleue est constituée d'éléments aquatiques (cours d'eau, zones humides) et des espaces d'interface entre les milieux terrestres et aquatiques. Cette définition intègre la dimension latérale des cours d'eau.

A Aubenasson, l'ensemble des ruisseaux est considéré comme des cours d'eau d'intérêt écologique reconnus pour la trame bleue, avec un objectif associé qui est la préservation de ces entités regroupant lit mineur, espace de divagation de la rivière Drôme, ruisseaux et combes amont, ripisylves et forêt alluviale.

Objectif associé : Préserver l'ensemble des ruisseaux : "Les Gorces"; "Les Brandins" - "Saint- Sauveur" - "Les Tessons" et **maintenir** en bon état la rivière « Drôme ».

3. 2 Les secteurs à enjeux environnementaux



ENJEUX MAJEURS à protéger

Trame verte

Réservoir de biodiversité
Natura 2000 : Directive Habitat et Oiseaux
(Evaluation environnementale)



ENJEUX FORTS à préserver ou remettre en bon état

Trame bleue

Zone humide
(Inventaire départemental)



ENJEUX D'IMPORTANCE à préserver

Trame bleue :
Z.N.I.E.F.F. type I
(Lit de la Drôme)



Cours d'eau
(Corridors écologiques)



ENJEUX D'INTERET

Trame verte

Coeur de nature
(continuités écologiques)



Trame bleue

Espaces perméables liés aux milieux aquatiques



Maintien de la perméabilité entre continuités fonctionnelles des différents milieux : forestier- agricole- humide



La biodiversité constitue une richesse héritée du passé que nous avons le devoir de transmettre aux générations à venir ; car elle est d'importance vitale. A ce titre-là, elle est en cohérence avec la notion de « développement durable » dont elle est un élément clé.

- **Sur le plan économique**, elle fournit la matière première de nos aliments, de nos habillements de nos médicaments et de diverses substances chimiques, elle nous approvisionne en combustibles. Elle représente le réservoir, à long terme, de ressources génétiques utilisées pour répondre à des besoins futurs et imprévisibles.
- **Sur le plan scientifique**, la biodiversité est à l'origine de tous les mécanismes qui permettent à la biosphère d'assurer en permanence des tâches de protection des sols et de lutte contre l'érosion, de protection des bassins hydrographiques et d'épuration des eaux, de régulation des maladies; la biodiversité contrôle la pollinisation et la dispersion des graines, elle assure la production primaire des écosystèmes, premier maillon de la chaîne alimentaire, mais également le recyclage des éléments nutritifs sans lequel nous serions « noyés » sous des tonnes de déchets organiques, enfin l'une de ses fonctions et, non la moindre, est la régulation du climat maintenant les paramètres de notre environnement dans des limites compatibles avec la vie. La biodiversité est garante de notre survie; sans oublier que ces services sont « gratuits » et nous sont fournis sans même que nous en ayons conscience.
- **Sur le plan de l'éthique et de l'esthétique**, force est de constater que la contemplation de la diversité de la vie est une source importantes d'un épanouissement personnel et de la créativité.

Ainsi pour répondre à ces grands principes et en accord avec les prescriptions du Grenelle de l'environnement, le maillage de la trame verte et bleue est conforté et recomposé aux travers de différents ENJEUX afin d'affirmer son rôle écologique et paysager structurant.

Enjeu de protection de l'ensemble de la TRAME VERTE et BLEUE qui prend en considération :

ENJEUX MAJEURS - Réservoirs de biodiversité

Trame verte - Site NATURA 2000 des reliefs de Saoû : un réservoir de biodiversité d'intérêt majeur pour plusieurs espèces d'oiseaux rares et menacées dont l'équilibre « espace boisé / espace ouvert » est à conserver

Si les principaux milieux représentés par les boisements au sein du Site Natura 2000 sont à préserver, le maintien des milieux ouverts agricoles (cultures, pelouses) ou non (landes), s'avère indispensable pour une grande partie des espèces d'oiseaux du site. Le maintien de ces habitats ouverts dans un bon état de conservation, ainsi que l'évitement de leur embroussaillage voire de leur disparition due à la reprise forestière, constitue un enjeu majeur pour les passereaux nicheurs, les rapaces en chasse et les oiseaux en alimentation.

Les différents types de hêtraies et hêtraies-sapinières âgées accueillent plusieurs espèces d'oiseaux associées à ces milieux forestiers. La préservation de ces boisements mais surtout leur gestion appropriée sont des enjeux majeurs pour la conservation de cette avifaune.

ENJEUX FORTS - Corridor écologique

Trame bleue - Enjeux de préservation et de remise en état du milieu humide

La zone humide référencée sur la commune en bord de Drôme et ses espaces de fonctionnalité (zones inondables), ainsi que la forêt alluviale qui l'accompagne : la protection doit être réfléchie sur toute l'emprise de divagation et non se limiter aux seules berges.

Ce milieu humide joue un rôle très important pour le maintien de la biodiversité et constitue la zone nodale la plus favorable à l'accueil des espèces animales liées à ce milieu. D'autre part, la végétation attenante assure un rôle de cordon filtrant et protecteur qui réduit les risques :

- **d'instabilité des berges et protège ainsi le lit des ravins ou ruisseaux,**
- **d'une détérioration de la qualité des eaux. Elle joue un rôle d'épurateur naturel vis-à-vis des épandages agricoles et évite ainsi l'eutrophisation et donc la baisse de qualité piscicole et touristique des cours d'eau.**

ENJEUX D'IMPORTANCE - Continuités fonctionnelles écologiques

Trame verte - Enjeux de protection des espaces sensibles

- Z.N.I.E.F.F de type I - Lit de la Drôme

Trame bleue - Enjeux de préservation ou de remise en état des milieux humides

- **Schéma Régional de Cohérence Ecologique (S.R.C.E)** : met en évidence les **continuums écologiques** d'importance et d'intérêt en termes de biodiversité.

Il comprend les ripisylves qui bordent les ruisseaux Les Cognets - Les Brandins et Saint-Sauveur.

- **Corridors** qui constituent les « **continuums écologiques** » au travers de l'écriture de l'eau, sous forme d'un réseau de chevelu hydrologique constitué de veines forestières issues de ravines, ravins et de l'ensemble des ruisseaux...

Ce réseau irrigue et crée des couloirs de liaison sur l'ensemble de l'enveloppe territoriale. Plus les connections sont possibles entre les différents milieux plus la diversité et les échanges s'amplifient augmentant par la même les potentialités d'épanouissement de la biodiversité. Ces corridors peuvent assurer des rôles importants de circulation d'espèces et aussi se comporter également en membranes semi-perméables et constituer des barrières et des filtres pour le vent, l'eau, le transfert de particules ou encore pour la dispersion de graines ou d'insectes.

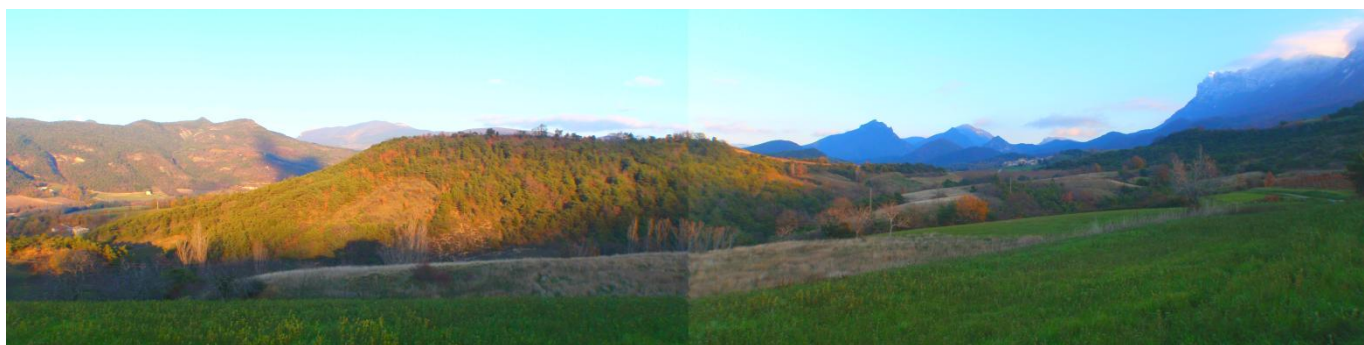
La **continuité écologique** entre ces zones demande à être maintenue de toutes contraintes ou difficultés de franchissement afin de garantir la survie des populations présentes au sein de ces milieux.

ENJEUX D'INTERET - Zones de développement

Trame verte - Enjeu de préservation du couvert forestier sur l'ensemble des reliefs et en piémont avec alternance de prairies et de boisements

- **Cœur de nature** : Ces zones sont des lieux de refuges et de ressources pour la faune sauvage. Il est essentiel d'en préserver l'intégrité et d'en assurer leurs pérennités. Ces zones se superposent aux ZNIEFF recensées. Il comprend l'ensemble des reliefs, et des prairies en piémont

Ces milieux demandent à être **préservés** pour leur valeur éco-biologique : rôle d'accroche et de continuité aux massifs forestiers des communes voisines mais aussi pour leur rôle de mise en valeur des sites et des paysages (support d'une bonne lisibilité des paysages).



Trame bleue - Enjeu de maintien de leurs fonctionnalités.

- **Espaces perméables** liés aux milieux aquatiques, indispensables pour le maintien et la pérennité du réseau en place.

Ils constituent des espaces de vigilance, jouant un rôle de corridors permettant de mettre en lien des réservoirs de biodiversité entre différents milieux : forestier - agricole - humide

3.3 Occupation du sol, urbanisme et évolution du tissu bâti

- **Toponymie – Histoire des lieux** (source : Dictionnaire Topographique et Historique de la Drôme de Justin Brun-Durand – 1884).

Aubenasson apparaît suivant la dénomination *Albenassonum* en 1350, (arch.de la Drôme, E 1077), *Albonesset* en 1391 (Choix de doc, 214), *Albenasso*, *Arbenassium*, 1442 (ibid., 269), *Albenacium*, 1516 (Pouillé de Die), *Aubenassons*, 1576 (ibid.), *Oubenas*, 1598 (arch. de la Drôme, E 2335), puis *Aubenas* en 1788 (Alman.du Dauphiné).

Avant 1790, Aubenasson était une communauté de l'élection de Montélimar, subdélégation et sénéchaussée de Crest, formant une paroisse du diocèse de Die. Son église dédiée à Saint Jean-Baptiste, était celle d'un prieuré de l'ordre de Saint Benoît, (*Prioratus de Albenassons*, XIVème siècle (Pouillé de Die), *Ecclesia Sancti Johannis Daubenassons*, 1509 (visites épiscopales), *Prioratus Albenacii*, 1516 (ibid.)), filiation d'Aurillac, connu dès le XIVème siècle, et dont le titulaire avait la collation de la cure et les dîmes.

La terre, qui était un fief des anciens comtes de Diois, fut acquise en 1292 d'une famille de son nom, par les Montois, qui s'éteignirent en 1382 chez les Clermont, lesquels vendirent en 1473, Aubenasson aux Lers, qui le revendirent vers 1770 aux Mottet, derniers seigneurs.

A partir de 1790, Aubenasson est intégré au canton de Saillans qui regroupe à cette époque les cinq municipalités d'Aubenasson, Chastel-Arnaud, la Chaudière, Saillans et Vêrone.

- **Sites archéologiques**

La carte archéologique nationale rassemble toutes les données disponibles sur la présence de sites ou de vestiges archéologiques sur le territoire national. Concernant Aubenasson, elle répertorie quelques sites archéologiques des périodes gallo-romaine et médiévale.

La période gallo-romaine est représentée par des occupations repérées aux quartiers de l'Eglise et ses alentours, du Château et de la Plaine.

Le Moyen Age voit l'implantation, au quartier de l'Église, de l'église et du prieuré Saint-Jean-Baptiste ainsi que d'un cimetière au lieu dit « Piarot ».

- **Espaces agricoles**

Est considéré comme espace agricole sur la carte ci-après, l'ensemble des terres potentiellement exploitables pour l'agriculture. Ces espaces agricoles représentent environ 30% de la superficie du territoire communal.

N'ont pas été intégrés dans ces espaces, les terrains attenants aux constructions (cours, jardins potagers, parcs ou jardins d'agrément parfois étendus qui accompagnent le bâti), l'aire naturelle de camping près de l'aérodrome, les délaissés, ou espaces non exploités en friches ou landes.

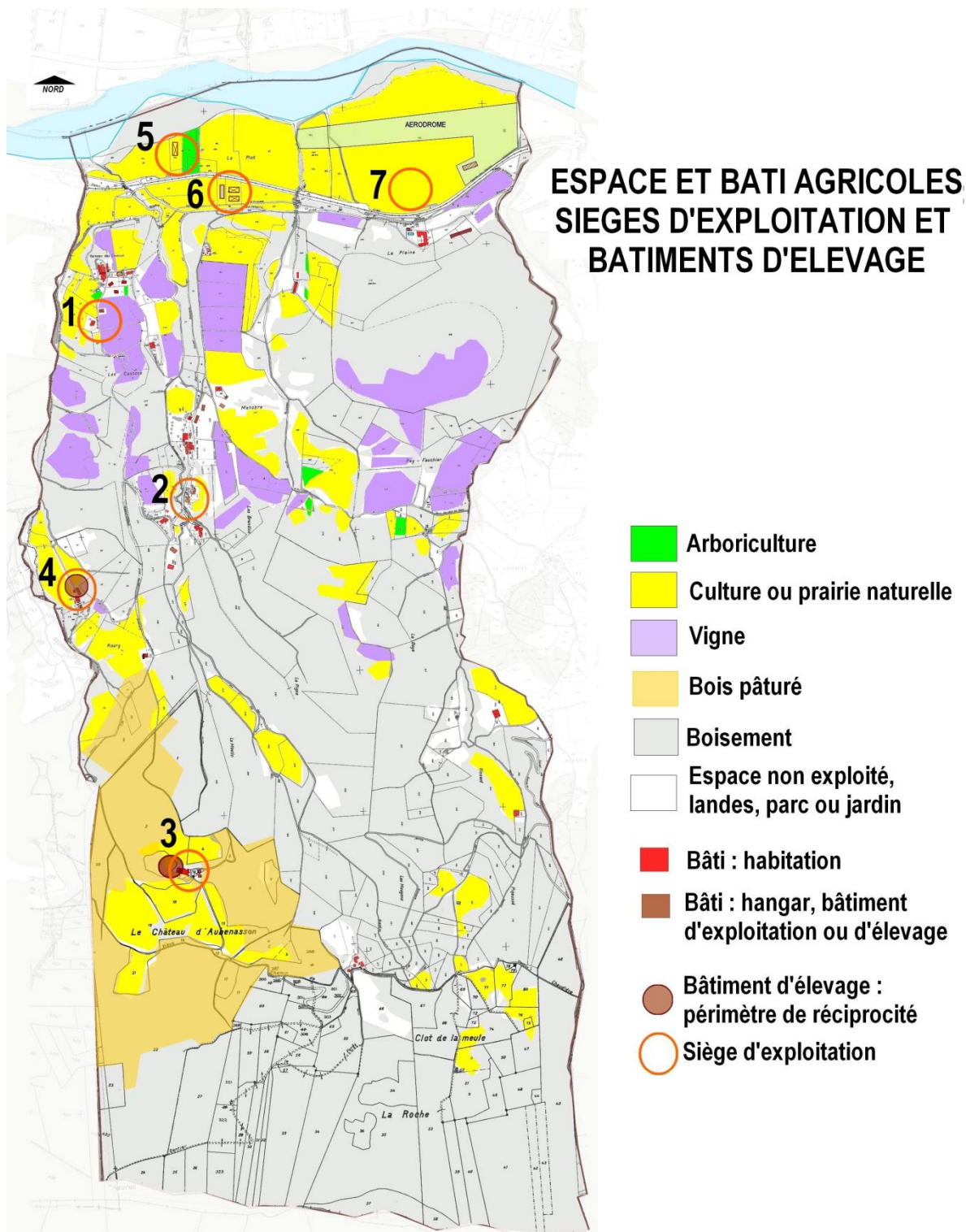
Valeur agronomique des terres :

Bonne valeur agronomique des terres agricoles dans la plaine et sur les plateaux, où sont présents les cultures et la vigne.

Terres de qualité moindre sur les versants des collines basses ou dans les niveaux marneux situés en pied de pente des versants abrupts de la roche (prairie naturelle, pâtures,...). Il n'existe pas de réseau d'irrigation sur la commune, mais une parcelle en arboriculture au nord du territoire est irriguée par forage dans la nappe et par autorisation de pompage dans la Drôme.

En 2018, sur les 7 exploitations ayant leur siège Aubenasson :

- Deux exploitations sont tournées vers la viticulture, avec d'autres productions complémentaires : polyculture pour l'un, et production maraîchère pour l'autre.
- Deux exploitations se sont orientées vers des productions spécialisées : les plantes aromatiques et médicinales pour l'une, la spiruline pour l'autre.
- Les deux exploitations n° 3 et n° 4 pratiquent l'élevage caprin, avec pour l'exploitation n° 3, une activité de transformation et la mise en place de circuits dits « courts » pour la fabrication et la distribution des produits (transformation fromagère et vente à la ferme de fromage de chèvres).



Ces différents bâtiments d'élevage restent éloignés des lieux d'habitation, et n'apparaissent pas « menacés » par un développement éventuel de l'urbanisation.

Il faut signaler toutefois qu'à partir d'un certain seuil, un périmètre réglementaire s'applique autour des bâtiments d'élevage (50 m, ou 100 m selon la nature et l'importance de l'élevage) vis-à-vis de toute habitation non agricole, de manière à ce qu'il n'y ait pas conflit entre ces deux types d'occupation du sol, et que le développement de l'habitat notamment, ne remette pas en cause l'extension future de cette structure agricole.

Les élevages 3 et 4 ne sont pas des installations classées, le périmètre de protection autour de ces élevages serait de 50 m.

Pour les exploitations 2, 5, 6 et 7 s'imposent la nécessité de disposer de foncier agricole supplémentaire pour pérenniser leur activité. Les exploitants 2 et 6 sont également dans l'attente de pouvoir résider sur la commune (projet de construction ou d'acquisition de logement) à proximité de leur exploitation.



ESPACES A ENJEUX AGRICOLES

Critère valeur agronomique des sols

Critère affectation agricole de l'espace

Critère maintien ou développement des structures d'exploitation (bâtiments agricoles, bâtiments d'élevage,...)

Critère valeur ajoutée périmètre AOP viticole

Les espaces à enjeux agricoles comprennent la plupart des terres agricoles situées dans la plaine, dans les valons, mais aussi certaines terres agricoles des coteaux des reliefs (terrains viticoles et en périmètre AOC, pâtures), ainsi que les espaces autour des sièges d'exploitation, des bâtiments agricoles et des élevages.

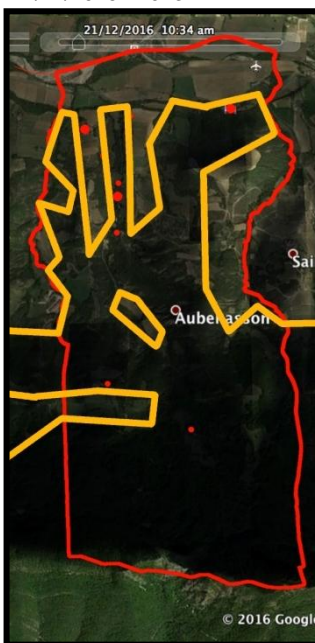
Ce sont des terres, indispensables au maintien des exploitations agricoles existantes professionnelles. La préservation de ces espaces agricoles et des structures d'exploitation représente un enjeu important pour le maintien de l'activité et des emplois agricoles sur la commune.

- Composantes générales du bâti et organisation urbaine

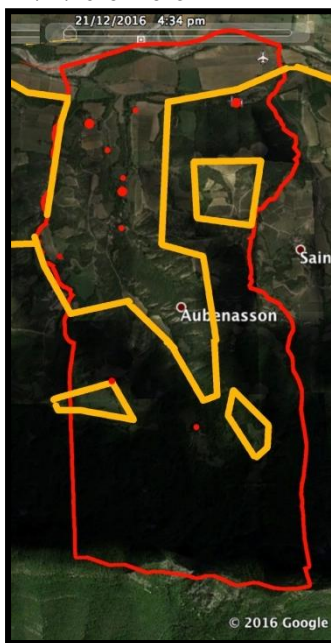
- Les conditions d'ensoleillement

Solstice d'Hiver - Poches d'ombre

21/12/2016 - 10h34

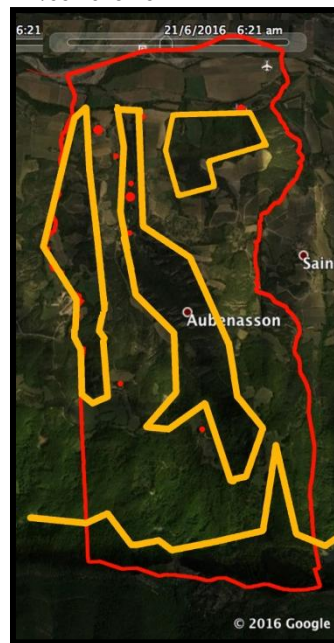


21/12/2016 - 16h34

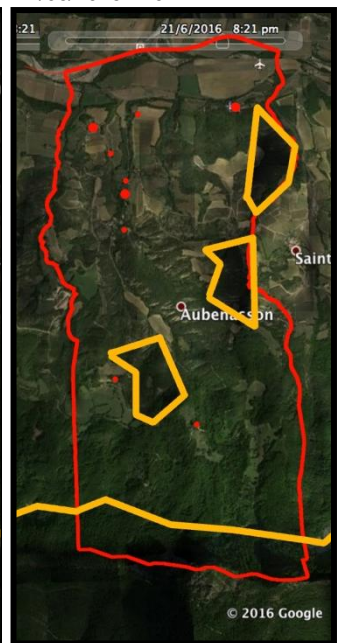


Solstice d'Eté - Poches d'ombre

21/06/2016 - 6h21



21/06/2016 - 20h21



MEILLEUR ENSOLEILLEMENT



Au regard des deux solstices d'hiver et d'été, il en ressort suivant la synthèse des cartes précédentes plusieurs secteurs bénéficiant d'un optimum d'ensoleillement sur l'ensemble de l'année

- Plaine alluviale de la vallée de la Drôme
- Plateau de Cassous
- Plateau de Saint-Jean
- Piémont du Pey-Fauchier

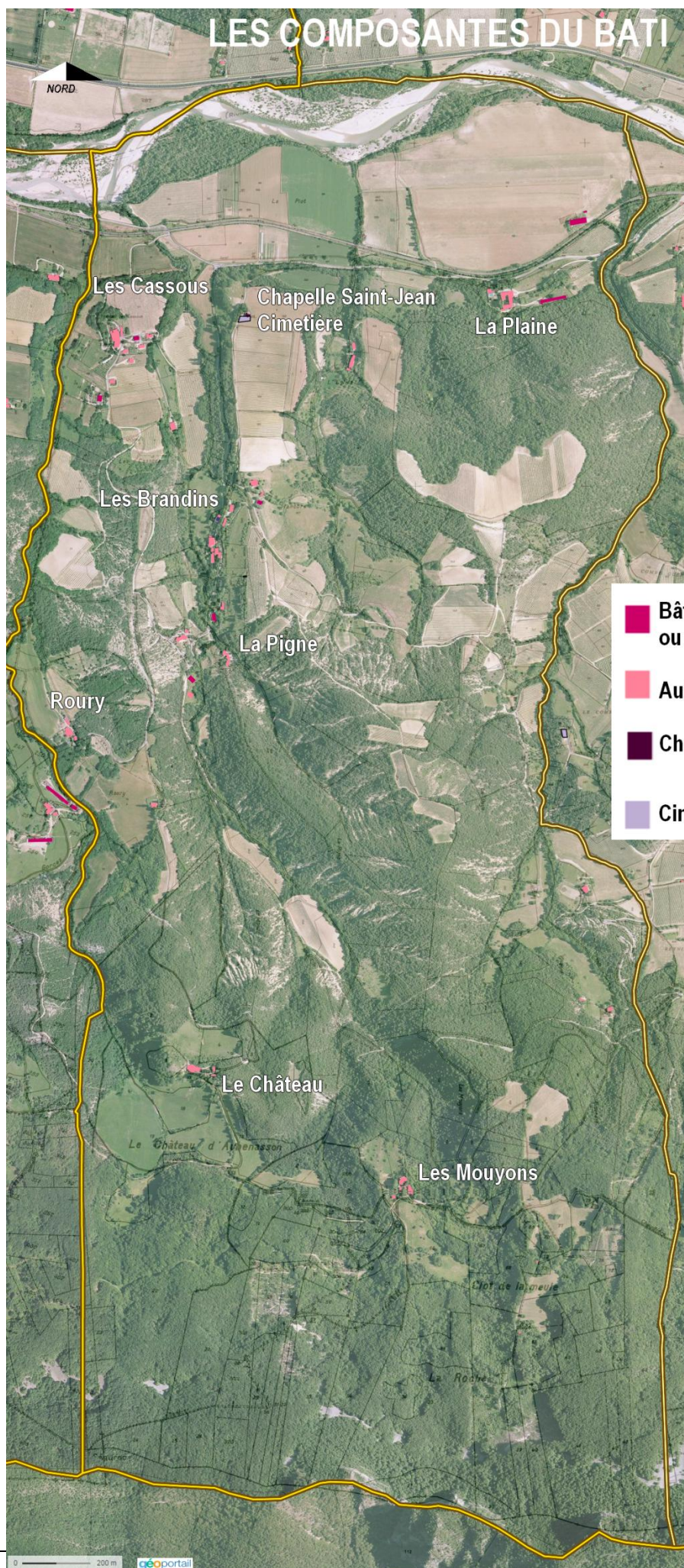
Aubenasson est une commune « tournée » vers le Nord, les reliefs de Saoû au sud, limitent considérablement l'ensoleillement sur la partie méridionale du territoire, notamment en hiver.

Le paramètre d'exposition solaire est évidemment important dans la conception des bâtiments 'basse consommation', il représente un enjeu d'économie d'énergie important.

- Les composantes du bâti

C'est vraisemblablement pour profiter des conditions d'un meilleur ensoleillement, et en raison d'un relief difficile et très pentu en partie sud, que l'implantation du bâti s'est réalisée de façon privilégiée dans la moitié septentrionale du territoire communal.

L'habitat s'est dispersé au plus près du parcellaire nécessaire à l'activité agricole sous forme de hameaux ou d'habitat individuel.



- **l'insertion du bâti dans la topographie – l'évolution du bâti**



Les composantes bâties traditionnelles de cette commune témoignent du caractère rural ce territoire. La trame bâtie s'inscrit dans la structure géographique des lieux, soulignée par une topographie très marquée par l'alternance des combes, et des crêtes des reliefs et plateaux orientés descendant des reliefs de Saou et orientés vers la Drôme.

L'habitat s'est fréquemment établi sur les faciès de rupture de pente afin de se trouver à proximité d'axes possibles de circulation, sans altérer l'espace agricole. Cette situation permet de bénéficier d'un ensoleillement optimum.

Ce « cloisonnement » géographique du territoire a entraîné l'implantation d'un habitat traditionnel dispersé soit isolé, (ferme du Château, ferme de La Plaine), soit regroupé sous forme de plusieurs corps de ferme contigus, pouvant prendre une forme très compacte comme la partie ancienne du hameau des Cassous.

Le site de la ferme du Château, en « balcon » sur la vallée



L'habitat s'est généralement établi sur les faciès de rupture de pente, à proximité des voies de circulation, position de manière à altérer le moins possible l'espace agricole potentiel, et à bénéficier de conditions d'ensoleillement plus favorables.



Ainsi, le hameau des Brandins s'étend le long de la voie de la route départementale 575.



Les Brandins :

Ce hameau qui accueillait l'école et qui accueille encore aujourd'hui la mairie fait office de hameau «chef-lieu» et compte une dizaine de foyers (1/3 du total).

Il répond à plusieurs logiques :

- proximité du chemin de desserte qu'il relie à l'axe de communication et de négoce de la vallée de la Drôme
- proximité de la ressource en eau. Il se situe à la confluence entre le "ruisseau des Tesson" et le "ruisseau des Brandins", tout en étant en retrait et bien en surplomb des ruisseaux.



Situé à l'entrée nord du hameau, en bordure de la RD 575, le bâtiment « mairie-école » marque l'arrivée dans le hameau par son volume et par le fait qu'il reste détaché des autres constructions du hameau. Ce bâtiment construit dans les années 1920 a une structure géométrique sur 3 niveaux et s'impose dans le paysage du vallon principal. Le premier et le deuxième étage sont réservés à des appartements destinés à la location. Le rez-de-chaussée conserve sa vocation municipale, avec la salle du conseil, une pièce annexe et un local réservé aux archives. L'ensemble a fait l'objet d'une réhabilitation complète en 1990.

Vue d'ensemble du hameau "Les Brandins"



Mairie –Ecole



Partie agglomérée

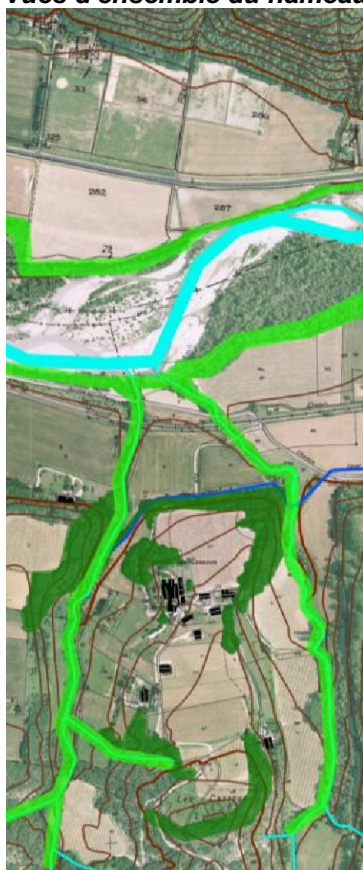
Les Cassous :

Plus au nord, sur le rebord de la terrasse alluviale, le noyau ancien du hameau des Cassous proche de la vallée se présente sous une forme beaucoup plus groupée. Il a connu ces dernières années l'implantation en périphérie de plusieurs constructions récentes (habitat individuel).



La forme bâtie ancienne du hameau des Cassous, qui offre un potentiel global d'une dizaine de logements dans le bâti existant, sur une emprise foncière d'environ 2500m², atteint une densité de tissu bâti de 40 logements/ha. Pour les constructions récentes, on est de l'ordre de 4 à 5 logements/ha, soit dix fois moins.

Vues d'ensemble du hameau "Les Cassous"

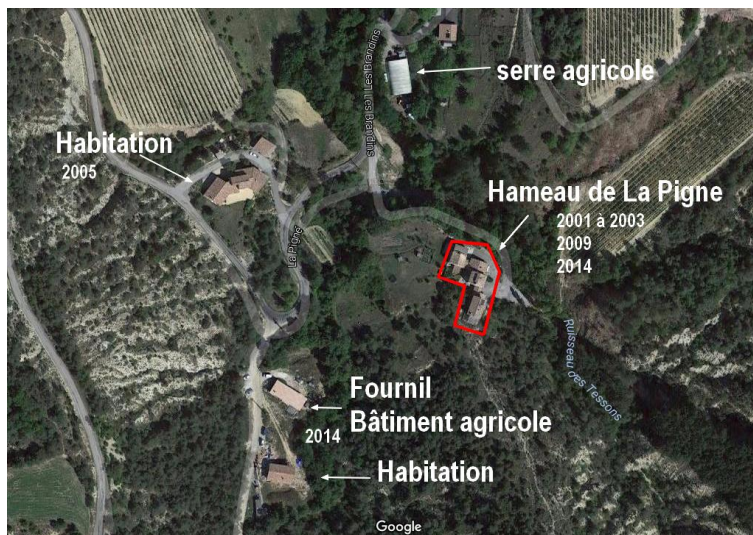


La Pigne :

Le hameau de La Pigne est né de la volonté de la commune à la fin des années 90 de créer un nouveau groupe d'habitations dans le respect de la loi Montagne (constructions de 2001 à 2003).

Dans le projet du développement du Hameau de La Pigne, trois habitations avaient été créées à l'origine. Un espace à vocation artisanale avait également été réservé. Un atelier a été construit et terminé en 2009. Il a, depuis été transformé en logement.

Sur cette partie au sud des Brandins, des constructions sont venues s'implanter le long le la voie communale et du chemin d'exploitation, une habitation individuelle, et plus récemment l'habitation, et les locaux techniques (hangar agricole, fournil) d'un paysan boulanger.



Vue d'ensemble du hameau "Les Pignes"



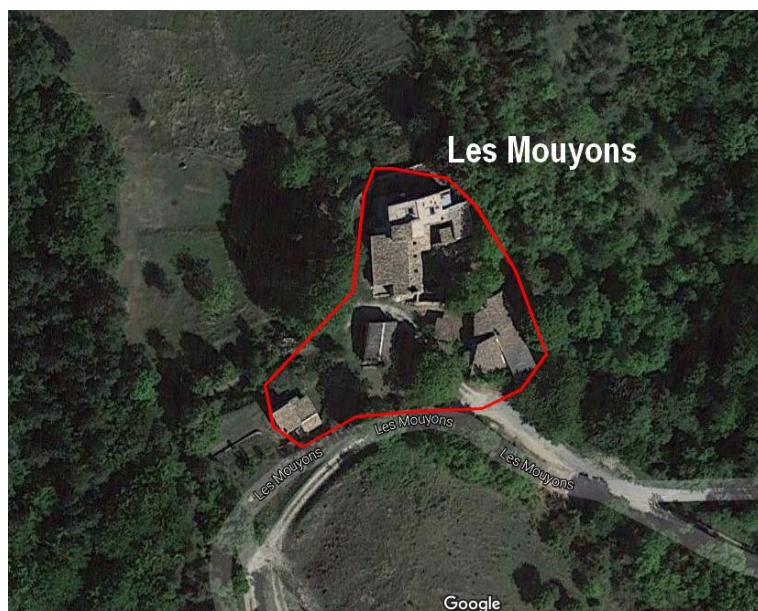
Les Mouyons :

La configuration regroupée du bâti en fait un hameau, mais de taille plus modeste.

Ici aussi le bâti est en position dominante, en retrait de la plaine, sur les piémonts des reliefs de Saoû, dans un secteur éloigné des autres hameaux et des principales voies de communication.

La desserte routière de ce hameau le coupe du reste de la commune et des autres lieux habités d'Aubenasson.

L'accès au site se fait à partir d'une voie communale, accessible à partir de la route départementale 579, via le bourg de Saint-Sauveur en Diois.



Vues d'ensemble du hameau "Les Mouyons"

Sur le reste du territoire :

Le tiers restant de l'habitat est composé de fermes isolées, réparties au gré des sources et des îlots cultivables.

D'une façon générale, le bâti est ancien, avec seulement deux constructions récentes : une villa résidentielle aux Cassous et une habitation à structure bois au Sud des Brandins.

Globalement l'habitat est de type traditionnel :

- volumes simples sur un étage qui s'intègrent et composent avec la pente
- toitures à 2 pans, couvertes en tuiles creuses soulignées de génoises. Faîtages majoritairement parallèles à la pente.
- enduits, si existants, sont à base de chaux, dans les tons ocres. Des réhabilitations ont été effectuées en laissant les façades en pierres apparentes.

3. 4 Architecture et patrimoine bâti

L'habitat est de type traditionnel, avec des volumes simples, des toitures en tuiles creuses et des génoises. Les enduits du bâti ancien sont à base de chaux, dans les tons ocres, des réhabilitations ont été effectuées en laissant les pierres apparentes.

○ Patrimoine bâti : la Chapelle Saint-Jean :

Construite sur l'une des anciennes terrasses alluviales, elle constitue un patrimoine à préserver, avec le cimetière qui jouxte son flanc sud. L'espace agricole et naturel environnant libre de construction, met pleinement en valeur cet édifice remarquable adossé à son cimetière.

La chapelle a connu des travaux de rénovation conséquents, ainsi que la sacristie qui sert aujourd'hui de dépôt pour le matériel communal. Le parvis a également été l'objet d'une reprise du dallage par le biais d'un chantier de jeunesse, comme l'avaient été les murs du cimetière et de la chapelle. Les cloches, qui égrènent les heures de 7h à 21h, ont connu une histoire un peu mouvementée en 1990 (vol). Leur électrification est intervenue en 1994.

Les ouvertures ont reçu récemment des vitraux (technique de peinture sur verre), ajoutant ainsi une note lumineuse et décorative à l'intérieur.

Deux tables de pique-nique permettent aux promeneurs de profiter pleinement des lieux, à l'ombre des chênes.



○ Petit patrimoine : Lavoirs et four à pain

Il existe deux lavoirs sur le territoire communal :

- le lavoir du hameau des Mouyons, auprès duquel existe un ancien pressoir, acquis en 1989, et,
- l'ensemble four/lavoir des Brandins, cédé pour le franc symbolique à la commune par plusieurs familles en 1996.

Sa réhabilitation, décidée par le conseil municipal, s'est déroulée durant le premier semestre de l'année 1997, et l'inauguration a été célébrée le 12 juillet de la même année.

Il est à la libre disposition des habitants.



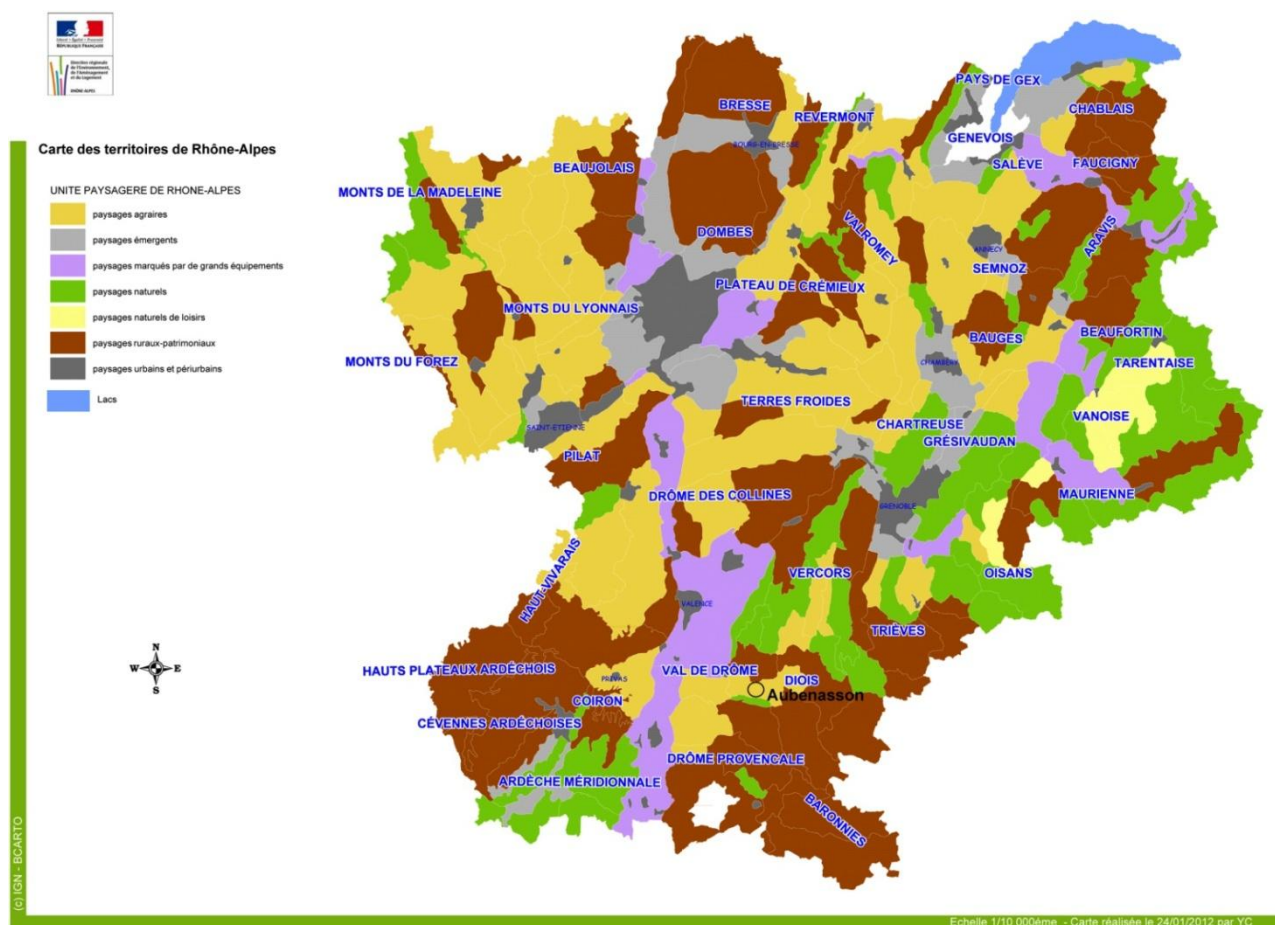
4 Les paysages

4.1 Les composantes générales du paysage

- **Les familles de paysage : une approche du « grand paysage » à l'échelle régionale** (source : DREAL)

Un inventaire typologique a été réalisé par la DREAL Rhône-Alpes à l'échelle des 12 départements qui constituait auparavant la région. Ainsi ont été définies 7 grandes familles selon un point de vue plus sociologique que géographique.

Source : DREAL



La commune d'Aubenasson est concernée par les deux unités paysagères suivantes :

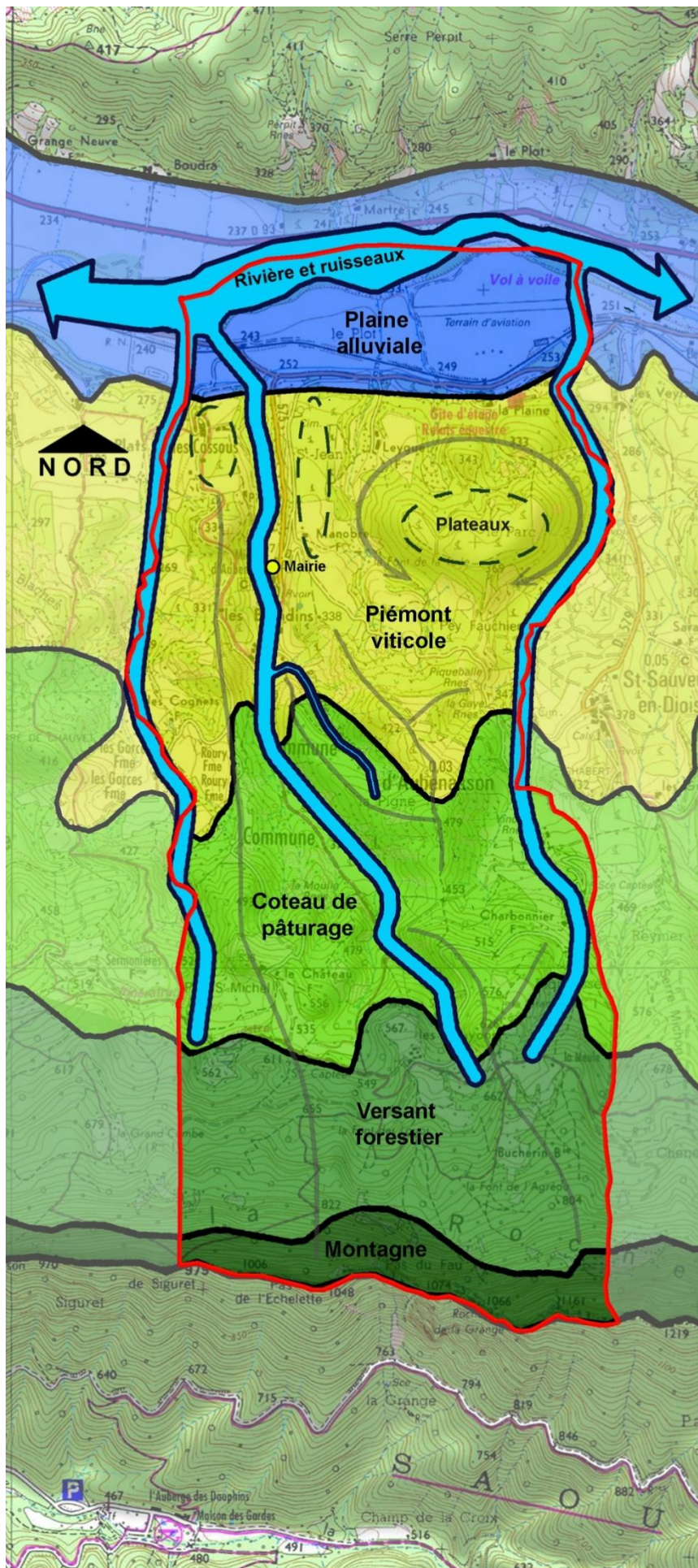
- **Paysage agricole : Vallée de La Drôme entre Crest et Saillans et bassins d'Aurel, Vercheny et d'Espenel (ref : 256-D)**

Les paysages agricoles sont ceux que l'on assimile d'abord à des **espaces façonnés et gérés par l'activité agricole, habités visiblement par l'homme de façon permanente**. L'activité humaine se traduit par la présence de champs cultivés, de prairies clôturées, de constructions ou d'ensembles bâtis. Le mode d'assemblage de ces éléments constitue des structures paysagères complexes, qui varient selon la géographie et l'histoire locale.

- **Paysage naturel : Forêt de Saoû (ref : 258-D)**

Au-delà des paysages réellement naturels, telle que la haute montagne au-dessus des alpages, les paysages naturels concernent tous les **espaces où la main de l'homme est perçue comme marginale par rapport aux «forces de la nature»**. Ces paysages sont très variés : haute-montagne, zones humides, gorges, forêts, landes, lacs...

- **Les entités paysagères**



A l'échelle des grandes unités paysagères, le paysage est parfaitement bien structuré, avec un ensemble de séquences bien définies depuis la Drôme jusqu'aux crêtes rocheuses.

Six entités sont représentées:

- **Rivière et ruisseaux :**

secteurs de milieux humides (trame de l'ensembles des rivières, ruisseaux et ravines) et de ramières (rivière de la Drôme).

- **Plaine alluviale :**

marquée par le lit de la rivière Drôme. Large espace ouvert d'openfield agricole. Concentration, en retrait des reliefs, des infrastructures (SNCF – RD – canal d'irrigation) et de loisirs (aérodrome – gîte d'étape)

- **Piémont viticole :**

mosaïque d'unités majoritairement viticoles. Lieux où se côtoient activités agricoles, pôles d'habitat (pour l'essentiel), et équipements (Mairie-lavoir-placette publique). L'ensemble étant desservi par la voie principale affirmant, par la même, son rôle de cœur économique et de vie de la commune.

- **Coteau de pâturage :**

espaces pentus et boisés ouverts sur des clairières. Présence de Pins sylvestre

- **Versant forestier :**

vaste espace forestier constitué de chênes et de hêtres en partie supérieure.

- **Montagne :**

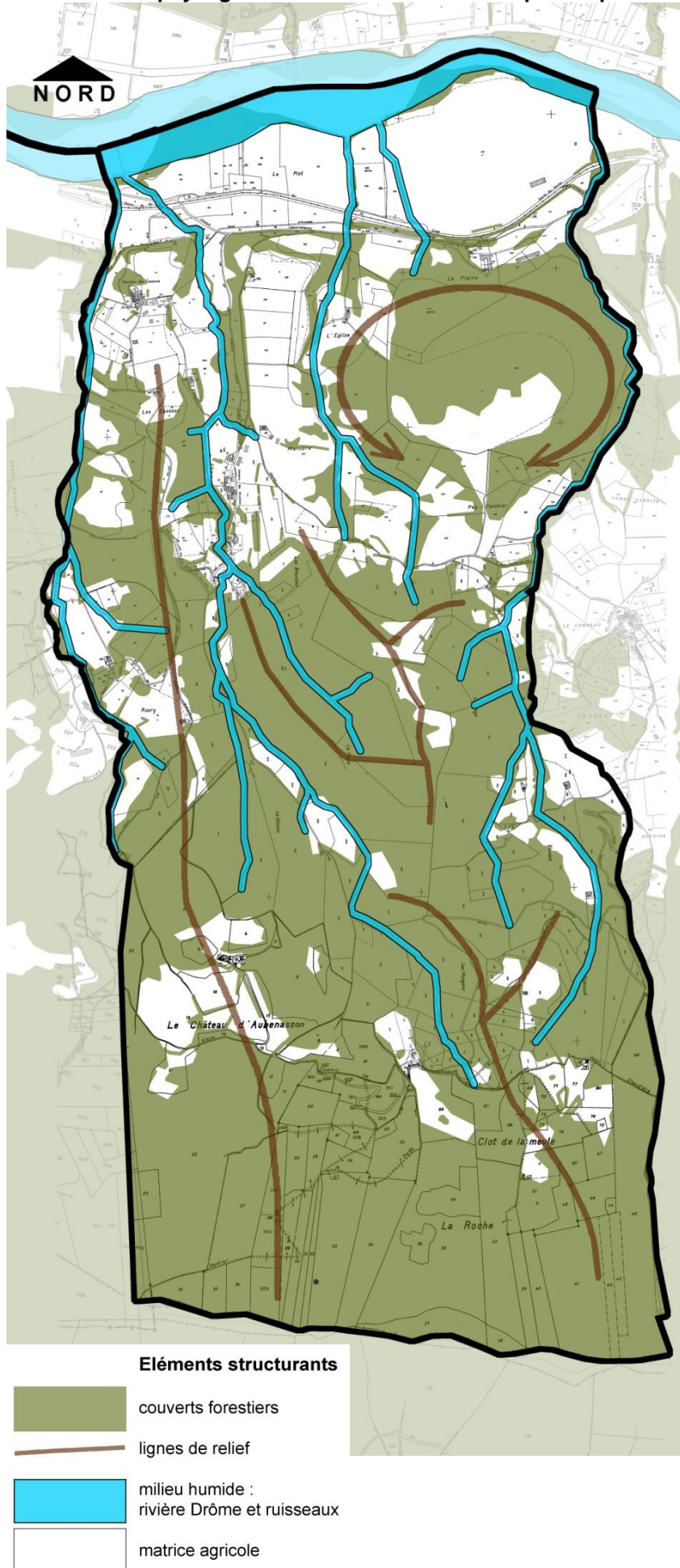
caractère « alpin » avec ses falaises qui se prolongent jusqu'aux trois Becs.

Les ripisylves (rideaux de verdure en bordure des cours d'eau), font le lien entre toutes les entités paysagères et servent de colonne vertébrale à l'organisation spatiale de la commune.

Tout découle d'elles, tout s'articule autour d'elles.

Ici, se concentre l'écriture de l'eau par la présence de ravines, fossés, ruisseaux et canaux accompagnés d'une végétation spécifique, révélatrice des milieux humides.

Les éléments paysagers : Eléments structurants qui composent le socle paysager



- **Ensemble des lignes de relief et du couvert forestier** : elles affirment les différents plans du paysage. Espaces qui donnent à voir.

Sites de transition forte entre espace ouvert et espace fermé.

Ces ensembles de trames contigües de végétations partant du massif forestier vers la plaine assurent un rôle d'homogénéité et de continuité aux massifs forestiers des communes voisines.

S'ajoute à ces ensembles forestiers une végétation sous forme d'alignement, ou isolée, en bordure de chemin, en haies champêtres ou bien sur limites parcellaires, en bosquets d'arbres etc,...

Tous ces éléments participent à la **lisibilité de l'espace rural** : ils donnent des notions d'échelle, de distance et/ou de localisation... et structurent la **composition de la trame bâtie** en générant des repères visuels forts et des espaces de vie.

- **Ensemble du réseau hydraulique** (ravines, combes, ruisseaux) accompagné de ses rideaux de verdure (ripisylves), ce réseau creuse des sillons d'écoulement des eaux de pluies jusqu'aux confluences avec La Drôme.

Ce réseau et la végétation qui l'accompagne découpent et structurent le paysage du territoire communal.

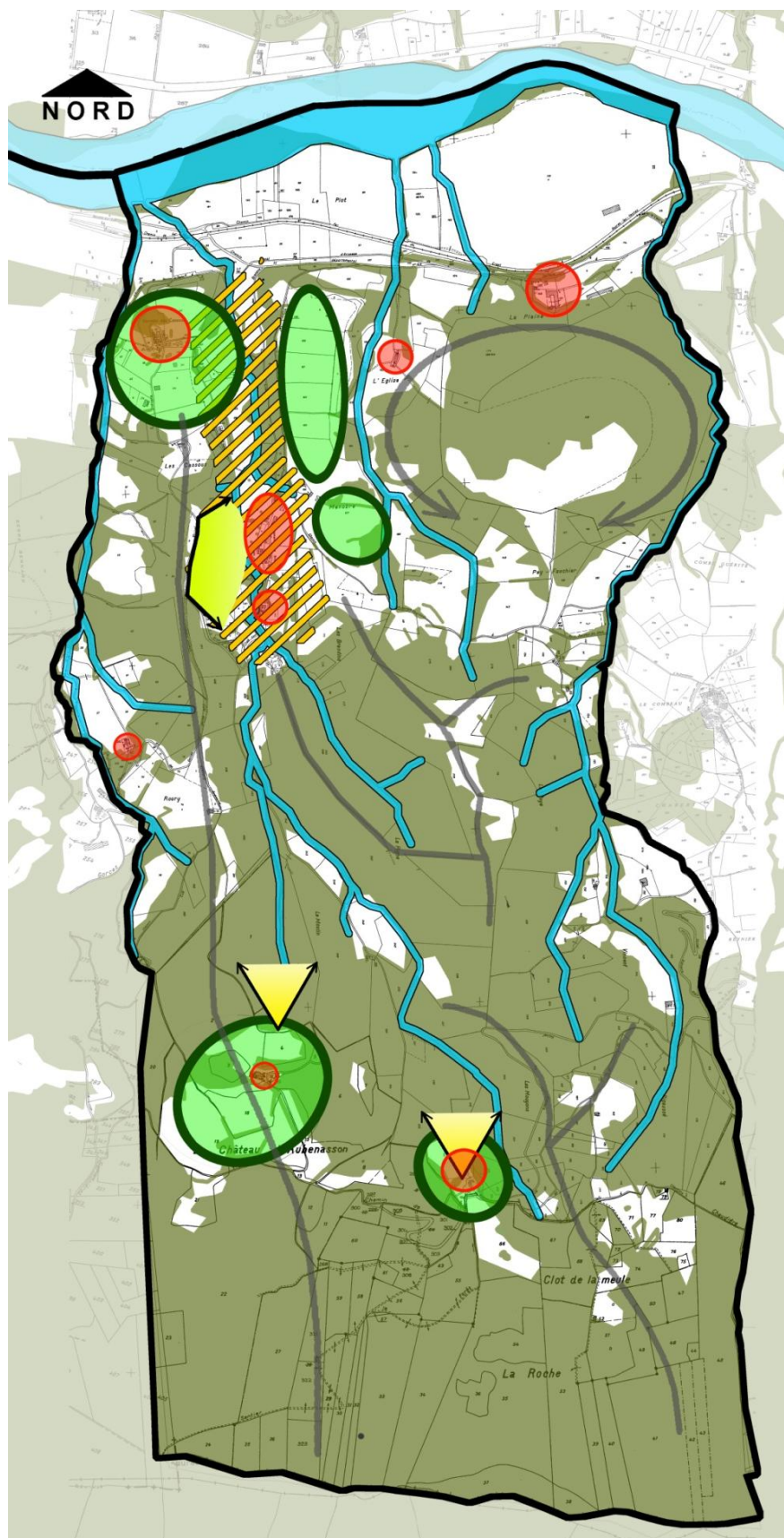
La végétation de bords de cours d'eau, dit « forêt riveraine ou rivulaire » fait office de cordon filtrant et protecteur. Elle réduit les risques :

- d'instabilité des berges et protège ainsi le lit de la rivière,
- de détérioration de la qualité des eaux qui, au sein de la plaine, sont sujettes à une plus forte vulnérabilité par rapport aux pollutions de toutes sortes, en raison de l'activité humaine.

- **Espace agricole** qui constitue la **MATRICE** du paysage de la plaine. Il incarne l'élément le plus étendu et connecté du paysage.

Cette matrice est composée telle qu'on peut le voir sur la commune, de parcelles d'herbage ou cultivées, de tissu bâti (hameaux, fermes isolées) etc.... car in fine c'est l'hétérogénéité du paysage qui en conditionne sa diversité. Cette lisibilité de l'espace rural a besoin d'être confortée par le maintien de l'activité agricole.

Les éléments paysagers : Eléments d'importance qui soulignent les lignes du paysage



⇒ Cônes de vue :

- Linéaire depuis le chemin vicinal ordinaire qui donne à voir le village dans son écrin de verdure et la géographie qui le compose.
- Vue panoramique depuis la route du lieu-dit « Le Château ».
- Vue panoramique depuis le hameau "Les Mouyons".

⇒ Sites sensibles : s'inscrivent dans une composition de grande qualité et d'attractivité paysagère :

- Hameaux des Cassous et des Mouyons, et leurs abords
- Entités bâties isolées remarquables de par leur implantation dans le site et son environnement : Ferme du Château" et domaine de "La Plaine"
- Espaces naturels ouverts en lignes de crête

⇒ Poches d'habitat : présentent des compositions architecturales et patrimoniales de grande qualité :

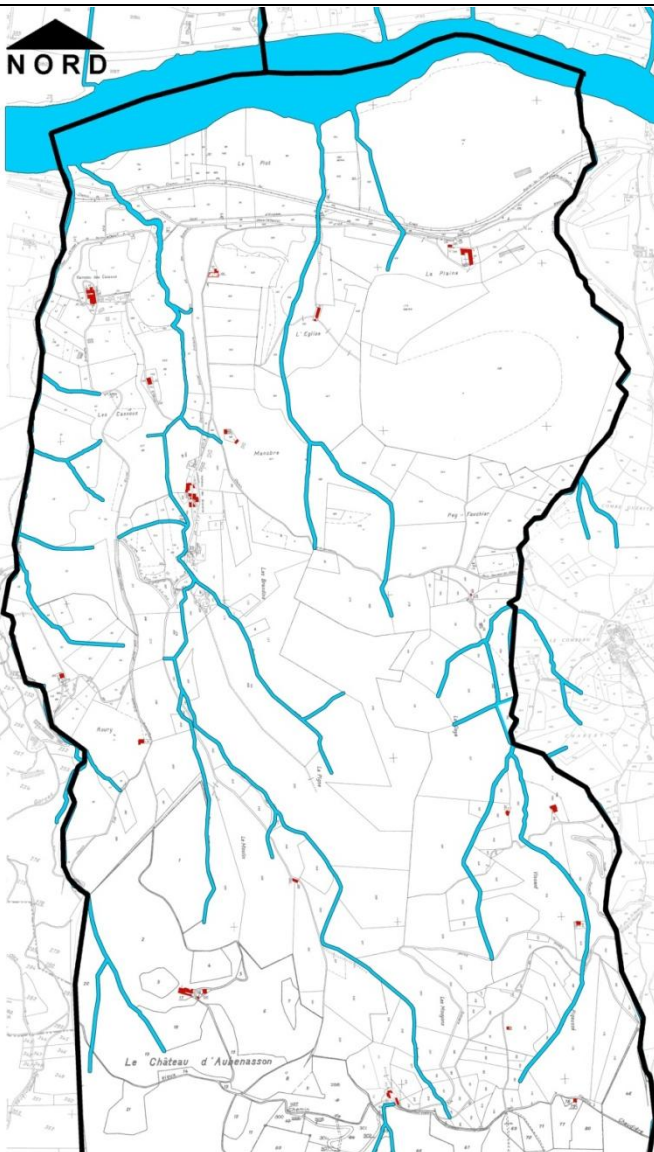
⇒ Hameaux

- "Les Brandins";
- "Les Cassous";
- "Les Mouyons"
- "Les Cognets"

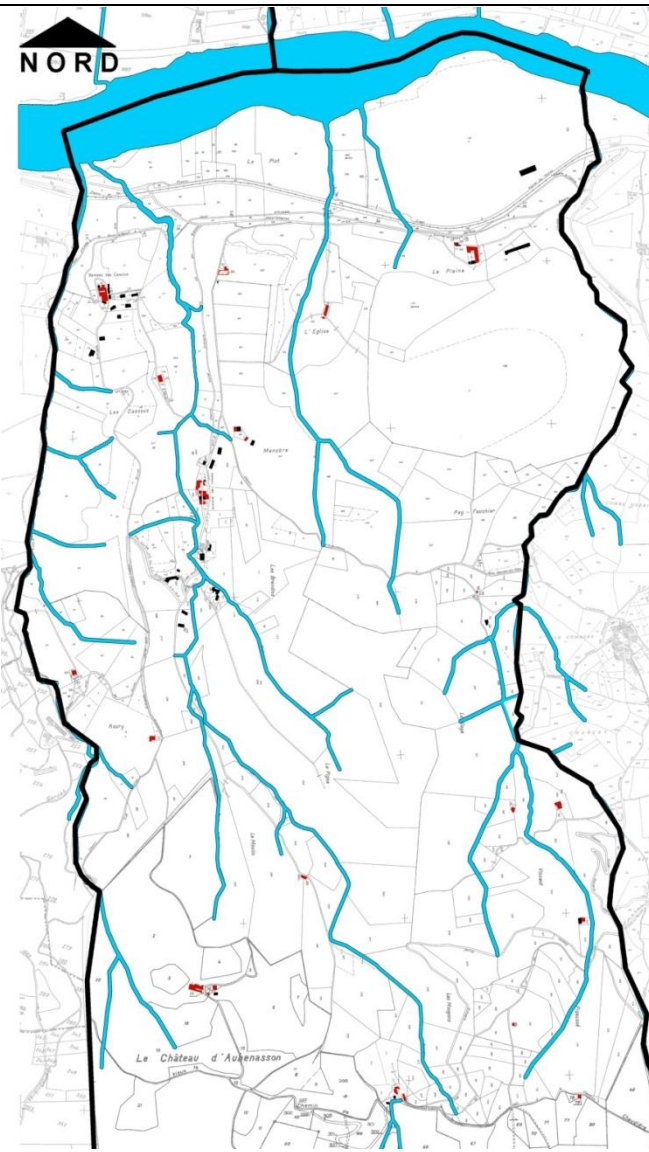
⇒ Entités bâties isolées remarquables :

- Ferme du Château"
- Domaine de "La Plaine"
- Ensemble Chapelle Saint-Jean et son cimetière

Bâties anciens (rouge) Extrait Cadastre Napoléon 1824



Bâties récents (noir) Extrait Cadastre actuel 2016



Bâties anciens : mise en évidence de l'implantation des différentes entités bâties sur :

- reflat du relief ou plateau
- abords de ruisseaux
- proximité de route
- hauteurs du relief

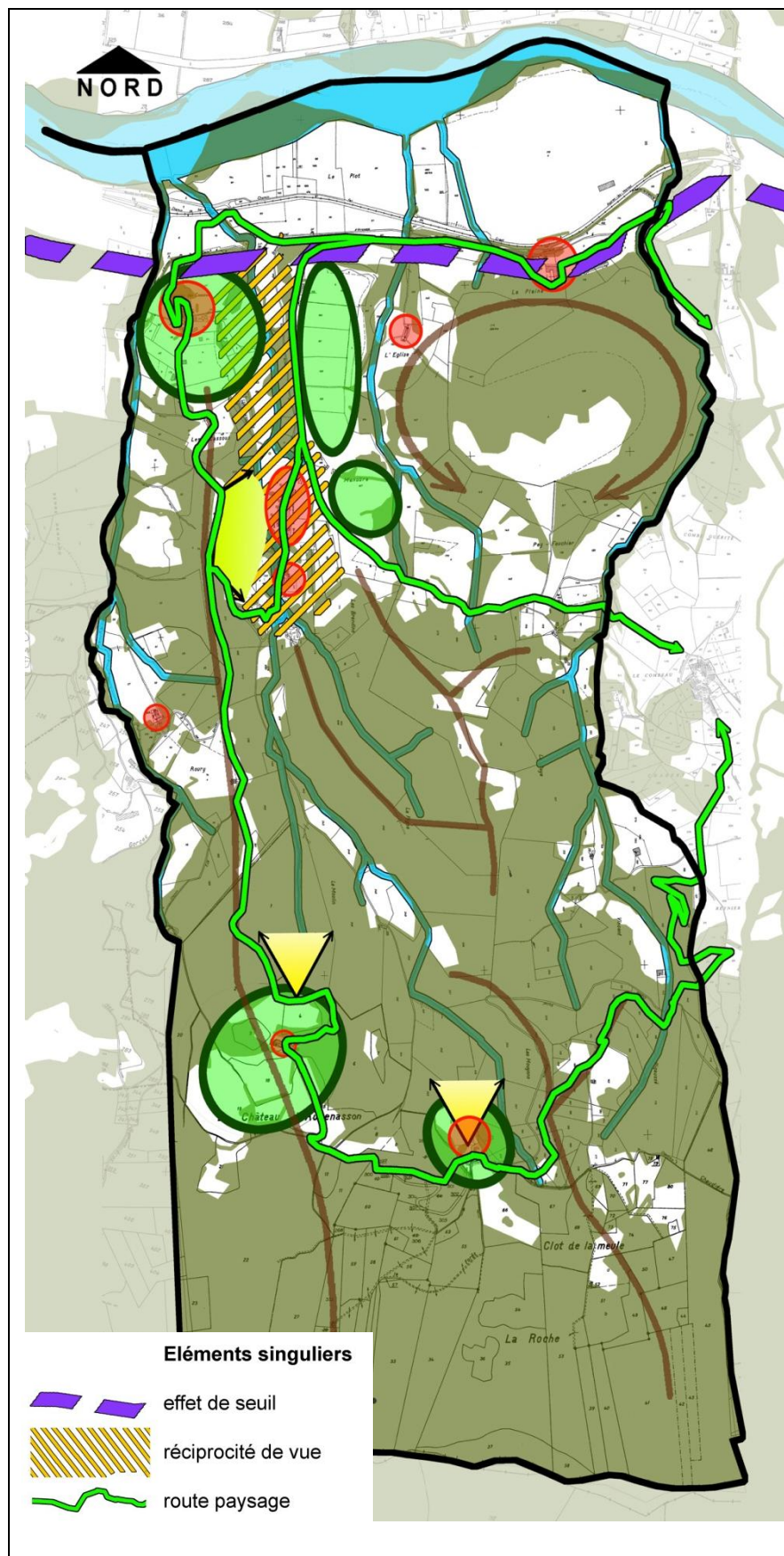
Bâties récents : l'essentiel du développement de l'habitat a eu lieu fin XX^{ème} début XXI^{ème} siècle.

Il se concentre autour des hameaux "Les Brandins" et "Cassous" et à tendance à s'implanter en retrait des structures bâties existantes.

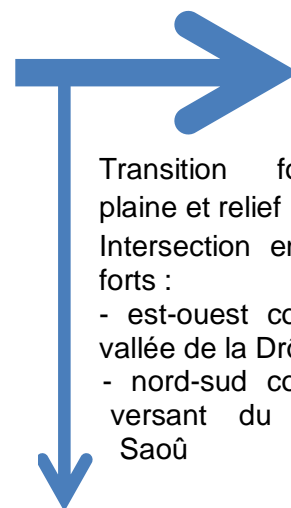
Il se décline surtout sous forme de résidences individuelles.

Une "amorce" d'effet d'étalement se fait ressentir au hameau des Cassous. Ceci est dû à un site dégagé (plateau agricole), très ouvert à la vue et au caractère dispersé des habitations (non accolées ou regroupées).

Les éléments paysagers : Eléments singuliers qui ponctuent et jalonnent le paysage



• Effet de seuil :



Transition forte entre
plaine et relief

Intersection entre 2 axes
forts :

- est-ouest concernant la
vallée de la Drôme
- nord-sud concernant le
versant du massif de
Saoû

• Réciprocité de vue :

en raison de la présence de
reliefs collinaires les vis-à-vis
peuvent être forts suivant
l'implantation des constructions.
Ainsi certaines limites
d'implantation méritent d'être
prises en compte dans la
réflexion globale de l'évolution
"urbaine" de la commune de
façon à ne pas nuire à la vision
et perception d'unité d'ensemble
des entités bâties existantes

• Route Paysage :

pour les particularités et qualités
des paysages traversés, au travers
de cônes de vue ou vues
panoramiques qui dévoilent les
beautés du territoire communal.

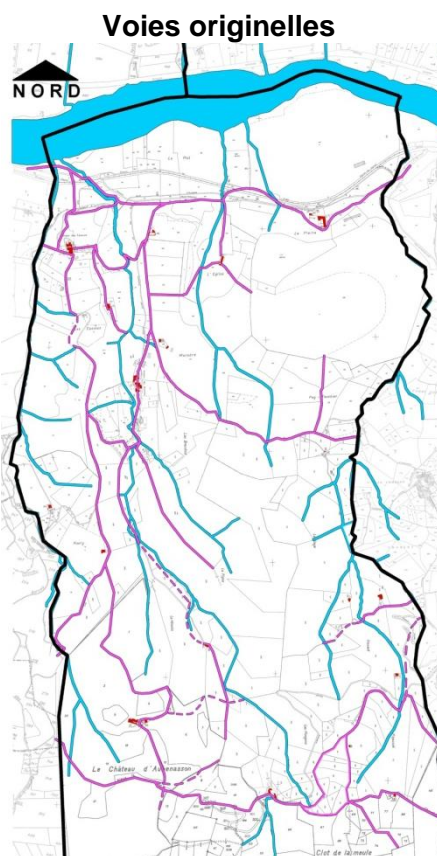
De ce repérage découle un itinéraire
pouvant être nommé «route
paysage" car il parcourt et révèle
l'ensemble des différentes entités
paysagères du territoire communal.
Il dévoile la qualité et la diversité
des sites traversés empruntant les
routes de circulation ou sentiers
existants.

Cette « route paysage » pourrait permettre à terme de sensibiliser la population sur :

- **la qualité de ses paysages naturels** (lecture du paysage, entités paysagères, vues panoramiques, ruisseaux...) pour mieux les connaître, les comprendre et les respecter,

- **les richesses de son patrimoine bâti** (corps de ferme, village originel, chapelle St Jean...) qui constituent la diversité des paysages de la commune mais aussi son petit patrimoine : lavoirs, four à pain, etc...; qui mérite une attention toute particulière en tant qu'éléments identitaires forts,

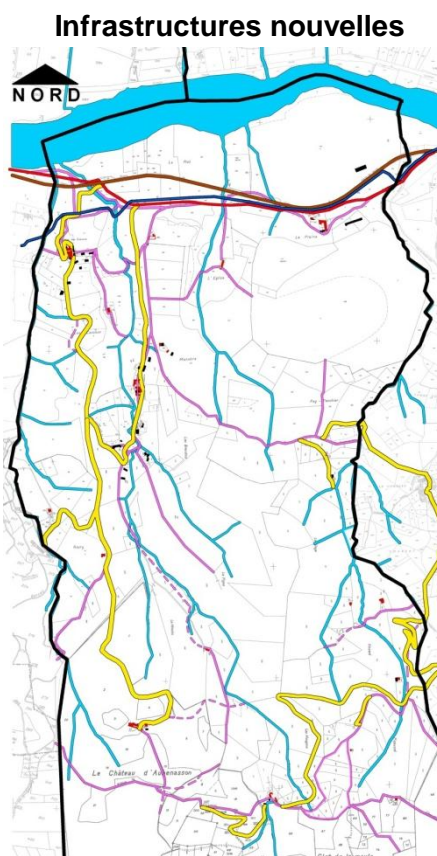
- **les pratiques ancestrales et l'utilisation de matériaux locaux** qui confèrent une identité au territoire (pierre, enduits...).



Extrait Cadastre Napoléon 1824

Il apparaît clairement que les chemins s'inscrivent :

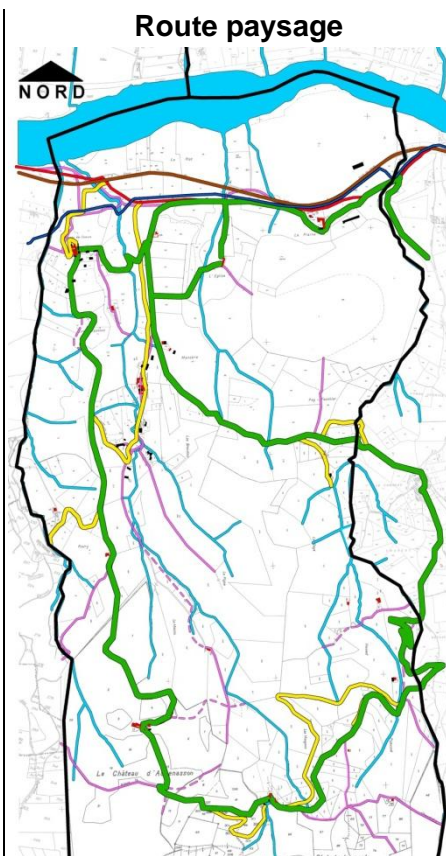
- en retrait du lit de la rivière Drôme,
- en appui du ruisseau Les Brandins pour pénétrer le territoire,
- en arpentant les reliefs pour desservir les plateaux agricoles.



Extrait Cadastre actuel 2016

La carte nous montre bien l'apparition des voies nouvelles créées pour aux XIX^{ème} siècles. La vallée de la Drôme développe ses voies de communication :

- voie ferrée
- route départementale 164b
- canal d'irrigation
- accès sur le hameau "Les Brandins" depuis la RD et sur le hameau " Mouyons" depuis la route de St Sauveur
- reprise de l'accès au Cassous



Extrait Cadastre actuel 2016

Itinéraire qui permet d'appréhender l'ensemble des entités paysagères et d'apprécier les différents points de vue

Vue panoramique vers le village - Site de forte réciprocité de vue



Vue panoramique depuis la route du lieu-dit «Le Château» sur la vallée de la Drôme



Site sensible lieu-dit «Le Château»



Site sensible lieu-dit «La Plaine»



4. 2 Analyse paysagère détaillée des hameaux « Les Brandins » et « Les Cassous »

• Hameau « Les Brandins »

Le site des Brandins se caractérise par ses lignes de force que dessinent :

- l'ensemble des lignes de crête proches ou lointaines (collinaires ou montagneux)
- son cours d'eau habillé d'une ripisylve dense et continue.

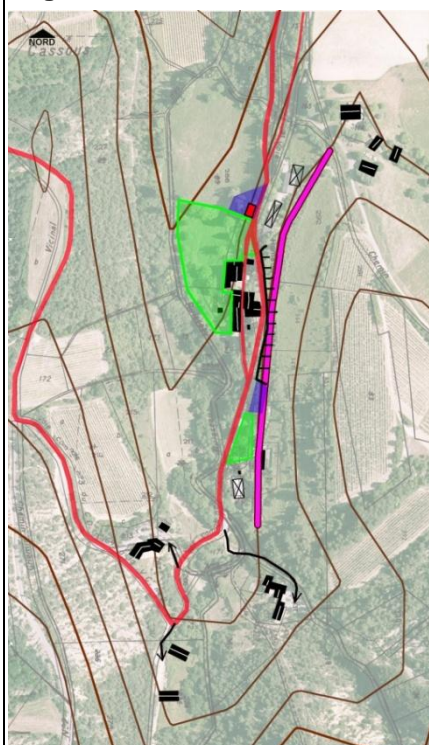
Fig.1



Eléments naturels du site

- Courbe de niveau
- Boisement
- Eau
- Espace rivière
- Vérrou
- Ligne de crête

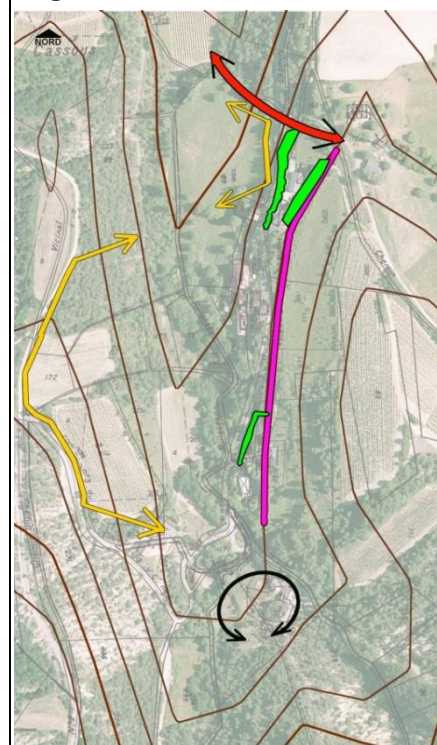
Fig.2



Eléments d'implantation et de composition du bâti

- Route principale
- Bâti existant
- Mairie
- Espace public
- Jardin
- Talus
- Accès

Fig.3



Eléments de paysage

- Cône de vue
- Rideau d'arbres
- Limite
- Ligne d'implantation
- Alcôve

Fig.1

Les reliefs ainsi que le ruisseau sont soulignés par des espaces boisés ou cultivés (prairies, vignes).

Fig.2

C'est autour et le long de ce maillage de verdure et en jalons le long de la route de desserte que s'organise et s'articule l'ensemble des entités bâties des Brandins :

- le hameau à proprement dit
- le lieu-dit "Les Pignes"
- et la maison excentrée vers l'Ouest

Bien qu'assez éparpillées les unes des autres, comptant de larges espaces de respiration entre groupes bâtis, l'ensemble confère une certaine unité sans offrir un effet mitage.

La végétation y contribue pour une large part, en plus d'une bonne assise des constructions en leur site :

- en assurant une bonne intégration des abords
- en estompant les forts volumes bâtis
- en jouant la continuité verte entre les différentes entités bâties existantes

Cette végétation se décline sous deux formes bien distinctes soit :

- en tant qu'élément naturel (forêt ou ripisylve)
- en tant qu'élément façonné (jardin, potager, rideaux d'arbres, espace public...)

Le tracé de la voie principale initialement inscrit au sein même du hameau, a connu un dévoiement au cours du XX^{ème} siècle plus à l'Est.

En conséquence de quoi, le terrain d'appui connaît aujourd'hui des soucis de stabilité (griffes d'arrachement) par rapport à la nouvelle route.

Fig.3

Des transitions naturelles fortes, méritent d'être prises en compte au sein de la composition de la trame bâtie à savoir :

- **au Nord** : le bras d'eau souligné d'un rideau d'arbres dessine une **limite** paysagère de par la qualité et l'ouverture visuelle qu'elle offre une fois franchit son seuil.
- **au Sud** : les différents bras d'eau coiffés de végétation connaissent un profil encaissé et confiné, marque un passage "évènementiel" entre les deux versants dit "**alcôve**"

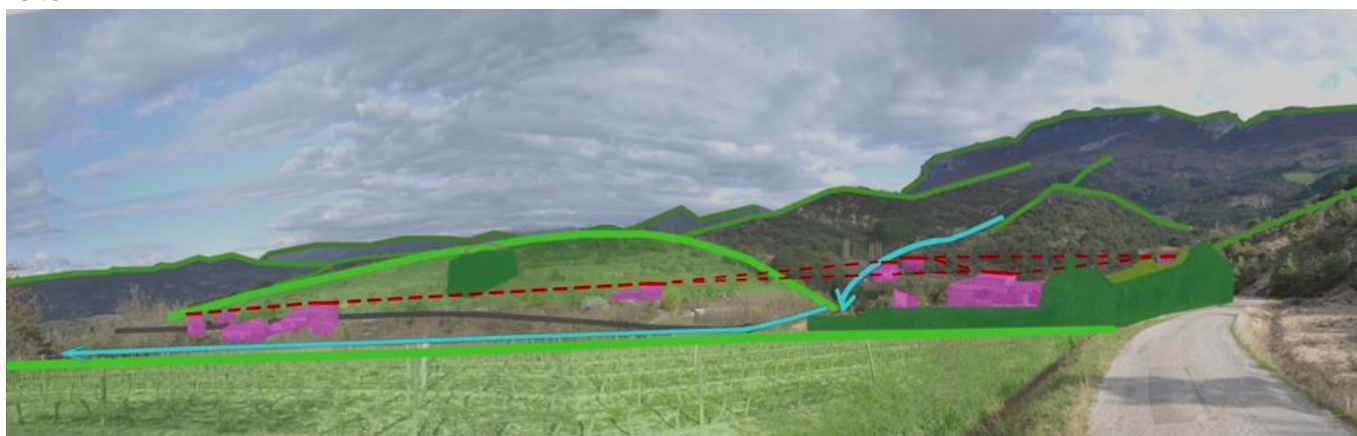
La route joue, ici, un rôle essentiel dans la perception du site en permettant, par de beaux points de vue d'en appréhender et d'en apprécier toute sa diversité.

Vue panoramique depuis la route vicinale n°2 en arrivant du hameau "Les Cassous"



Il est à noter, aussi, que les constructions existantes présentent une certaine cohérence entre hauteur de faîtage et ligne d'implantation en respectant une ligne altimétrique assez concordante.

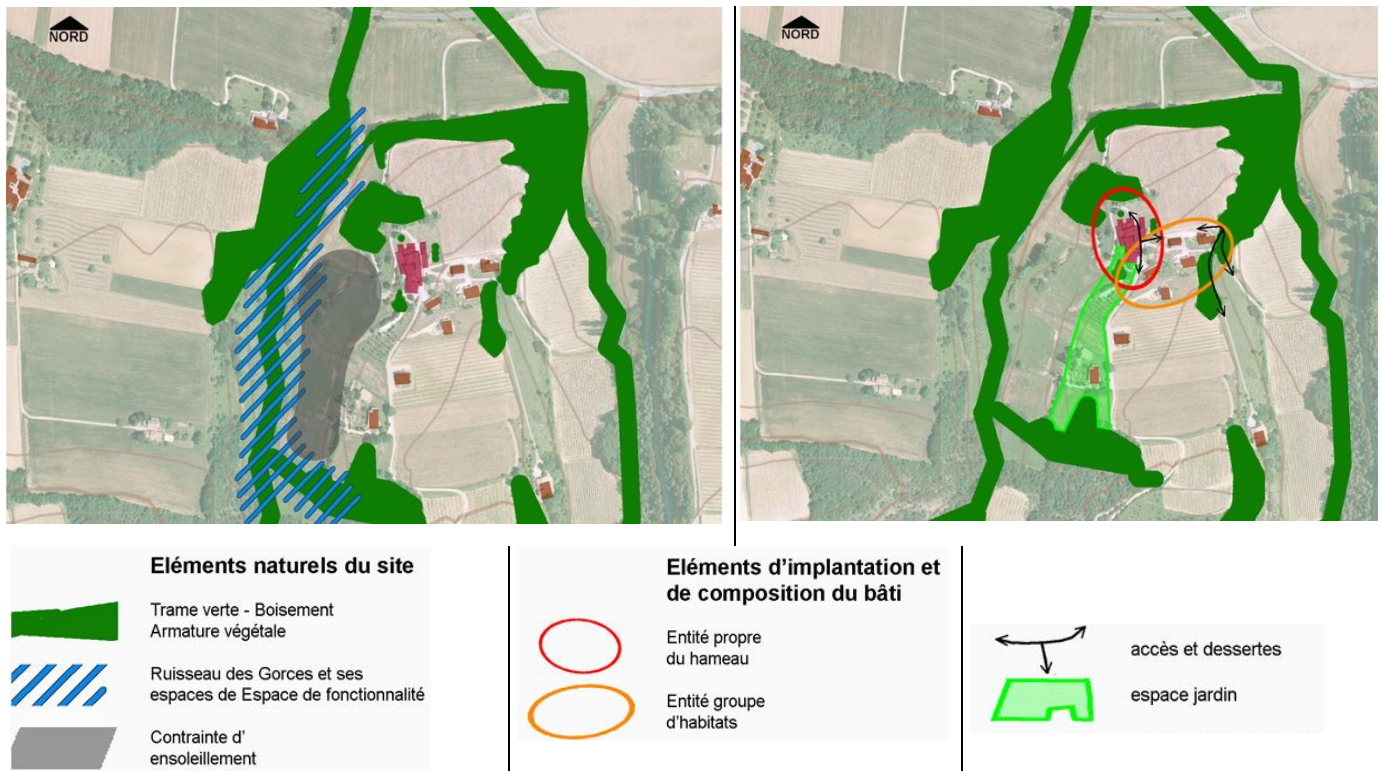
Lignes de faîtage qui connaissent une certaine cohérence et belle implantation des entités bâties en leur site



• Hameau « Les Cassous »

Cette entité bâtie dit hameau "Les Cassous" se situe en rive gauche de la Drôme (versant Ubac), en fort surplomb par rapport à son lit. Il s'articule sur une étroite langue de terre que délimitent deux cours d'eau sur ses flancs Est-Ouest : le ruisseau des Brandins et le ruisseau des Gorces.

Ces dits cours d'eau arborent de belles ripisylves denses et continues qui épousent et révèlent leur tracé et sinuosité. Elles mêmes se voient agrémentées de belles entités boisées qui soulignent les versants de pentes abruptes. Ainsi tout un cadre naturel accompagne et structure les abords immédiats et lointains du hameau.



Bien qu'en bordure de la rivière Drôme, il s'implante sur une altitude modérée de 270 m, au regard des lignes de crête que compte le massif de Saoû qui oscillent entre 900 et 1100 m d'altitude.

Le bâti connaît jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle une très forte cohérence typologique. Le hameau se veut ramassé et compact afin :

- d'obtenir une forte économie de l'espace,
- de libérer un maximum d'espace aux cultures,
- d'optimiser le moindre mur déjà bâti en s'appuyant dessus,
- de restreindre les déplacements, chargements et terrassements :
 - en composant avec le tracé de la voie principale tout en utilisant les matériaux trouvés sur place (pierres, bois, terre)
 - en s'adaptant à la topographie du site.

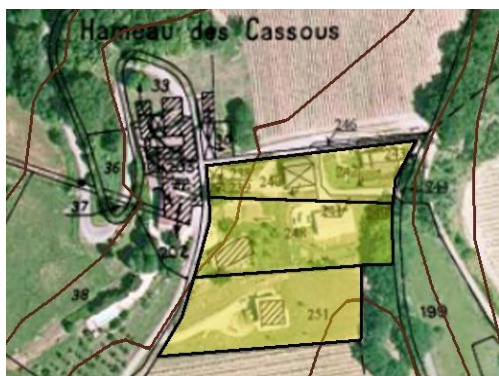
La voie sinueuse de par les contraintes du relief offre l'opportunité d'une multitude de points de vue, tous de belle facture.

Les abords immédiats du hameau se composent de jardins, de terres agricoles et depuis ces dernières décennies de quelques habitations éparées.

Ces habitations sont l'expression d'une l'urbanisation très consommatrice d'espace et en vogue depuis les années 1970 à savoir : maisons individuelles sur grands parcellaires.

Fort est de constater, dans un souci de mise en évidence et de ratio, que le foncier consommé pour une seule entité bâtie nouvelle correspond à l'ensemble de l'entité du hameau.

Différence de densité entre hameau et nouvelles constructions



Ratio de densité à la parcelle



Contraste de sens de faîtage entre anciennes et nouvelles constructions



A cela s'ajoute un contraste marqué des caractéristiques du bâti induit par un changement radical :

- d'orientation des faîtages. Initialement le faîtage s'inscrivait prioritairement sur un axe Nord-Sud, aujourd'hui les habitations s'implantent sur un faîtage Est-Ouest
- de densité à la parcelle.

Cependant, les volumes ainsi que les hauteurs restent dans l'ensemble cohérents par rapport au bâti originel du hameau.



Eléments de paysage

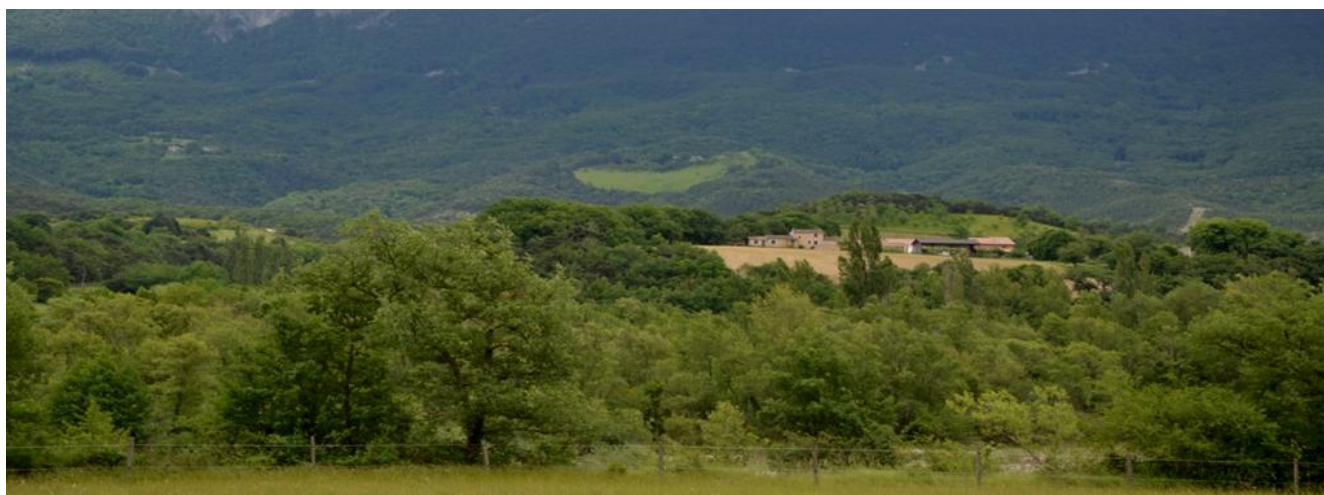


cône de vue

entité agricole



Vue panoramique depuis la RD 93



4. 3 Les secteurs à enjeux paysagers

La synthèse globale de l'analyse paysagère met en évidence les points forts et les points faibles. Ces éléments se déclinent sous forme d'**ENJEUX** à savoir :

ENJEUX MAJEURS :

Maintien du couvert forestier

- pour son rôle structurant au sein du paysage
 - ✓ **Protection** de l'ensemble du couvert forestier ainsi que des haies et bosquets qui structurent la matrice agricole. Ils sont en cela un **patrimoine commun** à nous tous qui contribue et participe à la qualité du cadre de vie. Ils constituent des **éléments paysagers MAJEURS**

Leur dégénérescence ou leur suppression ne peut être considérée comme anodine.

Préservation des ruptures de pente et des lignes de crête

- pour leurs rôles de transition et leurs effets de micro paysage
 - ✓ **Préservation** des ruptures de pente et des lignes de crête bénéficiant de boisements existants
 - ✓ **Préservation** des lignes de crête qui s'ouvrent sur le grand paysage

Maintien des rideaux de verdure des lignes d'eau (rivière et ruisseaux)

- pour leurs rôles de mise en valeur des sites et des paysages (corridor vert support d'une bonne lisibilité des paysages)
- pour leurs rôles de spécificité et caractéristiques paysagères de fond de vallon : saules, peupliers, aulnes et de la continuité qu'ils génèrent entre plaine et relief
 - ✓ **Maintien** des rideaux de verdure le long de l'ensemble des cours d'eau

Préservation de la matrice agricole

- pour son rôle d'ouverture et de perception des paysages
 - ✓ **Préservation** des terres agricoles d'espaces ouverts

ENJEUX FORTS :

La mise en valeur des cônes de vue

- pour leurs rôles de découverte et de perception de la diversité des paysages et des richesses du patrimoine architectural et végétal de la commune.
 - ✓ **Préservation** des cônes de vue
 - ✓ **Matérialisation** d'un itinéraire de découverte dit "Route Paysage"

La prise en considération des sites sensibles

- Dans la lecture du paysage et la lisibilité de l'enveloppe bâtie
 - ✓ **Protection** des sites remarquables et prescriptions d'aménagement si un secteur, in fine, est défini comme constructible au sein de leurs périmètres
 - **sites patrimoniaux (Chapelle, Edifice, Hameaux)** : pour leurs rôles de témoignage des richesses du patrimoine architectural et de composition de la trame "urbaine"
 - **sites de caractère (lieu-dit "Le Château", plateau agricole)** pour leurs fortes qualités d'animations paysagères sur la commune

La maîtrise de l'extension bâtie des pôles bâtis ou des hameaux :

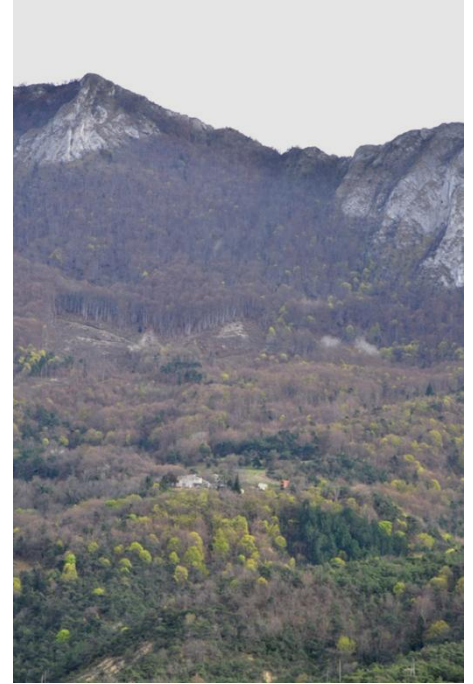
- Secteurs sensibles de co-visibilité : préserver leurs intégrités paysagères
 - ✓ **Maîtrise** de l'implantation du bâti,
 - ✓ **Limitation** de l'extension de « l'urbanisation » pour certains pôles bâtis au vu des exigences paysagères de:
 - **cônes de vue** : respecter l'ouverture visuelle sur le site
 - **réciprocité de vue** : bonne implantation et orientation
 - **fragmentation paysagère** : amorce d'étirement de l'urbanisation (Cassous et Brandins), développement d'infrastructure (voies et réseaux – goudronnage...)
 - **composer avec les éléments du site** : pente, végétation, ensoleillement, orientation, volume
 - **Contenir** le développement de l'urbanisation sur le réseau principal de voirie pour :

- **limiter** les forts déplacements
- **contenir** les coûts d'entretien de voirie
- **limiter** le terrassement en créant des voies de dessertes secondaires

Panoramiques sur les versants nord Lieu-dit "Le Château"



Relief nord hameau "Les Mouyons"



Panoramique depuis le hameau "Les Cassous"



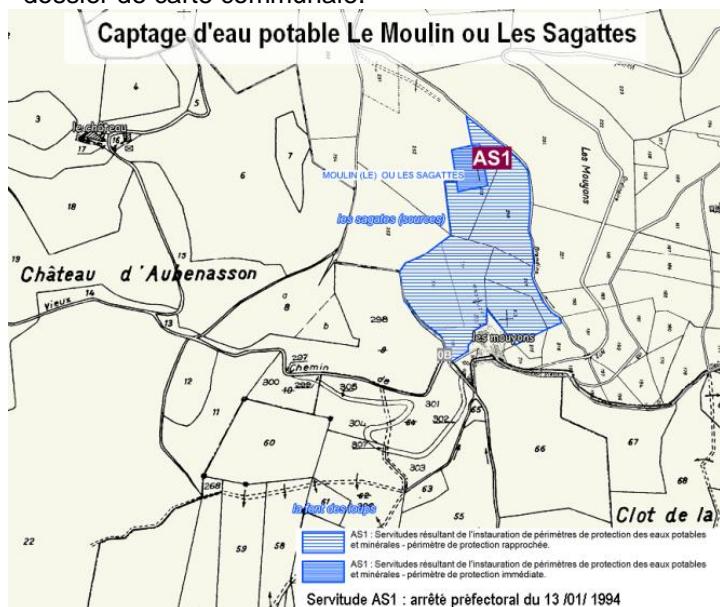
5 Servitudes d'utilité publique, risques et autres contraintes affectant le territoire

5.1 Les servitudes d'utilité publique

Plusieurs servitudes d'utilité publique s'appliquent sur le territoire communal :

Catégorie	Gestionnaire	Description	Type de l'acte	N° de l'acte	Date de l'acte
AS1	Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale Départementale de la Drôme	Protection du captage d'eau potable de Le Moulin ou Les Sagattes.	Arrêté Préfectoral		13 janv 1994
EL3	Direction Départementale des Territoires de la Drôme	Marchepied le long de la Drôme	Arrêté ministériel		
T1	SNCF	Ligne SNCF Livron-Gap	Arrêté ministériel		

Ces servitudes sont reportées graphiquement sur le plan des Servitudes d'Utilité Publique en annexe du dossier de carte communale.



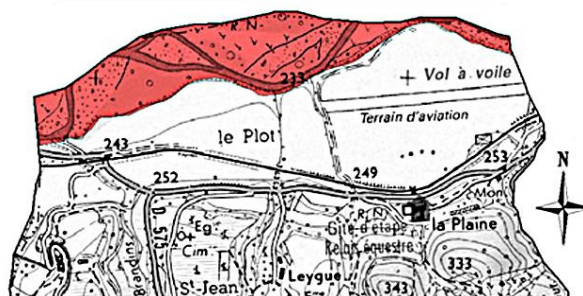
Le captage du Moulin (servitude AS1) bénéficie :

- d'un périmètre de protection immédiate : parcelle n° 66 section B. L'arrêté préfectoral n°160 indique qu'« aucune activité autre que celles nécessaires à l'entretien des ouvrages n'est tolérée. »
- d'un périmètre de protection rapprochée : parcelles n° 212, 213, 217, 218 et 219 section B. L'arrêté préfectoral n°160 indique les activités interdites sur ce périmètre dont, notamment, « l'épandage souterrain ou superficiel des eaux usées d'origine ménagère, agroalimentaire ou de lisier. » Ce périmètre jouxte les parcelles bâties du hameau des Mouyons.

- **Servitudes EL3** : servitude de marchepied, le log du Bez et de la Drôme : servitudes à l'usage des pêcheurs, application des dispositions du code du domaine public fluvial, du code de la navigation intérieure, et du code rural : servitudes de marchepied de 3,25 mètres pouvant être ramenée à 1,50 m pour les cours d'eau rayés de la nomenclature des voies navigables ou flottables, de réserver de chaque côté le libre passage pour les nécessités d'entretien du cours d'eau et l'exercice de la pêche.
- **Servitude T1** : Servitudes relatives à la ligne SNCF Livron-Gap applicables aux propriétés riveraines de la voie ferrée, les servitudes concernent notamment l'alignement, l'écoulement des eaux, la distance à observer pour les plantations et l'égagement des arbres plantés, ainsi que les distances à respecter pour les constructions et les excavations le long de la voie ferrée. Cette servitude ne concerne pas de secteur constructible

5.2 Les risques environnementaux

- **Inondation** - Extrait Carte Inondation Source DDT Drôme



Plan de gestion des risques d'inondation

Le plan de gestion des risques d'inondation pour le bassin Rhône-Méditerranée a été approuvé le 7 décembre 2015.

Ce plan de gestion fixe, pour la période 2016-2021, les objectifs et dispositions relatifs à la gestion des risques d'inondation qui vise à encadrer l'utilisation des outils de la prévention des inondations à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée et définir des objectifs prioritaires pour réduire les conséquences négatives des inondations des 31 Territoires à Risques Important d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée.

Les études en matière de risque inondation

L'élaboration d'un plan de prévention des risques a été prescrite sur le territoire communal par arrêté préfectoral du 11 décembre 2008.

La connaissance du risque inondation est issue de l'étude d'aléa réalisée dans le cadre de la démarche Plan de Prévention des Risques inondation (PPRI) du bassin versant de la rivière Drôme.

Il ressort de cette étude que la crue modélisée d'occurrence centennale est contenue par des talus assez marqués. Il n'y a pas de débordements hormis sur quelques ramières.

La carte d'aléa inondation reprend l'enveloppe et l'intensité de l'aléa inondation.

Le territoire communal comporte de nombreux axes d'écoulements qui peuvent être repérés sur le fond de carte IGN au 1/25 000ème ou fond cadastral et s'avérer dangereux lors d'événements pluvieux intense et prolongés.

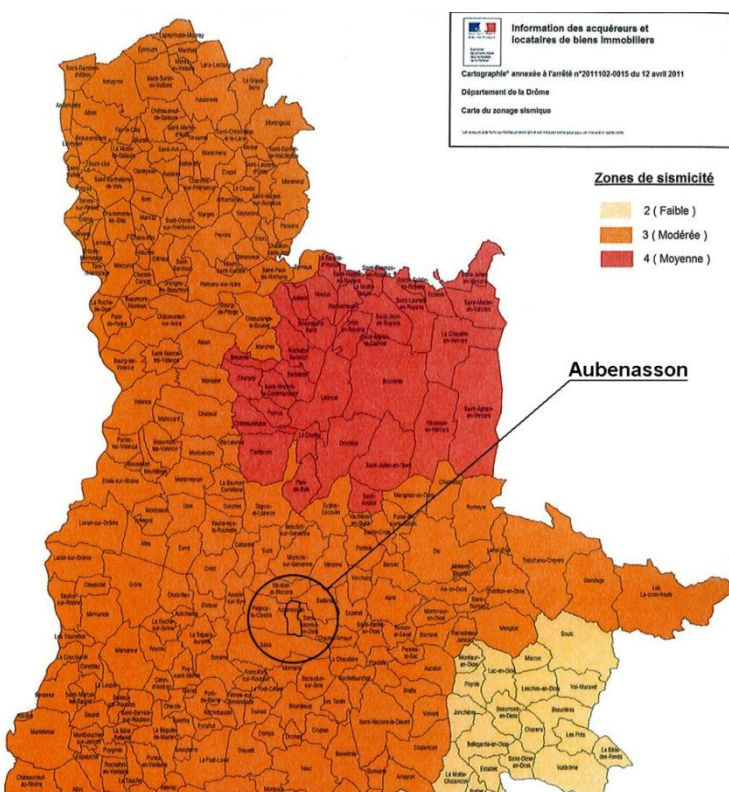
C'est l'un des seuls risques majeurs identifié sur la commune, et qui concerne uniquement les berges de la Drôme.

○ Catastrophes naturelles

La commune a fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle :

Type de catastrophe	début le	fin le	arrêté du	JO du
Tempête	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982

○ Sismicité - Extrait carte Sismique Source : DDT Drôme



Le décret n° 2010-1255 en date du 22 octobre 2010 a défini un nouveau zonage sismique ; il est entré en vigueur le 1er mai 2011. L'évolution des connaissances scientifiques a en effet engendré une réévaluation de l'aléa sismique.

Ce nouveau zonage permet également une harmonisation des normes françaises avec celles des autres pays européens, par l'application de règles de construction parasismique dites règles Eurocode 8.

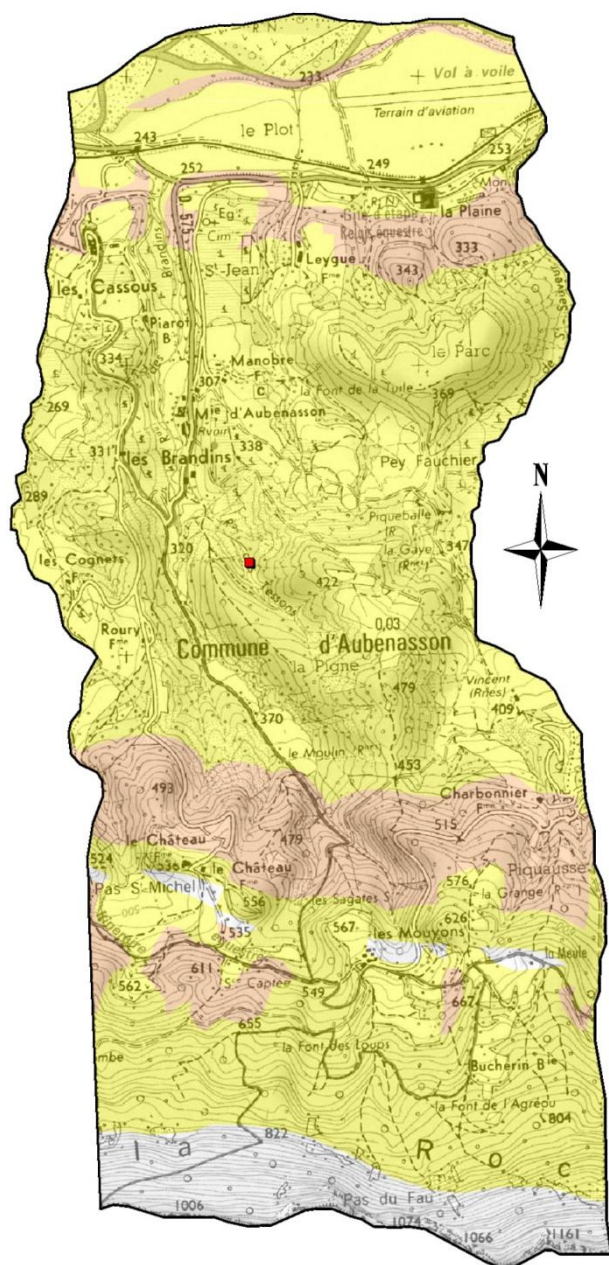
Le territoire national est ainsi divisé en 5 zones de sismicité, allant de 1 (zone d'aléa très faible) à 5 (zone d'aléa fort). Cette réglementation (Eurocode 8) s'applique aux nouveaux bâtiments et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières, dans les zones de sismicité 2, 3, 4 et 5.

Les règles de construction parasismique sont des dispositions constructives dont l'application relève de la responsabilité des maîtres d'œuvres et maîtres d'ouvrages.

La commune d'Aubenasson est en zone de sismicité 3.

La prise en compte du risque passe par la mise en œuvre des règles de construction parasismique.

○ **Retrait-gonflement des sols argileux** *Extrait Carte Argiles - Source : DDT Drôme*



Aléa retrait - gonflement des sols argileux (BRGM 2015)

- Aléa fort
- Aléa moyen
- Aléa faible

■ Mouvements de terrain

L'ensemble de la commune est soumis à une forte érosion des versants. Localement, certaines pentes marneuses et mal armées de bancs rocheux peuvent présenter des risques de glissement plus ou moins superficiels. Des loupes de glissement sont observées à l'est et au sud du hameau des Brandins, dans le versant en rive droite du ruisseau.

Les projets de construction devront le cas échéant tenir compte de cette contrainte.

Les terrains plats quant à eux sont parfaitement stables et il n'y a pas à dénombrer de problèmes de cavités souterraines.

La cartographie départementale de l'aléa retrait-gonflement des argiles a été établie pour délimiter les zones sensibles afin de développer la prévention du risque.

Le retrait-gonflement des argiles est lié aux variations de teneur en eau des terrains argileux : ils gonflent avec l'humidité et se rétractent avec la sécheresse. Ces variations de volume induisent des tassements du sol plus ou moins importants, des fissures apparaissent alors sur les bâtiments pouvant entraîner leur effondrement.

La prise en compte de ce risque passe par la mise en œuvre de règles constructives pour les constructions neuves. L'application de ces règles relève de la responsabilité des maîtres d'œuvre et des maîtres d'ouvrage (si future construction située dans une zone d'aléa retrait – gonflement d'argiles : application de mesures préventives forfaitaires ou réalisation d'une étude géotechnique préliminaire de site).

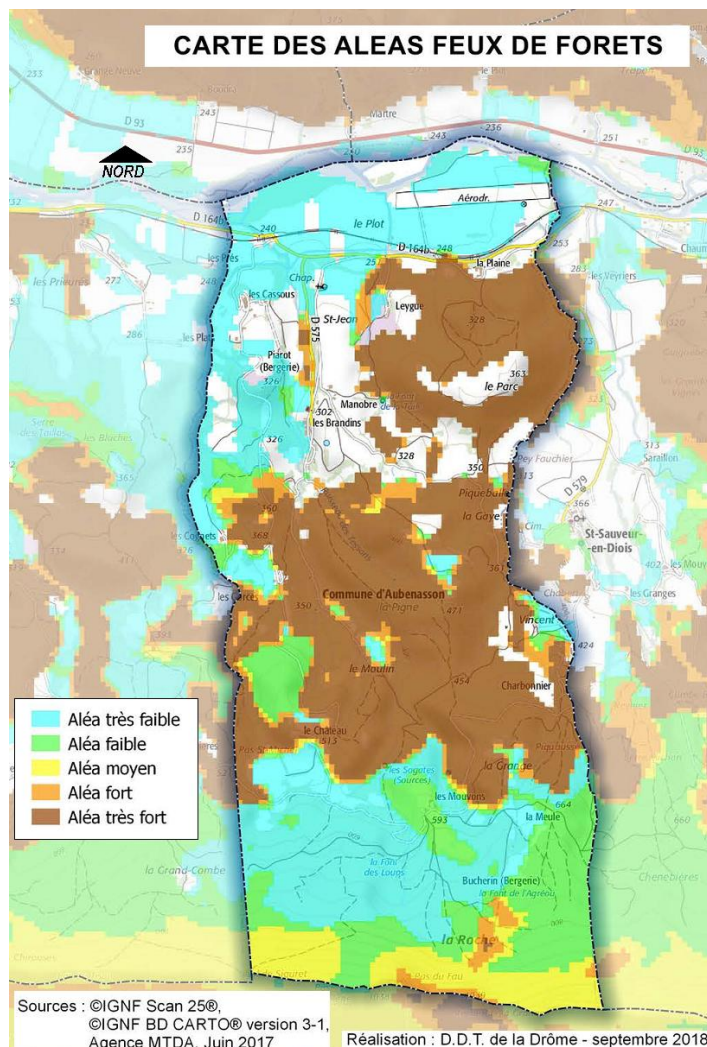
Le territoire de la commune d'Aubenasson est concerné par des zones de susceptibilité faible à moyenne. Un glissement de terrain est recensé par le BRGM le long du ruisseau Les Tesson



Des problèmes de stabilité géologique des talus à l'Est et au Sud du hameau des Brandins ont été repérés : présence de griffes d'arrachement (Source : bureau d'études Environnement et Paysages- R. BREYON – janvier 1998).



○ Incendie -Feux de forêt



Il n'existe pas de plan de prévention des risques incendie de forêt sur le territoire d'Aubenasson.

Suite aux sécheresses successives et aux modifications climatiques, les risques d'incendie sont de plus en plus importants dans les bois et massifs forestiers.

L'Arrêté préfectoral du 26 février 2013 définit les règles de prévention en matière d'emploi du feu, de nature du débroussaillage, notamment : le débroussaillage est obligatoire aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 mètres, ainsi que des voies privées y donnant accès, sur une profondeur de 10 m de part et d'autre de la voie.

Une carte d'aléa (ci-contre) a été établie en 2017 (rapport d'étude MDTA), qui montre que les risques pour les incendies de forêt sur le territoire d'Aubenasson présentent un niveau d'aléas variant de très faible dans les vallées ou sur les terrasses agricoles, à très fort sur les massifs boisés. Le zonage résulte du croisement de deux paramètres :

- l'occurrence (probabilité pour une zone donnée d'être touchée par un feu),
- la puissance de ce feu sur la zone en fonction : du type de végétation, de la pente.

La création de zone urbanisable dans les espaces forestiers est à éviter, de même que l'implantation de nouvelles constructions notamment à usage d'habitation à moins de 30 m des lisières de forêt.

Par ailleurs, pour les lieux habités et les zones d'urbanisation en développement la défense incendie doit être assurée par l'implantation de poteaux incendie normalisés, accessibles, et assurant un débit suffisant etc...conformément à la réglementation en vigueur.

La carte d'aléa (ci-dessus) montre que le niveau des risques pour les incendies de forêt sur le territoire d'Aubenasson va d'aléas très faible, à très fort sur les secteurs tels que : Le Parc, Le Moulin, Charbonnier ,...

5. 3 Les autres éléments de cadrage s'imposant à la carte communale

⇒ Dispositions juridiques générales

La carte communale doit s'inscrire dans le respect des grands principes généraux de l'aménagement énoncés notamment aux articles L 101-1 et L.101-2 du code de l'Urbanisme, notamment :

- un aménagement équilibré de l'espace et une gestion économe des sols, de par un développement urbain maîtrisé, l'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels, la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
- la diversité fonctionnelle et sociale de l'organisation spatiale,
- la lutte contre le changement climatique, la sobriété énergétique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, par l'amélioration des performances énergétiques et la diminution des obligations de déplacement,
- la protection de la biodiversité, et la restauration des continuités écologique,...

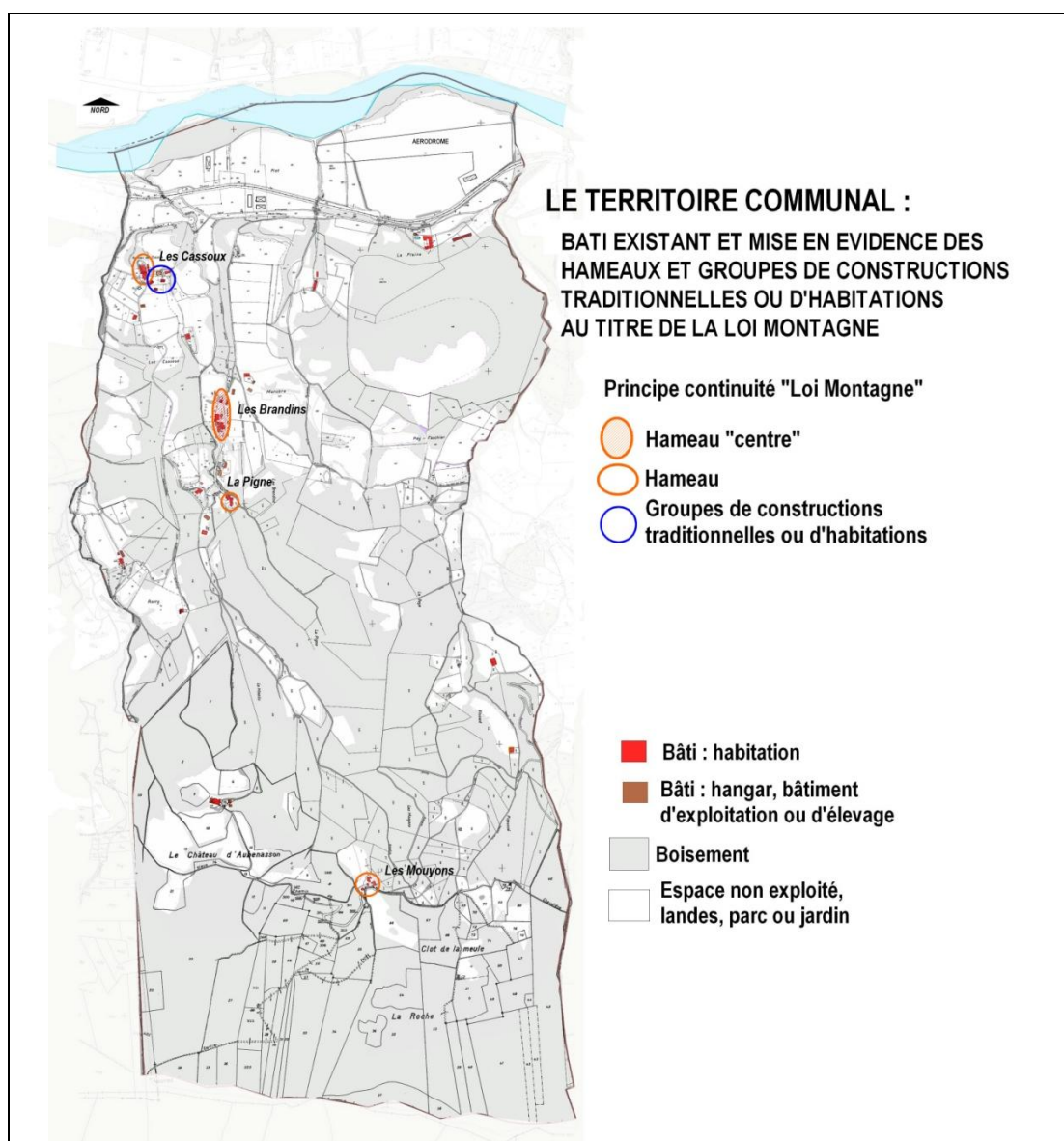
⇒ Loi Montagne :

Aujourd'hui, la politique de la montagne s'inscrit dans une démarche de « *développement équitable et durable* ».

La commune étant située en territoire de montagne et, en l'absence de SCOT, la carte communale doit être compatible avec les dispositions particulières aux zones de montagne et respecter notamment les principes suivants :

- préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières ;
- préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard ;
- création d'unités touristiques nouvelles, en cas de développement touristique.
- réalisation de l'urbanisation en continuité avec les bourgs, villages et hameaux ou groupes de constructions traditionnelles ou d'habitation, existants, sauf si le respect des règles de préservation des terres agricoles et la protection des espaces et milieux imposent la construction de hameaux nouveaux.

Aussi par rapport à ce dernier point, est-il nécessaire de rappeler la notion « d'urbanisation en continuité » et les notions de bourg, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitation, existants sur le territoire d'Aubenasson.



Un **hameau** est « caractérisé par l'existence de plusieurs bâtiments suffisamment proches les uns des autres pour être regardés comme groupés ».

On entend par hameau un petit groupe d'habitations (une dizaine ou une quinzaine de constructions au maximum) pouvant comprendre également d'autres constructions telles que des bâtiments d'exploitation agricole en zone de montagne.

Notion de groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants.

Il convient de l'entendre comme « un groupe de plusieurs bâtiments qui, bien que ne constituant pas un hameau, se perçoivent, compte tenu de leur implantation les uns par rapport aux autres, notamment de la distance qui les sépare, de leurs caractéristiques et de la configuration particulière des lieux, comme appartenant à un même ensemble ; que pour déterminer si un projet de construction réalise une urbanisation en continuité par rapport à un tel groupe, il convient de rechercher si, par les modalités de son implantation, notamment en termes de distance par rapport aux constructions existantes, ce projet sera perçu comme s'insérant dans l'ensemble existant ».

Ainsi par rapport à l'analyse des composantes du bâti (pages 58 à 64 du présent rapport), **quatre hameaux ou groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations peuvent être répertoriés sur la commune :**

- **Les Cassoux** : hameau et groupe d'habitations
- **Les Brandins** : hameau « centre »
- **La Pigne** : groupe d'habitations
- **Les Mouillons** : hameau

⇒ **Le PLH**

Le PLH a été élaboré pour la période 2009-2015 sur le territoire des communautés de communes du Val de Drôme, du Crestois et du Pays de Saillans. Etant devenu obsolète, il ne s'impose plus à la commune.

Toutefois, il peut être rappelé ce qui avait été fixé pour la période 2009-2015 : un logement neuf tous les 2 à 3 ans sur Aubenasson, dont 10 % de logements à loyer modéré.

⇒ **Loi sur l'eau : le SDAGE et le SAGE**

Le projet de développement de la commune doit tenir compte notamment des ressources en eau et s'intégrer dans les politiques de solidarité et de gestion globale de l'eau. Ainsi, en l'absence de SCOT, les dispositions de la carte communale doivent être compatibles avec les orientations fondamentales et les mesures territorialisées définies par le SDAGE entré en vigueur le 21 décembre 2015, ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par le SAGE approuvé par arrêté préfectoral le 1^{er} juillet 2013, qui s'impose à l'échelle du bassin versant de la Drôme.

L'enjeu du SAGE Drôme est de concilier la préservation des milieux aquatiques avec les usages domestiques, économiques et récréatifs de l'eau. Il s'attache à préserver les zones humides, les espèces remarquables et la diversité des habitats.

⇒ **Prise en compte de la valeur du patrimoine naturel et de la « sensibilité » des milieux naturels :**

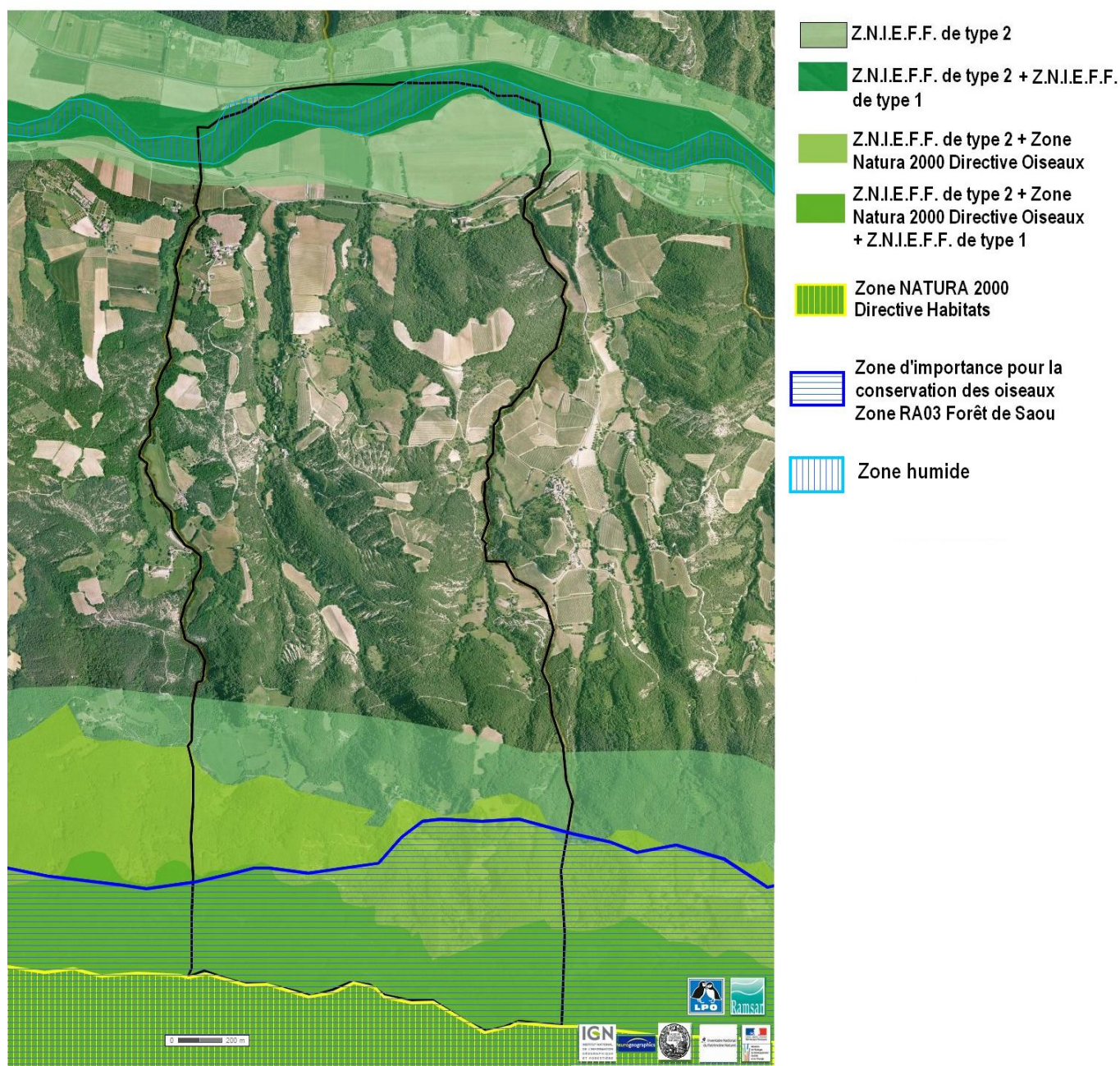
Secteurs de richesses naturelles et espaces à enjeu de préservation de la biodiversité : massifs forestiers, ripisylves, zones humides le long de la Drôme et des ruisseaux, ZNIEFF, Zone Natura 2000... (voir carte de synthèse page 86), et prise en compte du Schéma Régional de Cohérence Ecologique, outil de mise en œuvre de la trame verte et bleue régionale.

5. 4 Ensemble des contraintes

⇒ Les Contraintes environnementales : intérêt Biodiversité

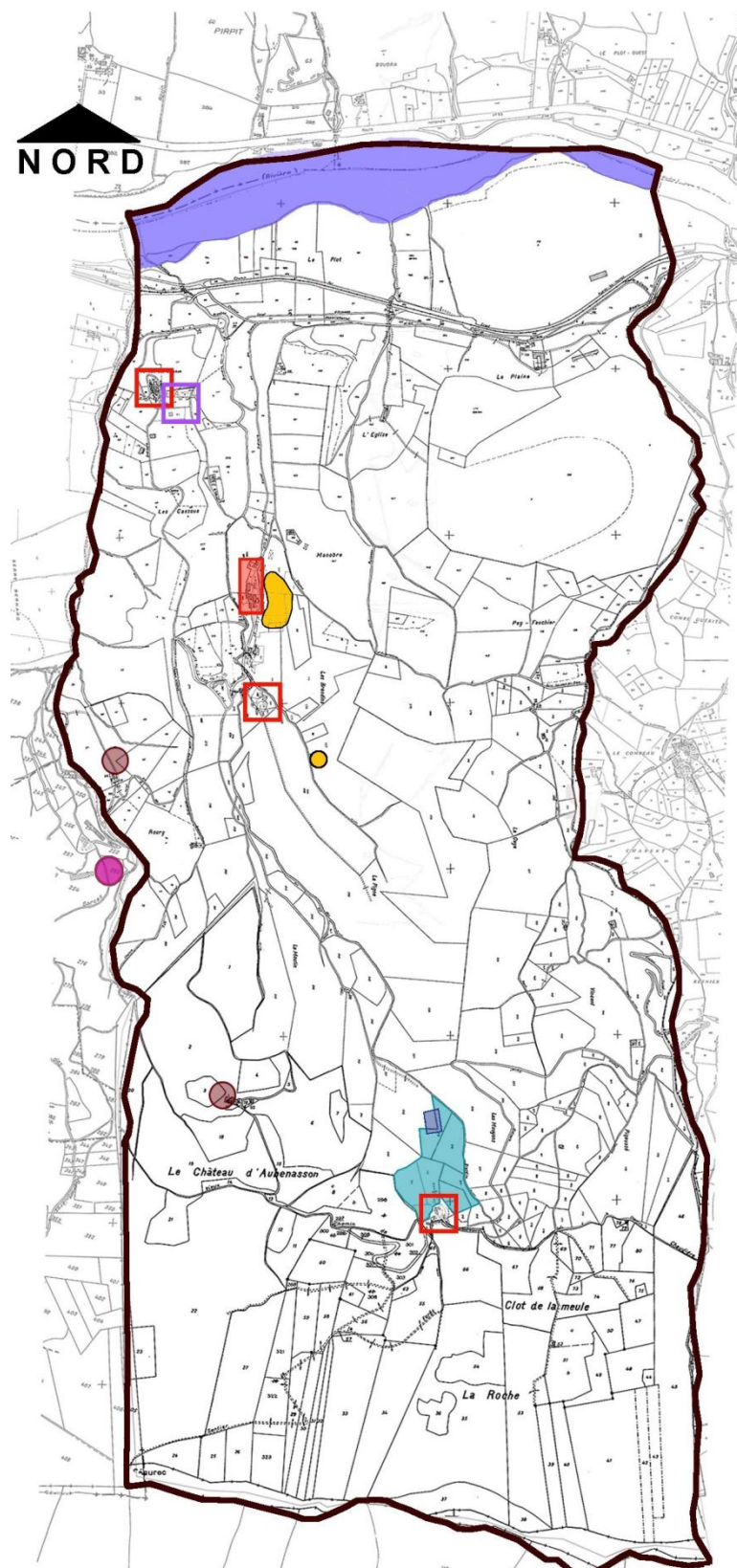
- Zone humide : Lit de la Drôme entre Saillans et Crest
- ZNIEFF de Type 1 : Lit de la Drôme à Blacons et Massif de Saoû
- ZNIEFF de Type 2 : Rivière Drôme et Forêt de Saoû
- Zone importante pour la conservation des oiseaux : ZICO – Forêt de Saoû
- Zone Natura 2000 directive oiseaux : zone de protection spéciale « Massif de Saoû et Crêtes de la Tour
- Site classé : Forêt de Saoû (en limite de la commune).

Contraintes d'intérêt environnemental BIODIVERSITE : Ensemble des zones répertoriées



⇒ Les Contraintes autres qu'environnementales

- Zone inondable
- Glissement de terrain
- Périmètre de protection captage d'eau potable « Le moulin ou les Sagattes »
- Périmètre de réciprocité vis-à-vis des élevages en activité : deux élevages de chèvres sur la commune (périmètres de 50 m autour des bâtiments d'élevage) et élevage avicole (ICPE) localisé sur Piégros La Clastre, dont le périmètre (100 m autour du bâtiment d'élevage) affecte le territoire d'Aubenasson.
- Absence de station d'épuration : contrainte assainissement liée à l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif.



CONTRAINTES

Protection ressources naturelles

 Périmètres protection captage d'eau potable


Risques

 Zone inondable

 Glissement de terrain

- Nuisances

 Elevage agricole

 Elevage agricole ICPE

Principe continuité "Loi Montagne"

 Hameau "centre"

 Hameau

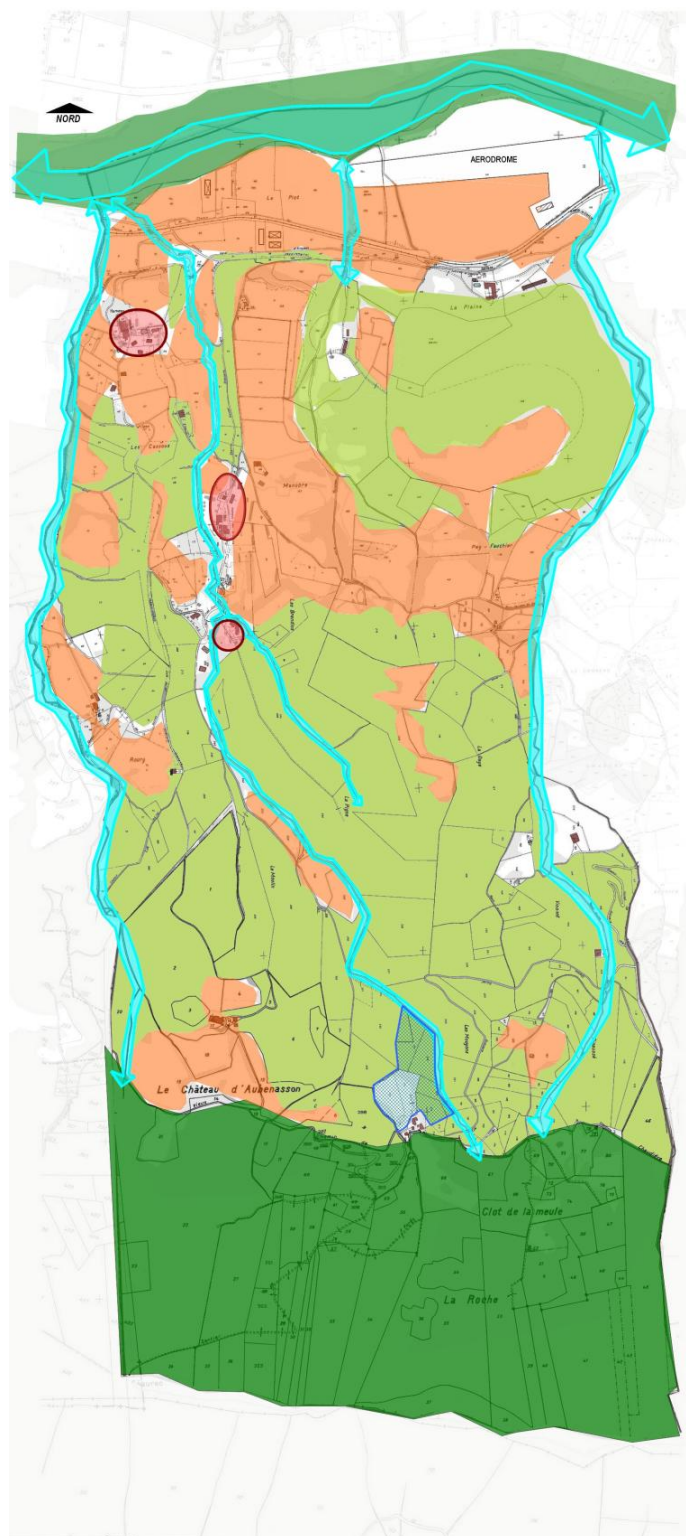
 Groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations

6. Conclusion diagnostic- Etat initial de l'environnement

Synthèse des enjeux mis en évidence sur l'ensemble du territoire communal

- **Enjeu de protection des grandes entités naturelles, des sites sensibles de valeur patrimoniale (ZNIEFF et zone Natura 2000):**
Forêt et espaces boisés répertoriés en tant qu'éléments environnementaux "Majeurs" et souvent aussi en tant qu'éléments du grand paysage :
 - Contreforts des reliefs de Saou et ses boisements,
 - Lit de la Drôme, ensemble des berges ripisylves et espaces riverains de la rivière de la Drôme, des zones humides pour leur richesse sur le plan de la biodiversité.La végétation naturelle des bords de rivière fait office de cordon filtrant et protecteur, elle réduit les risques de déstabilisation des berges et du lit de la rivière, et ceux d'une détérioration de la qualité de l'eau. Elle joue un rôle d'épuration naturelle vis-à-vis des épandages agricoles qui évite l'eutrophisation et donc la baisse de qualité piscicole et touristique des cours d'eau.
Ce sont des zones écologiques stratégiques.
- **Enjeu de maintien des continuités écologiques entre ces différents grands espaces naturels:** petits cours d'eau, combes, ravins, fossés, canaux, talus...souvent supports d'une végétation spontanée et d'un milieu support de biodiversité à préserver. Enjeu de maintien ou de renforcement de ces « continuités ».
- **Enjeu de protection des ressources naturelles :** protection renforcée aux abords des captages d'eau potable, notamment au niveau du hameau des Mouyons.
- **Enjeu de maintien des activités économiques sur le territoire communal : « pérennisation » des exploitations agricoles et viticoles, et préservation des espaces agricoles d'intérêt :**
 - ⇒ Préservation des espaces agricoles de bonne valeur agronomique dans la vallée, ou dans les secteurs où les terres agricoles sont de bonne qualité ou accessible, mais aussi les espaces irrigués, les espaces en vigne et en secteur AOC, ...
 - ⇒ préserver les structures en place (siège d'exploitation, élevages,...) et faciliter le développement de ces structures, éviter tout développement de l'habitat aux abords des bâtiments d'élevage.
- **Enjeu de prévention contre les risques naturels :** prise en compte de la zone inondable de la Drôme et des différentes contraintes liées aux secteurs à risques de glissements de terrains, ou de risques d'éboulement ou d'instabilité le long de certains talwegs.
- **Enjeu de mise en valeur des atouts paysagers et patrimoniaux :**
 - ⇒ Mise en valeur du grand paysage : intérêt pour le tourisme et la randonnée, pour la qualité du cadre de vie : vues panoramiques à préserver
 - ⇒ « Respect » du patrimoine d'intérêt architectural, historique et archéologique, des entités bâties anciennes (Hameaux : "Les Cassous"; "Les Brandins"; "Les Mouyons". Enjeu d'intégration des constructions nouvelles, d'extension ou de transformation du bâti existant dans le respect de la composition urbaine ou de l'unité architecturale de chaque ensemble bâti ;
- **Enjeu de maîtrise du développement de l'urbanisation par rapport au niveau des équipements d'infrastructure :** capacité limitée de ces équipements pour de nouvelles habitations que ce soit au niveau de l'eau potable, ou de l'assainissement notamment,
- **Enjeu de « reconquête » du bâti ancien dans le hameau des Cassous** qui offre des potentialités importantes pour la création notamment de nouveaux logements.

TERRITORIALISATION DES GRANDS ENJEUX SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE



- Espace à enjeu de protection "grande entité naturelle"
- Espace à fort enjeu de protection : espaces naturels de grande sensibilité environnementale (ZNIEEF 1, NATURA 2000, ZICO)
- Espace à fort enjeu agricole
- Espace à fort enjeu de protection "zone humide" trame "bleue" : enjeu de maintien continuité écologique
- Espace à enjeu pour l'habitat : hameau, groupe d'habitation
- Espace à fort enjeu de protection ressource eau potable

Chapitre 2 : EXPLICATION DES CHOIX POUR LA DELIMITATION DES SECTEURS OU LES CONSTRUCTIONS SONT AUTORISEES

1- Prévisions et rappel des objectifs de développement de la commune

Par le biais de la carte communale, la commune veut se donner les moyens de mettre en œuvre un document d'urbanisme qui lui permette de programmer et d'afficher les perspectives de développement des constructions nouvelles (notamment en matière d'habitat) sur son territoire pour les 5 à 10 prochaines années, ce que ne lui permet pas aujourd'hui le règlement national d'urbanisme « RNU », dans la gestion au quotidien des demandes d'urbanisme .

Les principes généraux de développement que la commune entend retenir dans la mise en œuvre de son projet de carte communale sont les suivants :

- Préserver les terres agricoles, en priorité les secteurs classés en AOC,
- Orienter le développement de l'habitat, notamment privilégier la réhabilitation du bâti existant pour la création de nouveaux logements, plutôt que la réalisation de logement neufs dans des espaces agricoles ou naturels,
- Restreindre le développement de l'habitat nouveau à la seule périphérie des zones déjà construites,
- Prendre en compte les risques naturels : inondation, glissements de terrain,
- Préserver la qualité des paysages et le cadre de vie en limitant notamment une concentration excessive de l'habitat individuel, et en protégeant le patrimoine architectural d'intérêt
- Prévoir le développement de constructions nouvelles :
 - ⇒ dans les limites fixées par la capacité des équipements existants (réseaux AEP, voirie, réseaux assainissement), et
 - ⇒ surtout par rapport au seuil du réseau AEP des Brandins qui est fixé à 100 habitants maximum (soit une capacité d'accueil résiduelle du réservoir des Brandins pour une trentaine d'habitants supplémentaires au maximum).

Compte tenu de cet élément, et du fait que :

- des potentialités significatives en logements peuvent être utilisées à court terme dans le bâti existant notamment aux Cassous,
- les secteurs alimentés par le réservoir des Brandins ne pourront accepter un développement supérieur à 5 habitations (19 personnes) d'ici à 10 ans.

La commune souhaite pouvoir disposer d'un document d'urbanisme qui lui permette de programmer un développement très limité des constructions neuves à usage d'habitation au profit de la réhabilitation du patrimoine bâti existant, de l'ordre d'un à deux logement neufs tous les 5 ans .

Rappel des prévisions de développement, notamment en matière démographique et économique :

Accueillir une population nouvelle d'une quinzaine de personnes supplémentaires à l'échéance de la carte communale pour les 5 prochaines années (soit une trentaine d'habitants supplémentaires à l'horizon des 10 ans).

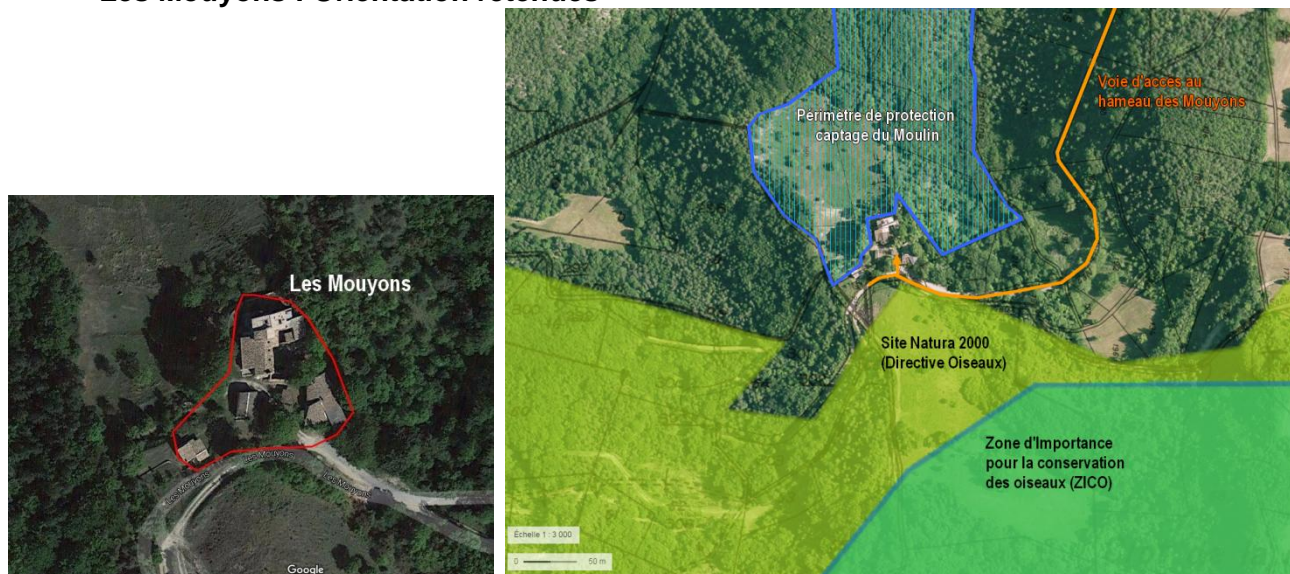
En matière de développement économique : préserver l'économie dominante sur la commune : l'activité agricole.

2- Le projet de carte communale : motifs de la délimitation des secteurs U et N

2-1 Le choix d'une urbanisation concentrée sur les hameaux et groupes d'habitation

Du fait du respect du cadre réglementaire existant et notamment de la Loi Montagne, ont été examinées les potentialités qu'offraient pour le développement de nouvelles constructions, chacune des quatre entités «hameaux ou groupes d'habitations» répertoriées sur le territoire communal :

⇒ Les Mouyons : Orientation retenues



Le développement de l'habitat ou de l'urbanisation autour de ce hameau n'est pas souhaitable pour les raisons suivantes :

- Niveau d'infrastructure insuffisant : voirie, eau, assainissement. Cela représenterait un coût important pour la collectivité en investissement et en travaux d'entretien si on développait ce hameau, car :
 - Hameau éloigné et relativement enclavé, présentant des difficultés d'accès et de desserte,
 - Débit limité de la source qui alimente le hameau,
 - Absence d'assainissement collectif, incompatible avec la protection du captage d'eau potable dont le périmètre de protection est limitrophe des constructions du hameau.
- Non souhaitable de renforcer l'urbanisation sur ce site localisé sur les contreforts des reliefs de Saou, en limite des espaces forestiers, et de zones à fort enjeu paysager et de protection de la biodiversité

En conclusion :

Hameau sans enjeu de développement de l'urbanisation du fait des contraintes, et des autres enjeux qui s'imposent sur ce secteur (protection des ressources en eau potable, des espaces naturels, etc...).

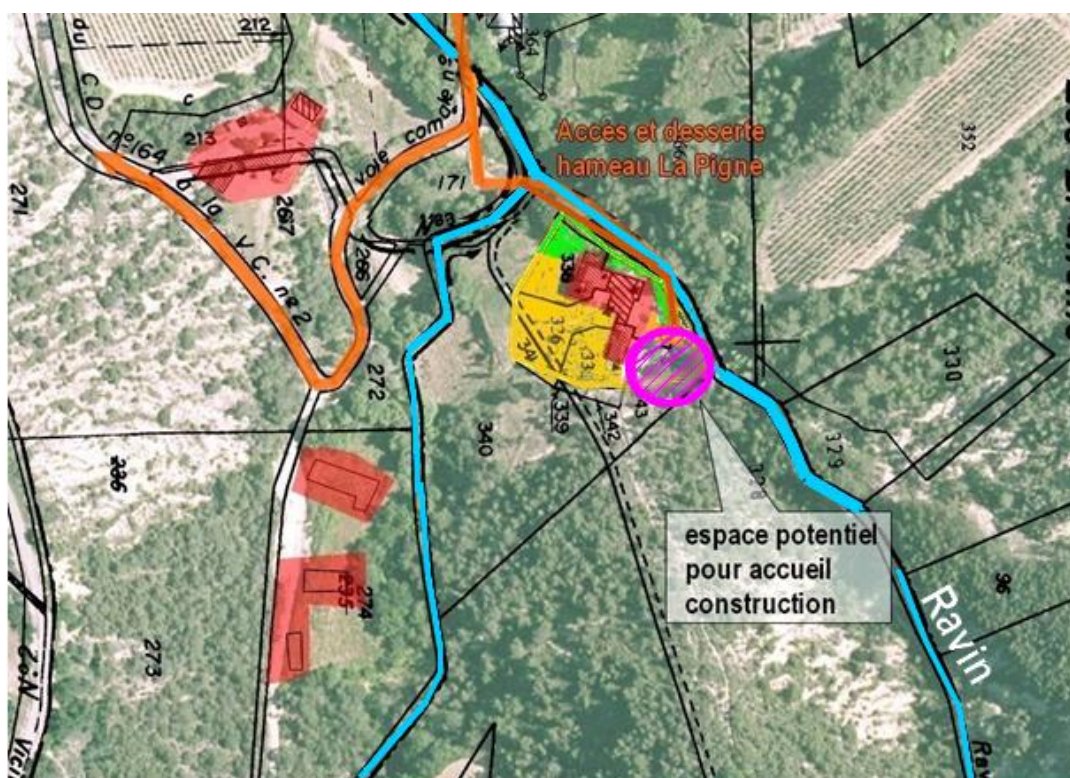
⇒ La Pigne : Orientation retenues

La Pigne constitue une entité « groupes d'habitations » comportant 4 logements regroupés (bâtiments accolés) sur un léger replat du relief en surplomb du ruisseau des Tesson.

Autour de ce groupe d'habitations, des contraintes limitent ou conditionnent le développement de ce hameau dans sa périphérie.

Espaces dans la continuité du bâti existant :

- très contraints par le relief en partie nord, et par la proximité de la route, du ravin et du ruisseau, rendant très difficile ou impossible toute construction nouvelle
- de plus côté nord, risques d'instabilité et d'érosion des berges, le long du talweg, prendre en compte un recul de 20 m non constructible par rapport à l'axe du ruisseau pour tenir compte de ces risques,
- pour les espaces en replat localisés au sud ouest des constructions existantes, potentiel rendu inconstructible par la présence du champ d'épandage du système d'assainissement ;
- une petite partie dans la continuité Sud Est du hameau, desservie par le parking et la voie existante peut accueillir au moins une construction supplémentaire dans la continuité de l'existant et en pied de relief.



Bâti existant



Contrainte relief et fort dénivelé



Contrainte champ d'épandage assainissement

La commune a fait le choix de retenir le quartier de la Pigne et de renforcer l'urbanisation sur ce quartier, elle est propriétaire des terrains qui jouxtent le hameau et aura la possibilité de maîtriser le développement de l'urbanisation sur ce secteur.

Le secteur envisagé pour l'extension de l'urbanisation densification du hameau "Les Pignes" permettra la valorisation des réseaux en place (eau, voirie). Il concerne une parcelle mi boisée – mi

prairie localisée en périphérie immédiate des espaces bâtis, sans affectation agricole et qui a un caractère dominant d'espace naturel.



Il s'agit d'inscrire cette extension dans la typologie groupée du secteur de La Pigne sans contrarier l'existant.

Cette extension touche une partie partiellement boisée en limite de voirie, l'extension urbaine contenue à proximité du bâti existant permet l'articulation d'une nouvelle habitation sans générer de vis-à-vis par rapport aux habitations existantes avec un accès fonctionnel à partir du parking existant qui fait également office d'aire de retournement. S'insérant en pied de coteau dans un environnement naturel boisé, l'urbanisation nouvelle ne générera pas d'impact visuel par rapport aux vues et perceptions du hameau à partir de la route des Brandins.



Au niveau des équipements d'infrastructure :

Pour l'eau potable, l'alimentation est suffisante, pour l'électricité : également (poste transformateur en amont du hameau).

Mais des contraintes pour l'assainissement « semi-collectif » qui est calibré pour les rejets des constructions existantes (4 habitations soit environ 12 à 14 personnes).

Le dimensionnement du dispositif actuel de type assainissement individuel ne permet pas le branchement de nouvelles habitations.

Toute nouvelle habitation est conditionnée par la mise en place d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme à la réglementation en vigueur. Une étude de sol devait donc être réalisée sur ce secteur pour définir la possible filière assainissement à mettre en place.

Cette étude d'aptitude des sols à l'assainissement autonome réalisée en juin 2018 pour les parcelles B337 et B 343 sur la base de la création d'une nouvelle habitation au sein de ce hameau, a conclu à la possibilité de mettre en place un système de traitement de type microstation ou système compact, avec rejet après traitement dans un fossé de dissipation et d'irrigation souterraine par des végétaux (plantes hydrophiles et nitrophiles, ou haie).

Par conséquent un secteur constructible « U » est défini sur La Pigne.

⇒ Les Brandins: Orientations retenues

Le hameau des Brandins est constitué d'un groupe de bâtiments anciens formant un bâti très resserré localisé en bordure, mais en contrebas de la route principale, la mairie et les anciens hangars agricoles au nord, situés en entrée de ce hameau, apparaissent dissociés de cet ensemble.

Sur la base de la prise en compte des contraintes paysagères a été répertorié un terrain non bâti en fort dénivelé et en contrebas de la route. Il s'inscrit comme un espace non construit le long de la voie, entre la mairie et le 1^{er} bâtiment du regroupement du bâti ancien des Brandins, dans le prolongement duquel a été aménagé un accès à une grange attenante au bâtiment.

Par rapport à la lecture du paysage, cet espace assure une transition affirmée constituant un espace qui reste « ouvert » entre la mairie XIXème et le bâti ancien et de caractère du hameau des Brandins ; cette discontinuité présente un intérêt paysager et patrimonial qu'il convient de maintenir.

De plus, différentes contraintes affectent ce foncier :

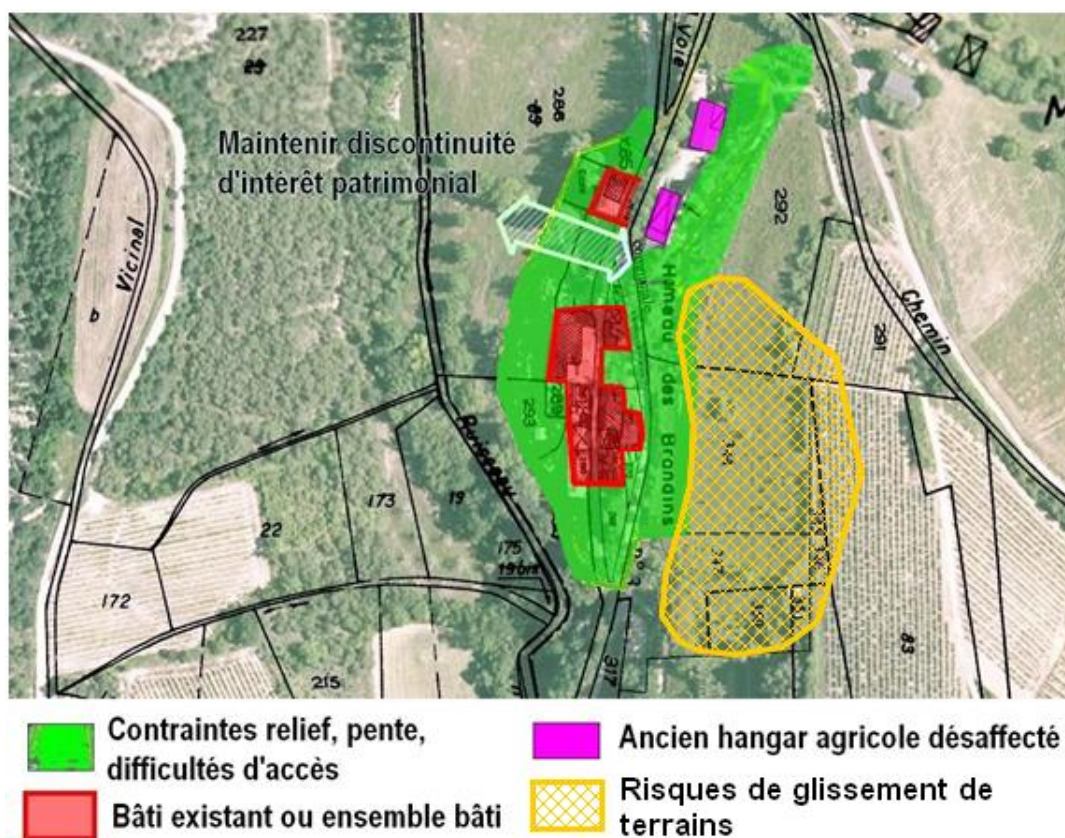
- un fort dénivelé avec la route,
- la présence d'un mur de soutènement

Ces contraintes de pente, d'accès, entraîneraient d'importants travaux de terrassement.

Par rapport aux contraintes de pente, aux risques liés à des terrains instables sur le haut des coteaux dominant la route, pour maintenir le caractère naturel, l'aspect champêtre, contribuant à l'intérêt paysager du vallon sous la mairie et le hameau des Brandins, il est décidé de maintenir ces espaces en zone naturelle dans le projet, ainsi que la mairie qui conserve sa particularité de bâtiment « référent » à l'entrée du hameau.

Concernant l'assainissement collectif, le dimensionnement du système d'épuration semi-collectif au niveau du hameau ne permet pas le branchement de nouvelles habitations

Les hangars en face de la mairie et qui n'ont plus d'usage agricole, restent classés en zone naturelle, en fonction des équipements exigés, ils pourront éventuellement faire l'objet d'un changement de destination.



En conséquence, seule la partie ancienne et groupée du hameau des Brandins est retenue en secteur constructible.

⇒ Les Cassous : Orientation retenues

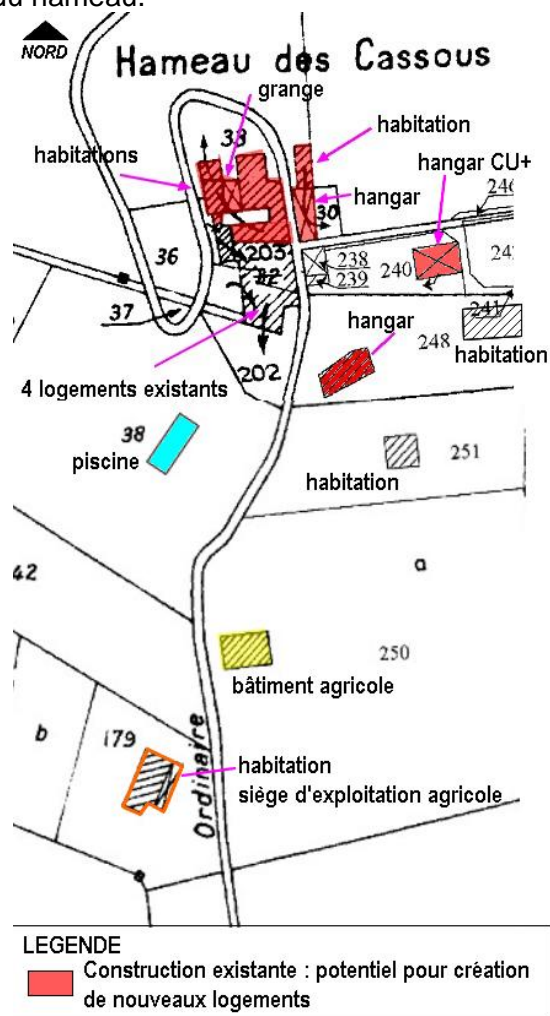


La partie nord du hameau

D'importantes capacités de réhabilitation dans le bâti ancien du hameau.



Actuellement 4 habitations sont occupées au sein du hameau ancien des Cassous, plusieurs (7 à 8) logements supplémentaires sont possibles par réhabilitation ou changement de destination, dont le CU qui vient d'être accordé pour le changement de destination en habitation du hangar existant (ce qui permettrait d'accueillir au moins 25 habitants supplémentaires sur ce hameau). Etant donné ce potentiel, et en raison de la présence d'un siège d'exploitation agricole au sud de ce hameau, la commune souhaite pouvoir contrôler le développement des nouvelles habitations sur la partie ancienne de ce hameau, et axer les priorités sur la réhabilitation de l'existant avant même de « densifier » le tissu bâti en partie sud et est, ou de s'étendre et de consommer de l'espace agricole en périphérie : l'environnement agricole est 'fort' sur ce secteur (notamment vignoble AOC en périphérie sud) .



En conclusion : le secteur constructible des Cassous reste délimité au hameau ancien pour afficher les potentialités de développement dans le bâti existant de ce hameau.



2-2 La délimitation des secteurs constructibles de la carte communale

En application de l'article L 161- 4 du code de l'urbanisme, la carte communale délimite les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, sauf exceptions.

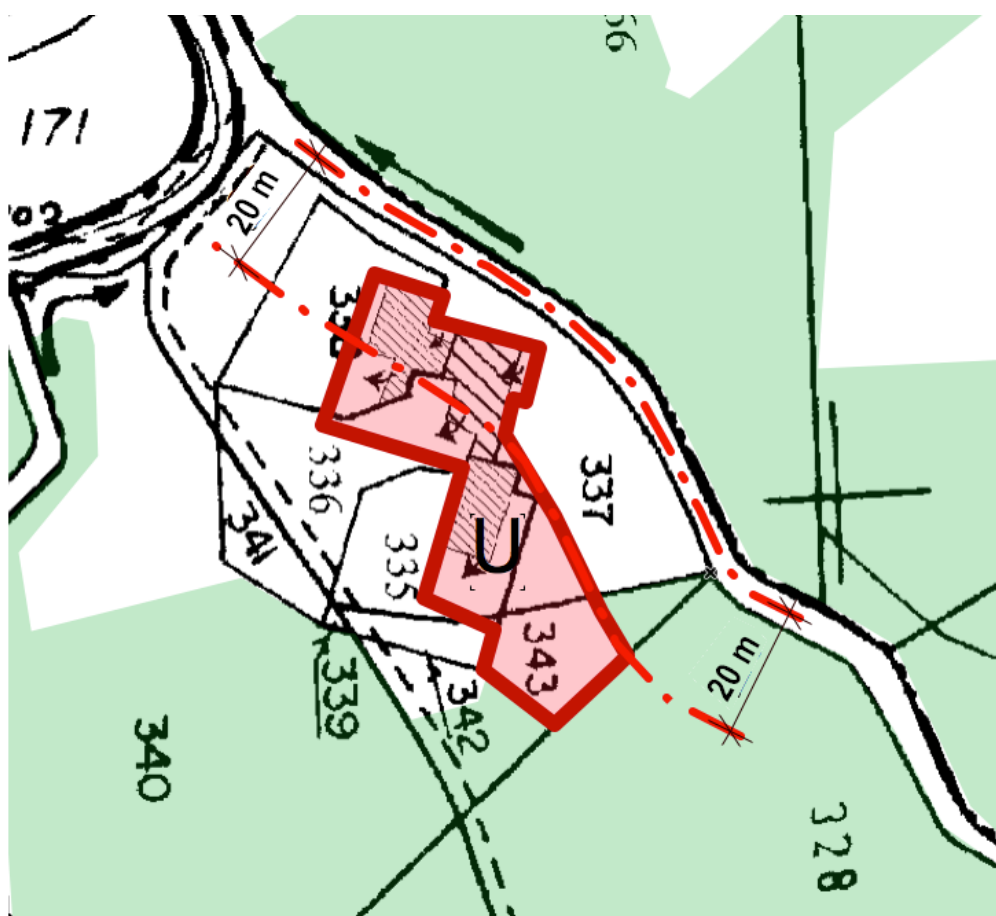
Le document graphique « zonage » du projet de carte communale délimite :

- le secteur « U » : secteur urbanisable, où les constructions sont autorisées,
- le secteur « N » : secteur où les constructions ne sont pas admises à l'exception :
 - de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes, ainsi que de l'édification d'annexes à proximité d'un bâtiment existant ;
 - des constructions et installations nécessaires :
 - à des équipements collectifs,
 - à la mise en valeur des ressources naturelles,
 - à l'exploitation agricole ou forestière, à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, ainsi que celles nécessaires au stockage et à l'entretien du matériel des coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Ces constructions et installations mentionnées ne peuvent être autorisées que lorsqu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels ou des paysages.

Trois secteurs constructibles « U » sont définis sur le document graphique du zonage de la carte communale d'AUBENASSON :

Le secteur constructible « U » de La Pigne :



Superficie
zone «U» La Pigne :
0,13 ha

Espace disponible pour accueil nouvelle construction : 470 m²

Consommation d'espace naturel (bois/ lande) : 470 m².

Le périmètre du secteur « U » constructible tient compte des risques d'inondation, de ruissellement ou d'érosion, le long du ruisseau; et s'inscrit (sauf pour les constructions existantes) en recul d'une bande de 20 mètres mesurée à partir de l'axe de ce ruisseau. Dans cette bande, les nouvelles constructions sont interdites.

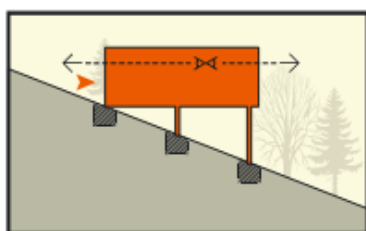
L'habitation nouvelle pourra installer son dispositif d'assainissement non collectif en aval de la zone U et de l'implantation de la nouvelle construction, conformément aux préconisations de l'étude d'aptitude des sols.

Par ailleurs, au niveau de la composition urbaine, il est souhaitable de rester dans l'esprit du hameau qui s'est réalisé sur ce quartier.

Ainsi, la délimitation de la zone « U » vise à privilégier le regroupement des constructions. Par ailleurs, il s'agira d'être vigilant sur l'implantation de la future construction, et sur l'aménagement des accès à la construction, et plus particulièrement en ce qui concerne l'adaptation de la construction à la pente de manière à limiter les mouvements de terre trop importants et coûteux. Il s'agit de s'adapter à la topographie du terrain existant et non l'inverse.

Exemples d'adaptation à la pente, et de principes d'une « assise » du bâti s'insérant dans la pente :

SE SURÉLEVER DU SOL *en porte-à-faux ou perché sur des pilotis*



VOLUME DES
DÉBLAIS/REMBLAIS

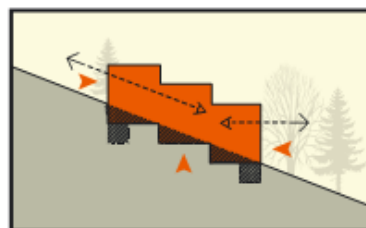
AVANTAGES

respect du terrain naturel / impact minimum
volume faible des déblais
dégagement des vues / prise d'altitude
ouverture et cadrage multiples des vues / vues traversantes
espace résiduel utilisable
adaptation aisée aux pentes extrêmes et aux terrains complexes

CONTRAINTES

accès direct limité / accès au terrain plus complexe
technicité ou coût éventuel du système porteur
exposition au vent
volumétrie éventuelle

ACCOMPAGNER LA PENTE *en cascade, avec succession de niveaux ou de demis-niveaux suivant le degré d'inclinaison*



VOLUME DES
DÉBLAIS/REMBLAIS

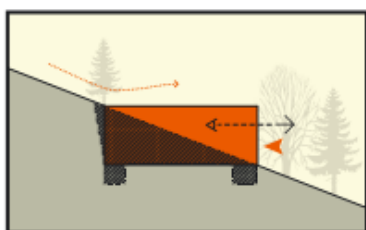
AVANTAGES

respect du terrain naturel
volume des déblais
ouverture et cadrage multiples des vues / vues traversantes
accès directs multiples possibles à tous les niveaux

CONTRAINTES

circulation intérieur

S'ENCASTRER *s'enterrer, remblai et déblai*



VOLUME DES
DÉBLAIS/REMBLAIS

AVANTAGES

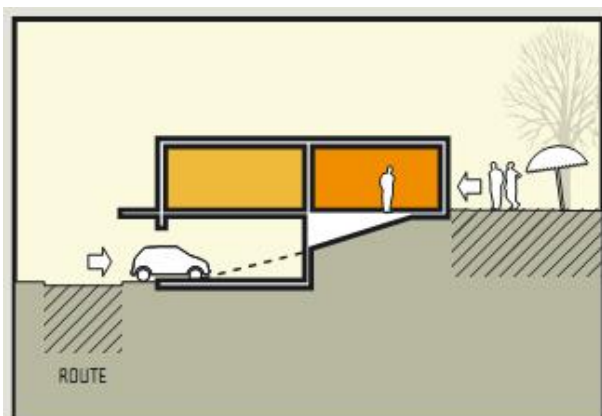
respect du terrain naturel
impact visuel faible / volumétrie
isolation thermique / exposition au vent
l'espace du toit peut être utilisable (attention sécurité/ accessibilité)
intimité éventuelle

CONTRAINTES

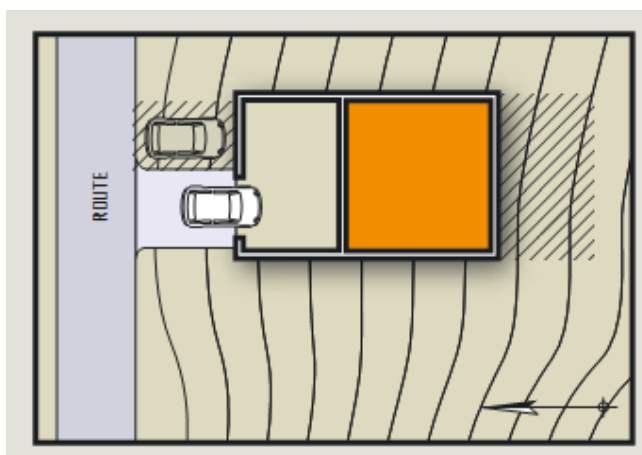
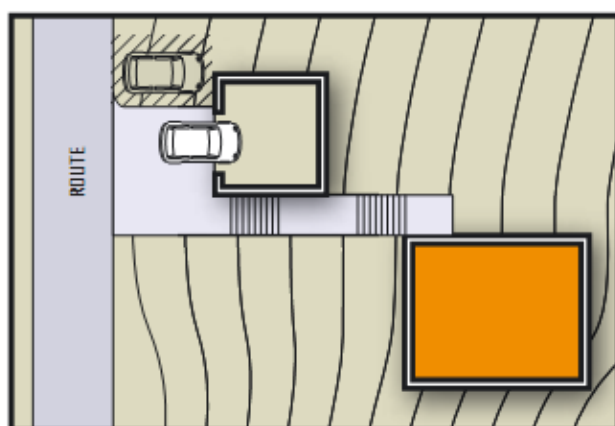
volume des déblais/remblais
accès direct limité / accès au terrain plus complexe
ouverture et cadrage limité des des vues / orientation

Exemples d'insertion de constructions dans la pente (extraits de «Habiter en montagne aujourd'hui » : Fiches pratiques Parc Naturel Régional du Vercors, Parc Naturel Régional de Chartreuse, CAUE Drôme, Isère, Savoie)

Exemples d'accès avec voie publique située en contrebas du terrain :

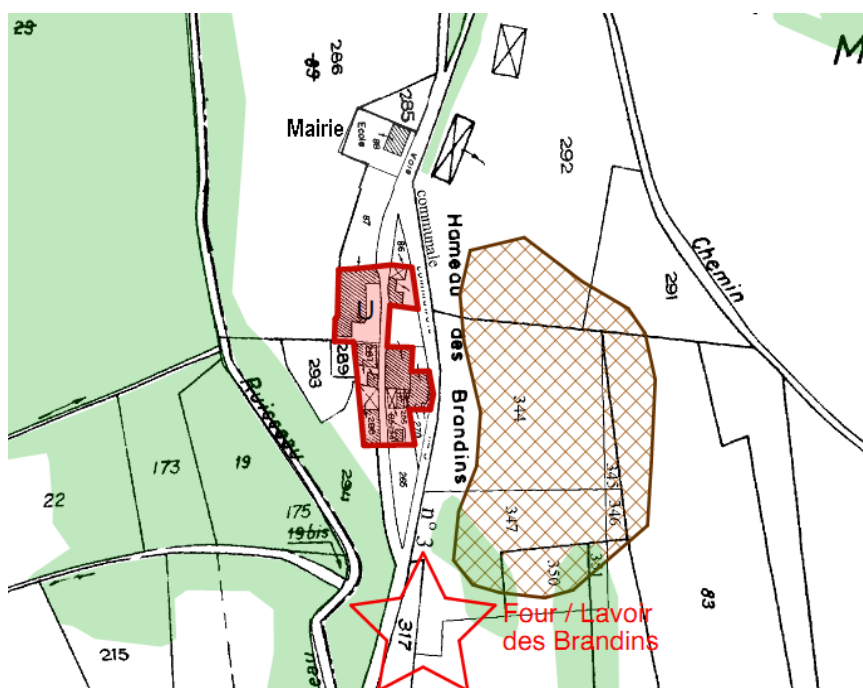


accès, stationnement et garage en partie basse



(extraits de « Habiter en montagne aujourd'hui » : Fiches pratiques Parc Naturel Régional du Vercors, Parc Naturel Régional de Chartreuse, CAUE Drôme, Isère, Savoie).

Le secteur constructible « U » des Brandins:



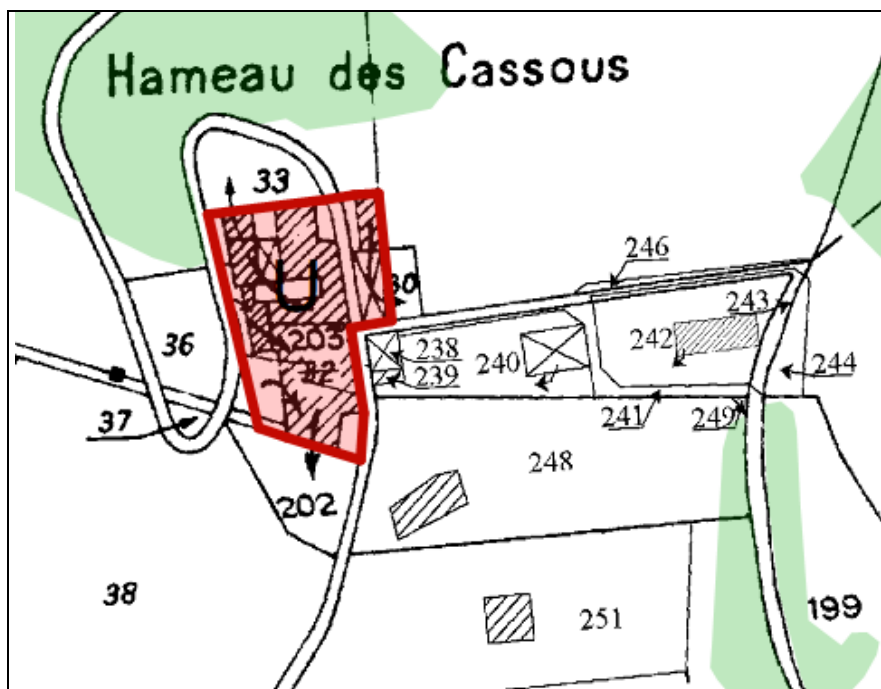
Superficie zone « U »
Les Brandins « secteur
hameau » : 0,19 ha

Consommation espace agricole
ou naturel : 0 ha

Le périmètre du secteur « U » constructible a été délimité sur la partie ancienne du hameau. Il répond à la volonté de la commune d'éviter le développement d'habitations nouvelles en périphérie.

La zone « U » intègre l'emprise des parcelles déjà bâties, offrant peu ou pas de possibilité d'implanter des constructions nouvelles dans ce périmètre, sauf en cas d'opération de rénovation.

Le secteur constructible « U » des Cassous :



Superficie zone « U » Les
Cassous : 0,20 ha

Consommation espace agricole
ou naturel : 0 ha

En raison des capacités de réhabilitation dans la partie du bâti ancien du hameau, et de la volonté de la commune de donner la priorité à ces réhabilitations plutôt que de s'étendre et de consommer de l'espace agricole en périphérie, la zone « U » a été limitée strictement au bâti ancien regroupé du hameau des Cassous.

Comme aux Brandins, elle offre peu ou pas de possibilité d'implanter des constructions nouvelles dans ce périmètre, sauf en cas d'opération de rénovation.

La zone U permet la réhabilitation, et le changement de destination pour restaurer ou créer de nouveaux logements : estimation de 6 nouveaux logements potentiels dans le bâti de la zone U des Cassous).

En conclusion :

Les secteurs constructibles « U » correspondent au tissu bâti des hameaux des Brandins et des Cassous et du groupe d'habitations de La Pigne. Le projet de zonage présenté donne la possibilité de construire une construction nouvelle, avec en complément 6 logements potentiels estimés par réhabilitation et transformation du bâti existant en zone U. Il répond aux objectifs de la commune en matière de développement de l'habitat, à savoir : pouvoir disposer d'un document d'urbanisme qui lui permette de programmer un développement très limité des constructions neuves à usage d'habitation au profit de la réhabilitation du patrimoine bâti existant.

Tableau récapitulatif – Surfaces et capacités d'accueil des secteurs constructibles « U »

Secteur « U » constructible	Superficie totale du secteur en ha	Superficie disponible pour accueil construction nouvelle en m2	Estimation nombre de logements neufs potentiels (hors réhabilitation)	Estimation nombre de logements par réhabilitation du bâti existant
La Pigne	0,13	470	1	0
Les Cassous	0,20	0	0	6
Les Brandins	0,19	0	0	0
Ensemble	0,52	470	1	6

SUPERFICIE TOTALE DES SECTEURS « U » RETENUS DANS LE PROJET DE CARTE COMMUNALE : 0,52 ha avec une capacité d'accueil sur espace disponible estimée pour 1 logement.

La carte communale ne peut pas réglementer de façon détaillée les modalités d'implantation des constructions sur les parcelles (densités, règles de recul, aspect des constructions, stationnement, espaces verts...) et elle ne peut contenir des orientations d'aménagement. Ce sont les dispositions des règles générales d'urbanisme (dites « RNU »), qui s'appliquent sur l'ensemble du territoire et qui peuvent être d'ordre public.

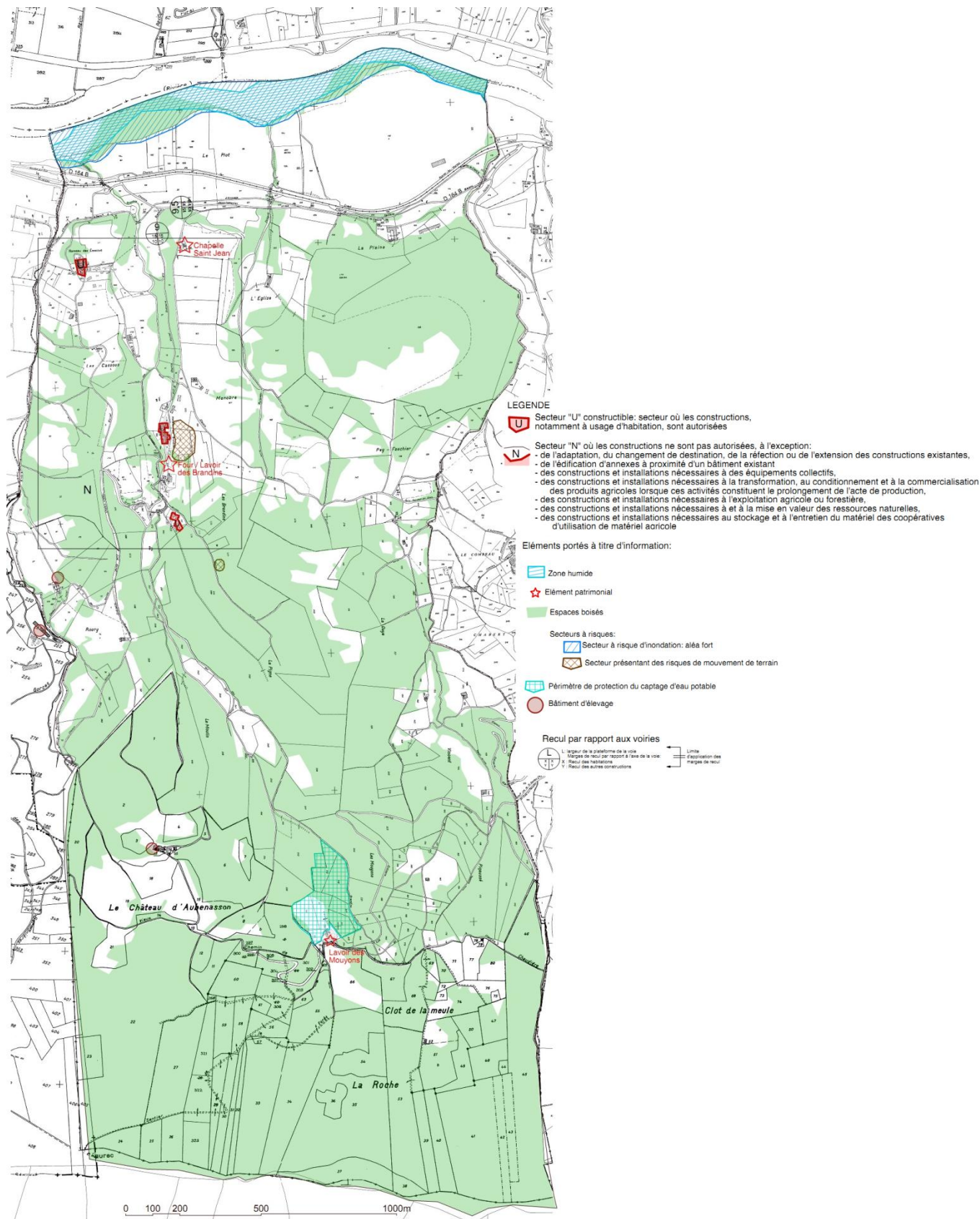
Ces règles générales d'urbanisme portent notamment sur :

- la localisation et la desserte des constructions (prise en compte de la sécurité, de la salubrité, des mesures du bruit et de la voirie et des réseaux divers) ;
- les conditions d'implantation et le volume des constructions ;
- les règles relatives à l'aspect des constructions (notamment pour préserver les sites et les paysages naturels, agricoles ou urbains).

Le RNU comporte des prescriptions d'ordre public qui s'appliquent ; ainsi, tout projet peut être refusé, sauf observation de prescriptions spéciales, s'il :

- porte atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations (R. 111-2 du code de l'urbanisme) ;
- compromet la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques (R. 111-4 du code de l'urbanisme) ;
- est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement (R. 111-26 du code de l'urbanisme) ;
- porte atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales (R. 111-27 du code de l'urbanisme).

Ensemble territoire :



Le reste du territoire est classé en secteur « N », secteur où les constructions ne sont pas admises, à l'exception :

- de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes, ainsi que de l'édification d'annexes à proximité d'un bâtiment existant ;

- des constructions et installations nécessaires :
 - à des équipements collectifs,
 - à la mise en valeur des ressources naturelles,
 - à l'exploitation agricole ou forestière, à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, ainsi que celles nécessaires au stockage et à l'entretien du matériel des coopératives d'utilisation de matériel agricole (ces constructions et installations sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers CDPENAF).

Ces constructions et installations ne peuvent être autorisées que si elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels ou des paysages.

Concernant les constructions existantes implantées dans le secteur N, (constructions du hameau des Mouyons ou en périphérie des hameaux des Cassous et des Brandins, autres constructions souvent anciennes et dispersées dans l'espace rural. ...) :

- L'extension des constructions existantes qui est autorisée, permet de surélever, d'agrandir, et de manière générale de modifier le volume d'une construction existante. Toutefois, la réalisation d'une construction qui n'est pas attenante à un bâtiment existant ne constitue pas une extension de ce bâtiment.
Cependant, les annexes qui dépendent de constructions existantes peuvent être autorisées à condition qu'elles restent localisées à proximité du bâtiment principal.
- Pour les constructions existantes en secteur N, le changement de destination est également autorisé, et cela peut entraîner la création de nouvelles habitations dans l'espace rural.
Aux Cassous par exemple, il est envisagé la création d'un logement nouveau par changement de destination d'un hangar existant (Certificat d'urbanisme accordé pour cette opération en 2018). Cette opération reste possible pour le changement de destination de ce hangar classé en secteur N dans le cadre du projet de carte communale.

Le secteur N s'étend sur les espaces agricoles, intégrant les grandes entités agricoles, les sièges d'exploitation agricoles et les bâtiments d'élevage.

Le secteur N s'étend également sur les espaces boisés des reliefs, intégrant les espaces à caractère naturel, des contreforts du massif de Saoû, et la zone Natura 2000, les zones humides, berges et ripisylves de la Drome et de ses affluents, les espaces en ZNIEFF riches en biodiversité, ainsi que les secteurs préservés au titre de la qualité des sites et des paysages.

Il n'a pas été créé de secteur particulier pour l'aérodrome, qui conserve ses caractéristiques actuelles.

La zone « N » non constructible représente 668.48 ha soit 99,92 % du territoire communal. La présence de plusieurs sièges d'exploitation agricole disséminés dans l'espace agricole, de grands espaces cultivés et le caractère rural à préserver justifient la conservation d'un vaste espace en-dehors de la zone destinée à l'implantation de nouvelles constructions.

Plusieurs éléments figurent à titre d'information sur le document graphique : les secteurs à risques (inondation le long de la Drôme, mouvement de terrains, les espaces boisés, les éléments du patrimoine bâti remarquable, le périmètre de protection du captage, les bâtiments d'élevage, ainsi que les marges de recul imposées aux constructions le long des routes départementales, hors agglomération....

Tableau récapitulatif : Superficie des secteurs définis dans le zonage de la Carte Communale :

Secteur	Superficie totale du secteur en ha	Superficie disponible pour accueil construction nouvelle en m2	Estimation nombre de logements neufs potentiels (hors réhabilitation)	Estimation nombre de logements par réhabilitation du bâti existant
Secteur « U »	0,52	470	1	6
Secteur « N »	668,48			1 (projet connu aux Cassous)
TOTAL	669,00	470	1	7

Surface des Espaces boisés reportés sur les documents graphiques du zonage : 441,28 hectares.

A partir des éléments du diagnostic, ont été considérés comme :

- espace agricole : les espaces dédiés à la mise en valeur agricole, notamment ceux déclarés par les exploitants au Registre Parcellaire Graphique, les espaces en prairie naturelle, ...
- espace forestier : les espaces boisés identifiés sur le terrain,
- espace naturel : les espaces en zone humide et ripisylves des bords de Drome et des ruisseaux, les ravins, talwegs, reliefs, falaises, les espaces en parcs, les jardins attenants ou non à des habitations, la piste de l'aérodrome,...

Sur les 0,52 ha ouverts à l'urbanisation, seulement 470 m² sont des espaces naturels (terrain boisé de La Pigne, non affecté à l'agriculture et occupé par une végétation de résineux et pins sylvestres) localisés dans le prolongement du hameau, le reste de la surface ouverte à l'urbanisation concerne des espaces déjà bâtis.

2-3 Explication des choix retenus au regard de la prise en compte des grands principes d'aménagement et de la Loi Montagne

Loi Montagne

En l'absence de SCOT, les choix retenus dans la carte communale doivent être compatible avec les dispositions particulières aux zones de montagne dont les principes essentiels sont :

- la préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières ;
- la préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard ;
- la réalisation de l'urbanisation en continuité avec les bourgs, villages, hameaux et groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants,
- la création d'unité touristique nouvelle en cas de développement touristique.

Les dispositions de la carte communale d'Aubenasson :

- préservent les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières : 99,9 % du territoire communal soit 668,48 ha sont classés en secteur N inconstructible pour les constructions nouvelles qui ne sont pas nécessaires à l'activité agricole, ou à l'exploitation forestière.
- préservent les espaces, paysages, et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard, et respectent les principes de continuité de la Loi montagne. Concernant les secteurs « U » : ces dispositions délimitent des secteurs de confortement ou d'extension sensible de l'urbanisation « U » qui s'inscrivent en continuité des hameaux et groupes d'habitations existantes, en tenant compte des caractéristiques traditionnelles de l'habitat, de l'implantation des constructions, de leur insertion dans le paysage et de l'existence des voies et réseaux, ou possibilité d'assainissement non collectif ;
- ne donnent pas lieu à la création d'unité touristique nouvelle (UTN).

Le contenu de la carte communale s'inscrit dans un cadre commun constitué d'un ensemble de principes généraux énoncés notamment à l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

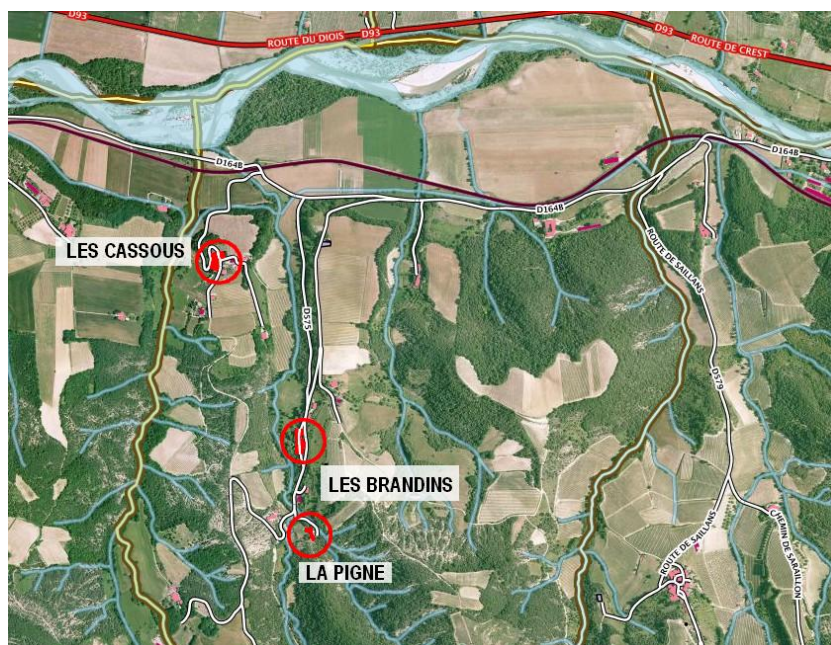
7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales. »

La compatibilité des dispositions de la carte communale avec les lois d'aménagement et d'urbanisme applicables sur le territoire communal (notamment article L 101-2 du Code de l'Urbanisme) et avec les dispositions de la loi Montagne peut être mise en évidence par le fait que :

Objectifs	Justification des dispositions mises en œuvre au regard de la prise en compte des principes de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme et des principes de la Loi Montagne
<p>Equilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales</p> <p>Equilibre entre renouvellement urbain, développement urbain maîtrisé</p>	<p>Les capacités urbanisables définies par la carte communale sont suffisantes pour répondre aux besoins présents et futurs. Pour Aubenasson l'objectif est de s'inscrire dans une politique de développement de l'habitat adaptée à la capacité des équipements, et qui lui permette de maintenir, de renouveler, voir d'augmenter sensiblement sa population. L'élaboration de la carte communale vise à limiter le développement de l'urbanisation en utilisant en priorité les capacités d'accueil dans le bâti existant, et en contenant l'urbanisation aux quartiers déjà occupés, aux groupes d'habitation et hameaux existants, où les équipements en réseaux sont suffisants pour les besoins actuels et futurs.</p> <p>Le niveau des équipements d'infrastructure pour desservir les nouvelles constructions, notamment en matière d'alimentation en eau potable, en matière de traitement des eaux usées, et vis-à-vis de la distribution en électricité a été pris en considération, dans la délimitation du zonage.</p>
<p>Utilisation économe des espaces agricoles et naturels</p>	<p>Secteur U en « extension » de l'habitat prévu sur un seul hameau 'La Pigne et de façon très limitée pour limiter l'impact sur les espaces boisés et à caractère naturel qui entourent ce hameau.</p> <p>Pour Les Cassous et les Brandins : zone constructible cernée au noyau bâti ancien dense. Il s'agit d'éviter un « étalement » de nouvelles constructions en périphérie de ces hameaux ainsi que l'étirement des constructions le long des voies, pour prévenir la consommation de nouveaux espaces agricoles ou naturels.</p>
<p>Préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières (L101-2) et aux activités pastorales (loi Montagne)</p>	<p>Il est préservé un vaste espace en-dehors de la zone constructible où pourra notamment s'exercer l'activité agricole, forestière, et pastorale (99,9 % du territoire communal) : ensemble des structures agricoles (sièges d'exploitation, bâtiments agricoles,...) des espaces agricoles, et des espaces forestiers, y compris ceux qui sont des parcours pour animaux sont classés en N.</p> <p>Les secteurs « U » ont été délimités de manière à ne pas porter atteinte aux perspectives d'évolution et de développement des exploitations agricoles en place, (en dehors des espaces proches de bâtiments d'élevage, de sièges d'exploitation, et maintien des grands tènements fonciers agricoles, et viticoles).</p>
<p>Protection des sites, des milieux naturels de la biodiversité et des paysages</p> <p>Préservation de la qualité de l'air, de l'eau, des ressources naturelles,...</p>	<p>Les périmètres non urbanisables déterminés par la carte communale assurent la protection des sites, des milieux et paysages naturels qui ont été intégrés dans le secteur N :</p> <ul style="list-style-type: none"> - boisements et espaces naturels à valeur écologique et paysagère, - trame verte et bleue et continuités écologiques des espaces ripisylves de la Drôme, des ruisseaux des Brandins, des Gorges, de Saint Sauveur, des Tessons, des zones humides de la plaine, des talwegs,... - espaces présentant des enjeux de protection spécifique, à valeur patrimoniale sur le plan de la biodiversité comme les espaces en ZNIEFF de type 1 (rivière Drôme, Massif de Saoû, Natura 2000, ZICO oiseaux,...). <p>L'ensemble des secteurs constructibles « U » sont situés en dehors de ces espaces à enjeux de protection de la biodiversité. Au niveau des hameaux des Brandins et de La Pigne, le secteur « U » a été délimité de manière à préserver de l'urbanisation la trame « verte et bleue » (haies, végétation humide des combes et fossés,...) pour maintenir les continuités écologiques.</p> <p>La trame boisée et les éléments végétaux d'importance participant au maintien de la biodiversité et à la mise en valeur des paysages, sont repérés à titre d'information sur le plan de zonage.</p> <p>En matière de ressources naturelles, la protection des ressources en eau du captage d'eau potable Le Moulin ou les Sagattes est en cohérence avec le choix de n'avoir pas retenu un développement de l'urbanisation au sein du hameau des Mouyons, qui aurait pu constituer une menace pour la qualité de l'eau de ce captage et le classement en N de l'ensemble des périmètres de protection et des abords de ce captage.</p>

Les choix effectués pour le renforcement ou le développement de l'urbanisation concernent les trois hameaux de la plaine et du piémont qui sont les plus facilement accessibles aux points d'accès aux transports collectifs (Piégros-La Clastre, et Saillans) via les voies communales qui ont des caractéristiques adaptées, ainsi que via la RD575, et la RD 164B.



Prévention des risques, des pollutions et des nuisances.

Prise en compte des risques d'inondation par la création d'une trame spécifique :

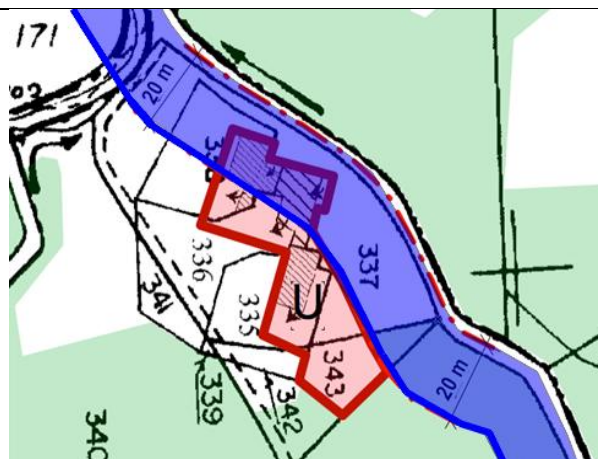
La trame « secteur à risques d'inondation » est reportée sur le document graphique du zonage. Elle reprend l'enveloppe des risques d'inondation issue de l'étude d'aléa réalisée dans le cadre de la démarche Plan de Prévention des Risques inondation (PPRI) du bassin versant de la rivière Drôme.



Les secteurs « U » constructibles définis dans la carte communale se situent en dehors de tout secteur affecté par les risques d'inondation qui se limitent aux espaces aux abords de la Drôme.

Les secteurs « U » constructibles des Cassous et Des Brandins, se situent à plus de 20m des axes d'écoulement des ravins, ruisseaux, talwegs,... qui pourraient s'avérer dangereux lors d'événements pluvieux intenses et prolongés.

Pour La Pigne qui est le secteur « U » le plus proche d'un ravin, (à ce niveau le ravin est peu large, et encaissé), l'emprise des « 20 mètres » ne touche que les parties déjà bâties du hameau, la partie pouvant accueillir une nouvelle construction se situe au-delà de cette bande de 20 m.



Autres risques :

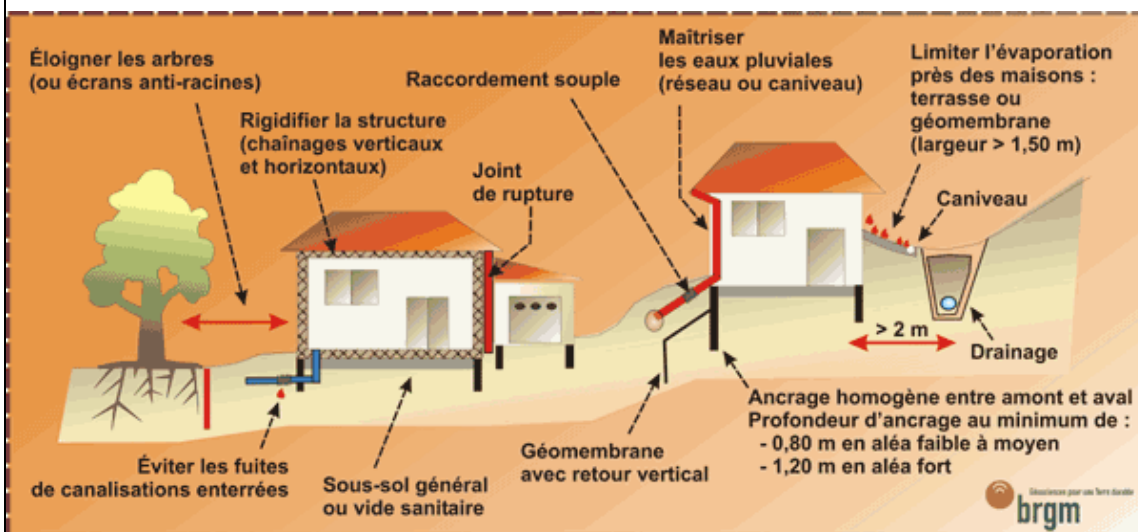
■ Glissements de terrains

Localement, deux secteurs de glissements de terrain sont recensés, l'un à l'est et au sud du hameau des Brandins, l'autre en rive droite du ruisseau des Tessons en amont du hameau de La Pigne. L'emprise des terrains concernée par ces risques est classée en secteur N non constructible, ces risques sont reportés par une trame spécifique sur les documents graphiques du zonage.



■ Retrait et gonflement des argiles

Les secteurs constructibles des Cassous, des Brandins et de La Pigne se situent en zone à aléa faible de retrait et gonflement des argiles. Les incidences peuvent donc être considérées comme minimales mais cela impliquera néanmoins la mise en œuvre de dispositions préventives et règles constructives spécifiques relevant de la responsabilité des maîtres d'œuvre et des maîtres d'ouvrage (informations disponibles sur le site : www.georisques.gouv.fr) : voir schéma ci-dessous illustrant quelques principes de mise en œuvre de dispositions préventives (source : BRGM).



▪ Sismicité

Le risque sismique est de niveau 3 (aléa modéré) sur l'ensemble du territoire communal. Aussi, les nouvelles constructions ou les travaux sur les constructions existantes devront tenir compte des dispositions constructives à mettre en œuvre qui relèvent de la responsabilité des maîtres d'œuvre et des maîtres d'ouvrage.

Les cinq composantes essentielles de la construction parasismique (le non-respect de l'une d'elles peut être à l'origine de l'effondrement du bâtiment en cas de séisme) sont :

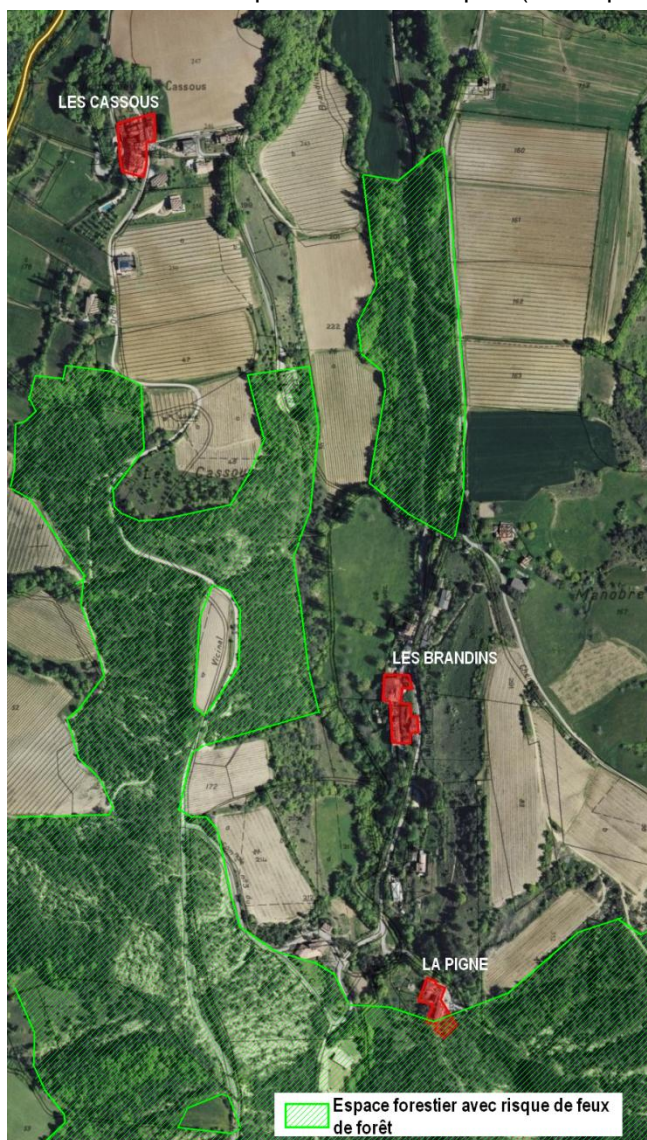
- le choix du site d'implantation ;
- la conception architecturale ;
- le respect des règles de construction parasismique ;
- la qualité de l'exécution ;
- la bonne maintenance des bâtiments.

▪ Feux de forêt

Concernant le risque « feux de forêt » le hameau de la Pigne s'est développé en limite d'un espace forestier identifié à risques avec un aléa fort à très fort. Le secteur U de qui prévoit l'extension du hameau s'étend en limite de cet espace forestier.

Pour les autres secteurs U, la limite des secteurs U se situe à plus de 75 m des lisières des boisements porté en secteurs à aléa dans la carte des risques d'incendie de forêt.

Les zones d'aléa faible peuvent évoluer en zone d'aléa fort par le simple fait d'une modification du type d'occupation du sol, en particulier par le développement des zones habitées qui constituent l'une des poudrières classiques (zones préférentielles de départs de feux).



En prévention des risques d'incendie, et conformément à l'arrêté préfectoral n° 2013057-0026 du 26 février 2013, il devra être procédé au débroussaillage total des terrains situés dans le secteur U de La Pigne.

Le débroussaillage préventif des incendies de forêt a pour objectif de diminuer l'intensité et de limiter la propagation des incendies par la réduction des combustibles végétaux en garantissant une rupture de la continuité du couvert végétal, et en procédant à l'élagage de sujets maintenus et à l'élimination des rémanents de coupes.

Le débroussaillage est également obligatoire aux abords de toute construction en secteur U ou N, aux abords des chantiers, travaux et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 mètres, ainsi que des voies privées y donnant accès, sur une profondeur de 10 m de part et d'autre de la voie. Les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, et installations.

Aux abords des constructions le débroussaillage comprend notamment la suppression des arbres en densité excessive jusqu'à une distance de 10 mètres des murs, ainsi que la suppression des branches ou arbres surplombant les toitures (voir ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 février 2013).

	<p>▪ Prévention des pollutions et nuisances éventuelles :</p> <p>Les secteurs U pouvant accueillir de nouveaux logements sont en dehors des périmètres de réciprocité vis-à-vis des bâtiments d'élevage agricole. (périmètre de 50 m vis-à-vis des bâtiments d'élevage caprin et de 100m par rapport à l'élevage avicole de Piégros La Clastre. Ces activités sont suffisamment éloignées pour qu'il n'y ait pas de nuisances créées entre ces fonctions.</p> <p>Par ailleurs, il n'y a pas d'activités spécifiques pouvant être créées dans le cadre de la carte communale pouvant être source de nuisances olfactives, auditives, ou autres.</p> <p>La circulation créée par les nouveaux logements qui peuvent être créés au sein des secteurs U et qui peut être source de bruit reste très limitée, et ne concerne que des secteurs déjà habités</p> <p>Au niveau des pollutions qui pourraient être engendrées par les rejets de constructions nouvelles ou réhabilitées, celles-ci sont tenues de mettre en place des systèmes d'assainissement non collectif conformes à la réglementation en vigueur et devant permettre la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines.</p>
--	---

2-4 Articulation des dispositions de la carte communale avec les documents supra-communaux

En l'absence de SCOT approuvé, la carte communale de la commune d'Aubenasson se doit d'être compatible avec :

- Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le **SDAGE** du bassin Rhône-Méditerranée approuvé en 2015 ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par le **SAGE Drôme** approuvé en 2013, ainsi :
 - Les dispositions de la carte communales s'attachent à préserver les milieux aquatiques : protection par biais du classement en N des milieux aquatiques et zones humides des bords de Drôme et de ses ruisseaux affluents, des espaces de biodiversité liés aux milieux humides, des ressources en eau (protection des captages d'eau potable).
- Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le **plan de gestion des risques d'inondation du Bassin Rhône-Méditerranée** approuvé le 7 décembre 2015 ainsi qu'avec ses orientations fondamentales et ses dispositions.
 - Sont affichés dans le zonage de la carte communale les secteurs affectés par les risques d'inondation répondant à ces objectifs.
- Les dispositions du **Programme Local de l'Habitat (PLH)** :
 - Le nouveau PLH n'est actuellement pas opérationnel, les dispositions de celui de 2009 -2015 sont aujourd'hui obsolète. Il semble toutefois que les dispositions de la carte communale ne contrarient pas les options fondamentales qui avaient été retenues pour la commune, même si on se situe sensiblement en dessous (un logement neuf pour les 5 prochaines années dans le cadre de la carte communale alors que le PLH prévoyait un logement neuf tous les 2 à 3 ans).

Ce « déficit » en logement neuf affiché dans la carte communale se veut d'être compensé par le potentiel des logements qui seront renovés ou réhabilités dans le bâti existant.

En l'absence de SCOT approuvé, la carte communale de la commune d'Aubenasson a pris en compte :

- **Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)** Rhône-Alpes approuvé le 16 juillet 2014 : La carte communale est en cohérence avec les orientations du Schéma Régional de Cohérence Ecologique, et avec la cartographie de ce schéma pour l'identification des réservoirs de biodiversité et la délimitation des corridors écologiques. La « Trame Verte et Bleue » est mise en évidence au niveau de la carte communale par le classement en N des zones humides de la Drôme, et des ruisseaux (intérêt écologique reconnu pour la trame bleue), mais aussi des espaces boisés sur les versants septentrionaux des reliefs de Saoû (trame verte) qui sont des espaces à fort caractère naturel (ZNIEFF et Natura 2000,...) constituant un important réservoir de biodiversité.

Chapitre 3 : INCIDENCES DU PROJET DE CARTE COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT

1- Incidences de la carte communale sur l'environnement

L'analyse des incidences doit permettre d'apprécier dans quelle mesure le projet de carte communale est susceptible de détruire et/ou déranger des habitats et/ou des espèces. Le cas échéant, elle peut préciser également les mesures en faveur de leur préservation. Les secteurs constructibles « U » délimités dans le projet de carte communale ne se situent ni sur un périmètre de ZNIEFF ni sur une zone humide, ni sur un périmètre Natura 2000.

Concernant les incidences sur la perception du paysage par rapport à l'urbanisation des secteurs U :

Le secteur U englobe des espaces actuellement urbanisés ou en continuité des parties actuellement urbanisées.

Le projet vient conforter l'urbanisation existante aux Cassous et aux Brandins, où il vise à préserver l'unité urbaine de ces hameaux. L'implantation de nouvelles constructions ne sera possible pratiquement que par reconstruction, une attention particulière devra être portée à ce type de projets, ainsi qu'à l'aménagement, la transformation, l'extension des constructions existantes, les modifications de façades..., qui peuvent avoir un impact important.

Il n'y aura pas ou peu d'impact sur le paysage si les opérations de restauration ou de transformation du bâti existant se font dans le respect de l'aspect des typologies et des formes bâties traditionnelles de ces hameaux.

A La Pigne, le projet prévoit une limitation stricte de l'urbanisation au-delà de l'enveloppe urbanisée. Il s'inscrit en contiguïté de l'existant dans un espace « sensible » sur le plan paysager (coteaux, ligne de crête), mais où de nouvelles constructions peuvent s'insérer de façon harmonieuse si l'aspect et l'implantation dans la pente sont de nature à constituer une unité au niveau de la forme urbaine et de l'architecture avec les constructions existantes, et à ne pas engendrer des terrassements excessifs.

Dans le respect des contraintes d'entretien et de défrichement des boisements imposés par la prise en compte des risques d'incendie de forêt, il est important de préserver les boisements existants dans l'environnement proche de ce hameau qui ont été classés en N, et qui sont portés à titre indicatif en trame boisée sur les documents graphiques. Ils encadrent le site, et favorisent l'insertion paysagère des constructions qui sont en position dominante la route des Brandins.

■ Concernant les incidences sur l'espace agricole et sur les activités agricoles :

Aucun tènement agricole n'est concerné par les secteurs constructibles U de la carte communale. Les choix d'urbanisme opérés privilégiant notamment le renforcement de l'urbanisation au sein des hameaux existants, visent à ne pas miter l'espace agricole et ainsi favoriser le maintien et le développement des exploitations agricoles dans de bonnes conditions.

Le projet de carte communale a donc une incidence positive sur l'activité agricole et la pérennité des exploitations, ce projet ne consomme pas d'espace agricole.

■ Concernant les incidences sur les espaces à caractère naturel

Les dispositions de la carte communale engendrent la consommation de 470 m² d'espaces naturels au hameau de La Pigne avec le développement d'une urbanisation groupée autour des constructions existantes. Il s'agit donc d'une consommation très faible, voir négligeable d'espaces naturels : 0,007% de la superficie du territoire communal, et concentrée sur un seul lieu. Ces 470m² d'espaces naturels autour du hameau de La Pigne sont constitués par des boisements peu denses de quelques petits chênes accompagnés en majorité de résineux et pins sylvestres.



- **Concernant les incidences sur la qualité des milieux naturels au regard des équipements nécessaires :**

Sur les 5 à 6 prochaines années, durée estimée de la mise en œuvre de la carte communale, il est pressenti au maximum la création de 7 logements par changement de destination et la construction d'une nouvelle habitation en construction neuve, avec une population d'environ 18 à 19 habitants en plus. Cela va entraîner une augmentation de la consommation en eau potable, des rejets d'eaux usées, des déchets, du volume des déplacements.

En matière d'eau potable, le captage existant va permettre d'assurer cette demande supplémentaire. Les ressources apparaissent de bonne qualité et abondantes, et l'urbanisation nouvelle n'aura pas pour effet de solliciter de façon significative cette ressource.

En matière d'eaux usées, les rejets d'eaux usées, engendrés par l'urbanisation à court terme ne devraient pas avoir d'effets indésirables sur les milieux naturels environnants.

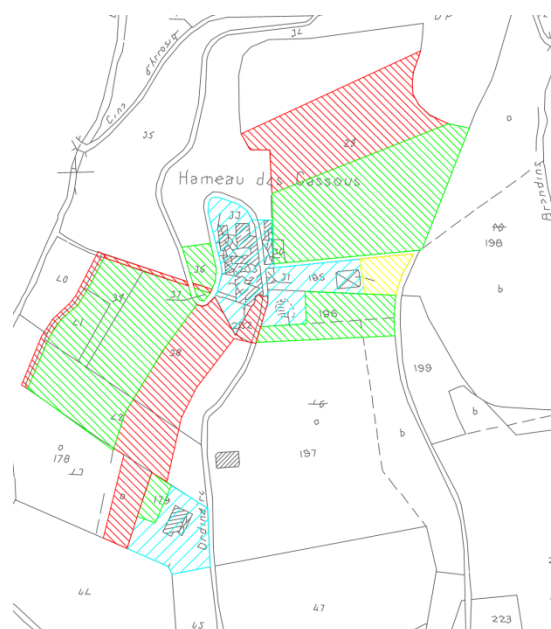
Le secteur U des Brandins est relié à un dispositif d'assainissement collectif par fosse septique et tranchées d'infiltration.

Il en est de même pour les habitations existantes du secteur U de La Pigne qui sont reliées à un dispositif de fosse toutes eaux et à filtre à sable vertical non drainé type assainissement individuel qui est au maximum de ses capacités de traitement.

Ainsi, pour la prise en compte du traitement des rejets d'assainissement d'un nouveau logement au niveau du hameau de La Pigne, la solution envisageable suite à l'étude de sol, est un système de traitement drainé et un rejet des eaux épurées dans un fossé d'infiltration et d'irrigation souterraine des végétaux. Le système de traitement possible, pourra être une micro-station, une fosse et un système compact, ou, plus complexe à mettre en œuvre dans ce sol, une fosse et un filtre à sable drainé classique (source étude de sol : Bureau d'études ARGILE – juin 2018).

Pour le hameau des Cassous, l'ensemble des constructions rejetant des eaux usées fonctionne en assainissement non collectif.

Concernant la gestion des eaux usées, si les secteurs ouverts à l'urbanisation sont assainis en non collectif; les tests de perméabilité réalisées sur plusieurs terrains attenants au bâti groupé des secteurs U des Cassous présentent une aptitude des sols favorable à l'assainissement autonome. Ainsi, les eaux usées peuvent être traitées et dispersées par le sol en place ce qui limite le risque de pollution des eaux.



APTITUDE DES SOLS A L'INFILTRATION : LES CASSOUS



Pour ce qui concerne la gestion des eaux pluviales, elle se fera à l'échelle de la parcelle.

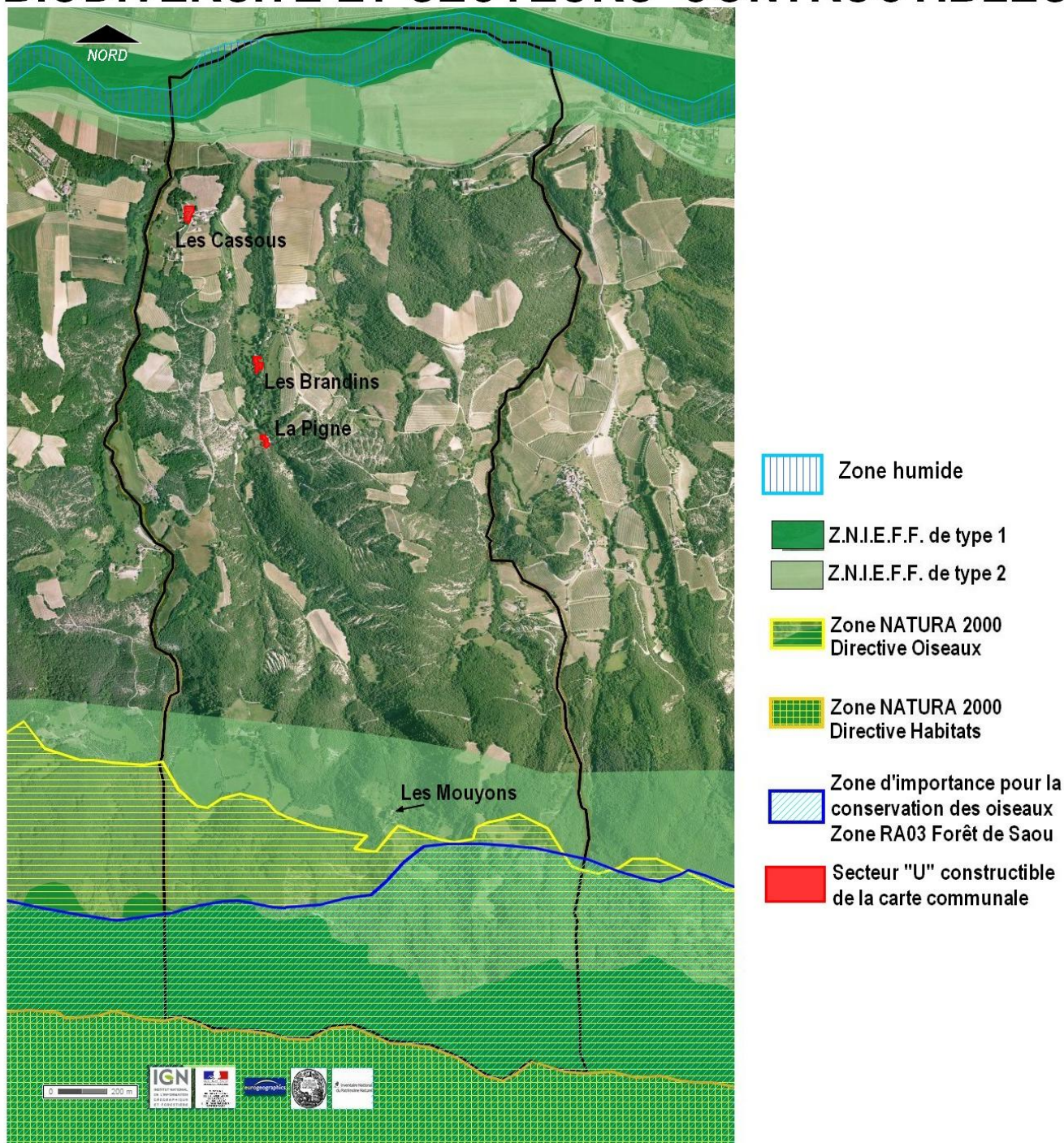
La réalisation de nouvelles constructions en zone « U » ne devrait donc pas avoir pour effet de pénaliser les milieux naturels récepteurs.

En matière de déchets, cet apport de population va légèrement augmenter, la production de déchets. La collecte et le traitement se fait dans le cadre intercommunal avec équipements de tri et actions d'incitation à la réduction des déchets, L'impact environnemental en sera donc amoindri.

En matière de déplacements, la mise en œuvre de la Carte Communale aura des incidences négatives sur les nuisances et la pollution : le trafic engendré sera une source supplémentaire de bruit, de polluants et de gaz à effet de serre. Toutefois, le regroupement des nouvelles constructions peut favoriser la pratique du covoiturage, si une petite aire de stationnement existe au niveau des Brandins, un second espace de stationnement pourrait être envisagé au niveau du Hameau des Cassous.

- **Concernant les incidences sur la trame verte et bleue et sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement**

BIODIVERSITE ET SECTEURS CONSTRUCTIBLES



Aucun des secteurs constructibles « U » n'entre en conflit avec les espaces à enjeux de protection de la biodiversité. Au niveau des hameaux des Brandins et de La Pigne, la trame « verte et bleue » (végétation humide des combes et fossés,...) est préservée pour maintenir les continuités écologiques.

La trame verte et bleue est constituée à la fois de « réservoirs » (fond de la vallée de la Drôme, versants septentrionaux de la forêt de Saoû, essentiellement) et de corridors écologiques : corridors écologiques de milieux humides suivant le cours de la Drôme et de ses affluents et corridors écologiques de la trame végétale en milieux ouverts de la plaine et du piémont assurant la connexion entre réservoirs de biodiversité des reliefs et de la plaine (milieux humides). Les zones humides jouent un rôle à la fois hydraulique et écologique et elles doivent être protégées.

Si le site du secteur « U » des Cassous est sensiblement plus proche de la ZNIEFF de type 1 « Lit de la Drôme à Blacons (distance d'environ 335 m entre la limite de la zone U et celle de la ZNIEFF) et de la zone humide du lit de la Drôme (environ 380 m) », il n'entraîne pas le développement de nouvelles constructions à proximité de ces espaces, et n'a pas d'impact sur ces espaces faisant fonction de réservoir de biodiversité.

La zone U des Cassous a un impact très limité sur son environnement proche, elle n'induit aucun développement de constructions en périphérie des espaces déjà bâtis, mais l'augmentation du nombre de logements dans le cadre de la réhabilitation du bâti existant pourra entraîner la mise en place de dispositifs d'assainissement non collectifs pour le traitement des rejets d'eaux usées dans les espaces agricoles et naturels aux abords des espaces bâtis de ce hameau .

2- Evaluation des incidences Natura 2000

Le territoire communal est concerné par le site Natura 2000 «**Massif de Saoû et Crêtes de la Tour**», au titre de la Directive européenne Oiseaux.

Ce site Natura 2000 est composé de deux ensembles: la forêt de Saoû, portée par un synclinal perché est-ouest cerné par des falaises calcaires abruptes et un ensemble de crêtes nord-sud s'abaissant de part et d'autre jusqu'à la vallée de la Drome au nord et jusqu'à celle du Roubion au sud.

Sur Aubenasson, ce site s'étend sur les reliefs septentrionaux du massif de Saoû, en limite sud du hameau des Mouyons, jusqu'au sommet des crêtes nord qui marque la limite de la commune d'Aubenasson avec celle de Saoû, et à partir desquelles se superpose le second site Natura 2000 Pelouses, forêts et grottes du Massif de Saoû, d'importance Communautaire au titre de la Directive Habitat, et situé sur le territoire de Saoû.

La vulnérabilité de ce site est principalement liée :

- aux menaces de fermeture progressive des milieux ouverts (pelouses) ;
- au dérangement de la faune par des activités de loisirs (randonnée, escalade, vol libre) ou militaires (survol du site), en particulier au moment de la nidification, est un élément devant être pris en compte par les acteurs locaux.

L'ensemble du site Natura 2000 ainsi que les habitats d'intérêt communautaire identifiés ont été préservés par un classement en zone non constructible « N » de la carte communale.

De plus ce site est éloigné des secteurs d'urbanisation des hameaux, tout espace constructible étant situé à plus de 1460 mètres de cette zone Natura 2000. Aucune incidence directe ou indirecte n'est à prévoir sur le site Natura 2000, compte- tenu respectivement de la distance qui sépare ces secteurs « U » du site et des facteurs de vulnérabilité, qui ne présentent pas de sensibilité particulière au développement de l'urbanisation sur ces hameaux.

Par ailleurs, il n'y a pas de projet de développement touristique prévu dans, ou aux abords du site Natura 2000.

INCIDENCES SUR NATURA 2000

Le projet de carte communale ne prévoit aucune destruction des différents habitats caractérisant le site Natura 2000. Il va dans le sens d'une meilleure protection de ces espaces par rapport à l'application stricte du Règlement National d'Urbanisme et à une gestion au coup par coup, avec un zonage réglementaire « N » qui protège ces espaces et qui interdit tout développement du hameau des Mouyons proche des espaces à enjeu de biodiversité (NATURA 2000, ZICO).

Le développement de l'urbanisation prévu dans le cadre de la carte communale d'Aubenasson n'a pas d'incidences sur les espèces d'intérêt communautaire, et n'a donc pas d'impact avéré sur ce site Natura 2000.

En raison de l'absence d'impact des dispositions de la carte communale sur le site Natura 2000, il n'y a pas à donner lieu à des mesures compensatoires.

3- Indicateurs environnementaux

Une fois le projet de Carte Communale approuvé et mis en œuvre par la commune d'Aubenasson, la carte communale fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement :

- dans un premier temps à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de son approbation,
- puis au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans, afin de vérifier si les dispositions de la carte communale (définies pour une échéance de 5 à 6 ans) ont répondu aux prévisions, et si les objectifs et orientations ont été atteints. Ces éléments pourront servir de base de réflexion lors de la mise en place d'un nouveau document d'urbanisme. Il est de la responsabilité de la commune d'établir ce bilan, et donc de prendre les dispositions nécessaires pour être en mesure de le faire.

Sont proposés ci-après des indicateurs de suivi de la mise en œuvre de la Carte Communale, au regard des enjeux environnementaux relevés lors de l'état initial et des objectifs correspondants du document d'urbanisme. Ceux-ci permettront de mesurer d'une part l'état initial de l'environnement et d'autre part les transformations impliquées par les dispositions du document.

Thème	Nom de l'indicateur	Impact suivi et description	Source	Valeur de référence
Biodiversité et milieux naturels	Préservation des habitats d'intérêt communautaire	Suivi de la qualité des milieux favorables aux espèces, et des éléments de biodiversité Suivi de l'évolution des « espaces ouverts » au sein des milieux forestiers .	Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) Photographies aériennes IGN ou vues satellitaires	Natura2000 FR8212018 : date ref : 21/07 / 2017 ZNIEFF 1 Massif de Saoû 820030093 : date ref : 22/11/2016 ZNIEFF 1 : Lit de la Drôme 820030106 : date ref : 22/11/2016
	Continuité des corridors écologique	Evolution des surfaces boisées, des linéaires de haies et des ripisylves des cours d'eau	Comparaison de Photographies aériennes IGN ou de vues satellitaires Autorisations pour coupes et abattages	Photographies aériennes IGN 2016 Espaces boisés reportés sur la carte de zonage de la CC
	Cours d'eau et Evolution des zones humides	Suivi des débits d'étiages Evolution de l'étendue de la zone humide : évolution des milieux humides : indice d'humidité du sol, indices faunistiques et floristiques caractéristiques des milieux humides	SMRD	Trame zone humide Etat initial : 2019
	Qualité des eaux de surface	Suivi de la qualité des eaux de baignade Suivi des qualités physico-chimique, bactériologique et hydrobiologique des cours d'eau (Drôme et ruisseau des Brandins).	ARS Auvergne-Rhône-Alpes Relevés SMRD	Bilan annuel : valeur de référence 2018

Thème	Nom de l'indicateur	Impact suivi et description	Source	Valeur de référence
Ressources en eau potable	Suivi de besoins en quantité des ressources Evolution de la qualité de l'eau distribuée	Consommation annuelle d'eau potable par habitant données de qualité AEP	Données Agence de l'Eau ARS	Données annuelles ARS Auvergne-Rhône-Alpes
Assainissement des eaux usées	Respect des prescriptions sanitaires du Syndicat des Eaux sur les assainissements autonomes (contrôles)	Contrôle des assainissements autonome	Commune Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).	Part de la population d'Aubenasson ayant un système d'assainissement non collectif aux normes en 2018
Risques	Suivi de l'évolution des risques	Risques d'inondation Risques de glissement de terrain	Inondations Drome : SMRD Glissements : commune, BRGM	Etude aléa BCEOM 2007 Données Géorisques BRGM 1998 Zonage Secteurs à risques de la CC
Activité et espaces agricoles	Evolution de l'activité agricole Evolution des espaces agricoles	Evolution du nombre d'exploitations Evolutions de l'affectation des terres agricoles et des 'élevages	Commune, Recensement agricole, Registre Parcellaire Graphique (géoportail)	Diagnostic agricole carte communale RPG 2017
Gestion des énergies et lutte contre le réchauffement climatique	Utilisation de systèmes d'énergie renouvelable	Nombre d'installations de système d'énergie renouvelable chez les particuliers	Commune	
Démographie	Evolution de la population communale	Adéquation par rapport aux prévisions démographiques	Données statistiques de l'INSEE	Population communale au 1er janvier 2018 : 66 habitants
Logements	nombre de logements réalisés par an	Voir tableau détaillé ci-après	Autorisation d'urbanisme : Permis de construire Commune Service instructeur CCCPS	Date d'approbation de la carte communale
Consommation d'espaces par l'urbanisation nouvelle	Superficie constructible consommée par an	Suivre l'évolution de l'espace consommé par l'urbanisation de toute construction nouvelle : Somme des surfaces figurant sur les permis de construire accordés ayant fait l'objet d'une ouverture de déclaration de chantier, et portant sur des parcelles non construites, en distinguant : ▪ Les surfaces destinées à l'habitat, mises en correspondance avec l'évolution démographique (source INSEE) ▪ Les surfaces destinées à des activités (y compris les activités agricoles).	Autorisation d'urbanisme : Permis de construire Commune Service instructeur	Date d'approbation de la carte communale

SUIVI DE LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

Le tableau suivant permet de définir les indicateurs portant sur les logements réalisés et leur typologie. Il pourra être rempli par la collectivité en s'appuyant sur les permis de construire accordés et leur localisation.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
Logements réalisés							
Logements neufs							
Localisation :							
- La Pigne							
- Autre							
Logements réalisés en réaménagement du bâti existant *							
Localisation							
- Les Brandins							
- Les Cassous							
- La Pigne							
- Autre							
TOTAL							
Consommation foncière en m2							
TOTAL							

*Les logements réalisés en réaménagement du bâti correspondent à l'aménagement de logements supplémentaires dans du bâti existant, le changement de destination, la mutation de bâtiment économique ou agricole en habitat, les démolitions / reconstructions.

4- Conclusion

La mise en place de la carte communale permettra de limiter le développement de l'urbanisation et de répondre aux objectifs de la commune qui souhaite encourager le renouvellement de l'habitat au sein du tissu bâti des hameaux existants.

▪ Droit de Préemption

Une fois sa carte communale approuvée, la commune a la possibilité de mettre en place des outils complémentaires comme le **Droit de Préemption** pour se constituer des réserves foncières communales et intervenir sur la nature des logements, et la réalisation de ses espaces et équipements publics.

En application de l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme, le conseil municipal d'une communes dotées d'une carte communale approuvée peuvent, en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement, instituer un droit de préemption dans un ou plusieurs périmètres délimités par la carte ». La délibération doit préciser, pour chaque périmètre, l'équipement ou l'opération projeté et être motivée par un projet d'équipement ou d'aménagement.

▪ Mesures de protection sur les éléments présentant un intérêt patrimonial, paysager ou écologique (article L 111-22 du code de l'urbanisme)

La commune a également la possibilité de mettre en place des mesures de protection sur les éléments du bâti présentant un intérêt patrimonial ou paysager dont un premier inventaire a été réalisé dans l'étude de la carte communale.

Dans ces conditions, et pour assurer la protection et la mise en valeur de ces éléments, la commune peut décider de mettre en œuvre les dispositions prévues à l'article L 111-22 du code de l'urbanisme, à savoir :

*« Sur un territoire non couvert par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu, le conseil municipal peut, par délibération prise après une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1er du code de l'environnement, **identifier et localiser un ou plusieurs éléments présentant un intérêt patrimonial, paysager ou écologique et définir, si nécessaire, les prescriptions de nature à assurer leur protection.** »*

Ainsi, le conseil municipal peut identifier, par délibération prise après enquête publique (éventuellement conjointe à celle de la carte communale), ces éléments qui doivent être localisés ou délimités sur un document graphique.

Les éléments bâtis répertoriés pourront alors être soumis à l'application des articles R 421-17, R 421-23 (obligation d'une déclaration préalable) et R 421-28 (obligation d'un permis de démolir) du code de l'urbanisme.

Article R.421-17-e)(extrait) « Doivent être précédés d'une déclaration préalable lorsqu'ils ne sont pas soumis à permis de construire en application des articles R*421-14 à *R. 421-16 Les travaux exécutés sur des constructions existantes ayant pour effet, lorsque ces constructions sont situées sur un territoire non couvert par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu, de modifier ou de supprimer un élément identifié comme présentant un intérêt patrimonial, paysager ou écologique, en application de l'article L. 111-22, par une délibération du conseil municipal, prise après l'accomplissement de l'enquête publique prévue à ce même article ».

Article R.421-23-i)(extrait) « Doivent être précédés d'une déclaration préalable les travaux, installations et aménagements suivants : Les travaux autres que ceux exécutés sur des constructions existantes ayant pour effet, lorsqu'ils ont lieu sur un territoire non couvert par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu, de modifier ou de supprimer un élément identifié comme présentant un intérêt patrimonial, paysager ou écologique, en application de l'article L. 111-22, par une délibération du conseil municipal, prise après l'accomplissement de l'enquête publique prévue à ce même article ».

Article R.421-28-e) (extrait) «Doivent être précédés d'un permis de démolir, les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction identifiée comme présentant un intérêt patrimonial, paysager ou écologique, en application de l'article L. 111-22, par une délibération du conseil municipal prise après l'accomplissement de l'enquête publique prévue à ce même article ».

RESUME NON TECHNIQUE

1 . Présentation de la commune et de son territoire

Cette commune de la vallée de la Drôme sous l'influence urbaine des pôles de Crest et de Saillans appartenant au canton Le Diois, et comptant 66 habitants au 1^{er} janvier 2018, est membre de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans.

La commune d'Aubenasson n'est pas comprise dans un périmètre de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé mais elle est située en zone de montagne. En l'absence de SCOT, la carte communale doit donc être compatible avec les dispositions particulières aux zones de montagne prévues aux articles L.122-1 à L.122-11 du code de l'urbanisme.

Commune soumise actuellement au Règlement National d'Urbanisme RNU qui a connu à son échelle une forte croissance démographique entre 1999 et 2008 liée à la création de nouveaux logements. Elle voit cette évolution se ralentir depuis ces dernières années, voir diminuer sensiblement (- 2 habitants entre 2010 et 2015).

Toutefois la population s'est rajeunie avec pour conséquence une taille des ménages élevée, de l'ordre de 2,5 personnes par ménage en 2015, au-dessus des valeurs observées sur la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans (2,1) et du département de la Drôme (2,2).

Peu d'emplois sur la commune en dehors du secteur agricole avec 7 exploitations agricoles ayant leur siège sur la commune pratiquant une agriculture dynamique tournée vers la viticulture (Zones AOP clairette, Coteaux et Crémant de Die), l'élevage, la polyculture et des productions spécifiques comme la spiruline, le maraîchage et qui ne demandent qu'à se développer,

Un parc de 32 logements en 2015 en croissance depuis 1999, (parc des résidences principales ayant doublé entre 1999 et 2015) et composé à 75 % de résidences principales, 19 % de résidences secondaires et à 6 % de logements vacants (24 R.P., 6 R.S. et 2 logements vacants).

Des logements créés ces dernières années à la fois en construction neuve mais aussi en grande partie par réhabilitation ou changement de destination du bâti existant ;

Un rythme de constructions neuves qui se maintient depuis 2004 soit une moyenne de 1 logement neuf tous les deux ans au cours des douze dernières années, exclusivement de l'habitat individuel.

Un cadre de référence : les orientations du PLH de la Communauté de Communes du Pays de Saillans sur la période 2009-2015, avec pour Aubenasson : une programmation de 0,5 logements par an et des objectifs en terme de densité et de forme d'habitat de 5 à 10 logements / ha. Le développement de l'habitat à Aubenasson sur la période 2009-2015 a répondu à ces critères sauf au niveau de la consommation du foncier par logement, où Aubenasson se situe en dessous des densités préconisées (3,2 logements à l'hectare au lieu des 5 à 10 logs/ha préconisés par le PLH) .

La commune souhaite prolonger une évolution démographique légèrement positive, tout en restant dans le cadre des orientations du PLH 2009-2015.

La commune possède un patrimoine bâti traditionnellement dispersé ou regroupé sous forme de petites entités bâties : quatre entités bâties représentatives : hameau chef-lieu des Brandins accueillant la mairie, hameaux des Cassous, des Mouyons, et le hameau de la Pigne avec une typologie d'habitat récent sous forme groupée. Les hameaux anciens présentent des potentialités de création ou de réhabilitation de logements dans le bâti existant.

Le niveau d'équipement est limité en matière d'infrastructure d'accompagnement de l'urbanisation : absence d'assainissement collectif, réseau d'eau potable alimentant les hameaux mais avec des ressources limitées pour l'approvisionnement en eau potable.

L'histoire et l'évolution urbaine ont façonné les sites des trois entités bâties anciennes à la morphologie urbaine spécifique. De par la qualité de la composition architecturale et urbaine de ces entités, celles-ci s'ouvrent sur des perspectives paysagères remarquables qu'il convient de préserver ou mettre en valeur.

2 . Diagnostic environnemental : Un patrimoine naturel riche et de très grande qualité

La commune est comprise dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée entré en vigueur le 21 décembre 2015.

Les dispositions de la carte communale doivent être compatibles avec les orientations du SAGE approuvé en 2013 à l'échelle du bassin de la Drôme, qui découlent de ce document. Les orientations du SAGE Drôme visent à concilier la préservation des milieux aquatiques avec les usages domestiques, économiques et récréatifs de l'eau. Il s'attache à préserver les zones humides, les espèces remarquables et la diversité des habitats.

Le territoire communal comportant la zone Natura 2000 « Massif de Saoû et crête de la Tour » est soumis aux protections réglementaires au titre de Natura 2000.

Le territoire d'Aubenasson présente des milieux naturels à valeur patrimoniale et de grand intérêt avec un territoire communal s'inscrivant entre rivière Drôme et Montagne du synclinal perché de Saou. Ainsi s'échelonnent une grande diversité de milieux naturels, entre :

- les zones humides de la vallée et des berges de la Drôme et de ses affluents, les ripisylves de ces cours d'eau au nord,
- les prairies, boisements et falaises des reliefs septentrionaux du massif de Saoû au sud, et,
- entre ces deux grands réservoirs de biodiversité, des milieux agraires de piémont ou alternent cultures, prairies ainsi que boisements et landes sur les crêtes, talus ou fond de vallons, qui font office de corridors écologiques à l'échelle communale.

En témoignent les zones humides, et les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F.) de type 1 et 2 recensées le long de la Drôme, les ZNIEFF de type 1 et de type 2, la Zone importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) sur les reliefs du synclinal perché de Saoû, et le site Natura 2000 «Massif de Saou et crête de la Tour» au titre de la directive « oiseaux », répertoriés en tant qu'habitat d'importance communautaire.

Ces grands espaces naturels constituent des milieux « fragiles » à préserver.

Côté Drôme, outre les ramières, la flore est riche d'espèces végétales. De même, la faune présente des espèces patrimoniales et protégées, dont le castor d'Europe, et de nombreuses espèces d'oiseaux qui vivent en symbiose avec les milieux humides.

Pour les espaces naturels des reliefs de Saoû et le site Natura 2000, ces espaces présentent une grande diversité d'habitats (forêts hêtraie, sapinière, pelouses d'altitude, falaises etc.) qui sont d'un grand intérêt pour l'avifaune avec des espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (aigle royal, circaète Jean-le-Blanc, bondrée apivore, ...) qui peuvent faire l'objet de mesures de gestion, s'agissant d'espèces rares ou menacées à l'échelle européenne.

La commune présente des paysages de grande qualité sur l'ensemble de son territoire.

Plusieurs contraintes en matière de risques, ou de préservation des ressources naturelles :

zone inondable, glissements de terrain, périmètres de protection captage d'eau potable « Le moulin ou les Sagattes », périmètres de réciprocité vis-à-vis de bâtiments d'élevage, absence de station d'épuration impliquant la mise en place de système d'assainissements non collectifs adaptés à la nature des sols pour ne pas engendrer de rejets polluants dans les milieux naturels...

Plusieurs enjeux environnementaux sont relevés lors de l'état initial de l'environnement (voir carte page 89 du présent rapport) :

- Protéger les grands espaces à valeur patrimoniale et à enjeux majeur des reliefs de Saoû par le maintien notamment de l'équilibre entre espaces boisés et espaces ouverts, en évitant l'enfrichement des prairies naturelles notamment, et en maintenant une activité agricole de pâtures ou de parcours dans ces espaces ouverts
- Préserver les continuités écologiques, les zones humides, et les espaces de divagation des bords de Drôme et des ruisseaux
- Préserver la qualité des eaux souterraines et de surface, éviter de nouveaux rejets d'eaux usées notamment aux abords du captage du Moulin (hameau des Mouyons) : enjeu de mise aux normes des systèmes d'assainissement non collectif aux Mouyons mais aussi sur l'ensemble du territoire pour limiter les sources de pollution et améliorer la qualité des rejets dans les milieux naturels,
- Maitriser le développement de l'urbanisation et plus particulièrement le développement de l'habitat le long des voies ou en extension sur les espaces agricoles et naturels,
- Valoriser le potentiel « paysage »
- Prendre en compte les risques naturels : inondations, glissements de terrains,...

Dans le cadre de cette première carte communale, la commune souhaite pouvoir disposer d'un document d'urbanisme qui lui permette de programmer un développement très limité des constructions neuves à usage d'habitation au profit de la réhabilitation du patrimoine bâti existant, avec comme objectif un logement en construction neuve tous les 2 à 3 ans.

Le périmètre constructible de la carte communale qui a pris en compte les projets en cours et autres autorisations accordées dans le cadre du Règlement National d'Urbanisme, répond aux besoins communaux pour les cinq à six prochaines années, en matière d'habitat en cohérence avec le niveau des équipements communaux.

2. Présentation de la Carte Communale

Ne disposant pas à l'heure actuelle de document d'urbanisme, la commune d'Aubenasson veut se doter d'une Carte Communale afin de disposer d'une vision à moyen et plus long terme, de l'évolution de son territoire. Il s'agit notamment de maintenir la dynamique démographique, de répondre aux besoins en habitat mais en maîtrisant les constructions nouvelles et en tenant compte des équipements nécessaires et des capacités d'accueil dans le bâti existant, tout en respectant l'identité et la qualité paysagère de son territoire, et tout en préservant les terres et les structures agricoles, et les grands sites naturels rencontrés sur ce territoire.

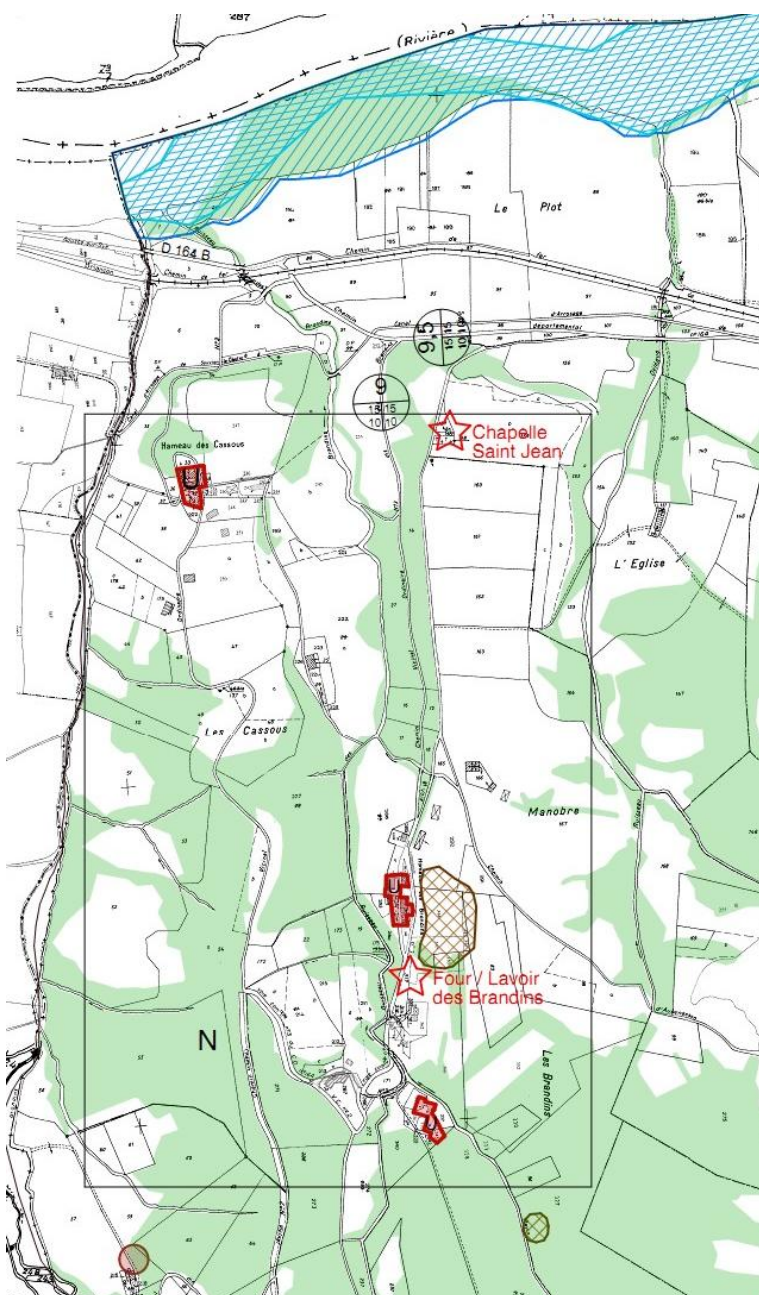
Rappel des objectifs de la commune

- Préserver les terres agricoles, en priorité les secteurs classés en AOC,
- Orienter le développement de l'habitat, notamment tenir compte des potentialités importantes en logement offertes par les constructions existantes dans les hameaux, et ainsi privilégier la réhabilitation du bâti existant pour la création de nouveaux logements, plutôt que la réalisation de logement neufs dans des espaces agricoles ou naturelles ;
- Prendre en compte les risques naturels : inondation, glissements de terrain
- Préserver la qualité des paysages et le cadre de vie en limitant notamment une concentration excessive de l'habitat individuel, et en protégeant le patrimoine architectural d'intérêt ;
- S'inscrire dans une évolution démographique modérée et maîtrisée; prévision démographiques : une trentaine d'habitants supplémentaires à l'horizon des 10 ans.
- Prévoir le développement de constructions nouvelles :
 - dans les limites fixées par la capacité des équipements existants (réseaux AEP, voirie, réseaux assainissement), et notamment par rapport au seuil du réseau AEP des Brandins,
 - dans la continuité des orientations territoriales fixées par le PLH en limitant la construction neuve à un logement nouveau tous les 2 à 3 ans.

A partir des quatre entités « hameaux ou groupes d'habitations » répertoriées sur le territoire communal, trois sont retenues dans les orientations de la carte communale comme « secteurs constructibles » :

- La Pigne
- Les Cassous
- Les Brandins





Extrait du zonage de la carte communale

Projet de Carte Communale : Secteurs constructibles « U »

Sur les documents graphiques (zonage) du projet de Carte Communale, deux secteurs couvrent le territoire d'Aubenasson :

- le secteur « N » sur l'ensemble du territoire, où les constructions ne peuvent pas être autorisées, à l'exception :
 - de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes, ou la construction d'annexes;
 - des constructions et installations nécessaires :
 - à des équipements collectifs,
 - à la mise en valeur des ressources naturelles,
 - à l'exploitation agricole ou forestière, à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, ou au stockage et à l'entretien du matériel des CUMA.
- le secteur « U » (constructible pour affectation dominante habitat) qui englobe
 - ⇒ les noyaux anciens des Hameaux des Brandins et de Cassous,
 - ⇒ le hameau de La Pigne avec un petit secteur d'extension de l'urbanisation en partie sud-est sur des espaces naturel boisés.

Sont également reportés à titre d'information sur le document graphique :

- certains éléments d'intérêt du patrimoine bâti,
- les espaces boisés,
- les zones humides
- les secteurs à risques :
 - Aléa inondation
 - Glissements de terrain
- Le périmètre protection captage d'eau potable du Moulin,
- Les bâtiments d'élevage
- Les marges de recul le long des routes départementales

Le projet de Carte Communale représente une capacité d'accueil estimée à 7 nouveaux logements, dont seulement un logement en construction neuve à La Pigne, le reste étant créé par réhabilitation ou changement de destination du bâti existant.

Superficie totale en secteur U: 0,52 ha

Superficie espace disponible en secteur U : 470 m² pour environ un logement en construction neuve

Superficie secteur « N » : 668,48 ha soit 99,92 % du territoire communal

Surface de la trame boisée : 441,28 ha.

3. Incidences sur l'environnement

La mise en œuvre du projet de Carte Communale aura des incidences positives, notamment en termes de gestion économe et qualitative de l'espace communal. Le secteur constructible « U » respecte la forme urbaine des unités bâties anciennes des hameaux des Brandins et des Cassous en s'inscrivant au plus près des espaces bâtis, il n'autorise de nouvelles constructions qu'au niveau du secteur « U » de La Pigne dans la continuité de l'existant.

Ces dispositions limitent au maximum la consommation d'espaces agricoles et naturels. De plus, le zonage intègre la gestion des risques naturels d'inondation de la Drôme, les risques de glissement de terrain, la prise en compte du captage d'eau potable, des zones humides, des continuités écologiques, des espaces naturels à valeur patrimoniale, la mise en valeur des sites et paysages et les orientations du Schéma Régional de Cohérence Ecologique,...

Incidences sur les sites Natura 2000 : Les secteurs U et Ua voués à recevoir de nouvelles constructions ne comportent ni espèce, ni habitat prioritaire au titre de Natura 2000. De plus, ces secteurs sont situés en dehors des périmètres Natura 2000, à plus de 600 mètres des limites des sites. Une mise en œuvre de la Carte Communale n'aura donc aucune incidence sur le site Natura 2000.

4. Méthodologie : Description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

L'évaluation environnementale a été réalisée sur la base de l'état initial de l'environnement présentée dans la première partie du rapport de présentation. Ce diagnostic présente les caractéristiques de la zone Natura 2000 « Masif de Saou et Crête de la Tour » ainsi que l'ensemble des documents de portée supra-communale (SRCE, SAGE, SDAGE) qui cadrent territoire.

Une analyse transversale a été portée sur les différentes entités paysagères et bâties (analyse des principaux espaces bâtis, du patrimoine...) sous en angle à la fois paysager, patrimonial, urbain et naturel. Les enjeux de ces espaces ont été mis en avant. Après les études de terrain et le travail de concertation menée avec l'équipe municipale un zonage a été défini sur les secteurs des Brandins, des Cassous, et de la Pigne. L'évaluation environnementale a analysé ces terrains afin d'en décrire les caractéristiques et de faire état des impacts potentiels qu'ils peuvent avoir sur l'environnement et notamment sur la zone Natura 2000. Des recommandations ont été apportées pour le secteur de La Pigne pour apporter des prescriptions en matière de respect des normes de l'assainissement autonome, ainsi que des recommandations pour l'insertion des constructions neuves.

Le rapport de présentation présente au préalable de cette évaluation un paragraphe mentionnant les effets notables potentiels sur l'environnement et plus particulièrement sur le site Natura 2000. Il conclut à l'absence d'impact potentiel prévisible compte tenu de l'éloignement de ces zones constructibles et de leur petite taille.

Il n'y a pas de zone d'activité projetée sur la commune.

Des indicateurs de suivi de l'évaluation environnementale ont ensuite été définis qui permettront d'évaluer le document d'urbanisme au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de son approbation.

L'évaluation environnementale qui a contribué à la définition du projet communal repose sur le recueil de données auprès de services (INSEE, IGN, Services de l'Etat : DREAL,...), des structures communale et supra communales (Communauté de communes, SMRD,...), bureau d'études assainissement, et à partir d'études déjà réalisées.
